TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 274

DERNIÈRE ÉDITION 4

MERCREDI 29 AVRIL 1981

Les prix ont augmenté de 1 % en mars

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 42

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Telex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

La tension au Proche-Orient

Washington s'inquiète de l'aggravation du conflit libanais

Israël et les Etats-Unis ont fait part, le lundi 27 avril, de leurs « inquiétudes » et de leurs « préoccupations » devant la dégradation de la situation au Liban, où les combats tendaient à se généraliser. Tandis que Jérusalem adressait à la Syrie une « mise en garde », l'agence Tass condamnait dans des termes très vifs les bombardements du Sud-Liban par Israël.

L'espoir du Kremlin

Après une longue passivité, du moins apparente, qui a suivi la conclusion des accords de Camp David — durement ressentis à Moscou du fait qu'ils excluaient l'U.R.S.S. du processus de paix israélo-arabe — la diplomatie soviétique s'active à nouveau dans le monde arabe sans que l'on puisse déterminer si elle parviendra ou non à marquer des points.

Certes, la visite du ministre koweïtien des affaires étrangères à Moscou la semaine dernière semble avoir été « couronnée de succès » dans la mesure où les deux parties ont fait état de « convergences de vues » tant sur le conflit palestinien que sur la sécurité du Golfe. Mais l'entente n'est que verbale et on ne voit pas le Koweït, intimement lié à l'Arabie Saoudite et à d'autres Etats conservateurs de la région, se faire le défenseur des thèses soviétiques.

L'« amitié » entre l'U.R.S.S. et la Libye que célèbre depuis ce lundi à Moscou le colonel Kadhafi ne devrait pas faire non plus illusion. Encore que leurs convergences d'intérêts soient bien plus étendues : Moscou et Tripoli partagent la même hostilité à l'Egypte de Sadate et, d'une manière plus générale, à la politique des « puissances impérialistes » au Proche-Orient et en Afrique, comme l'atteste leur entente sur la « libération » du Tchad. Mais, selon notre correspondant à Moscou, le président libyen manifeste pour le moins des réticences à l'égard de la proposition de M. Brejnev de régler le conflit israélo-arabe par le truchement d'une conférence internationale.

Au total, les « points d'appui » du Kremlin dans le monde arabe sont à la fois fragiles et peu nombreux. Il ne peut compter essentiellement que sur trois « îlots » : la Libye, la Syrie et la République démocratique du Yémen (du Sud), auxquels vient s'ajouter l'O.L.P., elle-même divisée sur l'efficacité de la diplomatie soviétique. Moscou a, d'autre part, pris ses distances à l'égard de l'Irak — en lui refusant des armements depuis le début de la guerre avec l'Iran — sans réussir pour autant à se gagner les bonnes grâces de la République islamique.

Malgré tout, il serait risqué de conclure que les Etats-Unis aient assuré leur prédominance au Proche-Orient depuis la « pax americana » de Camp David. S'il est vrai que la quasi-totalité des gouvernements, de l'Atlantique au Golfe, se situent dans le « camp occidental », beaucoup d'entre eux s'inquiètent de l'« incompréhension » dont fait preuve Washington à leur égard.

M. Haig s'en est rendu compte au cours de sa récente tournée au Proche-Orient. Ses interlocuteurs arabes ont été unanimes pour lui faire remarquer que le « péril soviétique », auquel il donnait la priorité, leur paraissait beaucoup moins menaçant que les retombées du conflit israélo-arabe et que, en tout cas, les deux dangers ne pouvaient être dissociés.

Les Etats-Unis ont cependant les mains liées par les accords de Camp David, qui ont fixé un processus élaboré sans consultations et à l'encontre de la volonté des autres belligérants arabes, l'O.L.P. en tête. C'est cette imprudence — ou cette ignorance des réalités du monde arabe — qui donne au Kremlin l'espoir d'étendre son influence au Proche-Orient.

Des divergences entre Moscou et Tripoli ?

De notre correspondant

Moscou. — Les premiers entretiens entre MM. Brejnev et Kadhafi, qui ont commencé au Kremlin le lundi 27 avril, immédiatement après l'arrivée du dirigeant libyen à Moscou, n'auront pas permis d'aplanir toutes les divergences entre les deux pays. Telle est l'impression qui se dégage des discours prononcés par les deux hommes d'Etat, ainsi que du premier communiqué publié par l'agence Tass. Ce texte fait en effet état d'une *« atmosphère d'amitié et de franchise »*, ce qui, en langage diplomatique, désigne des désaccords.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 4.)

Le P.C. appelle à voter pour M. François Mitterrand

Selon M. Giscard d'Estaing, la victoire de la gauche amènerait « l'ordre communiste ou le désordre socialiste »

Après la réunion de son comité central, mardi 28 avril, le P.C.F. a appelé les électeurs qui avaient voté pour M. Marchais le 26 avril à reporter leurs suffrages sur le candidat socialiste, M. François Mitterrand. Toutes les organisations du parti reçoivent pour consigne de diffuser ce mot d'ordre. La déclaration annonçant cette décision met en cause « le flou des objectifs et des moyens » du candidat socialiste et note qu'il refuse la participation de ministres communistes à un gouvernement de gauche. Le P.C.F. constate aussi que le premier tour ne lui a pas donné « la force nécessaire pour aller au changement dans les meilleures conditions. » (Lire page 48.)

Dans la majorité, M. Giscard d'Estaing s'était déjà manifesté, la veille, à Dijon et à Dole.

De son côté, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., a demandé aux chefs d'entreprise de prendre leurs responsabilités dans le choix fondamental de société qui leur sera proposé le dimanche 10 mai en refusant d'entrer « dans la voie du collectivisme ».

Il est vrai que M. Giscard d'Estaing lui-même a décidé de mener durement la bataille du second tour en accusant M. Mitterrand de vouloir « piper des voix anticommunistes du centre » sans vouloir dire s'il gouvernera avec le P.C.F. et en assurant que le dilemme serait alors entre « l'ordre communiste ou le désordre socialiste ».

Le candidat socialiste a répondu mardi à Nevers en reprochant au président sortant de « mettre la moitié de la France en accusation » et en ajoutant : « Il divise. Moi je veux réunir. » (Lire page 48.)

Le premier tour de l'élection présidentielle élimine tous les candidats à l'exception des deux d'entre eux qui ont obtenu le plus de suffrages et qui sont ainsi habilités à concourir au second tour. Pour les autres, il n'y a pas, à proprement parler, de désistement puisque le choix n'est plus entre le maintien de la candidature, son retrait pur et simple ou son retrait au profit d'un tiers. Reste la possibilité d'un appel aux électeurs, dont le contenu, l'expérience le prouve, peut s'accommoder des nuances les plus diverses.

En 1965, le candidat centriste, M. Jean Lecanuet, avait invité ses partisans à ne pas voter pour le général de Gaulle, sans dire s'il fallait se reporter sur le nom de M. Mitterrand ou mettre un bulletin blanc dans l'urne. En 1969, Jacques Duclos avait recommandé l'abstention devant le choix entre Georges Pompidou et Alain Poher « *bonnet blanc et blanc bonnet* ». En 1974, M. Chaban-Delmas avait conseillé de ne pas voter pour M. Mitterrand, sans citer le nom de M. Giscard d'Estaing.

Par rapport aux précédents, certaines des prises de position qui ont suivi le premier tour de l'élection présidentielle actuelle, celles par exemple de M. Crépeau, de Mme Bouchardeau et de Mlle Laguiller en faveur de M. Mitterrand, de MM. Chirac, Chaban-Delmas et Messmer en faveur de M. Giscard d'Estaing, sont plus nettes ou plus positives.

Encore qu'elles ne soient pas sans nuances ni arrière-pensées dans le cas du maire de Paris. De la part d'un leader politique qui a plusieurs fois démontré sa capacité d'entraîneur d'hommes et de pourvoyeur de suffrages, l'engagement purement personnel dénote une certaine réserve. C'est le moins qu'on puisse dire.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 10.)

Les inquiétudes du C.N.P.F.

Rompant le silence qu'il avait observé pendant la première partie de la campagne électorale, du fait de la présence de deux candidats « majoritaires », le C.N.P.F. est monté en ligne, dès le lendemain du premier tour, par la voix de son président, M. François Ceyrac. La rapidité de la réaction et le contenu de celle-ci traduisent bien les inquiétudes qui assaillent les responsables du patronat français.

Sur le fond, le message n'est guère surprenant. Il est rappelé aux chefs d'entreprise qu'ils sont placés devant un « choix fondamental de société », *et il leur est demandé implicitement de voter pour M. Giscard d'Estaing, bien que le nom de ce dernier, pas plus que celui de son concurrent, ne soit mentionné.*

Le ton de la déclaration est plus inusité, puisque une véritable mise en garde est adressée aux patrons, qui « ne doivent pas oublier qu'une erreur de leur part aurait les conséquences les plus graves pour les entreprises et pour la France ».

Le C.N.P.F. ne saurait mieux dire qu'il n'est pas très sûr de la réaction de ses troupes, dont une bonne partie s'est prononcée pour M. Chirac. Les allusions faites par M. Ceyrac à la nécessité de mener une politique de l'emploi « plus dynamique », de desserrer les contraintes « qui paralysent », d'alléger les charges sociales et fiscales, suffiront-elles à rallier les plus réticents ?

On l'espère, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, où l'on ne cache pas que les résultats du premier tour laissant la porte ouverte à toutes les hypothèses, surtout si le report des voix majoritaires se fait mal. Le tout bien sûr au nom de l'apolitisme bien connu de l'organisation patronale...

(Lire page 8.)

LES JEUNES DE LA CRISE

Avec le thème de l'emploi des jeunes, leur avenir est présenté comme l'un des enjeux de la campagne éléctorale : ils ont entre seize ans et vingt ans, sont encore en formation et savent que, pour certains, le chômage les guette. Qu'en pensent-ils ? Le mieux était de le leur demander...

Lire page 19 le début de l'enquête d'Edwy PLENEL

L'épouvantail

par MAURICE DUVERGER

Peut-on prendre au sérieux le candidat sortant quand il évoque le péril d'une majorité dominée par le marxisme et présente le second tour comme un choix dramatique entre deux types de société ? Comment accuser un adversaire d'être l'otage des communistes quand ceux-ci ne réunissent que 15 % des suffrages ? Comment imaginer qu'ils puissent asservir une gauche dont ils ne représentent même pas le tiers ? Ils ne pèsent plus assez lourd pour la réduire à leur merci. D'autant que leurs pertes sont maximales dans la classe ouvrière, où ils puisent leur dynamisme et leur légitimité. Maintenant, M. Mitterrand est plus justifié à parler au nom des « travailleurs », car ils ont plus voté pour lui que pour M. Marchais. Avec un score aussi faible, ce dernier a-t-il les moyens d'agiter une menace de grève dans le style de juin 1936 ? Même si le pouvoir lui attribue les provocations que quelques « autonomes » risquent de déclencher le 1er Mai prochain.

Les communistes ne gardent qu'une seule arme d'apparence efficace : l'exigence de ministres dans un gouvernement de gauche. Ils aident M. Giscard d'Estaing en brandissant à tout bout de champ cet épouvantail. Mais il ne fait illusion que par l'ignorance des dispositions de notre Constitution. On peut s'étonner que le président de la République, chargé de les respecter, feigne de les méconnaître. Elles impliquent une distinction entre l'élection présidentielle du 10 mai et les élections législatives qui la suivraient en juin en cas d'une victoire du candidat socialiste, lequel dissoudrait aussitôt l'Assemblée nationale.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Sacrifice

Ainsi, 72 % des électeurs ont voté contre le citoyen-candidat ; c'est-à-dire, dans l'esprit de celui-ci, contre la France.

Ce peuple masochiste et suicidaire s'est donc exprimé à une large majorité contre... lui-même. Il y a là de quoi vous dégoûter à tout jamais de briguer la présidence d'un tel pays. Raison de plus, par conséquent, de saluer le courage et l'esprit d'abnégation de M. Giscard d'Estaing, qui a décidé malgré tout de maintenir sa candidature au second tour. Vraiment, nous ne le méritons pas.

BERNARD BRIS.

L'Arabie Saoudite : paradis ou poudrière ?

Après le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, et le premier ministre britannique, Mme Thatcher, c'est au tour du chancelier Schmidt, qui se trouve à Ryad depuis le lundi 27 avril, de s'entretenir avec les dirigeants saoudiens. Ces derniers assurent que la question de la vente d'armements ouest-allemands ne sera pas évoquée, conformément aux vœux du gouvernement de Bonn. En revanche, les conversations porteront tant sur les relations bilatérales, en particulier dans le domaine économique, que sur les problèmes que pose la sécurité dans le Golfe.

A l'issue d'une enquête de plusieurs semaines en Arabie Saoudite, Eric Rouleau fait le point, en une série de quatre articles, de la situation économique, politique et sociale dans ce pays.

I. — Une société schizophrène

De notre envoyé spécial
ÉRIC ROULEAU

Ryad. On se croirait à Paris, Londres ou New-York. La réception que donne ce grand bourgeois ne s'y serait pas déroulée autrement. L'habit bédouin ne devrait pas faire illusion. Brasseurs d'affaires ou hauts fonctionnaires qui, de retour de l'étranger, troquent le complet veston de bonne coupe pour les vêtements traditionnels, non moins élégants dans leur *thwab* (longue robe de soie ou de laine) et leur *michlah* liseré d'or (manteau en forme de cape), la tête coquettement recouverte d'un châle à carreaux noirs ou rouges (le *ghoutra*), devisent, en un anglais châtié, tout en dégustant du whisky ou du champagne. La consommation de l'alcool est, en principe, sanctionnée de peines de prison, mais est tolérée à l'intérieur des foyers. Les boissons importées en contrebande étant trop onéreuses, un breuvage distillé localement, surnommé *sadiki* (littéralement « mon ami ») est très répandu au sein des classes populaires.

La ségrégation des sexes, strictement réglementée, est de moins en moins observée dans les réunions privées. Les femmes qui, hors de chez elles, doivent obligatoirement se couvrir de la tête aux pieds, sont, dans les réceptions « bourgeoises », dévoilées, maquillées et, pour les plus aisées d'entre elles, habillées par les plus grands couturiers parisiens. Les conversations sont empreintes d'une étonnante liberté pour un pays qui fait figure de forteresse du puritanisme islamique. Ainsi n'entend-on que propos de sympathie à l'égard de la princesse Mishaal exécutée en 1977 pour adultère, et qu'éloges pour la *dramatique* anglaise qui relate les amours coupables de la suppliciée, *la Mort d'une princesse*, largement diffusée par les télévisions occidentales sauf, curieusement, en France.

(Lire la suite page 5.)

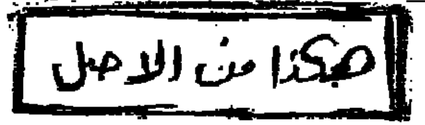
LE FESTIVAL DE GUANAJUATO

Salzbourg au Mexique

A 10 000 kilomètres de la France, à Guanajuato, délicieuse petite ville du Mexique dont le nom est encore inconnu à beaucoup d'Européens, s'est ouvert le 24 avril, en présence du président de la République, M. Lopez Portillo, un Festival international d'une ampleur et d'une qualité qui n'ont rien à envier à ceux que nous connaissons. Pendant trois semaines (jusqu'au 16 mai) vont se succéder, à raison de six à huit manifestations par jour, des concerts, représentations, spectacles de ballet aux mille étoiles : la Comédie-Française jouera *Partage de midi* et *les Fausses Confidences*, l'Opéra national hongrois *le Château de Barbe-Bleue* et *le Mandarin merveilleux*. Les Orchestres philharmoniques de Vienne et de New-York (avec Zubin Mehta) sont présents, comme le Mozarteum de Salzbourg, Birgit Nilsson, Yehudi Menuhin, Rudolf Serkin, Pierre Fournier, Joan Baez, des troupes de théâtre espagnoles, tchèques, japonaises, chinoises, cubaines, le Ballet de Bali et le Kathakali, Martha Graham, etc.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 22.)



Le Monde

idées

LIBAN

Le Liban, à nouveau, vit dans l'angoisse et le déchirement. Pour le docteur Salamé, il s'agit, à proprement parler, d'un nouveau génocide. Mais le Père Lelong rappelle qu'il y a *des victimes partout.* Et Albert Bourgi et Pierre Weiss montrent la complexité des enjeux et des intérêts, qui convergent, *selon le jugement* lapidaire de Nicolas Saudray, à faire tout simplement taire le Liban. Que peut faire la France, vis-à-vis d'un drame qui touche un pays à tant d'égards si proche ? Bernard Stasi et Jean-Marie Daillet réclament un *dialogue international*, tandis qu'Albert Mansour estime que l'objectif premier devrait être de permettre à la force des Nations unies de mettre fin à *l'occupation israélienne* du Sud.

Le voyage au bout de la nuit

par ALBERT BOURGI et PIERRE WEISS (*)

SI le rebondissement de la guerre au Liban était trop attendu *pour avoir surpris, ses causes* sont loin d'être élucidées ; la droite chrétienne prétend que les Syriens *et leurs alliés palestiniens*, appliquant la « tactique du salami », sont en train de franchir une nouvelle *étape dans leur mainmise* sur le pays. La Syrie, les Palestiniens et la gauche libanaise affirment, à l'inverse, que la flambée de violence actuelle est liée au développement de l'entreprise « partitionniste » menée *par* les phalangistes (Kataeb).

Ici et là, on a également relevé, pour en tirer d'ailleurs des conclusions opposées, *la coïncidence entre* la reprise des combats et la tournée du secrétaire d'Etat américain au *Proche-Orient : pour les uns, Damas* et Moscou auraient voulu signifier aux Etats-Unis et aux pays arabes *modérés qu'ils ne sauraient être* écartés du règlement du conflit du Proche-Orient. Pour d'autres, les *manœuvres* provocatrices des Kataeb auraient cherché à préparer une riposte d'envergure de Tel-Aviv *avec l'aval de Washington.*

La *dimension* régionale du conflit est perceptible dès avril 1975 et évidente depuis *l'invasion* du Sud-Liban par l'armée israélienne, en mars 1978. Les observateurs n'ont pas manqué de relever *que*, depuis la signature du traité de paix égypto-israélien (mars 1979), la Syrie demeure seule en *présence* d'Israël *sur* le « champ de bataille » proche-oriental, surtout depuis le déclenche*ment de la guerre irako-iranienne*, à l'occasion de laquelle elle a pris à l'encontre de l'attitude adoptée par *la grande majorité des pays arabes* le parti de Téhéran contre Bagdad. La diplomatie syrienne a certes en*registré plusieurs déconvenues* de taille, dont la plus importante est la quasi-rupture avec la Jordanie, *apparue ouvertement* lors du récent sommet arabe d'Amman.

Il ne faut cependant pas surestimer la *fragilité* d'une Syrie *qui* bénéficie toujours de l'appui du Front de la fermeté (*Algérie*, Libye, *Yémen du Sud, O.L.P.*), qui exerce depuis octobre 1976 une influence déterminante sur la résis*tance palestinienne et le Mouvement* national libanais, et pour laquelle la signature, le 8 octobre dernier, d'un *traité d'amitié et de coopération* avec l'Union soviétique constitue une sorte d'« assurance tous risques ».

Les difficultés diplomatiques de la *Syrie et la montée des périls* intérieurs ont été interprétées par certaines parties libanaises comme un *signe de faiblesse*, d'autant plus qu'un climat de défiance, né de l'échec apparent de la mission *im*partie à la *force* arabe de dissuasion et de la lassitude de l'opinion libanaise, s'était progressivement instauré à l'égard de la présence militaire syrienne. Là-dessus, venaient se greffer les divergences d'évaluation des perspectives de paix au Proche-Orient entre Hafez El Assad et Yasser Arafat qui déploie depuis *plusieurs mois* une vaste offensive diplomatique en direction des pays arabes modérés et de l'Europe des Dix.

Dans ce contexte, la Syrie a jugé sans doute impérieux de réaffirmer son *autorité* en « *reprenant en main* » ses alliés et en donnant une leçon à ses adversaires.

Damas se devait tout d'abord de *mettre un terme à l'emprise* croissante des Kataeb sur le chef de l'Etat libanais et plusieurs ministres *du cabinet Wazzan. De fait*, l'évolution du rapport des forces est, depuis deux ans, largement favorable aux *milices de Bachir Gemayel, qui ont* mis à profit le répit relatif connu par le pays depuis octobre 1978 pour *consolider leurs assises militaires* et politiques. Au terme de meurtriers *affrontements* en juillet 1980 avec les *partisans* de Camille Chamoun, les Phalanges ont imposé leur hégémonie à l'ensemble de la droite chrétienne *et se sont* taillé des zones où elles *règnent* en maître.

Divers projets politiques élaborés depuis près d'un an par *les* Kataeb consacreraient officiellement, s'ils étaient mis en application, une partition du pays, d'ores et déjà *largement* entamée dans les faits. Les sanglants bombardements de Zahlé *visent, semble-t-il, à couper* la ville de ses bases arrière beyrouthines, et à déjouer un « plan » qui aurait pour *objectif de relier à terme* Zahlé à Marjayoun, via Jezzine, ce qui permettrait de constituer une zone chré*tienne d'un seul tenant.*

Les *grandes* manœuvres des Kataeb, menées, il convient de le souligner, à proximité de la Syrie — Zahlé est à quelques kilomètres de la frontière syrienne, — ont entraîné une réaction d'autant plus vive des dirigeants de Damas, que Bachir Gemayel et ses partisans sont *loin* d'avoir rompu avec *Tel-Aviv*, même s'ils font preuve de plus de discrétion qu'auparavant sur l'étendue de leurs liens *avec* Israël.

C'est là une dimension trop souvent méconnue du conflit libanais : il existe une étroite connexion entre *les agressions permanentes d'Israël* dans le sud du pays qui prennent la forme d'opérations militaires directes *ou sont menées par le canal de* Saad Haddad et ses miliciens, et la stratégie syrienne au Liban. Les *derniers événements ont, ainsi*, été précédés par un regain de tension dans le Sud (interventions aéro*portées de l'armée israélienne sur* la route côtière Beyrouth-Saïda, bombardement de Saïda par les forces *de Saad Haddad).*

Tel-Aviv n'a jamais *cessé de souffler* le chaud et le froid selon que ses intérêts le lui dictaient ou non. Le *pilonnage aveugle* de Beyrouth-Est et de Zahlé par l'artillerie syrienne est pourtant l'occasion de *rappeler* qu'Israël a *constamment* entravé la mission assignée aux « casques bleus » de al FINUL, qui était *d'ouvrir* la voie au déploiement de l'armée libanaise le long de la frontière avec Israël. Si la FINUL avait pu mener à bien cette mission, *Damas aurait eu plus de difficulté* à justifier son refus d'assurer la relève de ses unités par l'armée libanaise *dans certaines zones-tampons* de Beyrouth.

C'est précisément la question de la sécurité *et du déploiement* de la nouvelle *armée* libanaise sur l'ensemble du territoire qui a fait l'objet d'âpres *discussions lors du sommet* Assad-Sarkis tenu à Damas le 9 mars dernier. L'armée libanaise suscite *toujours* de vives *appréhensions tant* de la part de la Syrie que de la « collusion » supposée de ses prin*cipaux chefs avec la droite chrétienne.*

Cette inquiétude s'est renforcée à la suite des combats qui ont mis aux prises l'armée libanaise *et* l'Armée de libération de la Palestine (A.L.P., *d'obédience syrienne) dans les* secteurs « sensibles » de la capitale. Il convient également de préciser que, dans *la conjoncture actuelle*, l'Etat libanais, faute de disposer d'un pouvoir de contrainte crédible, est *condamné à l'impuissance*, à gérer le provisoire et à ne trancher de rien qui engage l'avenir. Enfin, *les grandes puissances n'apparaissent* pas avoir été impliquées directement dans la naissance de la *présente crise, mais s'attachent* plutôt à circonscrire les effets de celle-ci et à limiter l'extension des affrontements. *Les mises en garde* publiques adressées par le général Haig à la Syrie ne constituent pas un *« feu vert » à une éventuelle riposte* israélienne, mais s'inscrivent plutôt dans l'action « modératrice » que jouent — *en fait depuis avril 1975* — Moscou et Washington au Liban.

Pour que « le voyage au bout de la nuit » du Liban touche un jour *à son terme, il faut que* la *droite* chrétienne cesse de *considérer* Israël comme son nécessaire recours et que les Syriens *abandonnent* leur politique de surenchères. Mais, surtout, il faut que la communauté *internationale adopte* les *mesures* appropriées pour ramener à la raison Israël non seulement au Liban, mais *dans les territoires occupés.* La *création* d'un Etat palestinien apparaît en effet comme la condition *nécessaire* pour lever l'hypothèque qui empêche depuis six ans les Libanais de décider eux-mêmes de leur destin.

(*) Coauteurs de l'ouvrage *les Complots libanais*, Berger-Levrault.

Vers un dialogue international ?

par BERNARD STASI (*) et JEAN-MARIE DAILLET (**)

VOICI de *nouveau* Beyrouth matraquée par les obus syriens. Voici Zahlé toujours assiégée *par les troupes d'Assad*. Voici Saïda bombardée par les Israéliens et le commandant Haddad. Le martyre du *Liban va-t-il donc se poursuivre* et s'amplifier ?

Aucun Français ne peut rester *indifférent au drame de tout un peuple* ami. C'est en vain que, pendant des années, en France et ailleurs, *une propagande partisane a prétendu* opposer des chrétiens libanais dits « de droite », ou « conservateurs », *aux musulmans libanais supposés* « de gauche », « progressistes », et alliés inconditionnels des tendances *palestiniennes les plus dures*. La vérité est que les deux communautés libanaises souffrent ensemble *d'une situation insupportable* et aspirent de plus en plus à revivre en paix, en liberté, unies dans le culte *d'une patrie indépendante respectée* par tous ses voisins, et qui redeviendrait un modèle de tolérance et de *culture pluraliste* au cœur d'une région exaspérée et ravagée par la haine et la guerre.

Pourquoi faut-il que tous les Libanais soient victimes de la généreuse hospitalité qu'ils ont accordées aux *réfugiés palestiniens* — *dont ils ont* été les premiers à défendre les droits légitimes — et des visées de la Syrie ?

Le président de la République française et son gouvernement ont déployé les plus grands efforts pour faire cesser le feu et rechercher avec toutes les parties intéressées les voies d'un apaisement durable et d'une solution libanaise. S'il ne tenait qu'à la France, et, avec elle, aux pays de la Communauté européenne, les armées étrangères quitteraient le Liban, où leur présence ne se justifie aucunement, les pouvoirs publics libanais, dont l'action est aujourd'hui paralysée pour des raisons évidentes, retrouveraient leur autorité souveraine légitime, et l'armée libanaise reconstituée, représentative de toutes les communautés libanaises, *garantirait* l'ordre public et la sécurité.

Est-ce donc là un rêve inaccessible ? *Nous souhaitons* que la France, sans se laisser décourager par les difficultés actuelles du dialogue pour *le Liban, relance inlassablement* la proposition d'une conférence spécifique sur le problème libanais faite *à diverses reprises par le président* Giscard d'Estaing.

(*) Président délégué du C.D.S., président de l'intergroupe parlementaire des droits de l'homme à l'Assemblée nationale.

(**) Vice-président du C.D.S., vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale.

Ce que devrait faire la France

par ALBERT MANSOUR (*)

PAUVRE Liban ! Il ne lui a pas suffi de supporter les atrocités de la guerre, mais aussi *celles d'une campagne* d'information tendancieuse et destructive.

Faut-il, une fois de plus, protester ? La guerre au Liban n'est pas une guerre entre communautés religieuses. Il n'y a pas eu génocide ou même tentative de massacre des chrétiens de la part de l'armée syrienne. La grande majorité de mes coreligionnaires vivent dans les régions où la responsabilité de la sécurité incombe aux forces syriennes, et ces chrétiens, au nombre de sept cent cinquante mille, vivent en totale sécurité ! La région de Zahlé a vécu dans les mêmes conditions et en pleine sécurité *depuis 1976*, et elle n'a connu les malheurs que lorsque les phalangistes de Béchir Gemayel s'y sont *infiltrés* pour y imposer leur domination.

Si l'on devait parler de massacre de chrétiens, c'est dans les régions contrôlées par les phalangistes que ces tueries ont eu lieu. Je n'en citerai comme exemples que le cas du député maronite Tony Frangié et de plusieurs dizaines de ses compatriotes à Ehden, abattus *froidement* en 1978 par les milices de M. Gemayel, ainsi que le massacre en *moins de* quatre heures de cinq cents partisans maronites de Camille Chamoun à Safra en juillet 1980.

Tel est le projet suicidaire et fasciste des phalangistes de Béchir *Gemayel, soutenus et encouragés* par Israël ; il vise à étendre son pouvoir par la violence à toutes *les régions* du Liban, transformées les unes après les autres en ghettos pour chrétiens.

C'est précisément ce *projet* qui constitue le plus grand danger pour les chrétiens du Liban. *D'ailleurs, leur grande majorité* s'y oppose et refuse d'accepter ce « christianisme armé », allié d'Israël, qui n'a *pour* conséquences que de les couper de leur milieu arabe et de les mettre en conflit perpétuel avec leurs compatriotes. C'est infliger un grand tort au christianisme et aux chrétiens du Liban que de confondre, non sans malveillance, phalangistes et chrétiens.

L'armée syrienne a été appelée au Liban par le président de la République sur l'incitation des phalangistes eux-mêmes. Sa présence a été consacrée légalement par le pouvoir libanais et par la Ligue arabe. C'est le parti phalangiste de *Béchir Gemayel qui* a bafoué la légalité, qui a chassé l'armée libanaise des régions qu'il domine, qui a *fait* la guerre aux Syriens en se réfugiant derrière la population désarmée, sacrifiant ainsi à ses ambitions des civils *innocents*.

C'est à la lumière de ces réalités que la France devrait œuvrer en faveur d'une solution politique, *d'une réconciliation* nationale garantissant l'unité, l'indépendance et le régime démocratique du Liban. *L'envoi d'une force* internationale, qui a été proposé, ne peut déboucher que sur la partition du Liban, à l'instar de Chypre. *C'est pourquoi* les *Libanais* se sont opposés à la récente initiative française.

L'internationalisation que nous souhaitons est celle qui permettrait aux forces des Nations unies, *installées au Liban Sud*, d'accomplir leur mission en mettant fin à l'occupation israélienne de ce territoire. Elle devrait aussi prendre la forme de pressions amicales sur tous les belligérants pour les amener à une entente *nationale* sous l'égide du pouvoir légal au Liban.

La France est bien placée pour contribuer à atteindre ces deux objectifs.

(*) Député catholique du Liban.

Correspondance

Un génocide

Le docteur Salamé, de Paray-le-Monial, nous écrit :

Je suis un chirurgien français, né à Zahlé, ville où deux cent mille chrétiens (d'ailleurs, qu'ils soient chrétiens ou musulmans m'importe peu, ce qui m'importe c'est qu'ils *soient libanais*), sont en train d'être assassinés par une armée régulière d'un pays, la Syrie, qui se prétend frère.

Non, ce n'est plus la guerre *civile qui continue*. C'est un génocide. Je ne peux contempler ce spectacle affreux, sans « crier » ces quelques lignes dans *le Monde*, journal que je lis depuis vingt ans.

Que faire ?

— Encourager les étudiants *libanais vivant* à Paris, à occuper des ambassades, notamment celle de la Syrie ? Détourner un avion ou prendre des otages ?

Non, je respecte trop la vie humaine, de par ma profession, et je crois encore à la supériorité *du droit sur la violence*.

— M'adresser à l'O.N.U. ?

Je n'ai aucune chance d'être entendu en tant qu'individu, et il y a longtemps que j'ai cessé de croire à l'efficacité de cet organisme dans pareilles situations.

M'adresser à M. Giscard d'Estaing, dont j'ai toujours admiré le talent ?

Mais j'ai bien peur que ses préoccupations électorales ne *soient plus importantes* que l'assassinat de Libanais lointains.

Pourtant, c'est bien là où « le monopole du cœur » devrait s'exercer.

Je ne résiste pas à dire : « Et si de Gaulle était là ! » D'abord son charisme, sa stature, son sens prémonitoire de l'histoire, auraient dissuadé l'Etat syrien (ou israélien d'ailleurs) d'agresser le Liban. Ensuite, il aurait envoyé un ultimatum à l'agresseur et *non simplement* deux avions de secours à l'agressé. La France n'est pas seulement la Croix-Rouge !!

Monsieur le Président de la République, empêchez-moi de penser que, si le Liban était un pays producteur de pétrole, vous auriez agi plus énergiquement. Empêchez-moi de croire que la France n'agit pas par amitié, mais seulement par intérêt.

Les Libanais chrétiens, bombardés jour et nuit depuis six *jours, notamment* à Zahlé où il n'y a pas d'abris souterrains, ne votent pas le 26 avril, mais ils sont au moins aussi « attachés » *à la France que* les Français d'outre-mer.

Au nom de la liberté, dont la France est le berceau, au nom de l'histoire commune de la France et du Liban, au nom de la fidélité, sans conditions et sans intérêts, de tant de Libanais chrétiens envers la France, faites, monsieur le Président de la République française, par *tous* les moyens, et avant qu'il ne soit trop tard, que le Liban chrétien survive en paix avec son jumeau le Liban musulman.

Faites-le taire !

par NICOLAS SAUDRAY

MALGRÉ quelques tiraillements et injustices, le Liban d'avant 1975 était le seul Etat de la planète où chrétiens et musulmans cohabitaient sur un pied d'égalité. Situation intolérable, et qu'il était temps de faire cesser.

La Syrie, nous dit-on, a perdu une province, qu'on n'est pas près de lui rendre. Il est bien normal qu'elle cherche à se dédommager ailleurs.

Les Palestiniens ont perdu leurs maisons. Certains l'ont même perdue deux fois, en 1948 puis en 1967. Ne sont-ils pas excusables, dès lors, de détruire la maison du voisin, même si celui-ci n'est pas pour grand-chose dans leurs malheurs ?

Leurs milices, à vrai dire, avaient été constituées pour combattre Israël. Entreprise désespérée, chacun le sait. N'est-il pas naturel, dans ces conditions, qu'elles se rabattent sur des adversaires moins nombreux et moins armés ?

Quant à Israël, il vole au secours des chrétiens en canonnant ou en faisant canonner des populations civiles. On ne voit pas au juste qui cela peut aider, mais cette action a au moins le mérite d'entretenir une intéressante pagaille.

En somme, tout s'explique lumineusement, et légitimement.

Faites donc taire le Liban, ses cris manquent de décence.

(*) Ecrivain.

Il y a des victimes partout

par MICHEL LELONG (*)

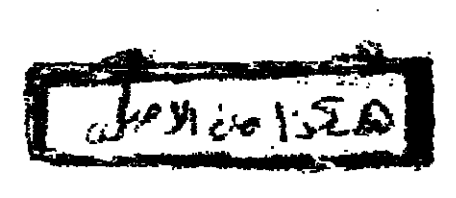
LA façon dont une partie de la presse européenne a évoqué, ces jours derniers, les événements du Liban risque de faire croire à beaucoup d'Occidentaux qu'il s'agit là-bas d'une « guerre de religion » dont les seules victimes seraient des chrétiens.

La réalité est tout autre. Au cours d'un récent séjour à Beyrouth, j'ai pu constater qu'il y avait là-bas des victimes et des souffrances dans toutes les communautés. Avant les bombardements sur Zahlé, d'autres bombardements — ceux de l'aviation israélienne — ont fait des dizaines de morts et de blessés parmi la population civile, chrétienne et musulmane, au Sud-Liban. Mais on n'en a guère parlé en Europe.

On ne dit pas *non* plus suffisamment qu'une des *causes* principales de la situation actuelle au Liban, *c'est* l'actuelle politique israélienne : en refusant de reconnaître le droit du peuple palestinien à avoir une *patrie*, en offrant et apportant son soutien à des milices extrémistes, l'Etat d'Israël compromet l'entente et la coopération *entre* les diverses familles spirituelles qui vivent au Liban.

Heureusement, dans ce pays qui nous est si cher et si proche, nombreux sont, dans tous les milieux, les chrétiens et les musulmans qui, dans l'épreuve, cherchent ensemble les voies de la réconciliation. J'en ai rencontré beaucoup là-bas : ils comptent sur le soutien de tous ceux qui, en Europe, sont soucieux de justice et de vérité.

(*) Prêtre.



Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

États-Unis

M. Reagan défend son programme économique devant le Congrès

M. Ronald Reagan devait faire sa rentrée politique, ce mardi 28 avril dans la soirée, en s'adressant aux deux Chambres réunies du Congrès pour défendre son programme économique. Le discours du président, qui devait être retransmis par les grandes chaînes de télévision, constitue sa première grande intervention publique depuis l'attentat du 30 mars.

M. Reagan devait inviter le Congrès à mettre plus d'empressement à discuter et à adopter les grandes lignes de son programme, et en particulier le budget 1982. Le projet de budget présidentiel prévoit 695 milliards de dollars de dépenses et un déficit de 45 milliards. Les démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants, proposent, de leur côté, 714 milliards de dépenses et 25,6 milliards de déficit.

La procédure budgétaire, réformée en 1974, devrait se poursuivre jusqu'à l'automne. Marianne Amar, étudiante de troisième cycle à l'Institut d'études politiques de Paris, présente ci-dessous les détails de cette procédure.

L'administration américaine va assouplir de nombreux règlements jugés nuisibles au commerce extérieur

Un Livre blanc sur la politique menée par le gouvernement américain en matière de commerce extérieur sera rendu public prochainement, indique la revue *Business America* publiée par le département du commerce.

Quatre questions principales sont réexaminées, dans le dessein de réduire le poids des réglementations qui — selon la nouvelle administration — freinent les exportations américaines : législation concernant les gratifications offertes par les sociétés pour l'obtention de contrats à l'étranger ; régime fiscal des citoyens américains travaillant à l'étranger ; commerce extérieur des services ; lois antitrusts applicables au commerce extérieur.

Après avoir mis en forme le programme économique de M. Reagan, dont les effets se feront surtout sentir sur le plan interne, l'administration est en train de réexaminer complètement la politique économique extérieure.

Réduction de l'aide à l'étranger

L'effort de redressement économique intérieur sera aidé par une politique de soutien aux exportations, ont indiqué le secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige, et le représentant spécial du président Reagan pour les affaires commerciales, M. William Brock.

Cette politique, qui met l'accent sur le soutien au secteur privé, doit prendre le pas sur les dépenses d'aide à l'étranger. Celles-ci seront ramenées, selon le programme Reagan, à 4,8 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1982 (qui commencera le 1er octobre prochain) alors que M. Carter avait prévu 5,2 milliards.

L'entourage de M. Reagan a vivement critiqué la politique d'aide à la Banque mondiale qui, selon le sous-secrétaire au Trésor, M. Beryl Sprinkel, « *favorise des pays socialistes aux dépens du secteur privé* ».

On estime que l'aide publique a montré son inefficacité dans les pays du tiers-monde et qu'il vaut mieux maintenant aider le secteur privé, source d'activité économique. L'aide américaine sera désormais davantage bilatérale, tenant compte des intérêts stratégiques et soumise à des perspectives de rentabilité à court terme.

La nouvelle politique d'aide à l'étranger s'accompagne de la mise sur pied d'une politique d'exportations. « *Les États-Unis ne peuvent plus se permettre le luxe d'être le seul grand pays industrialisé sans stratégie économique extérieure cohérente* », souligne un rapport de l'International Economic Policy Association.

Pourtant, la banque Export-Import, instrument principal de cette politique, n'a pas échappé aux réductions de dépenses. Son budget sera réduit de 30% pour l'année budgétaire 1982. Le secrétaire au commerce a cependant indiqué que ces coupes seraient revues si les États-Unis ne parvenaient pas à un accord avec leurs partenaires sur les crédits aux exportations. Une réunion doit se tenir à ce sujet à Paris à la mi-mai dans le cadre de l'O.C.D.E. Les États-Unis souhaiteraient que leurs partenaires (la France notamment) accordent moins de crédits à faible taux d'intérêt pour soutenir leurs exportations.

La législation anti-pots-de-vin assouplie ?

Le gouvernement souhaite d'autre part éliminer les principaux obstacles réglementaires et législatifs aux exportations. Un projet de loi visant à réduire la pression fiscale sur les entreprises employant des citoyens américains à l'étranger sera prochainement déposé au Congrès. Le gouvernement a également affirmé son intention d'assouplir la législation « anti-pots-de-vin » adoptée en 1977 par le président Carter à la suite de divers scandales, dont le plus retentissant fut l'affaire Lockheed.

Un programme de soutien aux exportations de services, secteur qui représente 65% du P.N.B. américain, est également en cours d'élaboration. Les États-Unis souhaitent négocier des accords internationaux dans les domaines de l'ingénierie, de la construction, de l'assurance, de la banque et du transport maritime, afin de réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce international dans ces différents secteurs.

Le gouvernement souhaite enfin mettre en sourdine la politique antitrust pour tout ce qui concerne le commerce extérieur. Un projet de loi permettant la création de sociétés commerciales comme il existe au Japon vient d'être adopté à l'unanimité par le Sénat. — *(A.F.P.)*

DES SOCIÉTÉS « VICTIMES » DE L'ÉTAT

Les sociétés américaines ont fortement développé leurs services juridiques, réduit leur compétitivité et centralisé leurs décisions en raison du développement, depuis dix ans, des réglementations gouvernementales. Telles sont les conclusions d'une enquête du Conference Board, organisme d'études du monde des affaires.

Cette enquête montre en particulier qu'entre 1970 et 1980 l'augmentation des règlements relatifs à la protection de l'environnement et à l'égalité des chances en ce qui concerne l'emploi (entre les sexes, races...) a été celle qui a eu l'impact le plus important sur la gestion des sociétés.

Sur les quatre cent une sociétés auprès desquelles l'enquête a été menée, 20 % d'entre elles ont dû, pour faire face à l'accroissement des réglementations, créer un département juridique. Le nombre de personnes employées par ces services dans les quatre cent une sociétés a « *plus que doublé* ». L'une de ces sociétés, précise le Conference Board sans la nommer, a désormais un département juridique employant quatre cents personnes.

D'autre part et toujours selon l'enquête, les prises de décision des sociétés étudiées se sont « *trouvées à la fois ralenties et centralisées du fait des règlements gouvernementaux* ». Cela a, en outre, « *freiné la tendance générale à la décentralisation des pouvoirs de décision* » dans les sociétés. Enfin 60 % des sociétés interrogées ont estimé que l'accroissement des règlements gouvernementaux a « *réduit leur capacité à soutenir la concurrence étrangère aux États-Unis mêmes* ». — *(A.F.P.)*

Une procédure budgétaire lente et complexe

Complexité et lenteur : ce sont sans doute les termes qui caractérisent le mieux la procédure budgétaire aux États-Unis. Les débats commencent en janvier pour s'achever, après de nombreuses interruptions, le 1er octobre, début de l'année fiscale outre-Atlantique. La tradition veut que le président présente son budget dans les jours qui suivent la rentrée du Congrès, début janvier. Préparé par le bureau de la gestion et du budget, ce texte n'a qu'une valeur indicative, les Chambres gardant l'initiative en matière de loi.

Cette année, le calendrier a été bouleversé par la victoire des républicains en novembre. Conformément à la loi, le président Carter avait présenté, lors de son discours d'adieu au Congrès le 14 janvier, un projet de budget pour 1982. Incompatible avec les conceptions de M. Reagan, il a été revu par la nouvelle administration, présenté dans sa forme corrigée le 18 février, et il est actuellement discuté dans le cadre de la procédure budgétaire mise en place depuis 1974 (1).

La loi de 1974 a introduit une conception du budget jusque-là inédite aux États-Unis : les travaux du Congrès doivent déboucher sur un projet cohérent, non sur une simple addition de lois indépendantes les unes des autres. Elle a, en revanche, fort peu simplifié un processus très complexe, qui peut, selon un rapport récent, passer par plus de cent étapes différentes.

Dans un premier temps, le projet est passé au crible par les commissions permanentes, tandis que l'on procède au recensement des forces en présence par des votes indicatifs. C'est, au départ, le seul instrument capable de fournir des renseignements sur l'issue de la discussion, la notion de majorité parlementaire n'ayant guère de sens aux États-Unis. Quand le Congrès s'est séparé avant Pâques, cette phase préliminaire touchait à sa fin ; elle s'achèvera avec le vote définitif de la première résolution budgétaire, élément essentiel de la loi de 1974.

Préparé par les commissions budgétaires de la Chambre et du Sénat, ce texte contient quatre chiffres fondamentaux — montant global des recettes, des dépenses, du déficit et de la dette publique. C'est une base de calcul qui doit guider le Congrès dans la suite de son travail, lui rappeler que le budget est un projet cohérent, mais elle n'a pas force de loi.

Pour le moment, la commission budgétaire de la Chambre a publié une résolution s'inspirant d'un contre-projet démocrate ; celle du Sénat, après avoir accepté les réductions de dépenses préconisées par la Maison Blanche, a rejeté le projet de loi sur l'impôt. Les deux commissions vont maintenant devoir s'entendre sur un texte commun et le faire adopter en séance plénière. La bataille budgétaire entrera alors dans sa phase décisive.

Un parcours semé d'embûches

Le budget est divisé en chapitres qui font chacun l'objet d'un projet de loi distinct, élaboré dans les commissions permanentes, puis discuté et voté en séance plénière. Enfin, une commission paritaire est chargée de trouver des formules de compromis, soumises une nouvelle fois à l'approbation du Congrès. En effet, la Constitution exige que la Chambre et le Sénat passent les lois dans des termes strictement identiques, ce qui est rarement le cas au terme d'une procédure ne prévoyant guère de contacts entre les deux Assemblées. Il faut noter qu'elles sont placées sur un pied d'égalité, sauf en matière d'impôt où la Chambre a seule l'initiative.

Ce compromis ne marque pas la fin du débat budgétaire : le Congrès doit encore voter une seconde résolution qui corrige éventuellement le premier chiffrage. Elle a un pouvoir contraignant : au cours de l'année fiscale à venir, aucune loi entraînant des recettes inférieures ou des dépenses supérieures aux chiffres inscrits dans la résolution ne pourra être votée. Il ne reste plus ensuite qu'à mettre au point le texte final, synthèse des différents projets de loi et de la seconde résolution, et à le faire adopter avant le 25 septembre.

Les risques sont donc grands pour le président de voir son projet initial dénaturé au terme de cette procédure semée d'embûches. Il peut, certes, user de son influence sur le Congrès et dans l'opinion publique pour infléchir le cours des événements, mais ses pouvoirs restent limités. C'est au soir du vote de la seconde résolution que M. Reagan saura, enfin, s'il a définitivement gagné la bataille du budget. Car le recours au veto présidentiel, sans doute efficace, serait à l'évidence une grave défaite morale.

MARIANNE AMAR.

(1) L'administration Reagan a également proposé un certain nombre de mesures concernant le budget 1981, en application depuis le 1er octobre 1980, mais il s'agit de changements minimes.

L'ANCIEN VICE-PRÉSIDENT SPIRO AGNEW EST CONDAMNÉ A REMBOURSER DES POTS-DE-VIN

Annapolis (Maryland) *(A.F.P.)*. — L'ancien vice-président Spiro Agnew a été condamné lundi 27 avril à payer 248 735 dollars à l'État du Maryland, en remboursement de pots-de-vin qu'il a acceptés quand il était gouverneur de cet État. Le juge Bruce Williams a estimé que M. Agnew avait violé la confiance des habitants du Maryland en acceptant des dessous-de-table de la part d'entreprises de travaux publics et devait, pour cette raison, rembourser aux contribuables de l'État ce qu'il avait touché. La somme comprend 147 500 dollars de pots-de-vin auxquels s'ajoutent 101 235 dollars d'intérêts.

Au cours du procès, qui s'était ouvert le 21 avril, un de ses anciens avocats, M. George White, avait témoigné que M. Agnew avait reconnu devant lui en 1973 avoir accepté ces pots-de-vin. M. Agnew, élu avec M. Nixon en 1972, avait démissionné le 11 octobre 1973 de ses fonctions de vice-président à la suite d'accusations de fraude fiscale. En 1974, il avait dû payer 160 000 dollars d'arriérés d'impôts et de pénalités diverses.

● *Vingt-sixième victime noire à Atlanta*. Le corps de Jimmy Paine, un jeune Noir âgé de vingt et un ans, a été découvert lundi 27 avril dans la rivière Chattahoochee, à Atlanta. Le jeune homme avait disparu depuis cinq jours. Il semble qu'il soit mort de la même façon que de nombreuses autres victimes de la série de meurtres qui touche depuis près de deux ans la communauté noire d'Atlanta, c'est-à-dire par asphyxie. *(A.F.P., A.P.)*

Chili

UN COMMANDO DE LA « RÉSISTANCE POPULAIRE » OCCUPE LA PRINCIPALE STATION DE RADIO

Santiago (A.F.P.). — Un commando de militants de gauche a occupé ce mardi 28 avril à Santiago-du-Chili les installations de « Radio Portales », la principale station du pays, pris en otage le personnel et diffusé des proclamations hostiles au régime du président Pinochet.

Le commando, qui se présente sous le nom de « Milices de la résistance populaire », a fait irruption à 7 h. 30 locales (11 h. 30 G.M.T.) dans les studios au moment de la diffusion des informations.

Les locaux de « Radio Portales » sont situés dans le centre de Santiago.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Les nationalistes sont assurés d'une large majorité aux élections du 29 avril

De notre correspondant

Johannesburg. — *Moins de deux millions et demi d'électeurs blancs — seuls habilités à voter dans un pays qui compte aussi 19,3 millions de Noirs, d'Indiens, de métis et d'Asiatiques — s'apprêtent à désigner, mercredi 29 avril, 165 députés et 179 conseillers de province. Quatre partis structurés et deux groupuscules présentent un total sans précédent de 722 candidats. Tous sont opposés au changement constitutionnel qui aboutirait à la règle démocratique « un homme une voix », mais deux partis se sont clairement prononcés en faveur de réformes spécifiques de l'apartheid (P.F.P. et N.R.P.) Les nationalistes, assurés d'une victoire écrasante, sont restés vagues et imprécis quant aux réformes que le premier ministre entendait mener.*

« *Verligte* » ou « *verkrampte* » ? La politique du prochain gouvernement de M. P. W. Botha, actuel premier ministre, sera-t-elle « *éclairée* » ou « *crispée* » ? Telle est la question fondamentale que se posent à la veille de la consultation les deux millions et demi d'électeurs blancs sud-africains. L'issue du scrutin, quant aux performances des partis en lice, ne fait, en effet, aucun doute. Le parti nationaliste, au pouvoir depuis 1948, remportera, comme lors des précédentes consultations, une écrasante victoire. Quelques sièges législatifs en plus ou en moins ne changeront pas profondément la structure du pouvoir parlementaire actuellement détenu par les nationalistes afrikaners avec 137 sièges sur 165. C'est une donnée de base de la société blanche sud-africaine, les descendants des Boers, les Afrikaners, constituent plus de 60 % de la population électrice et éligible, et se prononcent traditionnellement (à 80-85 %) pour leur parti historique. La majorité des anglophones (65 à 70 %) votent généralement pour le parti fédéral progressiste, qui conservera à peu près son importance actuelle (18 sièges) et restera, aux yeux des Noirs comme de l'étranger, le « *parti des bonnes intentions* », souvent utile, mais, par définition mathématique, rarement efficace dans son rôle de contre-pouvoir.

De fait, tout au long d'une campagne marquée par la progression des idées d'extrême droite, les politiciens nationalistes se sont efforcés d'ignorer les « prog » du docteur Van Zyl Slabbert et les « républicains » de M. Vause Raw (9 sièges) pour se consacrer à un adversaire autrement plus dangereux à leurs yeux, M. Jaap Marais, leader du H.N.P. Ce miniparti d'extrême droite, qui prône la poursuite et le renforcement de l'apartheid pur et dur des années 50, est né d'une scission marginale du parti au pouvoir en 1969. Aux dernières élections, il n'avait remporté que soixante-quatorze mille voix et n'a jamais pu faire son entrée au Parlement. Grâce à une campagne simpliste, mais efficace dans le contexte sud-africain, il pourrait en être autrement mercredi. Les rares sondages le créditent d'environ cent mille voix, ce qui, dans le pire des cas, lui permettrait de remporter tout au plus un ou deux sièges parlementaires.

M. Jaap Marais est dangereux parce ce qu'il porte les réelles divisions du parti nationaliste sur la place publique, parce qu'il se réclame, à juste titre, de l'héritage du docteur Verwoerd, le père de l'apartheid, dont le portrait orne toujours les édifices publics et les permanences du parti nationaliste, parce que ceux qui le suivent sont essentiellement des Afrikaners auxquels il parle le langage qu'ils sont habitués à entendre depuis des décennies de la bouche même du pouvoir, et qu'ils ont peur, terriblement peur, des changements, même timides, promis depuis plus de deux ans par M. P. W. Botha. Celui-ci a d'ailleurs très bien compris le danger et s'est efforcé pendant toute la campagne d'adopter un profil bas quant aux réformes. Dans le même temps, pour ne pas trop altérer l'image « *verligte* » qu'il s'est évertué à donner de lui depuis son accession au pouvoir, il a, en habile manœuvrier, réparti entre ses ministres, les grands thèmes à défendre.

Certains ont continué d'évoquer sans plus de précision les « *nécessaires réformes* », les autres ont juré que l'héritage du docteur Verwoerd ne serait pas altéré, M. Botha se réservant l'explication de la fameuse théorie de la « *stratégie totale* » mise en place pour faire face au non moins fameux « *assaut total* » dont l'Afrique du Sud serait victime de la part de l'ONU, de l'O.U.A. et des marxistes du monde entier.

Une plate-forme en douze points

La plate-forme officielle en douze points du parti est si habilement vague que des ministres réputés « *verligte* », comme le docteur Koornhof, et des vrais « *verkrampte* », comme M. Andries Treurnicht, qui ne s'entendent sur rien, la défendent les uns et les autres avec le même acharnement. Avec ses alliés, ministres ou non, M. Treurnicht, leader de la fédération « *verkrampte* » du Transvaal (la plus puissante du pays avec soixante-seize circonscriptions contre cinquante-cinq au Cap, vingt dans le Natal et quatorze dans l'Orange Free State), a promis pêle-mêle que le texte législatif de base de l'« apartheid » (Group Area Act) n'était pas « *négociable* », que les lois interdisant les relations sexuelles et les mariages entre Blancs et non-Blancs « *ne seraient pas abrogées* », que le gouvernement « *n'obligerait jamais les sportifs à pratiquer le multiracialisme* » et que « *les Blancs ne partageraient pas le pouvoir* ». Aucun ministre, pas même le premier, qui a refusé tout débat public avec ses opposants, n'a démenti ces assertions. M. Schoeman, ministre des transports, est même allé jusqu'à affirmer publiquement que les nationalistes luttaient « *pour le même idéal que le H.N.P.* », celui-ci « *manquant simplement de vision de tactique et de foi* ».

Après les élections, il sera impossible de distinguer les voix « éclairées » de celles des « crispés » (la désignation des candidats a eu lieu à huis clos le 23 mars et s'est apparemment soldée par une victoire des « *verkrampte* »), et chacune des deux factions pourra revendiquer la propriété du nouveau mandat. La consultation, qui avait notamment pour but, selon des proches du premier ministre, de reformuler l'identité afrikaner dans une direction un peu plus réformiste, a toutes chances de se solder en l'occurrence par un échec. Elle sera cependant utile à M. Botha, qui va pour la première fois aux urnes à la tête de son parti, et y gagnera sans doute la légitimité de sa « tribu ». Reste à savoir ce qu'il en fera. « *Je ne serai pas l'homme de la division* », a-t-il souvent répété. Tel est pourtant, selon tous les observateurs, le prix à payer pour le changement réel et pacifique de système sud-africain. Une évolution qui, pour un nombre croissant de Noirs, ne peut plus procéder que de la confrontation.

PATRICE CLAUDE.

● *Vingt et un syndicalistes*, détenus sans procès dans le Bantoustan du Ciskei, ont entamé, lundi 27 avril, une grève de la faim pour protester contre leur incarcération. Les syndicalistes sont emprisonnés en vertu d'une loi autorisant la détention sans procès pendant quatre-vingt-dix jours. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Tunisie

Des militants du Mouvement islamique demanderont l'autorisation de constituer un parti

De notre correspondant

Tunis. — Des membres du Mouvement islamique ont annoncé que de nombreuses arrestations avaient eu lieu dans leurs rangs au cours de cette dernière semaine, à la suite de troubles dont les lycées et l'université ont été le théâtre en février et mars. Selon ces mêmes sources, des personnes interpellées ont été relâchées après plusieurs jours d'interrogatoire durant lesquels elles auraient subi des sévices ; d'autres seraient maintenues dans les locaux de la police, tel M. Mohamed Lahbib Mokni, l'un des responsables des publications du Mouvement, aujourd'hui interdites.

Ces interpellations ont probablement lieu dans le cadre de l'enquête qui avait été ouverte pour rechercher les auteurs des actes de violence et des graves déprédations commis dans les établissements scolaires lors de l'agitation lycéenne et estudiantine. Pour le moment, les autorités se sont bornées à annoncer seulement l'arrestation de quatre étudiants accusés — avec onze autres en fuite — d'avoir séquestré pendant vingt-quatre heures et menacé de mort le doyen de la faculté des sciences (*le Monde* daté 22-23 février). Tous appartiennent au courant musulman, dont le premier ministre, M. Mohamed Mzali, a récemment dénoncé la « *volonté destructrice* » et les « *appels à l'anarchie et à la destruction* ».

« *Les groupes se réclamant de l'islam et qui agissent en fait contre l'islam ne veulent pas voir le pays s'engager dans la voie de la concorde et de la solidarité* », a remarqué M. Mzali. Ces déclarations et les prises de position du récent congrès du parti destourien (P.S.D.), qui semblent exclure le Mouvement islamique de la future charte nationale, n'ont pas empêché l'un de ses animateurs les plus en vue, Mᵉ Hassan Ghodbani, d'annoncer son intention de présenter « *en temps opportun* » une demande d'autorisation de se constituer en un parti islamique de la choura (concertation démocratique). Mᵉ Ghodbani relève qu'en reconnaissant le principe du multipartisme le P.S.D. a « *ouvert une porte* », mais, ajoute-t-il, « *il est du devoir du régime de ne pas la fermer devant ceux dont il n'approuve pas les attitudes* ».

Il s'inquiète par ailleurs de la « *grande ambiguïté* » de certaines conditions mises à une éventuelle reconnaissance des partis et principalement de celle exigeant la non-dépendance idéologique et matérielle à l'égard de l'étranger. « *Cela veut-il dire*, demande-t-il, *que les tendances islamiques et le courant baasiste qui dépassent dans leur contenu et leur portée les frontières de la Tunisie constituent des mouvements idéologiquement favorables à l'étranger ? Que nous le voulions ou non, nous avons deux dimensions auxquelles nous ne cesserons d'être attachés : l'arabisme et l'islam...* »

MICHEL DEURÉ.

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT DU LIBAN ET LA VISITE DU PRÉSIDENT LIBYEN EN U.R.S.S.

Israël « ne saurait tolérer la liquidation des chrétiens »

La dégradation de la situation au Liban — où les bombardements effectués par les diverses parties antagonistes ont été particulièrement intenses le lundi 27 avril — risque de déborder les frontières du pays. Tout en pilonnant différentes localités du Sud-Liban, pour « y détruire des bases palestiniennes », Israël a adressé une « mise en garde » à la Syrie lui demandant d'arrêter son offensive contre les réduits chrétiens au nord.

Un hélicoptère syrien a été abattu ce mardi par la chasse israélienne dans le centre du pays alors qu'il venait de participer à la « bataille des crêtes ». Ses quatre occupants auraient été tués.

L'engagement a été annoncé par Israël après la publication d'un bref communiqué déclarant : « *Le gouvernement israélien ne saurait tolérer les tentatives syriennes pour conquérir le Liban et y liquider les chrétiens.* »

M. Menahem Begin a envoyé au gouvernement américain un message sur la « situation très grave et très préoccupante » qui prévaut au Liban. Le département d'Etat a aussitôt fait part de sa « profonde inquiétude » au sujet de l'occupation par les troupes syriennes de hauteurs dans le centre du pays.

L'agence Tass a, pour sa part, accusé Israël d'avoir « érigé le brigandage et l'agression au rang de la politique d'Etat, encouragé en cela par l'attitude des milieux officiels américains ».

De notre correspondant

Beyrouth. — Alors que l'on parlait de détente dans la matinée du lundi 27 avril, le Liban a vécu une des journées les plus violentes depuis la reprise des hostilités, il y a près d'un mois. A Beyrouth, à Saïda et sur les crêtes, les affrontements ont fait au moins dix-huit morts et cent vingt-sept blessés. La « détente » s'expliquait par l'annonce de la visite, dès mardi, du ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, au Liban ; par les propos plutôt rassurants tenus par le chef de la diplomatie libanaise, M. Boutros, après son entretien, dimanche à Damas, avec le président Assad ; par l'intention encore de M. Khaddam d'engager un dialogue direct avec les deux principaux dirigeants chrétiens de la « vieille garde », MM. Camille Chamoun et Pierre Gemayel ; par la constatation, enfin, que le canon s'était brusquement tu lundi matin (sauf dans la montagne).

En milieu d'après-midi, les milices phalangistes pilonnaient intensément, pour la première fois, Beyrouth-Ouest (palestino-progressiste). La population de ce secteur n'ayant pas encore pris l'habitude des abris, le nombre des victimes est relativement élevé : trois morts, dont deux journalistes palestiniens, et plus de vingt-cinq blessés. Achrafieh, à Beyrouth-Est (chrétien) demeure cependant le quartier le plus durement touché. Ce secteur est en partie désert et la population encore sur place est parfaitement rodée aux bombardements.

Au même moment, l'aviation israélienne s'acharnait au sud sur Saïda, Tyr, Nabateih et leurs environs, déjà bombardés la veille, atteignant Dalhamyeh, nettement plus au nord. Dix morts et trente-huit blessés civils se sont ajoutés aux victimes de dimanche. En tout, il y aurait une cinquantaine de morts au Sud-Liban.

Quant à la bataille des crêtes qui a pris le relais de celle de Zahlé, rendant cette dernière quasiment sans objet, elle se poursuivait et a été marquée par un succès des troupes syriennes qui ont réussi à prendre le contrôle d'un poste d'observation — dit le « refuge des Français » — à 2 600 mètres d'altitude. Position importante mais non décisive, au dire des militaires. La bataille, en tout cas, se déroule depuis lundi sur le pic voisin du Mzar.

« *Cet embrasement correspond-il au schéma, désormais classique dans la crise libanaise, qui consiste à chauffer les fronts à la veille de chaque négociation importante ? Vise-t-il, au contraire, à torpiller d'avance les pourparlers de M. Khaddam ? Représente-t-il pour les diverses fractions en présence sur la scène libanaise un moyen de s'affirmer ?* » se demande le quotidien *l'Orient le Jour*. Il faudra attendre le départ de M. Khaddam, mercredi, pour en savoir davantage.

LUCIEN GEORGE.

Des divergences entre Moscou et Tripoli

(Suite de la première page.)

Les Soviétiques n'en ont pas moins réservé au colonel Kadhafi, qui n'était pas venu à Moscou depuis 1976, un accueil particulièrement chaleureux. MM. Brejnev, Tikhonov, chef du gouvernement, Gromyko, ministre des affaires étrangères, Ponomarev, secrétaire du comité central chargé des relations internationales, l'attendaient à l'aéroport. Les artères parcourues par le cortège étaient pavoisées de drapeaux libyens et de banderoles vantant « *l'amitié soviéto-arabe* ».

Officiellement, la visite a pour but de développer les relations bilatérales entre les deux pays, mais M. Kadhafi est aussi à Moscou en tant que porte-parole du Front de la fermeté (1). La *Pravda* a insisté sur « *le rôle actif* » joué par la Libye « *dans la cohésion de toutes les forces patriotiques du monde arabe contre les intrigues de l'impérialisme et de ses complices* ». De son côté, le colonel Kadhafi a expliqué que le Front de la fermeté constituait un pas sur la voie de l'unité arabe et que « *les propositions sur l'unité syro-libyenne et algéro-libyenne représentaient la voie même du renforcement du Front de la fermeté* ».

Dans son discours au Kremlin, M. Brejnev a admis que les deux pays se distinguaient par « *certaines différences d'ordre idéologique* ». En réalité, ce ne sont pas les seules. Des divergences politiques existent aussi, qui portent, notamment, sur la conférence internationale sur le Proche-Orient, proposée par M. Brejnev au vingt-sixième congrès du P.C. soviétique. M. Kadhafi est, pour le moins, réticent. « *Nous considérons comme nécessaire*, a-t-il dit, *de recevoir des informations sur les questions liées à vos propositions concernant la réunion d'une conférence internationale sur le problème palestinien.* »

Un réquisitoire contre les États-Unis

M. Brejnev a eu plus de succès la semaine dernière avec cette proposition auprès du ministre des affaires étrangères du Koweït, qui fait partie des pays arabes modérés. Le colonel Kadhafi veut d'autres précisions, en particulier sur « *l'indépendance et la souveraineté de l'Afghanistan, sans ingérence dans ses affaires intérieures et sur la garantie de la neutralité du Golfe et de son exclusion de la sphère des conflits internationaux.* »

Le premier compte rendu des pourparlers publiés par Tass fait, cependant, état d'un accord très large dans la dénonciation des forces impérialistes, responsables de la « *sérieuse aggravation du climat international* ». Au cours d'un échange « circonstancié » sur la situation au Proche-Orient, MM. Brejnev et Kadhafi ont accusé Israël d'entretenir la tension et condamné les tentatives des Etats-Unis « *d'installer dans cette région une alliance politico-militaire hostile aux Arabes et composée des Etats-Unis, d'Israël et des traîtres aux intérêts arabes* ».

Dans son discours au Kremlin, le dirigeant libyen a été encore plus violent puisqu'il a affirmé qu'il convenait de « *liquider* » l'occupation de la Palestine, l'annexion de Jérusalem, les colonies israéliennes sur la rive occidentale du Jourdain et l'occupation des territoires arabes (conquis en 1967). A propos de Camp David, Tass indique que l'accord représente « *un danger tout particulier* ». Les deux parties ont souligné « *l'importance de la cohésion de toutes les forces progressistes du monde arabe, du resserrement de leur amitié et du renforcement de leur coopération avec l'U.R.S.S.* ».

Pour sa part, M. Brejnev a prononcé un réquisitoire contre l'ensemble de la politique américaine dans le tiers-monde, affirmant que « *les impérialistes n'ont que faire de la volonté des peuples et des lois de l'histoire* ». Après avoir implicitement repris sa proposition d'accord international sur les voies de transport pétrolier, il a rappelé que l'U.R.S.S. était prête à « *prendre une part constructive* » dans la recherche d'un règlement juste et durable au Proche-Orient, « *sur une base empreinte de respect des principes et de réalisme* ».

Accord sur le Tchad

Il a néanmoins répété son opposition à tout « *code de conduite* » imposé par les Américains, et perpétuant « *le pillage impérialiste* ». Expliquant que l'U.R.S.S. préconise « *toujours le respect strict et entier des normes élémentaires du droit international* », il a lui-même proposé des règles de conduite vis-à-vis des jeunes Etats, qui prévoient en particulier deux points : le refus des ingérences dans les affaires intérieures, le strict respect de l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières et le refus de soutenir du dehors les mouvements séparatistes, la reconnaissance de la souveraineté de ces Etats sur leurs ressources naturelles, le respect du non-alignement.

Est-ce pour illustrer ces principes généreux que MM. Brejnev et Kadhafi ont pris acte « de la normalisation de la situation au Tchad », et qu'ils se sont déclarés convaincus qu' « un terme devait être mis aux intrigues des forces impérialistes et réactionnaires au Tchad et autour du Tchad », ce qui revient de la part de Moscou à cautionner la politique libyenne dans la région ?

DANIEL VERNET.

(1) Le Front de la fermeté comprend, outre la Libye, l'Algérie, la Syrie, le Yémen du Sud et l'O.L.P.

ASIE

Afghanistan

Plus de la moitié des personnes éduquées ont quitté le pays déclare un ancien conseiller du président Karmal

De notre correspondant

New-Delhi. — M. Mohammed Seddiq Farhanq, soixante-six ans, a occupé de nombreux postes dans l'administration afghane jusqu'à la chute de Mohammed Daoud. En mars 1980, M. Babrak Karmal, soucieux d'élargir la base de son gouvernement, lui demande de devenir son conseiller en matière économique. Les deux hommes se connaissent : ils ont siégé ensemble sur les bancs du Parlement de 1965 à 1969. « *Il était à l'extrême gauche, moi au centre gauche* », précise M. Farhanq. Ce dernier mettra deux conditions à son acceptation, d'une part que M. Karmal obtienne le retrait des troupes soviétiques ; d'autre part, qu'il s'engage à laisser au peuple afghan le soin de choisir le type de régime sous lequel il entend vivre à l'avenir. M. Karmal donnera son accord tout en demandant qu'on lui laisse « *quelques mois* ».

« *Je me suis très vite rendu compte*, raconte M. Farhanq, *que nous n'étions jamais invités à participer aux réunions importantes, celles où se prenaient les décisions. J'ai également constaté que les Russes étaient partout et que rien ne se faisait sans leur avis.* » Après dix mois de patience, il décidera, « *Karmal n'ayant pas tenu ses engagements* », de mettre un terme à sa collaboration.

De santé fragile, il parviendra, en invoquant la nécessité d'aller suivre des traitements médicaux à l'étranger, à gagner New-Delhi, d'où il s'apprête à rejoindre Washington.

Selon notre interlocuteur, plus de la moitié de la classe éduquée de la population (par exemple, les médecins, les ingénieurs) s'est exilée — un véritable « *exode des cerveaux* ».

Des promesses non tenues

Il faut ajouter à cela les Afghans qui ont été « éliminés », ceux qui ont disparu (quelque cinquante mille personnes, si on extrapole à partir du chiffre de douze mille cité par Amin lui-même pour la seule prison de Pul-E-Charki), ainsi que les victimes des opérations militaires, sans oublier celles des règlements de compte entre les deux factions du parti au pouvoir : « *Au total*, estime-t-il, *au moins un demi-million.* » Il reconnaît qu'il s'agit là d'estimations contestables, mais il ajoute aussitôt : « *Une chose est certaine, il est très peu de familles qui, au cours de ces trois ans, n'aient pas eu à déplorer la perte d'un des leurs.* »

« *Quand on veut avoir de bonnes relations avec un Afghan, il faut absolument respecter les trois Z : Zar (l'argent), Zan (la femme) et Zamin (la terre). Or*, constate-t-il, *les deux tendances du P.C. n'ont pas respecté cette règle* » ; notamment des milliers de femmes ont été violées. « *Dans la société afghane traditionnelle, c'est un crime impardonnable qui exige réparation. Au-delà de la religion, on entre dans le domaine de la vendetta. Or presque chaque famille a été outragée ou meurtrie et exige, par conséquent, vengeance.* »

Partant ensuite des promesses formulées par le régime communiste lors de son accession au pouvoir, il consiste qu'en aucun domaine aucune n'a été tenue. Ainsi, la réforme agraire, « *qui avait été accueillie dans l'expectative par la majorité de la population, a été mise en œuvre avec une telle précipitation qu'elle s'est soldée par un échec complet, suscitant rapidement une hostilité quasi générale* ».

Il poursuit : « *On n'a pas voulu attendre de disposer d'un cadastre et l'on a procédé dans le noir le plus complet ; de plus, au lieu d'insister sur le bénéfice qu'en retirerait l'ensemble du pays, on a œuvré dans un esprit de vindicte et utilisé cette réforme comme un moyen de dresser les gens les uns contre les autres.* »

En fait, la réforme n'a jamais été acceptée, d'autant que les mollahs (les prêtres) ont dénoncé son « *caractère spoliateur, contraire aux principes de l'islam* ». Pour M. Farhanq, une mesure, une seule, a cependant été positive : « *la suppression de l'usure, qui était d'ailleurs*, relève-t-il, *en accord, elle, avec l'idéologie islamique* ».

En ce qui concerne le plan quinquennal adopté en 1979, il constate qu'aucun des objectifs qui étaient fixés pour les deux premières années n'a été atteint. « *Au contraire, on a plutôt reculé.* » Ainsi les productions de coton, de charbon, de sucre, de produits textiles ont-elles décliné. « *Dans deux domaines — l'alphabétisation et la scolarisation, — l'échec*, affirme-t-il, *a été total.* » « *Mais*, ajoute-t-il, *les objectifs fixés n'étaient vraiment pas réalistes.* »

« *Après trois ans de régime communiste*, déclare-t-il, *je suis parvenu à la conclusion que la lutte de libération engagée contre les Soviétiques se poursuivra, avec ou sans aide extérieure.* »

PATRICK FRANCES.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK S'EST ENTRETENU AVEC LE CHARGÉ D'AFFAIRES AMÉRICAIN A PÉKIN.

Le prince Sihanouk a proposé dimanche 26 avril à M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), de le rencontrer pour discuter de « *la formation d'un front uni de toutes les forces patriotiques de libération nationale* » du Cambodge, a annoncé l'ancien chef de l'Etat khmer, qui se trouve à Pékin. Cette « *affectueuse* » et « *fraternelle* » rencontre pourrait avoir lieu avant le 15 mai à Singapour ou plus tard à Belgrade.

D'autre part, le prince s'est entretenu samedi avec M. Stapleton Roy, chargé d'affaires américain à Pékin. De source proche du prince, on affirme que celui-ci a demandé aux Américains une aide pour une armée « *sihanoukiste* » ; celle-ci ne comprendrait actuellement pas plus de quelques centaines d'hommes à la frontière thaïlandaise.

M. Sipaseuth, ministre laotien des affaires étrangères, est arrivé lundi à Djakarta avant de se rendre à Manille. Il s'entretiendra avec ses interlocuteurs indonésiens de l'amélioration des relations entre les trois pays indochinois communistes et les cinq membres de l'ASEAN (1) ; la question du Cambodge sera abordée. Ce voyage intervient après une réunion à Vientiane le 24 avril de représentants des trois pays indochinois qui s'était prononcés en faveur de « *consultations régionales* » avec l'ASEAN.

(1) Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines et Thaïlande.

Inde

● LE MARECHAL M. OGARKOV, chef d'état-major de l'armée soviétique, est arrivé, lundi 27 avril, en Inde, pour une visite officielle de quatre jours. Quelque cinq cents réfugiés afghans ont manifesté devant l'ambassade d'U.R.S.S. à New-Delhi à l'occasion du troisième anniversaire de la prise du pouvoir par les communistes à Kaboul, alors que l'officier supérieur se trouvait dans les locaux. — (*Reuter.*)

Iran

La gauche musulmane a rassemblé cent mille manifestants à Téhéran

Deux tués et plusieurs blessés

Téhéran (*A.F.P.*). — Deux membres des Moudjahedine du peuple (gauche islamique) ont été tués et il y a eu plusieurs blessés, au cours d'une manifestation qui a dégénéré pendant plus de trois heures en violents incidents lundi après-midi 27 avril à Téhéran. Les deux jeunes manifestants ont été tués, l'un d'une balle dans la poitrine, l'autre d'une balle dans la tête, selon les deux hôpitaux de la capitale où ils ont été transportés.

Près de cent mille sympathisants des Moudjahedine, dont de nombreuses femmes, s'étaient rassemblé en début d'après-midi sur une place en plein centre de Téhéran, afin de protester contre « *le massacre de plusieurs de leurs adhérents, en province, ces derniers jours* ». Après un premier échange de pierres entre manifestants et « *hezbollahi* » (extrémistes religieux), le service d'ordre — essentiellement composé de miliciens islamiques — a tenté de disperser les manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes et en tirant de longues rafales d'armes automatiques en l'air.

Avant que n'éclatent les incidents, les participants à la manifestation avaient lancé des slogans contre les « *réactionnaires qui doivent savoir que les Moudjahedine combattront jusqu'au bout* », et contre les gardiens de la révolution, qui « *tirent sur les Moudjahedine au lieu de viser l'ennemi* ». Des manifestants ont expliqué que leur présence ne constituait pas une « *démonstration de force* », mais qu'elle pouvait annoncer « *un changement dans la politique des Moudjahedine* » (à l'égard du pouvoir).

Le ministre de l'intérieur, M. Mahdavi Kani, dans un communiqué, a dénoncé « *le comportement subversif* » de ceux qui participent à « *des manifestations interdites* », mais a ajouté : « *Nous ne gouvernerons pas avec des baïonnettes.* »

Un foyer arménien attaqué

Une trentaine de personnes ont été blessées dans la nuit de dimanche à lundi à Ispahan (centre de l'Iran), au cours de l'attaque d'un foyer arménien par « *des éléments irresponsables* », apprend-on de source arménienne.

Le quartier général des gardiens de la révolution d'Ispahan, interrogé par l'A.F.P., a confirmé que des incidents avaient eu lieu au cours de la nuit. Il s'est toutefois refusé à fournir le moindre détail quant au nombre des blessés et à l'identité des groupes impliqués dans les incidents, en déclarant qu'une enquête avait été ouverte à ce sujet.

DIPLOMATIE

La visite de M. Schmidt en Arabie Saoudite

LA VENTE D'ARMEMENTS OUEST-ALLEMANDS A RYAD « NE SERA PAS ÉVOQUÉE »

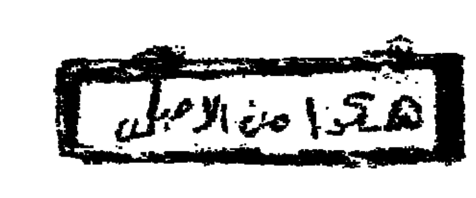
Ryad (*A.F.P., Reuter*). — Les entretiens officiels du chancelier Helmut Schmidt, arrivé lundi après-midi 27 avril à Ryad pour une visite de quarante-huit heures, avec les hauts responsables saoudiens, porteront essentiellement sur la coopération entre les deux pays, la recherche d'un règlement au conflit du Proche-Orient, la situation dans le Golfe et le dialogue Nord-Sud.

La question de la vente par la R.F.A. à l'Arabie Saoudite de trois cents chars Léopard-2 « *ne sera pas évoquée au cours de ces entretiens* », a précisé le ministre saoudien de l'information, M. Mohamed Abdo Yamani, peu après l'arrivée du chancelier Schmidt à Ryad.

Le ministre saoudien de la défense, le prince sultan Ben Abdel Aziz avait déclaré, pour sa part, mercredi dernier que « *l'Arabie Saoudite n'examinera cette question que si cette dernière était évoquée par l'Allemagne fédérale* ». De toute évidence, les dirigeants saoudiens cherchent à ne pas embarrasser le chancelier Schmidt qui apporte, dans son pays, une forte opposition à la vente d'armements à des pays situés dans des « zones de tension » (*le Monde* du 28 avril).

Le principal objectif de M. Schmidt, dit-on dans son entourage, est de renforcer la coopération économique entre les deux pays et de combler ainsi, si possible, le déficit de la balance commerciale en faveur de l'Arabie Saoudite. Les milieux industriels ouest-allemands, qui sont représentés en Arabie Saoudite par environ 240 compagnies espèrent obtenir des commandes d'une valeur de 10 milliards de dollars par an, dans le cadre du nouveau plan quinquennal saoudien de développement.

● *M. Waldheim*, secrétaire général de l'O.N.U., qui s'entretiendra jeudi 30 avril avec le président Reagan, se rendra en visite à Moscou, du 4 au 7 mai. — (*A.F.P.*)



PROCHE-ORIENT

L'Arabie Saoudite : paradis ou poudrière ?

(Suite de la première page.)

Le paradoxe est d'autant plus frappant que les lois régissant la condition féminine sont draconiennes. Il est interdit aux femmes de conduire une voiture, de fréquenter les établissements publics sans être chaperonnées, de voyager ou de s'employer sans l'autorisation écrite du père, du mari, ou, à défaut, du chef de famille. Elèves ou étudiantes, cloîtrées tant chez elles que dans les établissements d'enseignement, elles ne peuvent se rendre à leurs cours qu'accompagnées par un membre mâle de la famille. Une femme ne peut exercer qu'un nombre très limité de métiers — enseignante, médecin, laborantine, assistante sociale ou employée de bureau — et encore à la condition expresse de n'y pas fréquenter un milieu masculin. Ainsi, par exemple, des banques ont-elles dû ouvrir récemment des succursales animées par des femmes pour servir exclusivement la clientèle féminine.

Il n'empêche que les mœurs, exposées aux effets corrosifs de la modernisation frénétique que subit l'Arabie Saoudite depuis quelques années, se frelatent, au rythme des investissements dans l'économie, de l'importation de la technologie occidentale, de l'urbanisation accélérée, de l'afflux des travailleurs émigrés, en particulier de pays non musulmans, de la généralisation de l'enseignement gratuit. Certes, pour 70 % à 80 %, la population est encore illettrée, mais quelque 1,2 million de jeunes fréquentent écoles et universités ; une trentaine de milliers poursuivent leurs études à l'étranger, dont la moitié aux Etats-Unis. Les milliers de diplômés qui rentrent annuellement dans le pays se voient brusquement privés de distractions auxquelles ils s'étaient habitués : cinémas, théâtres, clubs et associations culturelles, entre autres, sont bannis au nom de l'islam wahhabite, hérité du dix-huitième siècle, tout autant que les films jugés « impudiques » à la télévision, laquelle offre en guise de « récréation » des programmes à caractère doctement religieux.

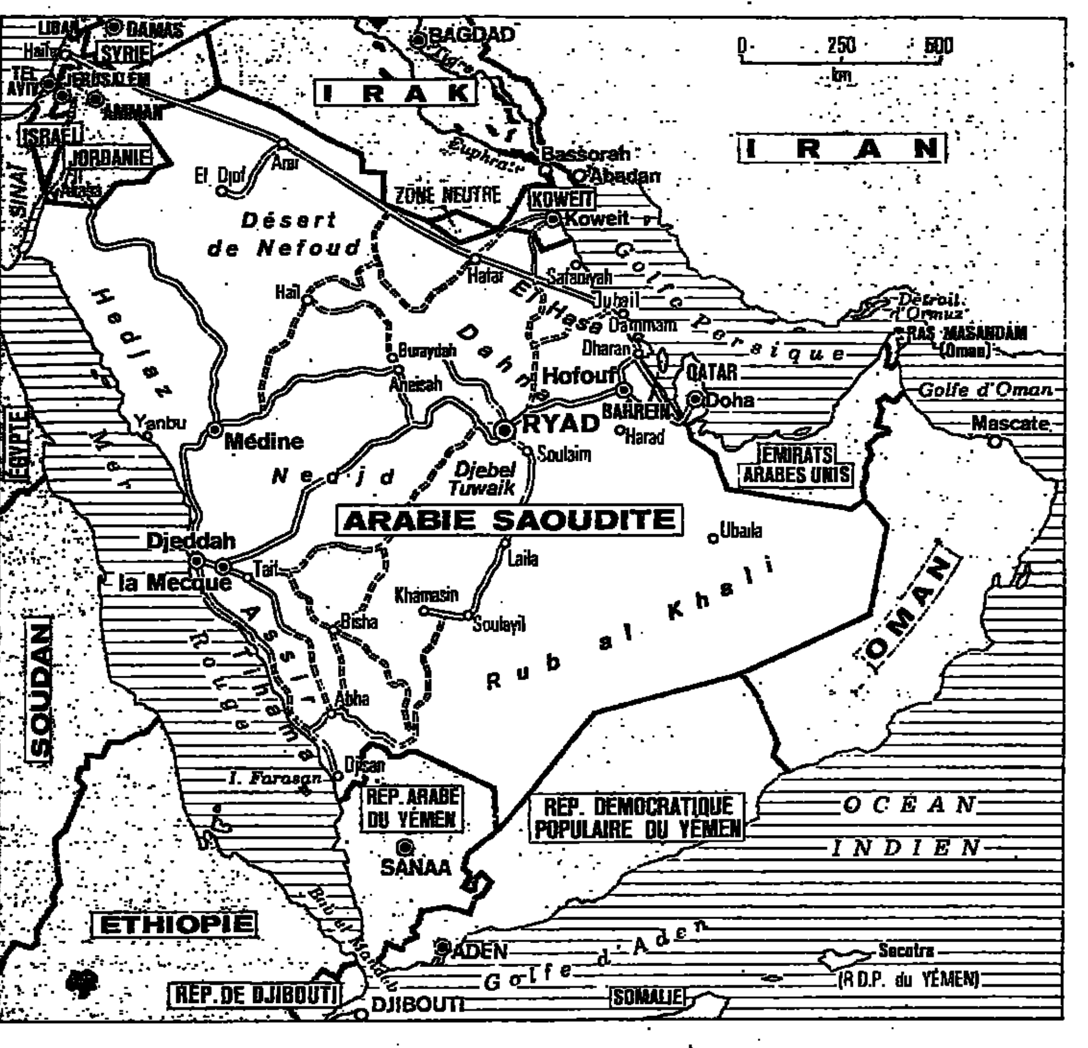
Tout un chacun s'accommode, comme il le peut, de l'austérité imposée conjointement par le pouvoir et un clergé ultraconservateur, étroitement associés. Les riches, princes ou roturiers, se payent de fréquents voyages à l'étranger — parfois l'espace d'un week-end grâce aux avions particuliers dont ils disposent, — font bombance dans les métropoles européennes ou américaines, s'égaillent sur les plages de Californie ou dans les stations de ski suisses. Les moins fortunés vont se distraire, plus modestement, à Bahrein, Koweït ou au Caire. Dans l'intervalle, la vidéo, très répandue dans les foyers saoudiens, permet de meubler les soirées. Des maisons spécialisées dans la vente ou la location de longs métrages, « immoraux » ou non, font fortune. Le royaume wahhabite passe pour être l'un des plus grands importateurs de « pornos », projetés entre autres dans des salles semi-clandestines, plus ou moins tolérées par les autorités, qui prolifèrent dans les grandes villes.

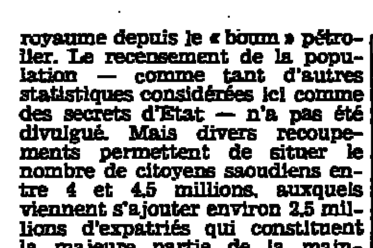
Une jeunesse qui s'interroge

Les jeunes, plus intransigeants que leurs aînés, supportent de plus en plus mal l'ambivalence des comportements, les contraintes d'une double moralité. Indignés par l'« hypocrisie » du système les uns prêchent contre l'infiltration de la « corruption occidentale », les autres — beaucoup plus nombreux, dit-on — prônent, au contraire, l'abandon de mœurs jugées faussement islamiques et, en tout cas, inadaptées aux exigences de la vie moderne. « *Nous étouffons* », concluait un étudiant après s'être amèrement plaint notamment de l'absence de tout contact avec le sexe opposé. Il nous assurait que, frustrés, nombre de ses camarades cherchaient l'évasion dans l'alcool et la drogue. Garçons et filles, de plus en plus nombreux, refusent de se marier « par procuration » et exigent de choisir eux-mêmes leur conjoint. Toute fréquentation préalable étant exclue, les proches organisent à cet effet des réunions familiales auxquelles sont conviés les candidats au mariage.

L'apparition, il y a quelques mois, des premiers supermarchés — qui servent, assure-t-on, de lieux commodes pour rendez-vous galants — témoigne des mutations en cours dans la société saoudienne et des contradictions qu'elles engendrent. Si les « bourgeois » ayant séjourné en Occident sont à l'aise dans ces temples de la consommation intensive, les bédouins ou les ruraux urbanisés de fraîche date le sont visiblement beaucoup moins. Habitués à s'approvisionner dans les ruelles étroites, tortueuses et odoriférantes des souks, où ils peuvent tâter une tomate ou renifler une mangue, avant d'en marchander le prix, ils circulent en spectateurs médusés entre les étalages sous verre, climatisés et aseptisés, du supermarché, qui leur offrent des produits aussi étranges que du ketchup américain, du saumon danois, des chocolats suisses et des camemberts de France. Sont également en vente au supermarché de Ryad transistors et chaînes stéréo du Japon, appareils ménagers et blue jeans made in America, parfums français, dont les stocks sont répertoriés en permanence par ordinateur. La caisse enregistreuse électronique, qui n'accorde bien entendu aucune remise, est un autre objet d'étonnement réprobateur pour ces Saoudiens « non occidentalisés ».

Le sentiment d'aliénation culturelle, voire nationale, s'est accentué avec la vague de travailleurs étrangers qui a déferlé sur le





royaume depuis le « boum » pétrolier. Le recensement de la population — comme tant d'autres statistiques considérées ici comme des secrets d'Etat — n'a pas été divulgué. Mais divers recoupements permettent de situer le nombre de citoyens saoudiens entre 4 et 4,5 millions, auxquels viennent s'ajouter environ 2,5 millions d'expatriés qui constituent la majeure partie de la main-d'œuvre.

Si les Saoudiens sont hommes d'affaires et agriculteurs, hauts fonctionnaires, douaniers, policiers ou chauffeurs de taxi, les Yéménites (plus d'un million) sont ouvriers agricoles, dockers ou boutiquiers ; les Pakistanais et les Turcs, manœuvres ; les Indiens, éboueurs ; les Coréens (du sud), les Philippins et les Thaïlandais sont maçons, porteurs, serveurs de restaurant ; les Egyptiens et les Palestiniens sont instituteurs, professeurs, médecins, ingénieurs ; les Américains et les Anglais (respectivement 50 000 et 30 000 personnes en comptant les membres de leurs familles) sont directeurs d'entreprises, cadres supérieurs du commerce et de l'industrie, conseillers militaires.

Bien que les étrangers constituent l'essentiel des couches inférieures de la pyramide sociale, les Saoudiens ne sont pas tous riches ou aisés, loin de là, comme pourraient le laisser croire les apparences et certains chiffres. Certes, le revenu annuel par tête d'habitant est théoriquement l'un des plus élevés du monde (de l'ordre de 100 000 F), mais la moyenne des salaires — selon les services commerciaux d'une ambassade occidentale — est dix fois plus basse ; la part des paysans (environ un quart de la population active) dans la production intérieure brute (P.I.B.) est de 1 % seulement. Certes encore, le royaume s'enorgueillit de compter une voiture par quatre ou cinq habitants, mais nombre de familles saoudiennes possèdent quatre, six et parfois dix voitures chacune, si l'on inclut celles affectées aux domestiques.

Les magasins regorgent de produits alimentaires dont la consommation paraît élevée. Cependant la malnutrition persiste dans le pays comme l'a confirmé, entre autres, un sondage entrepris par le quotidien *Okaz*. A la question posée par une équipe d'enquêteurs de savoir quel était « *le vœu le plus cher qu'ils formuleraient* », onze sur une centaine de chefs de famille dans la périphérie de Djedda ont répondu : avoir les moyens d'acheter de la viande une fois par semaine. Même s'il s'agit là de cas extrêmes, le phénomène est en soi significatif dans un pays qui regorge de pétrole et d'argent.

Quoi qu'il en soit, la crique et la corniche de Djedda paraissent bien symboliser les deux pôles de l'échelle sociale. Les jeudi et vendredi — le week-end musulman — des milliers de personnes, les unes chargées de provisions, les autres de transistors ou de postes de télévision, investissent la corniche pour y flâner et goûter en famille. Les mêmes jours, de somptueuses limousines — les Cadillac, les Rolls-Royce, les Mercedes sont les plus prisées — se dirigent à vive allure vers les palais et les villas érigés, derrière de hautes murailles, le long de la crique. Membres de la famille royale et grands bourgeois, précédés de leurs cuisiniers, maîtres d'hôtel et serviteurs, y vont se détendre et festoyer.

Tensions sociales, mutations démographiques, dilution des valeurs traditionnelles : la texture de la société saoudienne se désagrège sous la pression du développement débridé auquel elle est apparemment condamnée.

ERIC ROULEAU.

Prochain article :

LA POULE AUX ŒUFS D'OR

EUROPE

Pologne

Le plénum du comité central va étudier les moyens de démocratiser la vie du parti

De notre correspondant

Varsovie. — C'est dans un climat *social particulièrement serein* que la Pologne s'apprête à aborder une nouvelle étape de son évolution : la démocratisation du parti. Le tournant est décisif puisque le projet de nouveaux statuts que devrait adopter mercredi 29 avril le 10e plénum du comité central est au moins aussi révolutionnaire *que* ne l'a été la création de Solidarité.

Permettant des élections libres et instituant une limitation de la durée des mandats des dirigeants, ce projet implique une transformation profonde non plus de la vie sociale mais de cette clé de voûte qu'est le parti en régime communiste. C'est *dire que* les deux mois et demi qui resteront *ensuite à passer* jusqu'à la date prévue pour la réunion du congrès extraordinaire du POUP seront les plus incertains qu'aura eu à vivre la Pologne depuis l'été dernier.

Déjà, l'attaque lancée samedi 25 avril par l'agence Tass *contre* le développement du « *révisionnisme* » dans le parti polonais montre avec quelle rapidité le relatif réalisme manifesté la semaine dernière à Varsovie par M. Souslov pourrait céder la place à d'autres tentations. Il est de bonne politique de souffler le froid et le chaud pour *ne pas* avoir l'air de trop lâcher la bride, mais *ce coup d'accordéon* reflète sans doute aussi les hésitations de la direction soviétique. Les discours qui seront prononcés au plénum, les résultats des élections des délégués au congrès, l'évolution de la contestation au sein du parti, l'action des syndicats ouvrier et paysan, tout cela sera observé d'assez près à *Moscou* pour faire peser de lourdes hypothèques *sur l'avenir du* « renouveau » de la Pologne.

Mais pour l'instant c'est à l'optimisme qu'incite la situation intérieure polonaise. Jamais, depuis août le pays n'avait connu une période de calme social aussi longue que celle qui s'est écoulée depuis l'annulation, le 31 mars, du mot d'ordre de grève générale. Tout se passe comme si la confrontation *majeure frôlée* il y a quatre semaines avait fait *comprendre* à *tous* qu'il n'y avait pas d'autre voie que la recherche d'un compromis durable. Les autorités ont semblé réaliser devant la détermination populaire manifestée après les violences de Bydgoszcz que le rapport de force dans l'affrontement n'était pas en leur faveur. Le syndicat, placé au pied du mur, a *découvert lui* que son arme absolue, la grève générale, *n'en était pas une puisqu'elle* menaçait d'emporter le pays tout entier vers l'abîme. Des deux côtés l'effet de dissuasion a joué *et l'on est entré à Varsovie* — sous haute surveillance — dans *une ère de coexistence* pacifique et de longues négociations.

Dans la soirée du dimanche 26 avril, après deux jours de travail, le gouvernement et Solidarité se sont mis d'accord sur les modifications du projet de la nouvelle *loi syndicale* qui permettront l'enregistrement de Solidarité *rurale d'ici* le 10 mai dans les délais prévus. Dans sa nouvelle rédaction, ce texte autorise aussi — ce qui n'est même plus spectaculaire — la création d'un syndicat indépendant des artisans privés, à la condition qu'ils n'emploient de salariés qu'à *titre* « temporaire ». Depuis samedi, *quatre autres négociations sont* en cours sur l'application de la *semaine de cinq jours* dans les mines, les relations internationales de Solidarité, les prisonniers politiques et le respect de la légalité. La première est très ardue, la seconde serrée, la troisième bloquée. Mais la quatrième en revanche est bien partie car *le* ministre de la justice a annoncé *la mise en train de réformes* importantes du fonctionnement des tribunaux et, le 6 mai au plus tard, on devrait entrer dans une négociation globale menée à plus haut niveau.

Des ouvriers au bureau politique ?

Le seul problème réellement inquiétant reste celui des prisonniers *politiques* dans la mesure où le camp socialiste — on l'a *encore vu* durant les entretiens de MM. Souslov et Kania — fait un test de la fermeté des autorités polonaises en ce domaine. Cela n'a pas empêché le parquet de promettre à M. Baluka, le leader des grèves de 1970, rentré clandestinement en Pologne, qu'il ne serait pas incarcéré s'il se présentait lui-même à la justice qui a ouvert une instruction contre lui. *Mais* les dossiers des dirigeants du KOR et du K.P.N. sont beaucoup plus difficiles, et l'on ne peut exclure dans ces conditions que de nouvelles mesures impopulaires soient prises contre eux.

La détente générale devrait permettre, au prochain plénum, d'être moins passionné que le précédent. Aucune menace *immédiate pour l'avenir du pays ne* pesant sur son déroulement, il y a des chances raisonnables que le maintien à la direction de MM. Olszowski et Grabski — vivement souhaité par *Moscou* — soit accepté en contrepartie d'un *élargissement du bureau politique.* Des représentants du courant pragmatique du parti et surtout des ouvriers pourraient y *faire* leur entrée ce qui permettrait de rétablir un équilibre entre les deux courants de la direction. Dans le même temps, plusieurs fonctionnaires du parti relevés de leur *fonction en raison* de leur incapacité ou des critiques dont ils étaient l'objet pourraient quitter le comité central et être remplacés par des suppléants ouvriers aussi. Trois personnes, dont le rôle est devenu modeste, pourraient enfin quitter le bureau politique.

L'exclusion du parti ce week-end de l'*ancien* vice-premier ministre chargé du Plan, M. Wrzaszczyk et de l'ancien ministre de la sidérurgie, M. Kaim, tous deux accusés de prévarication, pourrait par ailleurs annoncer un nouveau coup de balai contre les anciens membres de l'équipe de M. Gierek. La sanction des responsables de l'écroulement de l'économie polonaise est *en effet juste* après la démocratisation du parti, la principale revendication des militants de base.

Les choses qui pourraient réellement empêcher de canaliser la contestation interne seraient en fait une tentative de repousser la date du congrès ou de limiter trop *fortement* la *réforme* des statuts. C'est sur ces deux points que l'on pourra juger vraiment de l'ampleur des concession que le camp socialiste est prêt à faire pour jouer la carte d'un compromis politique.

Vendredi, le 1er mai ne donnera pas lieu au grand défilé habituel devant la tribune des dirigeants du parti. Pour éviter toute situa*tion délicate*, il *a été décidé de* réduire les cérémonies officielles *à des manifestations* restreintes et de laisser les ouvriers et leur syndicat décider d'eux-mêmes localement de ce qu'ils souhaitent faire. De nombreuses masses seront donc célébrées dans tout le pays, notamment pour le rétablissement du cardinal Primat, dont l'état de santé devient préoccupant. Deux jours après la fête du travail, la commémora*tion de la Constitution* du 3 mai 1791, considérée comme la plus démocratique de l'histoire de la Pologne, pourrait être l'occasion de manifestations d'une plus grande ampleur.

BERNARD GUETTA.

Varsovie obtient un délai de huit ans pour payer aux pays occidentaux ses dettes échues en 1981

La « réunion finale », qui a eu lieu lundi 27 avril, à Paris, sous la *présidence de M. Jean-Yves Haberer,* directeur français du Trésor, entre les représentants (hauts fonctionnaires) de quinze pays créanciers de la Pologne et une délégation du gouvernement de Varsovie, a abouti à un accord. Le communiqué publié à cette occasion fait état de la « *signature d'un procès verbal* » agréé par les deux parties.

« *Considérant*, précise le texte officiel, *le programme de stabilisation économique et financier entrepris par le gouvernement polonais et les perspectives d'amélioration progressive qui en résultent, les représentants des pays créanciers participants ont estimé qu'il était souhaitable d'apporter, par le biais d'un rééchelonnement ou d'un refinancement d'une fraction de la dette extérieure de la Pologne à leur égard, une contribution aux efforts de redressement de l'économie du pays.* »

Présent à la cérémonie de signature, le *ministre polonais* des finances, M. Marian Krzak, a qualifié *cet accord de « symbole du développement de la coopération entre la Pologne et les pays occidentaux ».* M. René Monory, ministre français de l'économie, *s'est félicité du résultat* obtenu.

L'accord porte sur les dettes polonaises portant la garantie d'organismes publics des pays créanciers. Pour la France, il s'agit des dettes assorties d'une garantie de la Coface (Compagnie française d'assurance du commerce extérieur). *Elles représentent* entre 50 % et 60 % des quelque 25 milliards *(27 milliards, selon certaines déclarations* récentes faites à Varsovie) *que la Pologne doit à ses prêteurs* du monde capitaliste (Etats et banques). Les termes de *l'accord sont* les suivants :

● 90 % des paiements en principal et *intérêts payables* cette année (y compris les versements échus avant le 1er mai et non réglés) seront « rééchelonnés » ou « refinancés » (grâce à des crédits nouveaux). Le remboursement s'effectuera en huit ans, dont une période de grâce de quatre ans. Autrement dit, aucun paiement n'aura lieu avant 1986. Notons que, aussi bien le pourcentage retenu (90 %) que l'inclusion des intérêts dans l'accord de rééchelonnement constitueraient des conditions particulièrement avantageuses pour le débiteur (voir *le Monde* du 27 février 1981).

Le communiqué ne précise pas le montant des paiements ainsi différés. Il s'agit de 2,5 milliards de dollars. L'accord sera mis *en œuvre* d'ici à juillet après avoir été ratifié *par chacun des Etats intéressés.*

● *Les pays créanciers* participants examineront d'une « *manière positive* » *le problème des échéances* payables en 1982 et 1983. « *A cette fin*, ajoute le communiqué, *une première réunion se tiendra à Paris dans la deuxième quinzaine de septembre* ».

Les échéances dues cette année *aux banques commerciales* porteraient sur environ 3,1 milliards de *dollars. La Banque polonaise* Handlowy négocie avec les banques *commerciales en question* (françaises, américaines, allemandes, anglaises, *italiennes, etc.*) un processus similaire (*le Monde* du 18 avril). Les pays créanciers ont exprimé à ce *sujet* leur « *satisfaction* », souhaitant qu'« *une solution satisfaisante puisse être apportée rapidement* ». Le rééchelonnement porterait sur 1,9 milliard de dollars. « *Ils ont également noté que la Pologne entreprendra un processus similaire avec d'autres pays créditeurs.* » Varsovie est également en dette vis-à-vis de l'U.R.S.S. et d'autres pays.

Enfin, *la Pologne aura besoin* dès cette année de crédits nouveaux. *M. Jean-Yves Haberer a exprimé son* intention de convoquer une *réunion spéciale sur cette question* pour la fin mai.

En annexe de l'accord est attaché un « rapport économique » émanant du gouvernement polonais. Ce document officiel énumère les objectifs pour redresser la situation.

Une commission composée des représentants des pays créditeurs va *suivre l'exécution* de ce programme au cours de réunions semestrielles avec les représentants du gouvernement polonais. L'accord comprend une clause dite « de circonstances exceptionnelles » (entrée de troupes étrangères, violences sanglantes entre Polonais) qui *permettrait* de le dénoncer.

Espagne

UN NOUVEAU PROJET DE COUP D'ÉTAT MILITAIRE AURAIT ÉTÉ DÉJOUÉ

(De notre correspondant.)

Madrid. — Les services secrets espagnols ont découvert la préparation d'un nouveau coup d'État militaire, affirme ce mardi 28 avril le quotidien madrilène « Diario 16 ». Un rapport en ce sens aurait été envoyé à la fin du mois de mars par le CESID (Centre d'information *et de défense*) au *président du gouvernement* et à trois ministres.

Selon le document, dont le journal se fait l'écho, les préparatifs de coup d'Etat, qui en étaient encore au stade initial, étaient l'œuvre de « certains secteurs minoritaires d'officiers de grades intermédiaires » et ne bénéficiaient pas de l'appui de généraux. « Diario 16 » rappelle que des tracts ont été distribués fin mars *dans les casernes, qui* mentionnaient l'existence d'un secteur mis en place *depuis des années* pour la préparation d'un putsch militaire.

Dans le même article, « Diario 16 » revient sur le cas d'un capitaine de la garde civile, M. Sanchez Valiente, qui est parti pour Londres le 24 février dernier au matin, alors que le lieutenant-colonel Tejero et ses gardes civils occupaient toujours le *Congrès des députés de Madrid.* Le capitaine Sanchez serait en possession de documents qui lui auraient été remis à ce moment par Tejero. Toujours selon le journal, ce dernier aurait attendu, pour libérer les députés et mettre fin à une action dont l'échec était patent depuis plusieurs heures, d'avoir la confirmation de l'arrivée *de ces documents* à l'étranger. — Th. M.

Italie

Un dirigeant démocrate-chrétien est enlevé près de Naples par les Brigades rouges

De notre correspondant

Rome. — Un commando d'une demi-douzaine de personnes *a enlevé, dans la soirée* du 28 avril, à Torre del Greco (près de Naples), M. Ciro Cirillo, soixante ans, l'un des hommes les *plus marquants* de la démocratie-chrétienne napolitaine et ancien président de l'Assemblée régionale de Campanie. Son garde du *corps et son chauffeur ont* été *tués*, son secrétaire a été grièvement blessé au cours de ce rapt qui a eu lieu dans une petite *rue sans issue, alors que* M. Cirillo rentrait à son domicile.

L'organisation parfaite de l'opération et le massacre des hommes d'escorte évoquent pour l'opinion l'enlèvement d'Aldo Moro le 16 mars 1978. Cela contribue à donner une certaine crédibilité à un coup de téléphone au quotidien de Gênes *Il Secolo XIX* qui, dans la nuit, a revendiqué l'enlè*vement au nom* des Brigades rouges.

Une fois de plus, le *plus* tristement célèbre des partis armés italiens (que l'on pouvait croire en graves difficultés après l'arrestation le mois dernier de l'un de ses principaux dirigeants, Mario Moretti (*le Monde* du 7 avril 1981) a montré qu'il savait choisir ses objectifs avec soin.

Fidèle de M. Antonio Gava, jadis dirigeant incontesté de la D.C. napolitaine M. Ciro Cirillo, « *entré en politique* » depuis quarante ans, assesseur, puis président de la province de Naples (entre 1970 et 1975), *avait présidé* ensuite, de 1979 à mai 1980, le gouvernement régional de la Campanie.

Quoiqu'ayant atteint au cours des dernières élections régionales un record absolu de « votes préférentiels » montrant l'étendue de sa popularité et de ses clientèles, M. Cirillo avait dû néanmoins céder ce poste prestigieux à un *autre démocrate-chrétien. Il* était devenu alors assesseur à l'urbanisme *et s'occupait* directement de tous les problèmes liés à la reconstruction des zones frappées par le séisme du 23 novembre 1980. Ce rôle-clé pourrait éventuellement expliquer une vengeance de la Camorra (la mafia napolitaine), piste que *les* enquêteurs n'excluent pas encore complètement. *Mais cette fonction*, ce symbole que représente M. Cirillo peut *aussi expliquer* l'enlèvement par les Brigades rouges.

L'effet de surprise

Après *avoir* centré la lutte armée depuis deux ans sur le problème des prisons spéciales (notamment après l'enlèvement du magistrat D'Urso), les Brigades rouges peuvent vouloir faire campagne sur un thème plus vaste — celui des scandales et de la lenteur de la reconstruction de l'après-séisme. En outre, les Brigades rouges ont joué de l'effet *de surprise.* Leur *implantation* au sud avait toujours été très faible. Le 19 mai 1980, un commando venu de Rome avait assassiné à Naples M. Pino Amato, autre dirigeant de la D.C. napolitaine. Pris dans les embarras d'une circulation chaotique, le groupe armé avait aussitôt été arrêté. Ni les forces de l'ordre, ni les enquêteurs ne pouvaient donc s'attendre à une résurgence du terrorisme dans le sud.

MARC SÉMO.

Irlande du Nord

L'aggravation de l'état de santé de M. Sands entretient la tension dans le pays

La tension demeure vive en Irlande du Nord, où M. Bobby Sands, qui a commencé *ce mardi 28 avril son cinquante-neuvième* jour de grève de la faim, s'est encore affaibli dans sa chambre de l'infirmerie de la prison de *Maze, et serait dans un état désespéré.* Le Foreign Office a annoncé que le pape Jean-Paul II dépêcherait ce mardi à Londres et à Belfast un de ses collaborateurs pour exprimer sa « préoccupation ».

Une vingtaine de personnes, *pour la plupart des sympathisants* de l'IRA provisoire, ont été interpellées, dimanche, par la police en Ulster, et interrogées lundi. Un policier a, d'autre part, été tué à Belfast et trois autres blessés par l'explosion d'une bombe placée dans un camion piégé.

Dans les quartiers catholiques de Londonderry et de Belfast, les *familles* ont reçu des militants républicains la consigne de constituer des réserves de médicaments, de nourriture et de vêtements, en prévision de nouveaux et violents affrontements avec l'armée britannique. De leur côté, les éléments les plus actifs de la majorité loyaliste organisent, eux aussi, des comités de défense, notamment la puissante Ulster Defence Association, du type paramilitaire.

A Londres, le *speaker* (président) des Communes, a refusé, *lundi*, d'ouvrir un débat parlementaire d'urgence sur la situation en Ulster, comme le demandait le révérend Paisley, député unioniste d'Irlande du Nord, qui a accusé le gouvernement britannique de ne pas assurer la sécurité en Ulster. Celui-ci a, de son côté, réaffirmé le même jour qu'il « *ne pouvait céder au chantage* » des terroristes qui font la grève de la faim.

A l'étranger, les interventions en faveur de M. Sands et de ses compagnons *se multiplient*. Dix *parlementaires* européens de gauche ont demandé lundi aux *autorités* d'Irlande *du Nord* de faire un geste allant dans le sens des demandes des détenus grévistes de la faim. A Washington, le département d'Etat a estimé que la situation en Irlande du Nord était « *profondément inquiétante* » et espéré que la paix « *pourrait y être rétablie rapidement* ». Aux Nations unies, M. Waldheim s'est déclaré « *préoccupé par les aspects humanitaires* » de la situation de M. Sands.

L'Association internationale des juristes démocrates, l'union régionale Ile-de-France de la C.G.T., le syndicat C.G.T. des correcteurs d'imprimerie et la Fédération internationale des droits de l'homme ont, d'autre part, adressé au gouvernement britannique *différentes* demandes favorables à M. Sands, de même *que M. Juquin au nom du P.C.F.*, et M. Jospin au nom du P.S. Le comité français de soutien aux *prisonniers politiques irlandais* appelle à un rassemblement, mercredi 28 avril à 18 heures, à Paris, à l'angle de la rue Royale et de la rue du Faubourg-Saint-Honoré.

CORRESPONDANCE

A propos du terrorisme arménien

A la suite du « Bulletin de l'étranger » du 6 mars dernier intitulé « L'alibi de la vengeance des Arméniens », nous avons reçu du Comité de défense de la cause arménienne (1) *la lettre suivante :*

Aujourd'hui, vous suggérez que les Arméniens ne *feraient* que se venger : c'est ne rien comprendre à *l'histoire. Les responsables* directs du génocide ont été exécutés dans les années 20 par les Arméniens eux-mêmes.

Le problème actuel est celui de l'existence d'une nation à qui l'on refuse les conditions *matérielles* de son rassemblement et de son développement, c'est-à-dire de sa survie.

Les diplomates exécutés sont partie prenante dans la politique d'un Etat qui maintient des communautés dispersées dans le monde, dans une situation des plus précaires : chaque enfant arménien de Beyrouth risque sa *vie* dans un conflit qui ne le concerne pas, dans un pays qu'il n'a pas choisi, parce qu'il est interdit de séjour et d'existence, au milieu des *siens, sur* la terre de ses ancêtres.

Il *n'est pas étonnant*, dans ces conditions, que l'ASALA (2), ait son siège, précisément, dans *une* des communautés arméniennes les plus menacées, physiquement. Partisans du terrorisme ou non, il existe chez les Arméniens un énorme consensus pour que le génocide arménien soit reconnu dans sa réalité de crime contre l'humanité.

Les réparations, dues à la nation arménienne, se feront, tôt ou tard, de gré ou de force, car, obéissant, nous le répétons, à la nécessité impérieuse de la survie d'une nation. Et il ne sert à *rien de décréter* qu'une « Arménie indépendante ne renaîtra sans doute pas ». Il ne sert à rien de l'affirmer, car nous ne sommes pas dans le domaine des jugements de valeur, mais dans celui de *l'indétermination de l'histoire.*

Que l'ASALA puisse être, aujourd'hui, infiltrée par une idéologie qui risque de la *faire dévier* sur un autre terrain que celui de la stricte revendication nationale, nous n'en disconvenons pas. Il n'en demeure pas moins que l'ASALA se situe à un moment particulier et est un acteur spécifique dans le développement des revendications nationales arméniennes.

La question n'est pas de savoir si les Arméniens sont, ou ne sont pas, *dans leur* grande majorité, partisans de la méthode terroriste. Il suffit *aujourd'hui de* savoir qu'ils sont, dans leur grande majorité, partisans de ces revendications nationales, c'est-à-dire de l'objectif.

Les Arméniens ont aujourd'hui à choisir entre s'assimiler dans les pays d'adoption, c'est-à-dire mourir collectivement et terminer eux-mêmes le génocide, ou renaître, *s'opposer*, contourner et résoudre les obstacles. Face au problème de leur *survie collective*, il n'est pas possible et il ne sera pas possible de leur opposer la nécessité de quelconques relations privilégiées, ni même de l'existence absolue d'un quelconque ordre étatique ayant parachevé le *massacre* d'un million et demi des nôtres et responsable de notre *exil actuel.*

(1) Comité de défense de la cause arménienne, 15, rue du 24-Avril-1915, 69150 Decines.

(2) Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie.

A travers le monde

Colombie

● QUINZE GUERILLEROS et quatre soldats ont été tués au cours de deux affrontements *dimanche* 26 avril, a-t-on appris de source militaire. Neuf membres du *mouvement* M. 19 et un soldat ont trouvé la mort *dans la ville de Tado*, à 550 kilomètres à l'ouest de Bogota, *tandis que* six *guerilleros* et trois militaires étaient tués dans la *région de* Caqueta, à 500 kilomètres au sud-ouest de la *capitale*, a *indiqué* le général Fernando Landazabal.

L'armée colombienne effectue des opérations de « nettoyage » dans l'ouest et le sud du pays depuis le début de mars. Le président César Turbay Ayala avait affirmé à cette date que des révolutionnaires du M. 19, entraînés à Cuba, étaient entrés clandestinement en Colombie. — *(Reuter.)*

Israël

● DEUX DES FONDATEURS *DU* MOUVEMENT PACIFISTE ISRAELIEN « LA PAIX MAINTENANT », Mme Youli Tamir et M. Dedi Zucker, ont été écartés de ce mouvement. Les dirigeants du mouvement leur reprochent de s'être entretenus vers la fin de l'année dernière, à Vienne, avec M. Issam Sartawi, un des représentants de l'O.L.P. en Europe. Cette entrevue avait eu lieu à l'initiative d'un homme d'affaires autrichien d'origine juive, M. Karl Kahana. — *(A.F.P.)*

Ouganda

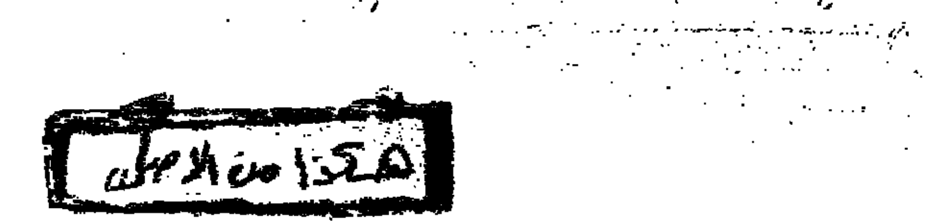
● LE DOCTEUR JOHN JOSEPH OTIM, MINISTRE DES RESSOURCES ANIMALES, a été blessé par balles alors qu'il *quittait, lundi* 27 avril, les bureaux de son ministère. Son garde du corps aurait été également grièvement blessé. —

R. F. A.

● PLUSIEURS ATTENTATS, imputés aux sympathisants de la *Fraction* armée rouge, ont été commis le lundi 27 avril dans plusieurs villes de R.F.A., ne faisant que des dégâts matériels. Deux pylônes à haute tension d'une centrale nucléaire située près de Hambourg *ont* sauté. Des bombes incendiaires ont endommagé une salle de l'université technique de Brunswick et un commissariat de Ludwigshafen. — *(A.F.P., A.P.)*

Zimbabwe

● UN PRETRE CATHOLIQUE A ETE TUE LE WEEK-END DERNIER dans une mission isolée, dans l'ouest du Zimbabwe, a *annoncé lundi* 27 avril la police. Agé de soixante-sept ans, d'origine bavaroise, le Père Sommerreisser était arrivé dans le pays en 1949. Selon ses amis, il a été attaqué par deux fois samedi soir. La première fois, ses agresseurs l'ont assommé. Il a ensuite été abattu par derrière.



Le Monde

politique

La campagne de M. Giscard d'Estaing

A DIJON : Si M. Mitterrand est élu, ce sera « l'ordre communiste ou le désordre socialiste »

M. Valéry Giscard d'Estaing a entamé, lundi 27 avril, à Dole et à Dijon, sa campagne pour le second tour. Il a montré sa détermination, d'une part, à jouer la carte du rassemblement, d'autre part et surtout, à dramatiser l'enjeu en insistant sur les liens entre M. Mitterrand et les communistes. Le président sortant a affirmé que, si le candidat du P.S. était élu, ce serait « ou l'ordre communiste ou le désordre socialiste ».

En outre, M. Giscard d'Estaing s'est appliqué à paraître vouloir tenir compte des aspirations de l'électorat écologiste. Il a annoncé qu'il présenterait une série de propositions dans ce domaine et dans celui de la qualité de la vie. A *Dole*, M. Roland Vuillaume, député apparenté R.P.R. du Doubs, était présent lors de la venue du chef de l'Etat, ainsi que M. Brenet, *suppléant de l'autre député* gaulliste du département. A Dijon, le chef de l'Etat a été accueilli par M. Poujade, maire de la ville, député R.P.R., ancien ministre, qui a pris position en sa faveur pour le second tour ; M. Henry Berger, député R.P.R. de la deuxième circonscription de la Côte-d'Or, était également présent.

De notre envoyé spécial

Dijon. — A Dole (Jura), M. Valéry Giscard d'Estaing est accueilli par M. Edgar Faure, président du conseil régional de Franche-Comté. Devant quinze cents à deux mille personnes entassées dans la salle des fêtes, il souligne : « *La campagne pour l'élection présidentielle a changé de sens. C'était une élection primaire. Elle devient un choix national.* » Il ajoute : « *Je suis prêt à me battre et à gagner.* »

Le président sortant déclare ensuite : « *Désormais, M. Mitterrand, qu'il le veuille ou non, qu'il le sache encore ou non, parle aussi au nom des communistes. Pour ma part, je représenterai donc tous ceux qui, dans ce pays, refusent la société marxiste et bureaucratique. J'en ressens la responsabilité et les devoirs. La responsabilité, c'est de réunir ce qui a été un moment désuni. Il faut le faire franchement, simplement, cordialement. Chacun doit trouver dans ce nouveau combat une place digne de ses capacités. J'emploierai une image sportive. Nous venons de disputer un match de sélection, avec toute l'ardeur des équipes. Faisons, en rentrant au vestiaire, le geste qui témoigne que l'esprit sportif est plus fort que les accrochages qui ont eu lieu sur le terrain : procédons à l'échange des maillots.* »

Après avoir fixé deux objectifs essentiels : « *le maintien d'une société de liberté et le maintien des institutions de la V[e] République* », M. Giscard d'Estaing demande : « *Avec qui M. Mitterrand veut-il gouverner ?* » Que le candidat socialiste n'ait pas encore répondu « *clairement* » à cette question lui apparaît comme « *un défi à l'intelligence et à la patience des Français* ». M. Mitterrand, affirme-t-il, « *gouvernerait avec ceux qui l'auraient élu. Qui aurait élu M. Mitterrand ? Les communistes, sans lesquels il ne peut être élu* ». Il poursuit : « *Pourquoi donc M. Mitterrand ne répond-il pas franchement à M. Marchais quand celui-ci réclame sa part de ministres au gouvernement ? Parce qu'il veut piper les voix anti-communistes du centre. Parce qu'il veut à la fois les voix des communistes et des anti-communistes. Parce qu'il veut rechercher l'alliance impossible de l'eau et du feu. Il ne peut y réussir que dans l'équivoque, dans le brouillard de la pensée, dans la brume des idées.* »

A Dijon, dans la soirée, le chef de l'Etat est accueilli par le maire de la ville, M. Robert Poujade, député R.P.R. M. Poujade intervient avant le président sortant pour déclarer : « *Des voix amies se sont élevées pour exprimer avec dignité, avec clarté, le choix du deuxième tour. Jacques Chirac, Jacques Chaban-Delmas ont déclaré qu'ils voteraient pour vous. Ils l'ont fait en dominant toutes les nostalgies, tous les regrets, et ce comportement est un comportement gaulliste. Je fais le même choix.* »

M. Giscard d'Estaing répète les propos qu'il a tenus un peu plus tôt à Dole et ajoute, devant environ quatre mille personnes : « *M. Mitterrand, qu'il le veuille ou non, ne pourra pas se passer des communistes. Ils font partie de son système. Ils seront à son gouvernement pour cinq ans, dans sa majorité pour cinq ans — ils ne s'en cachent pas — pour commencer à bâtir une société communiste.* » « *Je sais ce que chacun pense : M. Mitterrand est un rusé. Une fois élu avec les voix communistes, il saura bien s'en débarrasser. Peut-être en effet est-ce son idée et celle de certains de ses amis au parti socialiste. Eh bien, il est temps de se réveiller car le rêve va devenir cauchemar. On ne bâtit pas une politique sur la tromperie. On ne trompera pas le parti communiste. La ficelle est trop grosse. M. Paul Ramadier a chassé les communistes du gouvernement en mai 1947. Quelques mois plus tard, les grèves chassaient M. Paul Ramadier du gouvernement. Est-ce le désordre que souhaite le pays ? (1). Si M. Mitterrand est élu, ce sera l'ordre communiste ou le désordre socialiste.* »

M. Giscard d'Estaing estime que le programme de M. Mitterrand « *n'est pas social-démocrate* mais « *marxiste* ». « *Est-ce que les Français veulent d'une pareille politique ?* », interroge-t-il. « *Si on tentait de la mettre en œuvre il faudrait le faire par la force.* »

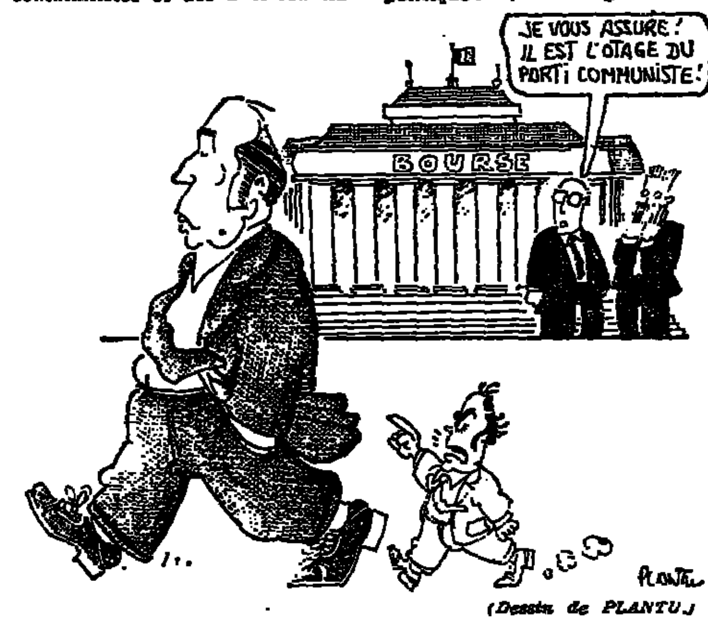
A propos de la « *société de liberté et de responsabilité* », M. Giscard d'Estaing souligne : « *Nous sommes contre la bureaucratisation et l'étatisation ; contre la croissance indéfinie des charges obligatoires qui prélèvent la moitié des revenus, même les plus modestes, pour des usages dont le choix nous échappe. Les charges obligatoires ne doivent plus augmenter. Et même lorsque le chômage commencera à être résorbé, nous devrons pouvoir les réduire. Nous voulons tout au contraire : une société bâtie par l'individu et pour l'individu, où l'initiative ne soit pas pourchassée, mais récompensée, où chacun participe aux décisions qui le concernent.* »

Le chef de l'Etat insiste notamment sur l'écologie et la qualité de la vie. Il indique qu'il exposera dans quelques jours son programme sur ce sujet. Il se propose en particulier « *d'achever de supprimer les grandes nuisances, de lancer un programme de lutte contre tous les grands fléaux (accidents de la route, tabac, alcool, drogue, cancer)* » et de « *mettre davantage l'écologie au service de l'emploi* ». Il rappelle qu'il est favorable à l'institution du « *référendum communal* » et à la reconnaissance du droit de pétition aux habitants des communes. Il indique qu'il a pris « *une décision symbolique* », celle de faire enlever, par les équipes qui ont travaillé à sa campagne électorale du premier tour, toutes les *affiches sauvages qui ont été placardées* à son nom sur les arbres de Paris, et les berges de la Seine. M. Giscard d'Estaing compte faire effectuer ce travail « *en liaison avec la municipalité de Paris* ».

En conclusion, le chef de l'Etat affirme que les Français veulent « *une nation forte et paisible* », forte, « *c'est-à-dire appuyée sur des institutions solides* ». Or, remarque-t-il, « *M. Mitterrand n'a jamais admis nos institutions* ». « *Qui traitait le général de Gaulle de dictateur, de roi Dagobert, et Georges Pompidou de monarque déjà ? C'était M. Mitterrand* ». Pour lui, le choix de « *la grisaille d'une société socialo-communiste* », c'est « *le choix du désordre, de la tristesse et du déclin* ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Ce ne sont pas les grèves qui ont « chassé » Paul Ramadier du gouvernement, mais plutôt l'hostilité du secrétaire général de son parti, Guy Mollet. Celui-ci publia, le 19 novembre 1947, une déclaration dans laquelle il annonçait que Léon Blum était prêt à prendre en charge la présidence du conseil. Léon Blum se présenta devant la Chambre des députés le 21 novembre.



(Dessin de PLANTU.)

L'épouvantail

(*Suite de la première page.*)

En discutant maintenant sur la future majorité qui sortirait alors des urnes et sur la composition du gouvernement qu'elle conduirait à former, l'opposition glisserait elle-même vers l'accaparement du pouvoir exécutif par l'Assemblée qu'elle a toujours dénoncé. En jetant cette question sur le tapis, M. Marchais participe à la déviation monarchique de notre Loi fondamentale, déviation que son parti n'a cessé de critiquer. M. Mitterrand ne peut pas le suivre sur ce terrain sans renier sa propre doctrine et celle de la gauche tout entière.

L'oubli de notre Constitution va plus loin. Il concerne le fond même du problème : sous la IV[e] République, aucun gouvernement ne pouvait agir s'il n'était d'abord investi par un vote des députés et s'il n'obtenait pas une majorité expresse après avoir posé la question de confiance. Sous la V[e] République, le gouvernement n'a pas besoin d'investiture initiale, ni de soutien formel quand il engage sa responsabilité sur un texte. On ne peut le renverser qu'en déposant une motion de censure qui doit être adoptée par plus de la moitié des députés : les chiffrages favorables étant seuls décomptés, ce qui annule les abstentions.

Dans une Assemblée à majorité de gauche, un gouvernement sans communistes n'aurait pas besoin de leur soutien pour rester au pouvoir et faire voter ses projets de loi. Pour le renvoyer, il faudrait que les représentants du P.C.F. mêlent leurs voix à celles de l'U.D.F. et du R.P.R. dans une motion de censure adoptée en commun. Comment paralyser ainsi des réformes dans l'intérêt des travailleurs sous prétexte qu'elles seraient insuffisantes ? Entre un changement jugé trop faible et le retour au pouvoir d'une droite perpétuant l'immobilisme, comment faire admettre aux classes qui profiteraient de la première tactique qu'il faut choisir la seconde ?

L'équilibre actuel des forces politiques oblige dans chaque camp le parti secondaire à se ranger plus ou moins sous l'autorité du plus grand. Après l'affaiblissement du parti de M. Marchais et le renforcement de M. Chirac, une majorité de gauche serait-elle plus fragile ou plus paralysée qu'une majorité de droite ?

MAURICE DUVERGER.

Le choix des présidents des conseils régionaux appartenant à la majorité

Au cours d'une réunion, le mardi 28 avril à Paris, les présidents des conseils régionaux appartenant à la majorité ont mis au point une déclaration appelant à soutenir M. Valéry Giscard d'Estaing au deuxième tour de l'élection présidentielle.

La déclaration indique notamment : « *Il s'agit de choisir entre deux types de société incarnés par les deux candidats : le candidat socialiste, adversaire constant et résolu de la V[e] République depuis son origine, condamné et disposé à gouverner avec le parti communiste, propose et entend appliquer un système qui entraînerait la France sur les voies les plus périlleuses, conduisant inévitablement à la faillite économique et au désordre politique, donc à l'aventure ; au contraire, M. Giscard d'Estaing représente la société de liberté, de responsabilité et de progrès à laquelle les Français sont profondément attachés.* »

La déclaration commune lue par M. Michel Giraud (R.P.R.), président du Conseil régional d'Ile-de-France, ajoute : « *Le capital de liberté que représente la République pour chaque citoyen, quel que soit le lieu d'habitation ou le cadre social dans lequel il vit, doit être préservé et enrichi, et la politique régionale est un moyen indispensable pour atteindre cet objectif. (...) M. Valéry Giscard d'Estaing est seul capable de garantir l'autorité de l'Etat, la promotion des régions et des collectivités locales et les libertés de tous les citoyens.* »

M. Michel Giraud, commentant et résumant les opinions de ses douze collègues, a indiqué que les présidents des conseils régionaux de la majorité souhaitant un élargissement des compétences régionales, mais pas de bouleversements, feront de nouvelles propositions au gouvernement après le 10 mai. Proposer d'élire les conseils régionaux au suffrage universel direct représenterait un bouleversement, notamment pour la représentation du monde rural et les personnalités de la majorité y sont formellement hostiles.

M. Raymond Marcellin (Bretagne) a fait remarquer que les *compétences de la région devaient* être définies par le Parlement et qu'elles ne devaient pas empiéter sur celles des départements. M. Edgar Faure (Franche-Comté), a indiqué que la région avait été inventée pour traiter des problèmes nouveaux (l'emploi des jeunes notamment et la formation), *mais qu'elle ne devait pas* concurrencer les compétences du Parlement national.

Tous les présidents des conseils régionaux de la majorité ont souhaité un élargissement des compétences régionales dans le domaine de l'aménagement du territoire, notamment des aides *financières pour l'emploi*.

Les présidents des conseils régionaux appartenant à l'oppositions (socialistes, communiste), n'ont pas jusqu'à ce jour défini leur position pour le second tour.

Etaient réunis à Paris, sous la présidence de M. Michel Giraud (Ile-de-France, R.P.R.), MM. André Bettencourt (Haute-Normandie, U.D.F.), Fernand Chaussebourg (Poitou-Charentes, U.D.F.), Jean Delaneau (région Centre, U.D.F.), Michel Durafour (Rhône-Alpes, U.D.F.), Edgar Faure (Franche-Comté), Paul German (Basse-Normandie, Mouvement normand), Olivier Guichard (pays de Loire, R.P.R.), André Madoux (Lorraine, U.D.F.), Raymond Marcellin (Bretagne, U.D.F.), Jean-Paul de Rocca-Serra (Corse, R.P.R.), Marcel Rudloff (Alsace, U.D.F.), et Jacques Sourdille Champagne-Ardenne, R.P.R.).

En bref

● *M. Raymond Barre* a demandé aux électeurs de la majorité, lundi soir 27 avril, à Lyon, de « *s'unir pour que, le 10 mai, soit assuré le succès de la V[e] République. C'est l'intérêt de la France dans ce monde difficile où nous vivons*, a-t-il notamment déclaré. *J'ai confiance dans le vote final des Lyonnaises et des Lyonnais* ».

● *M. Alfred Recours*, secrétaire de la fédération socialiste de l'Eure a protesté, lundi 27 avril, auprès de la commission nationale de contrôle de la campagne électorale, contre la présence de portraits de M. Giscard d'Estaing dans plusieurs bureaux de vote d'Evreux et d'autres villes du département. Il a indiqué que si la commission ne répondait pas à sa requête il ferait placer, dans lesdits bureaux de vote, le portrait de M. Mitterrand.

● *La Fédération anarchiste* estime qu'« *une partie du corps électoral refuse de s'exprimer par le biais des consultations électorales* », et elle ajoute : « *La classe politique, tous politiciens confondus, a, le soir du 26 avril, reçu un désaveu cinglant. Il faudra des prouesses démagogiques pour combler le fossé qui les sépare des abstentionnistes « officiels. »* (La Fédération anarchiste fait allusion à l'abstention non « officielle », parce que non recensée, des citoyens qui ne s'inscrivent pas sur les listes électorales.)

● *M. Ernest Glinne* (soc. Belgique), président du groupe socialiste de l'Assemblée européenne, a adressé, lundi 27 avril, un message de félicitations à M. Mitterrand. « *Les socialistes européens sont solidaires de votre combat et placent beaucoup d'espoir dans la victoire de la gauche en France, pour la construction d'une Europe progressiste et respectueuse des libertés et des droits de l'homme* », lui dit-il notamment.

● ERRATUM. — Dans la carte des abstentions du 5 mai 1974 publiée dans nos dernières éditions (*le Monde* du 28 avril, page 5), les deux départements de la Corse devraient figurer dans la tranche des plus de 20 %.

Attaquer, rassembler, récupérer

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui était, lundi 27 avril, dans l'après-midi, à Dole (*Jura*) et à *Dijon* (Côte-d'Or), a clairement indiqué le ton qu'il entendait donner à sa campagne pour le deuxième tour. Tout à fait logiquement d'ailleurs, cette campagne va s'organiser autour de trois axes : apparaître comme le candidat de la majorité tout entière, attaquer à outrance M. Mitterrand et récupérer les électorats marginaux qui peuvent l'être en avançant des propositions précises.

Apparaître comme le candidat de la majorité tout entière : M. Giscard d'Estaing s'est appliqué, lundi, à paraître beau joueur, décidé à « *réunir ce qui a été un moment désuni* » et à le faire « *simplement, franchement, cordialement* ». Il a même poussé la métaphore sportive jusqu'à proposer « *l'échange des maillots* ». Parallèlement, le candidat sortant recueille, depuis lundi après-midi, les ralliements des personnalités gaullistes, et l'on fait remarquer, dans son entourage, que ces prises de position sont loin d'être insignifiantes, qu'il s'agisse de M. Pierre Messmer, président du comité national de soutien à M. Chirac, ou de M. Chaban-Delmas. Ainsi, estime-t-on, rue de Marignan, que la déclaration de l'ancien président du R.P.R. est fort positive. On remarque, en effet, qu'en faisant savoir — même à *titre strictement personnel* — qu'il voterait pour le président sortant, le candidat gaulliste est allé bien au-delà de l'attitude qu'avait adoptée M. Chaban-Delmas, en 1974 ; celui-ci, en effet, n'avait pas annoncé son intention de donner son suffrage à son concurrent.

En outre, on considère, au sein de l'état-major du chef de l'Etat, que M. Chirac ne pouvait guère aller plus loin et qu'il a déjà, de la sorte, pris quelques risques avec ses militants « chauffés » par une dizaine de semaines de campagne très *critique*. Quant au reste, on fait confiance à la sagesse ou à la prudence des élus pour que le « bon choix » l'emporte chez les parlementaires. Dans les départements visités lundi, tous les députés R.P.R. ou apparentés étaient présents (ou représentés en ce qui concerne l'un d'entre eux) lors de la venue du « *citoyen-candidat* ».

Jusqu'à satiété

Les attaques contre M. Mitterrand avaient commencé, bien sûr, avant même le premier tour mais il s'est confirmé à Dijon et à Dole qu'elles allaient constituer une des constantes de cette campagne. M. Mitterrand-homme du passé, M. Mitterrand-*prisonnier* des communistes, M. Mitterrand-artisan de l'arrivée du P.C. au pouvoir et promoteur de la société collectiviste : ce sont les arguments auxquels on pouvait s'attendre et qui ne manqueront pas d'être repris à satiété, avec ce que l'on jugera nécessaire à l'Elysée de grossissement de trait de caricature et, à l'occasion, d'indépendance, d'esprit à l'égard... de la vérité historique. Cette bataille-là ne fera sans doute pas appel à trop de finesse dans l'argumentation et à trop de délicatesse dans le ton. L'enjeu est trop important pour que prévale encore la *prétention* à l'élégance et au chevaleresque.

Sur le point de savoir si la « débâcle » du parti communiste joue en faveur du candidat socialiste, les analyses varient au sein même de l'état-major du président sortant. Certains estiment qu'il ne s'agit là que d'un « *changement apparent du rapport de forces* » et « *non d'une modification de la situation politique structurelle* ». Ceux qui portent ce jugement pensent que le candidat socialiste a seulement bénéficié d'un brutal et important apport de « *votes utiles* » qui lui a valu un million de voix communistes ; cet apport ayant à leurs yeux été un contrecoup de la « *campagne d'intox* » menée autour de « l'effet Chirac » dans la semaine qui a précédé le scrutin. Cette campagne aurait eu pour conséquence de conduire un grand nombre d'électeurs communistes, craignant un face-à-face Giscard-Chirac au *second tour*, à anticiper sur leur choix du 10 mai.

D'autres estiment plutôt que l'affaiblissement du P.C. ne peut, de toute façon, jouer en faveur de M. Mitterrand puisque M. Marchais ne peut s'effacer de la campagne et abandonner ses demandes d'assurances concernant la participation de son parti au gouvernement (*le Monde* du 28 avril). M. Giscard d'Estaing, en tous cas, ne paraît pas disposé à prendre de risque et ses discours de lundi ont montré qu'il ne sousestimait pas le danger que pourrait lui faire courir le fait que les communistes ne puissent plus jouer un rôle d'épouvantail pour l'électorat modéré.

Mais, quelle que soit l'analyse que l'on fasse de la situation à gauche, on ne manque pas d'insister, rue de Marignan, sur le fait que M. Mitterrand est concrètement tributaire des *décisions* du P.C. On affirmait, lundi, qu'une première réunion de la commission nationale de contrôle de la campagne *électorale* avait dû être reportée, de lundi à jeudi, les socialistes n'étant pas prêts. Les proches du chef de l'Etat voient là la conséquence du fait que le candidat du P.S. attend de connaître les décisions du comité central du P.C.F. et que l'organisation de sa campagne du deuxième tour est, en *conséquence*, conditionnée par les choix des communistes. Argument sans doute polémique. A la commission de contrôle, on démentait *mardi matin* qu'une réunion ait été prévue puis reportée.

La récupération des électorats *s'étant portés* sur d'autres candidats au premier tour a commencé dès *lundi*. *Il y a eu*, lundi soir, à Dijon, une tirade destinée aux écologistes et la promesse d'une sorte de train de mesures en faveur de la qualité de la vie. Surtout, on aura remarqué que le chef de l'Etat insistait plus nettement que par le passé sur des thèmes directement destinés à l'électorat de M. Chirac : non seulement la défense et l'indépendance (qui ont toujours tenu une place centrale dans les discours du président sortant), mais aussi la dénonciation de la bureaucratie et de l'augmentation des charges. On relèvera en outre que M. Giscard d'Estaing devait recevoir mardi après-midi à sa permanence les représentants des *chambres* de commerce, des artisans et des P.M.E., toutes catégories *sociales* choyées et séduites jusque-là par M. Chirac.

Le candidat du R.P.R. avait, *lundi*, demandé à M. Giscard d'Estaing d'adopter son propre programme. Ce n'est pas dans cette direction que s'oriente le chef de l'Etat... Mais enfin, compte tenu de l'étroitesse de la marge électorale dont il dispose, il est peu probable que le président sortant néglige quoi que ce *soit* lui permettant de rassembler sur son nom la plus forte proportion possible d'électeurs gaullistes. Ce n'est pas encore « *l'échange des maillots* » mais on guigne déjà de manière appuyée du côté des supporters du concurrent d'hier.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

LE PRÉSIDENT DU C.N.P.F. : les chefs d'entreprise sont devant un choix de société

M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), a fait, lundi 27 avril dans l'après-midi, la déclaration suivante : « *Après une longue campagne électorale, les chefs d'entreprise se retrouvent devant un choix semblable à celui de mars 1978. D'un côté, la volonté de maintenir et de renforcer une société de liberté et d'initiative, fondée sur la libre entreprise. De l'autre, la volonté, malgré toutes les habiletés oratoires, de mettre en place une société qui ne peut qu'être la fille du « programme commun » entraînant ainsi notre pays dans la voie du collectivisme.*

» *Nous avons été unanimes à rejeter ce programme, comme l'a fait ensuite la majorité des Français. Nous dénonçons aujourd'hui les dangers de tout ce qui y conduit. La France est solidaire d'un monde occidental de liberté.*

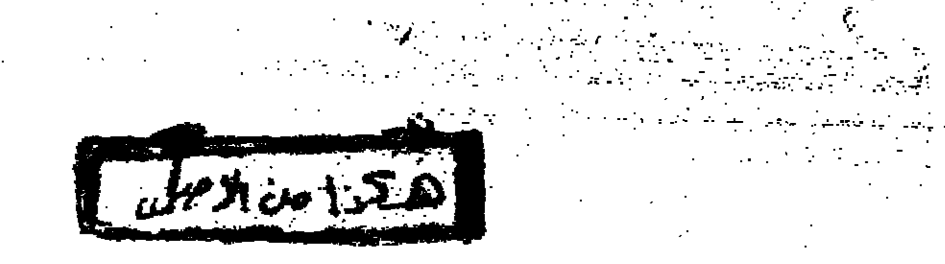
» *L'esprit d'initiative et le sens des responsabilités conditionnent la survie et le progrès de notre économie. Il n'est donc pas d'autre choix que de libérer le dynamisme des entreprises, petites, moyennes et grandes.*

» *C'est le seul qui permette d'améliorer progressivement les conditions de vie et d'emploi des Français et d'assurer la place de la France dans le monde.*

» *Pour y parvenir, des insuffisances restent à corriger. Il faudra très vite conduire une politique de l'emploi plus dynamique, desserrer les contraintes qui paralysent, alléger les charges sociales et fiscales dont le poids s'est considérablement alourdi.*

» *Les chefs d'entreprise sont devant un choix fondamental de société. Ils ne doivent pas oublier qu'une erreur de leur part aurait les conséquences les plus graves pour les entreprises et pour la France.* »

● *Le Figaro* indique, mardi 28 avril, qu'il ne publiera pas de sondage avant le second tour de scrutin. « *Après le premier tour, environ sept cent mille voix séparent M. Valéry Giscard d'Estaing de M. François Mitterrand*, explique le quotidien. *Cela représente environ deux points et demi d'un sondage. C'est la marge d'erreur communément admise dans les enquêtes les plus sérieuses. En conséquence, nous estimons qu'un tel sondage ne présenterait pas les garanties suffisantes.* » Prenant acte de cette décision, le président de la Sofres, M. Pierre Weill, « *regrette de ne pouvoir porter à la connaissance du public les éléments d'analyse qu'elle aurait recueillis sur l'évolution de l'électorat entre les deux tours* ».



L'élection présidentielle

L'attitude des gaullistes

Le R.P.R. confirme la liberté de vote laissée aux électeurs de M. Jacques Chirac

M. Chaban-Delmas lance un appel en faveur de M. Giscard d'Estaing

Le bureau du groupe parlementaire R.P.R. se réunit, ce mardi 28 avril, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Claude Labbé, et le comité central du mouvement est convoqué mercredi à Paris, par M. Bernard Pons, secrétaire général, qui assume l'intérim de la présidence du R.P.R.

M. Jacques Chirac n'assistera à aucune de ces instances, qui doivent, en principe, approuver la déclaration de l'ancien candidat relative au second tour de l'élection présidentielle (*le Monde* du 28 avril) et par laquelle il laissait ses électeurs totalement libres de voter « *en conscience* » pour le candidat de leur choix, tout en annonçant qu'il voterait lui-même « *à titre personnel* » pour M. Giscard d'Estaing.

Les dirigeants du R.P.R. attendaient des réactions nuancées des membres des deux instances du mouvement.

Les parlementaires devraient, pour la plupart d'entre eux, se référer aux nécessités de la solidarité majoritaire et décider, à titre personnel, de voter pour M. Giscard d'Estaing non par adhésion politique, mais par souci d'empêcher l'élection de M. Mitterrand. Un souci de conservatisme électoral guide aussi la plupart d'entre eux.

Le contact des militants

Toutefois, certains, encore peu nombreux, ne cachaient pas dès lundi leur préférence pour le succès du candidat socialiste. C'est notamment le cas de M. Joël Le Tac, député de Paris, qui, il est vrai, est le seul élu gaulliste à avoir voté la motion de censure socialiste déposée contre le gouvernement Barre en novembre 1979 (*le Monde* du 22 novembre 1979), ou de M. Christian Poncelet, sénateur des Vosges, ou de M. de Lipkowski, député de la Charente-Maritime.

En revanche, plusieurs parlementaires qui ont soutenu M. Chirac ont, dès lundi, annoncé leur vote « *à titre personnel* » en faveur du président sortant. Il en est ainsi pour M. Pierre Messmer, qui présidait le comité national de soutien à la candidature de M. Chirac, pour M. Pierre Pasquini, député R.P.R. de la Haute-Corse, et aussi pour M. Jacques Médecin, maire de Nice, député U.D.F. des Alpes-Maritimes.

Toutefois, ceux qui ont participé très directement à l'état-major de campagne de M. Chirac sont pour le moment plus nuancés, comme MM. Claude Labbé, Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, et même Bernard Pons, secrétaire général du mouvement, qui tous ont amplement exprimé — surtout en privé — les sentiments peu amènes qu'ils nourrissent à l'égard du « citoyen-candidat ».

Davantage au contact de l'électorat et surtout des militants chiraquiens, les dirigeants du mouvement ont bien perçu la montée de l'hostilité à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing durant toute la campagne électorale. M. Chirac lui-même l'a mesurée lors de ses meetings où l'évocation de l'action du président sortant était toujours saluée par des sifflets et des huées — tout comme d'ailleurs celle de M. Mitterrand lorsque celui-ci était dénoncé pour ses relations avec le P.C. Le maire de Paris s'est, en conséquence, souvent retenu de citer le nom de M. Giscard d'Estaing pour éviter des manifestations trop vives de rejet.

Pour cette raison, les dirigeants du R.P.R. ne demanderont pas à l'appareil du mouvement de se mobiliser entre les deux tours. Aucun responsable local et aucun militant — assure-t-on rue de Lille — n'accepterait de faire la moindre campagne en faveur de M. Giscard d'Estaing. Nombre d'adhérents du R.P.R., des cadres locaux et même de nouveaux partisans de M. Chirac, ne cachent pas qu'ils souhaitent la victoire de M. Mitterrand le 10 mai.

Ils sont convaincus en effet que, dans cette hypothèse, M. Chirac apparaîtrait alors comme le leader de la majorité sortante, qu'il prendrait la tête de la campagne électorale législative et qu'il ramènerait plus forte encore à l'Assemblée nationale une majorité « chiraquienne ».

Ce raisonnement était fait avant même le premier tour, puisqu'une enquête d'opinion, non publiée, aurait établi que 60 % des voix de M. Chirac au premier tour se reporteraient sur M. Giscard d'Estaing au second, alors que les 40 % restantes se répartiraient à peu près également entre le vote nul ou l'abstention et les suffrages en faveur de M. Mitterrand, ce qui donnerait environ un million de voix au candidat socialiste.

Parmi les chiraquiens prêts à voter pour le candidat socialiste et qui ne s'en cachent pas figurent d'ores et déjà des personnalités comme M. Philippe Dechartre, responsable de l'action ouvrière et professionnelle du R.P.R., M. Dabezies, président de la Fédération des républicains de progrès, qui annoncera officiellement sa décision mercredi, et M. Jean-Claude Servan-Schreiber.

Les « giscardo-gaullistes »

En revanche, l'offensive des gaullistes délibérément favorables à M. Giscard d'Estaing a été lancée avec éclat dès le soir du premier tour. Les parlementaires qui soutenaient officiellement, mais avec une certaine discrétion, la candidature de M. Debré se sont prononcés pour le président sortant, qu'il s'agisse de MM. Olivier Guichard, Yves Guéna et Roland Nungesser, président de Carrefour du gaullisme, malgré l'hostilité de M. Léo Hamon, président d'Initiative républicaine et socialiste.

Mais surtout, selon une mode nouvelle mais qui se veut gaullienne, M. Jacques Chaban-Delmas a lancé lundi — à grand renfort de moyens télévisés — un appel aux électeurs de MM. Chirac, Debré et de Mme Garaud à voter pour M. Giscard d'Estaing.

Le maire de Bordeaux, qui avait encouragé et soutenu en sous-main la candidature de M. Debré, était pourtant depuis longtemps en conflit ouvert avec Mme Garaud et avec M. Chirac. Aussi les amis du maire de Paris ont-ils été surpris et amusés d'entendre M. Chaban-Delmas accorder une « *mention spéciale* » à M. Chirac pour le « *résultat conséquent* » qu'il a obtenu, mais ils relevaient qu'à Bordeaux M. Debré n'avait recueilli que 3,22 % des voix contre 19,20 % à M. Chirac.

Il est vrai que, par la voix de M. Chaban-Delmas, les « giscardo-gaullistes » groupant les « barons » du gaullisme et les ministres issus du R.P.R. ambitionnent de supplanter M. Chirac et d'être les artisans d'une victoire de M. Giscard d'Estaing qui serait due à leurs bons offices, qui pour être tardifs n'en seraient pas moins, selon eux, déterminants.

Le mouvement gaulliste sort ainsi de ce premier tour de l'élection présidentielle dans une situation paradoxale : renforcé électoralement, ses élus sont divisés, mais en parts inégales : très critiques à l'égard de M. Giscard d'Estaing, ils s'apprêtent, dans leur majorité, à voter pour lui le 10 mai.

Pas de participation active pour le deuxième tour

Cette confusion relative a déterminé M. Chirac à l'attitude qu'il a prise lundi. Le candidat éliminé va désormais — au moins jusqu'au 10 mai — se consacrer aux affaires de la Ville de Paris, et il ne se manifestera pas dans la campagne du second tour, malgré les sollicitations des giscardiens dont il est l'objet.

Ses plus proches amis insisteront autant sur le caractère « *personnel* » de son vote au second tour que sur la liberté totale qu'il laisse à ses électeurs de voter pour leur part « *en conscience* » ce que quelques-uns interpréteront comme un encouragement implicite à voter pour M. Mitterrand.

Bien que certains de ses amis jugent son comportement un peu complexe voire ambigu, le maire de Paris escompte en tirer un avantage tactique. En cas de succès de M. Giscard d'Estaing il aura prouvé sa solidarité et sa fidélité majoritaire.

En cas d'échec il ne pourra pas être accusé d'avoir provoqué la défaite. En revanche il aura un titre à appeler au rassemblement des gaullistes et des giscardiens sous sa houlette pour la bataille législative qui suivra une dissolution décidée par M. Mitterrand devenu président de la République. Car, quelle que soit l'issue du scrutin du 10 mai, M. Jacques Chirac demeure préoccupé des autres échéances électorales qui interviendront de toute façon dans un avenir plus ou moins proche. Sa campagne, conduite, pour la première fois, sans les « barons » et sans les « conseillers occultes », l'a convaincu en tout cas de l'existence d'un courant politique non négligeable et qu'il incarne seul désormais.

ANDRÉ PASSERON.

Plusieurs personnalités et organisations gaullistes appellent à voter pour M. Giscard d'Estaing

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 27 avril : « *(...) Il faut voir clairement vers quoi entraînerait l'élection de M. Mitterrand. Comme son élection n'aurait pu se faire qu'avec l'appoint massif des millions d'électeurs conservés par M. Marchais, le parti communiste pèserait de tout son poids sur le gouvernement nommé par M. Mitterrand. (...) Face à de telles perspectives, une seule solution s'impose : assurer l'élection de M. Giscard d'Estaing, et cela quelles que soient nos préférences, que nous avons d'ailleurs manifestées hier. Puisque le destin de la France et des Français est en jeu, c'est l'heure de la raison, où querelles, ressentiments, amertumes doivent être surmontés : règle de haute morale reçue du général de Gaulle, que je me suis appliquée à moi-même et qu'aujourd'hui gaullistes et beaucoup d'autres avec eux doivent appliquer à leur tour. (...) Cette un' n salutaire doit être réalisée, recommandée et entraînée d'abord par les responsables, c'est-à-dire les candidats eux-mêmes, de M. Debré à M. Giscard d'Estaing, sans omettre Mme Garaud, et avec une mention spéciale pour M. Chirac en raison du résultat conséquent qu'il a obtenu avec l'appui de nombreux militants gaullistes dont le combat, empreint de générosité et d'un élan sincère pour une France toujours plus rayonnante, n'aura pas été un combat inutile ; j'en suis certain. (...)* »

● M. YVES GUÉNA, député R.P.R. de Dordogne, ancien ministre, écrit dans la « Lettre pour la Ve République », dont il est l'inspirateur : « *Je considère que nous pouvons ratifier pour l'essentiel la politique suivie par le président sortant, Valéry Giscard d'Estaing, ainsi que les engagements qu'il a pris quant à la pérennité de cette politique.* »

● M. OLIVIER GUICHARD, député R.P.R. de la Loire-Atlantique, ancien ministre, a rendu publique, à Nantes, une déclaration des parlementaires de la majorité de Loire-Atlantique, se prononçant en faveur de M. Giscard d'Estaing. Cette initiative, a-t-il précisé, a pour but de « *recréer les conditions d'une meilleure entente de la majorité, donc une meilleure organisation de celle-ci* ».

● LE CONSEIL DE « CARREFOUR DU GAULLISME », présidé par M. Roland Nungesser, député R.P.R. du Val-de-Marne, invite les Français à se rallier à M. Giscard d'Estaing, en lui demandant « *de s'engager à maintenir les options fondamentales du gaullisme* ».

● M. GILBERT GRANDVAL, président de l'Union gaulliste pour la démocratie, partisan de M. Debré, rappelle les efforts de M. Giscard d'Estaing pour « *sauvegarder la paix* » et appelle à voter pour lui.

● LE C.S.P. (Collège pour une société de participation), club gaulliste présidé par Daniel Richard, appelle les électeurs gaullistes à voter sans hésitation pour M. Giscard d'Estaing au second tour.

● Mme CHRISTIANE PAPON, présidente du mouvement Femmes avenir, qui s'était prononcée pour Jacques Chirac au premier tour, invite toutes ses adhérentes à voter pour M. Giscard d'Estaing, ainsi que M. Pierre Pasquini, député R.P.R. de la Haute-Corse.

M. PASQUA : M. Chirac a les clefs de l'avenir

● M. CHARLES PASQUA, chargé de l'organisation de la campagne de M. Chirac, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, a declaré, lundi 27 avril, que « *si le président de la République sortant* » n'est pas « *capable de montrer qu'il a compris le message des électeurs* », « *jamais M. François Mitterrand n'aura autant de chances d'être élu que le 10 mai* ».

« *Le score qu'a fait M. Jacques Chirac est bon et lui permet de détenir les clés de l'avenir* », a souligné M. Pasqua.

● M. CLAUDE LABBÉ, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale : « *Nous savons que le parti socialiste n'est pas maître de ses mouvements. Il est lié par son électorat de complément que sont les voix communistes, et M. Marchais est un partenaire extrêmement exigeant. On ne peut séduire à la fois l'électorat modéré et rassembler les voix communistes.* »

La campagne de M. Mitterrand

Le candidat socialiste devient celui de « toutes les forces de la France »

Candidat socialiste au premier tour, M. Mitterrand entend être, au second, celui de *« toutes les forces de la France »*.

Tel est le slogan diffusé dans un tract dès dimanche soir et apposé sur les affiches de M. Mitterrand. Cette volonté de *« rassembler les Français »* s'accommode mal d'une participation aux travaux des instances dirigeantes du P.S. *« M. Mitterrand n'appartient plus seulement au P.S. »*, a d'ailleurs précisé, lundi, le premier secrétaire de cette formation, M. Lionel Jospin.

Aussi M. Mitterrand s'abstiendra-t-il de toute participation active et se contentera-t-il de rencontrer dans l'après-midi, les membres du comité directeur et les premiers secrétaires des fédérations.

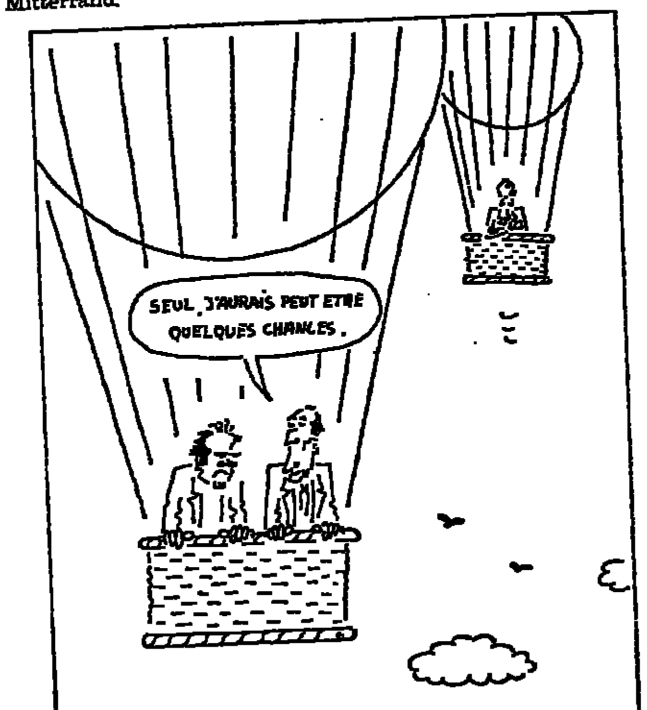
Ce souci de formalisme s'accompagne d'une conviction : il n'est nul besoin, selon M. Mitterrand, de multiplier les déplacements en province ou les manifestations de masse. L'élan a été donné le 26 avril, professe-t-il, et le candidat du *« rassemblement populaire pour le redressement national »* peut aisément faire l'économie d'un... rassemblement tel que celui qui était initialement prévu au Parc des Princes. A cette raison de fond s'ajoute celle, de circonstance, invoquée par M. Laurent Fabius ; selon le porte-parole du P.S., *« ce rassemblement aurait pu donner lieu à des provocations »*.

Compte tenu de la réalité de cet *« élan »*, il n'est, non plus, nul besoin de suivre celui qu'il nomme *« le candidat sortant »* sur un terrain quelque peu polémique. Au contraire, il s'agit de ne pas se laisser enfermer dans la querelle sur les ministres communistes et sur la composition de la majorité parlementaire, au lendemain des élections législatives qui suivraient l'élection de M. Mitterrand. C'est pourquoi ce dernier entend poursuivre *« la campagne persuasive et tranquille »*, selon l'expression de M. Fabius, qu'il a conduite avant le premier tour. Cela signifie qu'il ne devrait guère changer les thèmes de cette campagne ; et surtout qu'il devrait axer celle-ci sur l'idée qu'il s'agit, le 10 mai, de décider non de la composition du gouvernement mais du choix de la personnalité la plus apte à gouverner la France.

En cette matière, la conviction des socialistes tient en deux propositions : d'une part, M. Giscard d'Estaing séduit moins ; d'autre part, M. Mitterrand, non seulement fait moins peur, mais aussi rassure.

Les socialistes comptent bien sûr aider au développement de la première proposition en continuant à parler du bilan du septennat. L'une des affiches prévues pour le second tour représentera un village, sur fond tricolore, avec le slogan suivant : *« Mitterrand président ou quatorze ans de Giscard, choisissez ! »*

En ce qui concerne la seconde affirmation, elle procède d'une certitude et d'un résultat. La certitude concerne le succès de l'image de *« force tranquille »* qu'a voulu donner de lui-même M. Mitterrand.



(Dessin de KONK.)

Pour continuer sur ce registre, M. Mitterrand compte multiplier non les grands meetings (il n'y en aura que trois, à Montpellier le 1er mai, à Mulhouse et à Nantes, le 8 mai), mais les prises de parole sur tel ou tel dossier, afin de montrer qu'il souhaite d'abord, *« tranquillement »* et concrètement, traiter des problèmes qui préoccupent les Français. Ainsi, à Nevers, il devait se prévaloir du *« plan énergétique départemental »* préparé sous sa présidence, par l'assemblée de la Nièvre, afin d'illustrer sa principale proposition en matière énergétique, à savoir : la recherche de l'indépendance par la diversification des sources d'énergie.

Le résultat, c'est bien sûr celui du candidat communiste. *« La chute notable »* de ce dernier, selon l'expression de M. Jospin, conduit les socialistes à penser que, quelle que soit désormais l'attitude de la direction du P.C.F., l'électorat communiste n'hésitera pas un instant entre *« le candidat du chômage et des privilèges et celui du changement »*.

« Aucune force se réclamant de la gauche, a notamment affirmé M. Jean Poperen, *aucune force prétendant parler au nom des travailleurs ne peut se mettre en travers de la politique du P.S. ; (...) Si certains étaient tentés par la politique du pire, ils en seraient les victimes. »*

Cette analyse fait peut-être peu de cas du fait que le phénomène d'abstention a quelque peu affecté l'électorat communiste, et qu'il pourrait en être de même au second tour. Aussi est-ce avec une certaine inquiétude — même s'ils se disent sûrs de leur fait — que les socialistes attendent la prise de position officielle du comité central du P.C.F.

C'est en revanche avec une satisfaction non dissimulée qu'ils ont accueilli la déclaration de M. Jacques Chirac. Ils s'apprêtent à répéter que le maire de Paris n'est pas propriétaire de ses voix (voir les articles d'André Laurens et André Passeron).

Enfin, il est un sujet sur lequel M. Mitterrand entend être vigilant : celui du traitement que lui réserve la presse audio-visuelle. Il revient à Me Badinter d'assurer cette vigilance, notamment en négociant les conditions d'un face-à-face avec M. Giscard d'Estaing, et non en acceptant celles du président sortant.

M. Mitterrand, de son côté, s'y prépare d'autant mieux qu'il considère que M. Giscard d'Estaing est désormais contraint à la défensive, et qu'il ne devrait donc pas être aussi à l'aise qu'en 1974.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

La préparation du second tour

(Suite de la première page.)

M. Jacques Chirac doit tenir compte des militants du R.P.R., de sensibilité très antigiscardienne, de parlementaires tenus par leur appartenance à la majorité — M. Joël Le Tac fait exception en choisissant M. Mitterrand car ses collègues participent généralement aux meetings de M. Giscard d'Estaing — et d'un électorat en quête d'autre chose mais sans aller trop loin.

En 1974, les transferts de voix de M. Chaban-Delmas au premier tour sur le nom de M. Giscard d'Estaing au second tour s'étaient opérés dans la proportion de trois quarts environ. L'entourage de M. Chirac et des études faites avant le premier tour laissent penser que la part des réfractaires à l'égard du président sortant pourrait être plus forte le 10 mai, mais ces pronostics doivent être pris avec prudence car l'attitude des différents électorats dépendra du contenu de la campagne pour le second tour et de l'effet de réciprocité : selon que M. Mitterrand sera plus ou moins soutenu par le P.C.F., il séduira plus ou moins les mécontents de la majorité sortante, et, selon qu'il séduira plus ou moins ces derniers, il sera perçu différemment par les électeurs unitaires de la gauche.

Jusqu'au second tour, M. Chirac n'en dira pas plus que le choix personnel qu'il a formulé. Les dirigeants du R.P.R. sont tentés de reprendre la formule du vote en conscience, ce qui reviendrait à ne pas mobiliser les électeurs. Comme certains députés du mouvement semblent se préparer à des élections législatives anticipées — qui auraient lieu après une victoire du candidat socialiste, — il apparaît que le R.P.R. a deux fers au feu : il ne rompt pas avec une appartenance à la majorité qui est ressentie comme naturelle par la plus large fraction de son électorat, mais il n'écarte pas l'éventualité d'un changement politique qui le placerait dans l'opposition sans doute, mais en meilleure situation pour la suite. M. Chaban-Delmas est de ceux qui veulent prévenir ces tentations et qui, manifestement, envisagent l'avenir d'une autre manière. Il est assez plaisant de voir l'ex-candidat gaulliste de 1974 appeler à l'union derrière M. Giscard d'Estaing en s'adressant en particulier à M. Chirac et à Mme Garaud qui n'avaient pas attendu le second tour, il y a sept ans, pour préconiser la même stratégie à son encontre.

Les arguments employés, eux, ne bougent pas. Ce sont ceux du changement de société, du collectivisme, de l'emprise du P.C. avec cette nuance introduite par M. Giscard d'Estaing, car il y a quelques doutes sur l'alliance socialo-communiste, que si la France ne tombe pas dans *« l'ordre communiste »* avec M. Mitterrand ce sera pour chuter dans *« le désordre socialiste »*. Les électeurs de M. Chirac se reconnaîtront dans ce langage, car ils l'ont déjà entendu. M. Giscard d'Estaing tiendra compte aussi, comme il l'a clairement annoncé, des préoccupations qui se sont exprimées avant le premier tour, qu'elles émanent des gaullistes, des écologistes et, éventuellement, d'autres candidats.

La grande difficulté, pour la droite comme pour la gauche — et même pour le P.C.F. — est d'apprécier la véritable nature du recul de l'électorat communiste. Ce n'est pas une pure interrogation de politologue. La signification que l'on donne à ce phénomène engage l'avenir et fonde des plans stratégiques. Régression conjoncturelle et provisoire, ou manifestation d'une évolution historique et sociologique qui se poursuivra ?

Dans un premier temps, la tentation est de choisir l'interprétation la plus commode pour celui qui s'en sert. Les giscardiens n'y échappent pas, parfois, pour assurer que la force du P.C.F. reste ce qu'elle est et qu'il le prouvera aux prochaines élections législatives. L'épouvantail reste donc bien planté dans le champ de la gauche mais, en même temps et, apparemment, avec une certaine contradiction, on n'écarte pas l'idée que, dans l'état actuel de leurs difficultés, les dirigeants communistes n'ont pas intérêt à aller au-devant des élections législatives qu'entraînerait un succès de M. Mitterrand.

Les socialistes ne sont pas moins perplexes devant ce qui leur arrive. Perplexes et, à la fois, ravis et inquiets. Le score de M. Mitterrand a dépassé leurs espérances, mais les a surtout confirmés dans le sentiment d'avoir choisi la bonne voie en laissant au P.C.F. la charge de payer le prix de la rupture. M. Mitterrand continuera donc de s'appuyer sur le réflexe unitaire, qui a fonctionné dès le premier tour, en l'élargissant au vote républicain qui avait été son grand thème de 1965.

S'ils se félicitent de voir la prééminence de leur parti confirmée au sein de la gauche, et s'ils se réjouissent des possibilités qu'elle ouvre dans l'avenir, certains socialistes s'inquiètent des effets qu'elle peut avoir dans l'immédiat : un raidissement du P.C.F., outre qu'il compromettrait les chances d'une victoire au second tour, élargirait plus encore le fossé qui sépare les deux partis. Ceux qui, au P.S., croient toujours à l'union de la gauche, par rapport à ceux qui envisagent de la dépasser, redoutent cette éventualité.

La réponse à ces questions appartient au P.C.F. lui-même et dépend de l'explication qu'il donnera, dans l'immédiat d'abord, et, éventuellement plus tard — car il lui arrive de corriger ses analyses, — du recul enregistré le 26 avril. Les dirigeants communistes s'orientaient, au moment où se réunissait le comité central, vers une interprétation conjoncturelle. Leurs électeurs auraient été victimes du « vote utile » auquel on les a appelés avant le premier tour. Ils se sont trompés ou ont été abusés. L'explication apparaît un peu courte. Le P.C.F. ne peut faire l'économie d'une analyse plus convaincante sous peine de relancer dans ses rangs une contestation déjà forte au cours de la dernière année. Comme le note *l'Humanité*, il faut *« peser les éléments divers de cette situation complexe »*.

ANDRÉ LAURENS.

Dénonçant certains « manquements inadmissibles »

M. MAUROY DEMANDE AUX CHAINES DE TÉLÉVISION DE RESPECTER LA « RÈGLE DE L'ÉGALITÉ ».

M. Pierre Mauroy, porte-parole du candidat socialiste, a fait, mardi matin 28 avril, au terme de la réunion du comité directeur du P.S., une déclaration dans laquelle il a mis en cause la façon dont les chaînes de télévision et certaines stations de radiodiffusion « couvrent » la campagne de M. Mitterrand. Il a, notamment, déclaré :

« Deux candidats restent en lice : le président sortant, M. Giscard d'Estaing, dont on connaît le bilan catastrophique sur le plan économique et social, et François Mitterrand, le candidat du changement. Compte tenu de l'enjeu et de la volonté exprimée par les Français, la règle de l'égalité devrait s'imposer à la télévision et à la radio. Ce partage équitable nous est refusé. Il a gravement été mis en cause dès hier. Je demande donc instamment aux téléspectateurs et aux auditeurs de regarder et d'écouter en citoyens. Vous serez, le jour du scrutin, des électeurs, a poursuivi M. Mauroy en s'adressant aux téléspectateurs.

Le porte-parole de M. Mitterrand a appuyé sa déclaration de plusieurs *« exemples de manquements »* relevés la veille :

« Antenne 2, journal de midi : déclaration de M. Chirac, déclaration de M. Giscard d'Estaing, déclaration de M. Marchais, mais on ne reproduit pas la déclaration de M. Mitterrand du 26 avril.

» TF 1, journal de midi : M. Deniau, porte-parole de M. Giscard d'Estaing, parle pendant cinq minutes, Lionel Jospin une minute trente.

» Antenne 2, l'après-midi, émission spéciale à 16 h, interruption des programmes pour une déclaration de M. Chaban-Delmas en faveur de M. Giscard d'Estaing, pour une durée de neuf minutes. TF 1, le soir : déclaration télévisée de M. François Mitterrand brouillée et déformée. Europe 1, journal de 19 h : rien en ce qui concerne le candidat du changement François Mitterrand.

» Enfin, a ajouté M. Mauroy, *un document télévisé a été envoyé aux Antilles concernant la soirée du 26 avril, qui a duré vingt minutes : trente secondes pour M. François Mitterrand. J'avais personnellement observé les graves désordres qui sévissent dans ces département d'outre-mer, nous ne les acceptons pas, pas davantage qu'il y ait des manquements en métropole. Nous demandons qu'il y ait pour notre démocratie une règle plus stricte en matière d'information. »*

M. Jean-Marie Cavada, directeur de l'information de TF 1, a aussitôt répondu à M. Mauroy en expliquant, notamment, que la déclaration de M. Mitterrand, jugée *« brouillée et déformée »* par le porte-parole du candidat socialiste, avait été victime d'un *« décrochage »* technique provenant probablement du fait que *« la bande avait été diffusée quatre fois auparavant »*. Il a assuré que les deux candidats qui restent en lice bénéficieront, au cours de la campagne, sur TF 1, d'une *« totale équité de temps »*.

LE M.R.G. : Rassemblement autour du candidat socialiste

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche s'est réuni, mardi 28 avril, au Sénat. Remerciant les *« 650 000 électeurs »*, qui, dans le *« contexte particulier »* de l'élection présidentielle ont apporté leurs suffrages à M. Michel Crépeau, le comité directeur a rendu publique la motion suivante, qui a été adoptée à l'unanimité :

[Nous soulignons] *« les graves dangers qu'un nouveau septennat de Valéry Giscard d'Estaing ferait courir à notre pays : l'aggravation de la crise économique et sociale, l'accroissement du chômage, le désarroi de la jeunesse, contribueraient au déclin de la démocratie politique et renforceraient le sentiment d'insécurité.*

[Nous appelons] *« les Français à se rassembler autour de François Mitterrand qui porte désormais l'espérance de toute la gauche et de tous les républicains.*

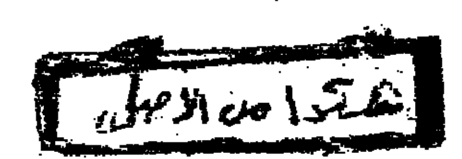
Les gains et pertes du parti socialiste

Le tableau que nous présentons ci-dessous des gains et pertes du P.S. au premier tour de l'élection présidentielle indique, dans sa troisième colonne, l'ordre de progression ou de perte, dans tous les départements de la métropole, par rapport aux résultats obtenus au premier tour des élections législatives de 1978. Ce tableau est éloquent. Il témoigne que les progrès socialistes intéressent la quasi-totalité du territoire, donc de la « nationalisation » de l'influence socialiste. Un tel constat pouvait certes être dressé au vu des résultats du scrutin législatif. Déjà la progression concernait soixante-seize des quatre-vingt-seize départements métropolitains. Déjà le P.S. progressait d'autant plus qu'il s'agissait de bastions traditionnels de la droite, tels que l'Ouest, accompagnant ainsi une triple évolution socio-économique : l'augmentation du salariat, l'urbanisation et une relative « déchristianisation ». Les régions (vingt départements) où les socialistes étaient en recul (pourtour méditerranéen, Languedoc) étaient celles de vieille implantation S.F.I.O., celles où le renouvellement des hommes et des méthodes était moindre, par définition, que là où il avait fallu conquérir le terrain.

Cette fois, vingt et un départements échappent à la progression. Ce sont, pour certains, ce qu'il est convenu d'appeler des bastions socialistes (Pas-de-Calais, Nord et Territoire de Belfort). Mais le mouvement de recul paraît stoppé sinon enrayé sur le pourtour méditerranéen. Tandis que l'on retrouve, dans le Sud-Ouest, les contours d'un vote « républicain ».

Les plus fortes progressions concernent, comme à l'accoutumée, les terres de mission, notamment de l'Ouest (le Finistère par exemple). Mais aussi, et cela est plus original, les fiefs communistes (tels que la Seine-Saint-Denis). — J.-M. C.

	12 mars 78 % exprimés	26 avril 1981 % exprimés	1978 - 1981 Variation
CORSE-DU-SUD	3,21	23,01	+ 19,80
HAUTES-PYRENEES	13,04	30,97	+ 17,93
HAUTES-ALPES	8,89	24,32	+ 15,43
TARN-ET-GARONNE	15,03	27,71	+ 12,68
HAUTE-CORSE	5,40	17,69	+ 12,29
LOT	18,76	30,96	+ 12,20
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	13,18	25,09	+ 11,91
AVEYRON	15,10	25,86	+ 10,76
CHARENTE-MARITIME	14,32	24,42	+ 10,10
COTE-D'OR	20,84	30,62	+ 9,78
AIN	16,05	25,34	+ 9,29
EURE	17,46	26,64	+ 9,18
LOIRE	16,75	24,71	+ 7,96
PARIS	16,75	24,58	+ 7,83
ALPES-MARITIMES	13,37	21,16	+ 7,79
HAUTE-MARNE	20,68	27,97	+ 7,29
CHER	16,04	22,82	+ 6,78
YVELINES	17,74	24,36	+ 6,62
SEINE-MARITIME	20,22	26,57	+ 6,35
VAL-D'OISE	19,50	25,78	+ 6,28
OISE	19,31	25,54	+ 6,23
DORDOGNE	20,21	26,08	+ 5,87
HAUTE-SAONE	23,69	29,26	+ 5,57
CHARENTE	22,59	27,84	+ 5,25
MARNE	18,98	24,20	+ 5,22
HAUTS-DE-SEINE	18,31	23,52	+ 5,21
ESSONNE	21,51	26,66	+ 5,15
SEINE-SAINT-DENIS	19,44	24,47	+ 5,03
EURE-ET-LOIR	21,06	26,02	+ 4,96
SAONE-ET-LOIRE	23,30	28,19	+ 4,89
SOMME	18,81	23,61	+ 4,80
VAL-DE-MARNE	20,20	24,94	+ [illegible]
YONNE	20,83	25,15	+ 4,32
SEINE-ET-MARNE	21,04	25,29	+ 4,25
LOIRET	19,88	24,13	+ 4,25
BAS-RHIN	17,92	22,04	+ 4,12
VAUCLUSE	21,85	25,86	+ 4,01
GIRONDE	29,54	33,23	+ 3,69
SARTHE	21,96	25,61	+ 3,65
HERAULT	23,07	26,38	+ 3,31
INDRE-ET-LOIRE	25,33	28,59	+ 3,26
ALLIER	20,57	23,81	+ 3,24
PYRENEES-ORIENTALES	22,37	25,58	+ 3,21
LOIRE-ATLANTIQUE	25,36	28,47	+ 3,11
ARDECHE	22,25	25,21	+ 2,96
REUNION	6,93	9,89	+ 2,96
FINISTERE	24,31	27,20	+ 2,89
HAUTE-GARONNE	30,99	33,75	+ 2,76
MANCHE	19,61	22,33	+ 2,72
AUDE	31,73	34,40	+ 2,67
GARD	21,59	24,18	+ 2,59
MORBIHAN	22,60	25,16	+ 2,56
HAUTE-SAVOIE	20,83	23,32	+ 2,49
ISERE	26,00	28,47	+ 2,47
MOSELLE	23,85	26,25	+ 2,40
CALVADOS	24,47	26,84	+ 2,37
MAYOTTE		2,30	—
VAR	20,63	22,90	+ 2,27
RHONE	23,95	26,15	+ 2,20
HAUT-RHIN	21,01	23,16	+ 2,15
NIEVRE	37,30	39,32	+ 2,02
VENDEE	19,63	21,61	+ 1,98
JURA	24,64	26,55	+ 1,91
LANDES	32,16	34,02	+ 1,86
INDRE	21,65	23,50	+ 1,85
LOT-ET-GARONNE	25,58	27,37	+ 1,79
CORREZE	18,78	20,52	+ 1,74
COTES-DU-NORD	26,32	27,97	+ 1,65
MEURTHE-ET-MOSELLE	25,18	26,64	+ 1,46
AISNE	23,92	25,34	+ 1,42
BOUCHES-DU-RHONE	22,45	23,84	+ 1,39
ILLE-ET-VILAINE	24,97	25,74	+ 0,77
ARDENNES	26,16	26,79	+ 0,63
MAINE-ET-LOIRE	23,30	23,90	+ 0,60
ORNE	23,17	23,55	+ 0,38
AUBE	24,33	24,65	+ 0,32
GERS	33,86	34,13	+ 0,27
NORD	26,06	25,91	— 0,15
PYRENEES-ATLANTIQUES	28,82	28,56	— 0,26
LOIR-ET-CHER	25,83	25,53	— 0,30
DOUBS	29,28	28,94	— 0,34
HAUTE-VIENNE	26,67	25,88	— 0,79
TARN	31,16	29,52	— 1,64
CANTAL	23,75	22,10	— 1,65
VOSGES	28,94	27,11	— 1,83
PAS-DE-CALAIS	29,74	27,71	— 2,03
VIENNE	29,09	26,79	— 2,30
PUY-DE-DOME	30,48	27,99	— 2,49
MEUSE	29,89	27,06	— 2,83
DROME	31,10	28,25	— 2,85
ARIEGE	35,59	32,41	— 3,18
DEUX-SEVRES	30,49	27,02	— 3,47
HAUTE-LOIRE	28,89	25,15	— 3,74
TERRITOIRE DE BELFORT	37,68	33,40	— 4,28
LOZERE	26,63	22,21	— 4,42
MAYENNE	28,15	22,85	— 5,30
CREUSE	29,27	23,17	— 6,10
SAVOIE	32,25	25,25	— 7,00



présidentielle **POLITIQUE**

L'attitude des communistes

La direction du P.C.F. cherche à parer à toute mise en cause de la ligne suivie depuis trois ans

La campagne menée par le parti communiste pour l'élection présidentielle était l'application d'une stratégie élaborée de longue date. M. Georges Marchais l'a souligné, dimanche soir, en affirmant que le parti communiste a suivi et continuera de suivre *« la politique de ses vingt-deuxième et vingt-troisième congrès »*. Le vingt-troisième congrès, réuni en mai 1979, avait consacré l'orientation prise par le P.C.F. depuis la rupture de l'union de la gauche, en septembre 1977, mais la direction du parti avait tenu à réunir, dans les textes, ce congrès et celui qui l'avait précédé, en février 1976, afin de marquer une continuité entre la période unitaire et celle de la lutte contre le P.S.

En fait, la décision de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 1981, annoncée en décembre 1976 par M. Marchais, avait été prise lors du vingt et unième congrès, en octobre 1974. Constatant que le parti socialiste recueillait l'essentiel des bénéfices électoraux de la progression enregistrée par la gauche à l'élection présidentielle du mois de mai précédent, la direction du P.C.F. avait estimé que le choix d'un candidat commun aux deux partis, dès le premier tour, avait été une erreur. C'est cette erreur que M. Marchais a mise en cause, dimanche soir, parmi d'autres choses, pour expliquer son mauvais score, et M. René Andrieu y revient, mardi, dans *l'Humanité*.

Cette explication porte condamnation, sinon de l'ensemble de la politique suivie par le parti communiste à partir du début des années soixante, du moins d'un des choix essentiels que cette politique avait commandés. Le soutien apporté dès le premier tour de l'élection présidentielle, en 1965, à un candidat non communiste, permettait au P.C.F. de jouer de nouveau un rôle positif dans la lutte politique, en s'imposant aux autres partis de gauche comme l'acteur principal de la constitution d'une véritable opposition au gaullisme. Les communistes transformaient ainsi en avantage la difficulté que représentait, pour eux, l'élection du président de la République au suffrage universel. Le choix de M. François Mitterrand, qui n'avait pas dirigé de gouvernement sous la IVe République et qui n'était ni dirigeant, ni membre d'un parti important, assurait au P.C.F. la maîtrise du processus politique qui l'engageait.

Neuf ans plus tard, M. Mitterrand se présentait dans des conditions toutes différentes. Il était devenu, en 1974, une personnalité de premier plan, chef d'un parti déjà en expansion depuis son unification, en 1971. Les éléments étaient réunis pour que le P.S. capitalise la plus grande part du mouvement que susciterait la candidature de M. Mitterrand. Dans la mesure où les dirigeants communistes s'emploient, depuis trois ans au moins, à enrayer le développement de ce phénomène, il n'est pas étonnant qu'ils situent dans leurs choix antérieurs l'origine de l'échec qu'ils subissent aujourd'hui.

La question du « vote utile »

Cette attitude risque, cependant, de ne pas emporter la conviction au sein même du parti. M. Marchais a opposé d'avance une parade à toute mise en cause de la direction en soulignant qu'*« il n'y a pas de ligne Marchais »* et que la ligne qu'il a exposée durant sa campagne était celle des derniers congrès du parti, précisée et confirmée par la conférence nationale qui avait désigné le candidat, au mois d'octobre 1980. Il reste que cette ligne, qu'elle fût celle d'une partie de la direction ou de la direction tout entière, a été combattue à l'intérieur du parti. Ceux qui s'y étaient opposés peuvent constater, aujourd'hui, que cette politique aboutit précisément au résultat qu'elle visait à éviter.

En perdant un quart de ses voix, le P.C.F. est proche du seuil de marginalisation qu'envisageaient tant les giscardiens que certains socialistes, et il se présente, face à l'hypothèse d'une victoire de M. Mitterrand le 10 mai, dans le plus mauvais rapport de forces qui soit. M. André Lajoinie, membre du bureau politique, ayant déclaré avant le scrutin qu'un score de moins de 20 % ne serait *« pas bon »*, on comprend que M. Andrieu souligne, mardi, dans *l'Humanité*, que les perspectives qui s'attachent à une élection éventuelle de M. Mitterrand constituent toujours, pour le P.C.F., un *« risque »*.

Le comité central, réuni mardi, devait analyser le recul électoral du parti. La direction avait avancé, notamment par la voix de M. Marchais, l'explication selon laquelle les électeurs qui ont fait défaut au P.C.F. auraient voulu émettre, dès le premier tour, un vote utile en faveur du candidat qui avait toute chance de représenter la gauche au second tour. Il s'agirait donc d'une défection passagère, qui ne signifierait pas, chez ses électeurs, une condamnation de la politique du P.C.F. Une autre analyse peut être faite par certains responsables du parti, qui verraient dans le résultat de dimanche une clarification : le P.C.F., réduit au « noyau dur » de son électorat, pourrait, désormais, poursuivre avec fermeté une politique tournée contre les « illusions » que véhicule le P.S.

PATRICK JARREAU.

« L'HUMANITÉ » ESTIME QUE L'ORIENTATION DE M. MITTERRAND RESTE FLOUE

René Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité*, écrit, mardi 28 avril, dans le quotidien du P.C.F. : *« Les quatre millions quatre cent cinquante-six mille voix qui se sont portées sur le nom de Georges Marchais représentent une force populaire considérable dans une élection difficile à plusieurs titres pour notre parti par son caractère même et aussi parce que deux fois nous n'avions pas nous-mêmes présenté de candidat. Un tel précédent a incontestablement facilité la manœuvre du « vote utile ». Comme l'a sans doute aussi facilité l'aggravation de la crise qui, loin d'engendrer spontanément la conscience politique, favorise la recherche de n'importe quelle solution de rechange, fût-elle une fausse solution. »*

René Andrieu ajoute : *« Cela dit, s'il est vrai qu'un nombre important de nos électeurs ont voté dès le premier tour pour le candidat socialiste présenté comme mieux placé pour battre Giscard au second, ils n'ont pas pour autant voté contre le parti communiste. Ils ont cru anticiper sur le second tour en votant pour l'union de la gauche, même quand ils avaient conscience du risque que comportait leur choix. Ce n'est pas parce qu'ils se sont trompés et qu'ils ont mal mesuré ce risque que nous les rejetons. »*

René Andrieu précise en quoi consiste ce risque. *« François Mitterrand*, écrit-il, *se réclame du changement, mais son orientation reste floue et il demeure opposé à la participation de ministres communistes à son gouvernement au cas où il serait élu. »*

A *Montigny-lès-Cormeilles*

LE P.C.F. PERD UN TIERS DE SON ÉLECTORAT

A Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise), où le parti communiste avait mené, en février dernier, une action contre la drogue, en dénonçant publiquement une famille d'immigrés marocains accusés d'être à l'origine d'un trafic de haschisch, le P.C.F. passe de 33,90 % des suffrages exprimés en mars 1978 à 22,42 % le 26 avril, alors que le P.S. passe de 18,32 % à 24,66 %. Le maire de Montigny, M. Robert Hue (P.C.), a déclaré que la baisse du parti communiste avait été, dans sa ville, *« inférieure à la moyenne nationale, et cela grâce à l'action anti-drogue »* (1).

Pour sa part, M. Patrick Thomas, conseiller municipal (non inscrit) de Montigny, qui s'était vivement opposé au parti communiste et l'avait accusé de *« pratiquer la délation »*, a déclaré que *« le verdict de la population constitue un désaveu pour le maire Robert Hue, ses appels à la délation et ses méthodes antidémocratiques »*. *« A Montigny comme ailleurs*, a ajouté M. Thomas, *les électeurs ont clairement fait savoir qu'ils refusaient la mainmise de l'appareil du P.C. sur leur vie quotidienne. La gauche ne saurait être durablement majoritaire en France sans exprimer clairement son opposition à toute forme de racisme, de délation et de quadrillage idéologique. »*

(1) N.D.L.R. — En fait, le parti communiste a perdu, en métropole, 5,13 points. M. Marchais y a recueilli 15,48 % des suffrages exprimés, alors que le P.C.F. en avait obtenu 20,61 % au premier tour des dernières élections législatives, le 12 mars 1978.

POINT DE VUE

Échec de la ligne sectaire victoire de l'eurocommunisme

par LILLY MARCOU (*)

LE score obtenu par le parti communiste français au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 est le fait historique majeur du scrutin. Au-delà des statistiques — le taux le plus bas enregistré depuis la guerre, — au-delà d'un fait électoral — la fluctuation de l'électorat vers le vote utile, — il s'agit bien d'une *sanction historique*.

Or, le P.C.F., qui croit au sens de l'histoire, au « bon » sens de l'histoire, doit le premier tirer la leçon de cette sanction. Parce qu'il ne s'agit pas là seulement d'une bataille électorale, que le parti peut à la rigueur perdre, mais de l'existence même du P.C.F. en tant que force importante sur l'échiquier national, en tant que parti important dans la configuration du mouvement communiste. Au soir du 26 avril, ce n'est pas le parti communiste dans sa globalité qui a été mis en cause, mais une ligne, la ligne sectaire, qui allait à contre-courant des espoirs que les militants et l'électorat communiste — dans sa grande majorité — avaient placé en lui depuis le tournant que semblait donner le vingt-deuxième congrès.

Sans entrer dans des considérations « fabiennologiques », en cherchant des boucs émissaires et des noms pour désigner cette ligne, il s'agit avant tout d'une politique archaïque qui avait fait son temps. L'existence même du parti en tant que grand parti de masse dépend dans les années à venir de la façon dont le parti saura retourner à l'évolution esquissée entre 1972 et 1974 (la période unitaire autour du programme commun), et entre 1976 et 1977 (l'entrée dans la mouvance eurocommuniste).

Sans retourner à l'histoire pour chercher des analogies avec le présent, il suffit d'observer le sort de certains partis communistes ouest-européens qui, à force de n'avoir pas accepté les grandes lignes de changement prises par les principales composantes du communisme occidental, se sont marginalisés, et de plus en plus, dans leurs contextes nationaux. C'est ce qui guette le P.C.F. s'il ne sait pas comprendre en profondeur l'avertissement que le vote du 26 avril lui a donné.

Cet avertissement est avant tout une victoire implicite des thèses eurocommunistes que le P.C.F. avait progressivement abandonnées depuis 1978. En d'autres termes, il s'agit d'un renouveau exprimé dans le changement des structures internes, un changement de politique d'alliance, un changement de vision du monde, à l'intérieur de laquelle le rapport à l'U.R.S.S. occupe une place fondamentale. Seul le retour à la démarche eurocommuniste comprise dans cette triple dimension pourrait rapprocher le P.C.F. des sphères du pouvoir. Grâce à sa force mobilisatrice et à sa capacité de travail dues essentiellement au dévouement de son peuple militant et aux compétences de ses permanents, il pourrait alors, et alors seulement, apporter sa contribution à la construction de la France de demain et à ce changement en profondeur auquel la gauche française, trop longtemps éloignée du pouvoir, aspire depuis de longues années.

(*) Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales.

POLITIQUE

L'élection présidentielle

Point de vue

A quoi servent les verts et que veulent-ils ?

par MONIQUE CAZEAUX (*)

A quoi servent les verts, sinon à colorer les partis politiques ? L'*intrusion* d'une écologie politique dans la vie électorale fausse *complètement les données et risque*, à terme, de détourner beaucoup de gens de ce que doit être *la véritable* écologie, science qui, à partir d'études *rigoureuses*, donne *aux* décideurs et aux populations un ensemble cohérent de connaissances, de méthodes d'analyse et de techniques d'aménagement des écosystèmes.

C'est la philosophie, et *non* la science, qui forme l'ossature de toute doctrine *politique*, *et encore moins* cette fausse science que préconisent les partis dits « écologistes ».

Le Centre national pour une science de l'environnement qui *regroupe des scientifiques* de différentes options politiques, tout en reconnaissant que *le ministère* de l'environnement et du cadre de vie a su faire intégrer au niveau des lois et des règlements une grande partie des résultats scientifiques récents, *demande davantage*. Il réclame un ministère d'Etat qui pourrait établir *des procédures d'optimisation entre* les contraintes économiques et écologiques et qui *permettrait aussi* aux autres ministères concernés, comme l'industrie, l'agriculture, le tourisme, l'éducation, la santé, de réfléchir sur ces problèmes fondamentaux. En *tenant son prochain* colloque sous le titre de « Economie de l'environnement », *le Centre national pour une* science de l'environnement voudrait mettre *l'accent* sur cet *aspect* primordial de l'impact économique de la protection de l'environnement.

∴

Mais que veulent donc les candidats écologistes qui invoquent l'énergie solaire sans imaginer la nécessaire diversification des sources d'énergie ? On a cru résoudre *toutes les difficultés en* prônant le tout-pétrole ou le tout-nucléaire, et on tombe dans la *même erreur* en réclamant le tout-solaire. Nous pouvons vous chiffrer une politique audacieuse de l'utilisation de cette énergie vers l'an 2000. Dans une société aussi urbanisée et aussi industrialisée que *l'est la France, l'énergie solaire est* utilisable à faible prix pour l'eau chaude *sanitaire*, une partie du chauffage et de la climatisation. Ces fonctions représentent environ 30 % de la consommation d'énergie nationale. Assurer seulement 50 % de ces *fonctions par l'énergie solaire* correspond à une optimisation des investissements *et de l'économie d'énergie* associée — l'habitat est renouvelé pour *moitié* en trente ans, — ce qui signifie qu'une politique intense et systématique d'équipements solaires dans les nouveaux habitats amènerait d'ici à l'an 2010 une économie de $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} \times 30\% = 7,5\%$ de la consommation nationale. Faut-il donc pour autant invoquer d'une manière incantatoire le dieu soleil ?

Que veulent ces candidats, qui, divisés entre eux et se disputant le vedettariat, risquent de mettre en cau... cette science de l'environnement *que nous nous efforçons* de dé' ndre ? Si certains mouvements *dits écologiques ont pu, historiqueme* jouer un rôle important dans la prise de conscience de l'opinion publique des problèmes relatifs à la qualité de la vie, s'ils ont pu, par le biais de certains d'entre eux, faire comprendre aux partis politiques l'*importance de la défense de la nature* et des ressources naturelles non *renouvelables afin d'empêcher* les gaspillages, il n'en reste pas moins vrai que ce n'est pas *l'installation* d'éoliennes dans les rues de nos villes qui résoudrait les problèmes de l'économie mondiale.

∴

Les scientifiques insistent sur le fait que de *nombreuses études* et recherches sont encore nécessaires pour que l'écologie de proposition, qui commence à naître, soit vraiment prise en compte par les pouvoirs politiques.

De grâce, que les candidats écologistes, *par leurs excès de retour à* la nature, ne mettent pas un frein au développement de cette science *indispensable* à la qualité de la vie, car c'est pour une science au service de tous qu'entend œuvrer le Centre national pour une science de l'*environnement*.

Nous devons souligner aussi qu'une *politique de protection de l'environnement* qui ne s'attaque pas aux processus de production, à leur contrôle à la source et à la conception des produits qui doivent être créés en tenant compte du recyclage des matières premières est un leurre. *Cette politique-là non plus n'a rien* le mythe du retour à la nature conçu par certains *écologistes, comme si* au cours des millénaires toute notre civilisation n'était pas née de cette lente et de plus en plus sûre domination de la nature par l'homme. *Cette politique là non plus n'a rien* à voir avec l'introduction de certains *modes d'organisation dans notre* société avec de fausses *références* à l' « écologie ».

Le Centre national pour une science de l'environnement veut assurer pleinement un *rôle* d'information de l'opinion face à des candidatures *écologiques qui ne sont pas au service* de la science dont elles prétendent *s'inspirer, et il ne veut pas* non plus faire jouer aux scientifiques un rôle politique qui n'est pas le leur.

Sans aller jusqu'à dire : « *A chacun son métier, les vaches seront bien gardées...* », mais pourquoi pas *le dire après tout ?*

(*) Président du Centre national pour une science de l'environnement, ancienne secrétaire de la commission de l'environnement du parti socialiste.

La fin du règne gaulliste outre-mer

M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, ayant parlé de « *trucage* » à propos des résultats du scrutin dans les DOM-TOM, M. Paul Dijoud a affirmé, lundi 27 avril, que celui-ci avait « porté gravement atteinte à l'honneur » des électeurs d'outre-mer. « En fait, les résultats d'outre-mer manifestent d'abord le refus déterminé de nos compatriotes *de la politique* d'abandon récemment proposée par le parti socialiste et ses alliés locaux », a ajouté le secrétaire d'Etat *aux DOM-TOM*. « C'est *la réponse* apportée par nos compatriotes à l'homme qui incarne pour eux l'idéal de solidarité et de fraternité de la France ». M. *Claude Labbé*, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, s'est déclaré d'accord « dans une certaine mesure », avec M. Defferre.

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des *loisirs*, estime, pour sa part, que « la réalité, c'est que le P.S. n'a jamais compris les problèmes d'outre-mer et s'acharne à remettre en cause le statut départemental que les électeurs des DOM, même les électeurs de gauche, dans leur grande majorité, veulent maintenir ».

Outre-mer, les enseignements du premier tour de scrutin se révèlent d'une extrême limpidité. Il y a un grand vainqueur, un grand vaincu et un gros perdant.

Le grand vainqueur, c'est M. Giscard d'Estaing qui arrive en tête dans chacun des DOM-TOM avec, partout, une avance qui le place hors de toute atteinte. Le président sortant recueille, en effet, 42,74 % des suffrages exprimés en Guyane, 46,19 % à la Réunion, 48,82 % en Nouvelle-Calédonie, 51,41 % en Polynésie, 57,84 % à Saint-Pierre-et-Miquelon, 60,21 % à Wallis-et-Futuna, 71,02 % à la Guadeloupe, 72,12 % à la Martinique et 73,27 % à *Mayotte*. Soit, au *total*, 247 718 sur 434 373 suffrages exprimés, c'est-à-dire, 57,02 % de ceux-ci.

Le grand vaincu, c'est M. Chirac, qui n'avait pas ménagé sa peine pour essayer de préserver l'héritage gaulliste de la convoitise giscardienne, mais qui n'y est pas parvenu. Comparés à ceux du président sortant, ses scores apparaissent médiocres et sa déroute sans appel, notamment aux Antilles et en Guyane, où le R.P.R. compte, pourtant, cinq députés sur sept : 9,99 % des suffrages à la Guadeloupe, 10,10 % à la Martinique, 28,04 % en Guyane. Soit, au total, 65 294 suffrages, c'est-à-dire, 15,03 % *seulement* des exprimés. Le règne du mouvement gaulliste outre-mer s'achève en déconfiture.

Le gros perdant, c'est M. Mitterrand. A la Réunion et à la Guadeloupe, où il avait battu *M. Giscard d'Estaing* au premier et au deuxième tour de scrutin, en 1974, le candidat socialiste, privé du soutien des communistes *locaux, se trouve respectivement* en quatrième et troisième position. *Il réalise des scores dérisoires* par rapport à ceux qu'il avait *obtenus sept ans* auparavant. Il ne recueille que 9,78 % *des suffrages exprimés* à la Guadeloupe et 9,90 % à la Réunion.

Nulle part ailleurs, même en Nouvelle-Calédonie où il obtient *son meilleur résultat* (23,33 %) après avoir devancé le président *sortant* dans les communautés mélanésiennes des îles Loyauté et de la côte est du territoire, M. Mitterrand ne peut prétendre rivaliser le 10 mai avec son adversaire. Il ne recueille, au total, sur l'ensemble des DOM-TOM, que 50 533 voix, soit 11,63 % à peine des suffrages exprimés.

La sécurité et la continuité

Le succès du président sortant consacre le triomphe de la *légitimité giscardienne*. Bon nombre d'électeurs gaullistes se *sont ralliés au tenant du pouvoir* qui est fondé à voir dans ce soutien *une approbation de la politique* de départementalisation *conduite par le gouvernement*. Pour M. Dijoud, dont le style et les *velléités réformatrices* avaient suscité de nombreuses critiques au cours de ces dernières années, les résultats du scrutin ont valeur de revanche. M. Giscard d'Estaing tire profit des progrès économiques et sociaux accomplis outre-mer durant son septennat. L'aggravation des inégalités sociales et l'augmentation du chômage n'ont pas provoqué la réaction de rejet escomptée par les partis locaux d'opposition.

Il est significatif, d'autre part, *que le président sortant* obtienne ses meilleurs résultats aux Antilles où la tension politique et sociale avait été particulièrement vive depuis deux ans. Les électeurs, dans leur majorité, y ont opté pour la sécurité et la continuité dans l'ordre, ce réflexe conservateur réduisant à une portée limitée l'impact des thèses indépendantistes dont le Groupe de libération armée de la Guadeloupe, aujourd'hui démantelé, s'était fait le champion violent. De même en Nouvelle-Calédonie, les électeurs, dans leur majorité, n'ont pas suivi les conseils de M. Pierre Messmer, envoyé de M. Chirac, qui leur avait demandé de sanctionner la décolonisation bâclée des Nouvelles-Hébrides. Ils ont estimé que voter pour M. Giscard d'Estaing était la meilleure façon d'assurer la pérennité de la présence française dans le Pacifique du Sud.

« Un vote alimentaire »

Pour M. Chirac, dans ces terres qui furent si longtemps, les chasses gardées des gaullistes, la déception est amère, car, en effet, il a tout perdu. A la Martinique, par exemple, les communes de Sainte-Marie, dont le maire est M. Camille Petit, député R.P.R., et de Saint-Joseph, que dirige M. Emile Maurice, président R.P.R. du conseil général, les électeurs ont pour la plupart accordé leur confiance au président sortant. Certains des notables gaullistes n'ont pas caché leur mécontentement. « *Ce vote est de toute évidence un vote alimentaire qui ne fait honneur ni à ceux qui l'ont exprimé, ni à celui qui en profite* », a notamment déclaré — rapporte notre correspondant local — le président du comité de soutien à M. Chirac.

La progression de l'influence giscardienne outre-mer a été facilitée par les divisions des oppositions locales qui avaient lancé des mots d'ordre divergents, au demeurant peu suivis.

Pour M. Mitterrand, qui, *contrairement au maire de Paris*, avait tout à gagner, le bilan est d'autant plus négatif qu'il eût pu l'être moins si la direction du parti socialiste avait porté à l'outre-mer, au cours des années écoulées, une attention moins épisodique. Le candidat socialiste fait les frais de la carence de sa propre formation, de l'impuissance de celle-ci à trouver sa place sur les échiquiers politiques locaux et à intégrer dans son combat les aspirations très spécifiques des citoyens d'outre-mer qui se réclament de la gauche. Une carence d'autant plus criarde que dans ces départements et territoires lointains la majorité au pouvoir, contrôlant encore mieux qu'ailleurs les grands moyens d'information, n'a jamais hésité à caricaturer les positions de ses adversaires en métropole. Comment répondre aux caricatures si l'on est absent de la scène ? Une carence qui pourrait coûter un maximum à M. Mitterrand au soir du second tour, si le scrutin du 10 mai est aussi serré qu'on peut le prévoir.

ALAIN ROLLAT.

EN GUYANE : un vote pour « Giscard-allocations »...

De notre envoyé spécial

Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane). — La Gaule s'arrête là. Le sol national s'incline, s'enfonce subitement dans les eaux boueuses d'une fleuve-frontière large comme dix fois la Seine. La mère-patrie passe la main sur la rive, près d'un vieux canon pointé sur l'ennemi et d'un fanion tricolore planté haut dans les jardins de l'ancienne concession du directeur de la « pénitentiaire », devenue résidence du sous-préfet.

Au-delà du Maroni commencent les contrées sauvages, notre voisin le Suriname, puis toutes les arrière-salles de l'Amérique du Sud, l'étrange domaine équatorial des conquistadores. Pour notre chance, Saint-Laurent-du-Maroni est bien français, laïc et républicain sous l'équinoxe. L'évidence est partout rappelée à l'oublieux avec un rien d'insistance : sur les façades de l'école et de la mairie, au cimetière catholique, romain en diable, devant le monument aux morts de 1915, sur une colonne de fonte peinte en bleu et surmontée d'une Marianne qui fait face au Maroni, sur une inscription enfin : « *1889, centenaire de 1789.* »

Côté pile, les charmes pompiers de la colonie, ses regrets en images que la conquête ait pris fin sur cette berge lointaine. Mais, côté face, le décor déteint sur un lambeau de terre détrempée coincée entre la forêt vierge et le fleuve. Saint-Laurent est un fantôme triste, le squelette d'un passé fait de honte, de désespoirs fous, une bourgade punie pour sa vocation première, le bagne, et *ruinée ensuite* pour *avoir* vendu son reste d'âme aux orpailleurs.

La journée du vote du 26 avril illustre cette curieuse alchimie. En *apparence, rien, ou si peu*, qui ne ressemble au scrutin d'un *banal bureau de province*. Des scrutateurs endimanchés accueillent, *dans la grande salle* de la mairie, les électeurs, avec une *gravité de circonstance*. La trappe de l'urne fait un bruit de tiroir-*caisse, comme partout sans doute*. Le maire, M. Raymond Tarcy *(parti socialiste guyanais)*, sénateur apparenté socialiste du département, *salue ses ouailles* d'un sourire.

Tous les électeurs n'ont pas la détermination décontractée qu'affichent les « métros » inscrits sur la liste de Saint-Laurent, qu'on voit arriver en rangs serrés, comme en mission. Ils viennent pour consacrer, tous les témoins en sont certains, l'attachement de la Guyane à la France. Une famille d'Indiens galibi, gagnée à la civilisation depuis cinq ans, électrice depuis deux ans, hésite sur le pas de la porte. L'entrée des créoles reste gauche, même parmi les plus vieux. Un ex-Sainte-Lucien (originaire de l'île de Santa-Maria) demande conseil en anglais. On parle le patois ou le taki-taki, la langue véhiculaire du haut Maroni. Défilent cent visages en dégradé, mulâtres d'Indiens ou de Chinois, noirs et jaunes, bruns et blancs, yeux bridés sous cheveux drus, grands créoles et minuscules Amérindiens. *Cette France-là ne cache pas ses déracinements*. Les Antillais de la *commune descendent des Martiniquais*, accourus pendant la *ruée vers l'or*. *Les Boni*, anciens petits-enfants des nègres marrons *qui avaient fui l'esclavage*, se sont lentement laissés glisser le *long du fleuve jusqu'à la ville*. Ils habitent des carbets de fortune, *à l'ombre du mur du* « Camp de la transportation », *que personne n'a songé à démolir*. D'autres électeurs logent dans le *pénitencier, une double rangée* de baraques de briques et de *tôles envahies par la végétation*. Le particulier qui a racheté le camp *après 1948 ne réclame* aucun loyer pour ces cellules moisies qui *ont conservé* leurs barreaux.

Tous ces « mélangés », comme dit un *scrutateur, affirment avoir* voté « *pour la France* », pour le pouvoir abstrait mais généreux qui fournit ses mannes à 7 000 kilomètres *de Saint-Laurent*. Ils se sont prononcés pour « *Giscard-allocations* », le *président* métropolitain pourvoyeur des aides *sociales qui constituent* les seuls revenus de la moitié des cinq *mille habitants* du bourg. Scrutin limpide, votes évidents que personne *ne cherche* à rendre secrets ; Saint-Laurentins de *souche ou de circonstance*, ils savent que ce bord de France *s'écoule* avec le fleuve, *que* les emplois y sont rares, que les clandestins haïtiens *ou* brésiliens trouvent seuls une embauche, que les patrons *ne* veulent plus payer au tarif syndical.

Il pleut sur les tôles ondulées...

En amont du fleuve, les Indiens et les « *nègres africains* » conservent encore leur éthique et certaines coutumes. La vie tribale est encore préservée sous la protection de l'administration. La vie à l'embouchure du Maroni est plus incertaine. La forêt fait place à la jungle de la ville, la route pour Cayenne est ouverte, ligne droite vers le vingtième siècle français.

« *Notre avenir est d'être pensionnés* », note le délégué du candidat giscardien à Saint-Laurent-du-Maroni. M. Dufay est un « ancien », un « *vieux Blanc* », un bagnard rendu à la liberté après la liquidation du bagne. Il vit à quelques centaines de mètres de la cellule qu'il a habitée douze ans durant. Il n'avait « *plus rien à faire à Paname* ». Alors, il s'est préparé une retraite sans fers en faisant commerce des papillons. Anti-indépendantiste forcené, il guerroie contre le « *clan Tarcy* » qui fait voter à gauche aux élections municipales. Mais dans le fond, il ne s'inquiète pas. Saint-Laurent connaît son prix et ses intérêts. « *Tout le monde ici, du Boni qui vient de sa forêt au vieux fonctionnaire créole, ressent la même chose.* » La ville s'englue sous les pluies tropicales et perd le goût de la conquête. Elle a sa torpeur propre, tirée d'un passé florissant qu'elle ne retrouvera pas : rappel d'un temps, celui de l'administration pénitentiaire — la « tensiaire », — où le bourg, nettoyé par les forçats, était d'allure si gaie qu'on l'appelait « *le petit Paris* ».

18 heures. *Le scrutin est clos*. On connaît depuis le début de l'après-*midi les résultats* de la métropole. L'ancien bagnard se *réjouit* : Valéry Giscard d'Estaing est crédité à Saint-Laurent de 368 *voix sur 870 votants*. MM. Chirac et Mitterrand se partagent l'autre *moitié*. 50 % *des inscrits* se sont abstenus. La rue rectiligne, *interminable, qui mène au* quartier « réservé » du camp se vide *alors* en quelques *minutes*. Le fleuve n'est plus qu'une ligne *sombre derrière* les *bâtiments* coloniaux de l'administration. Le *drapeau tricolore flotte toujours* sur la résidence blanche qui avait *prêté son décor au film l'Etat sauvage*, de Francis Girod. Il pleut sur les *tôles ondulées de* Saint-Laurent.

PHILIPPE BOGGIO.

DES ÉLECTEURS FRANÇAIS DE TUNISIE SE PLAIGNENT D'UNE IRRÉGULARITÉ

(De notre correspondant.)

Tunis. — Des électeurs français de Tunisie ont décidé de saisir les autorités diplomatiques et la commission nationale électorale, siégeant au ministère des affaires étrangères, à la suite d'une « irrégularité » dans le déroulement de l'élection présidentielle.

Cette démarche fait suite au passage, le jeudi 23 avril à Tunis, de M. Edgar Faure, qui avait chargé quelques-uns de ses amis les plus en vue dans la colonie française de distribuer des invitations aux électeurs, conviant « *ceux qui le souhaiteraient* » à le rencontrer dans un grand hôtel de la ville, « *dans le cadre des prochaines élections présidentielles* ». Devant son auditoire, M. Edgar Faure avait notamment insisté sur la *nécessité de voter* dès le premier tour pour le président sortant.

Les protestataires estiment qu'il s'agit là d'un manquement à la réglementation électorale applicable aux Français à l'étranger, *qui stipule que « toute propagande à l'étranger est interdite, à l'exception de l'envoi sous pli fermé (...) de circulaires et bulletins de vote des candidats...* ».

M. D.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 28 AVRIL

— *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C., est l'invité du journal d'A 2, à 19 h. 45.

— *MM. Robert Poujade*, ancien ministre, maire de Dijon (R.P.R.) et *Pierre Mauroy*, maire de Lille, membre du bureau exécutif du P.S., participent au journal de R.M.-C., à 19 heures.

— *M. Jérôme Jaffré*, directeur des *études politiques à la Sofres*, répond aux auditeurs sur les analyses et les inconnues de *l'élection* présidentielle lors de l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 20.

MERCREDI 29 AVRIL

— *M. Michel d'Ornano*, ministre *de l'environnement et du* cadre de vie, est l'invité de l'émission « Parlons clair », sur France-Inter, à 17 h. 50.

LES RÉSULTATS A AVALLON

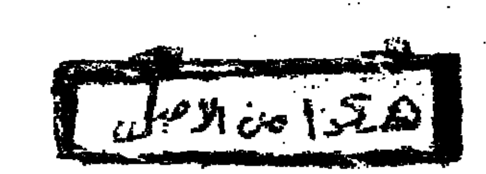
Dans les résultats de l'Yonne (*le Monde* du 28 avril, page 30) les chiffres qui nous ont été transmis par erreur étaient ceux du canton et non de la ville d'Avallon.

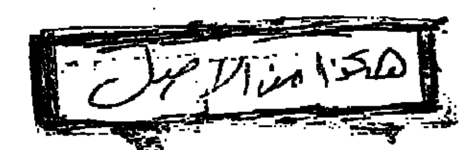
Dans cette ville, M. Giscard d'Estaing est arrivé en tête, contrairement à ce que nous indiquions. Les chiffres sont les suivants :

Inscr., 4 746 ; suffr. expr., 3 760.

Giscard d'Estaing, 1 114 (29,62) ; Mitterrand, 1 072 (28,51) ; Chirac, 686 (18,24) ; Marchais, 388 (10,31) ; Lalonde, 165 (4,38) ; Laguiller, 93 (2,47) ; Debré, 74 (1,96) ; Crépeau, 71 (1,88) ; Garaud, 52 (1,38) ; *Bouchardeau*, 45 (1,19).







POLITIQUE

UNE ÉTUDE DU « POINT »

La majorité et la gauche progressent dans les zones où elles étaient le plus faibles et reculent là où elles étaient le mieux placées

Le Point, daté 27 avril-1[er] Mai, publie dans le cadre de son opération avec Antenne 2 et Europe 1, une série de tableaux, analysant les progrès ou les reculs des principales forces politiques, par rapport à l'élection présidentielle de 1974 et aux législatives de 1978.

Dans les zones où le giscardisme était le plus fort, M. Valéry Giscard d'Estaing recule (— 9,6 points par rapport à 1978 et — 6,3 points par rapport à 1974). A l'inverse, il progresse dans ses zones de moyenne et faible influence. Pour M. Jacques Chirac, cette étude permet de constater que ses plus forts gains (+ 5,4 points) par rapport à 1974 ont été réalisés là où le R.P.R. était le plus fort en 1978. Toutefois, le maire de Paris ne retrouve pas avec ses 24,7 % sur son nom, l'ensemble des voix qui en mars 1978 s'étaient portées dans ces zones de forte influence gaulliste, sur les candidats R.P.R., soit 41,6 %. Dans les zones de faible influence, il égale les scores de M. Chaban-Delmas (12,1 %) et il fait mieux que le R.P.R. en 1978, crédité de 9,6 %.

Au total, par rapport à 1978, la majorité a gagné surtout dans les zones où elle était le plus faible (+ 4,3 points), moins dans les zones de moyenne influence (+ 0,6 point) et elle a perdu là où elle était la plus forte (— 4,6 pts).

M. François Mitterrand a obtenu 21,5 % des voix là où le P.S. avait recueilli 18,1 % des suffrages exprimés en 1978. Sa progression est moins nette dans les zones de moyenne influence (+ 2,5 points) et il perd là où le P.S. était le plus fort : — 0,3 point. En revanche, de la comparaison entre le total des voix obtenues par MM. Mitterrand et Crépeau et celui des suffrages recueillis par les candidats socialistes et radicaux de gauche, il ressort que l'évolution est positive dans les trois types de zones retenues.

Pour M. Marchais, la comparaison entre 1978 et 1981 laisse apparaître une perte générale de 8,1 points dans ces zones de forte influence, de 5,7 points dans ces zones de moyenne influence et de 1,4 point dans celles de faible influence.

En y incluant l'extrême gauche et le P.S.U., la gauche, au total, marque des points (3,3 par rapport à 1978 et 2,1 par rapport à 1974) là où elle était le plus faible. Dans les régions où son influence était moyenne, elle perd 2,2 points par rapport à 1978 et 0,2 par rapport à 1974. Elle recule dans ses bastions traditionnels : — 6,6 points par rapport à 1978, — 2,3 par rapport à 1974.

● *L'Express daté 28 avril-4 mai* publie un sondage réalisé par l'institut Louis-Harris France en deux vagues, entre les 10 et 15 avril auprès de deux mille personnes âgées de plus de dix-huit ans. Sur cent électeurs de M. Chirac, 53 % souhaitent que le maire de Paris soutienne, au second tour, M. Giscard d'Estaing, 10 % M. Mitterrand et 4 % appellent à l'abstention. Sur cent électeurs de M. Marchais, 64 % souhaitent que le secrétaire général soutienne, au second tour, M. Mitterrand, 3 % M. Giscard d'Estaing et 4 % appellent à l'abstention.

Les commentaires de la presse parisienne

« LE FIGARO » : on imagine mal que les voix du R.P.R. puissent se disperser.

« Il est significatif que Jacques Chirac ait tenu à préciser sa position sans plus attendre. Ce faisant, il reste fidèle à sa ligne de conduite. Quand l'essentiel était en cause, il a su faire passer l'intérêt de la majorité avant ses propres revendications (...). Les esprits chagrins retiendront qu'il s'agit d'un choix personnel, assorti d'un rappel des principales thèses chiraquiennes. Jacques Chirac pouvait-il faire plus ? (...) Dans une circonstance aussi grave, on imagine mal que les quelque cinq millions de voix du R.P.R. du premier tour puissent se disperser et se porter en partie sur François Mitterrand, adversaire le plus constant du général de Gaulle. L'unité du mouvement n'y résisterait pas. »

(CHARLES REBOIS.)

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : le chapitre fermé...

« Pendant trente-sept ans, deux forces ont dominé le paysage politique français de leur puissance réelle et de leur influence historique : le communisme et le gaullisme. L'un et l'autre ont pesé d'un poids considérable sur l'histoire des deux Républiques qui se sont succédé depuis la guerre (...) Ce chapitre-là s'est fermé dimanche. Curieusement, ce communisme-là et le gaullisme avaient ceci de commun qu'ils tiraient leur légitimité de la guerre. La guerre était la source du gaullisme. Elle était le rachat du communisme, qui s'était lavé dans la Résistance de ses équivoques antérieures. (...) L'histoire les sanctionne au même moment, comme si l'heure était venue non pas qu'on les oublie, mais qu'on oublie pourquoi et en quoi ils ont tant compté. »

(PHILIPPE TESSON.)

« LE MATIN DE PARIS » : un atout de taille pour M. Mitterrand.

« Il est (...) remarquable qu'au détour d'une phrase Jacques Chirac ait tenu à souligner que Valéry Giscard d'Estaing n'avait « réuni sur son nom qu'un peu » plus du quart des suffrages »... Il aurait pu aller plus loin encore et dire : « Un peu moins du quart » des inscrits. » Il faut entendre son propos à la lumière de la tradition gaulliste : un pouvoir est-il encore légitime quand il est si médiocrement soutenu ? Placé en pareille posture, de Gaulle, à l'évidence, aurait démissionné...

» Tout, donc, indique que le président sortant n'aura pas le franc soutien de Jacques Chirac. C'est un atout de taille pour François Mitterrand. »

« COMBAT SOCIALISTE » : le violent réquisitoire de Chirac conserve sa valeur.

« En dépit d'une campagne menée tambour battant, Jacques Chirac n'est pas parvenu à concrétiser son espérance affirmée : être présent au second tour. Cependant, le violent réquisitoire qu'il a dressé contre Giscard conserve sa valeur et sa sévérité. Nul doute que ceux qui ont soutenu le candidat du R.P.R. au premier tour s'en souviendront.

» Le mauvais résultat enregistré par Georges Marchais montre que la politique suivie, pendant cette campagne, par la direction du parti communiste n'a pas été comprise par un grand nombre des électeurs traditionnels du P.C.F. On pourra chercher de nombreuses raisons à ce recul du parti communiste. Sans doute s'explique-t-il essentiellement par le discours anti-unitaire qui a été tenu par Georges Marchais. »

(CLAUDE GERMON.)

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

Constat de l'échec du parti communiste, mais prudence sur les pronostics du résultat final. Telle est la réaction la plus générale dans le monde après le premier tour de l'élection présidentielle française.

● A BELGRADE, le quotidien « Politika » exprimait, lundi 27 avril, sa « surprise » devant « le faible résultat de M. Marchais ».

● A VARSOVIE, les deux plus grands journaux polonais, « Trybuna Ludu » et « Zycie Warszawy », font ressortir la « victoire » de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, tout en soulignant que « la bataille décisive se jouera le 10 mai prochain ». Ils se bornent à faire remarquer, d'autre part, que « les espoirs de M. Chirac ne se sont pas réalisés bien qu'il ait enregistré un score honorable » et que M. Marchais, quant à lui, a obtenu « cinq millions de voix, ce qui est cependant en deçà de ses prévisions ».

● A PEKIN, « le Quotidien du peuple » prévoit « une épreuve de force » au second tour. Selon l'organe du P.C. chinois, les résultats du 26 avril reflètent « la peur d'un éventuel grand bouleversement » et traduisent « le mécontentement d'un assez grand nombre d'électeurs ». « Certaines initiatives diplomatiques » de M. Giscard d'Estaing, ajoute-t-il, ont été critiquées par les autres partis. « Il est très difficile de prévoir qui sera le prochain maître de l'Elysée », conclut « le Quotidien du peuple ».

● DANS LES PAYS ARABES, le premier tour n'a pas suscité de commentaires officiels et peu de commentaires de presse : l'opinion est trop absorbée par la guerre du Liban. Au Caire, cependant, le quotidien « Al Akhbar » titrait sur huit colonnes, en première page : « Défaite cinglante du parti communiste aux présidentielles françaises. »

Les résultats ayant confirmé les pronostics — écrit notre correspondant à Beyrouth, Lucien George, — les préférences des dirigeants arabes de toutes tendances pour le président sortant, déjà évidentes, se trouvent confirmées. Le candidat socialiste est en effet jugé trop proche d'Israël, surtout si les travaillistes devaient y revenir au pouvoir en juin prochain. La querelle avec les communistes achève de lui aliéner les quelques régimes arabes (Syrie, Yemen du Sud, Libye) qui auraient pu lui être moins hostiles pour des considérations progressistes.

● EN ISRAEL, les résultats du premier tour ont suscité des réactions de prudence, bien que les suffrages des 3 406 électeurs français inscrits dans le pays aient donné dimanche une majorité absolue de 66,40 % à M. Mitterrand. Tous les journaux se sont contentés de donner sans commentaires les résultats du vote.

WASHINGTON : on tendra la main aux socialistes si l'on ne peut faire autrement

De notre correspondant

Washington. — Les résultats du premier tour ont fait découvrir aux milieux politiques américains l'existence d'une élection présidentielle en France. Jusqu'à présent, malgré divers articles dans la presse, l'intérêt était très limité. Nul ne considérait la course à l'Elysée comme un événement déterminant pour le monde occidental. La France avait acquis ici une telle image de stabilité qu'une victoire d'un candidat de gauche paraissait impensable.

Le bon score de M. Mitterrand ne donne pas lieu à beaucoup d'analyses dans la presse américaine qui explique le scrutin sans en commenter vraiment les conséquences. Dans les milieux gouvernementaux, on se garde du moindre commentaire public. Le temps n'est plus, comme dans la seconde moitié des années 70, où les communistes français et italiens semblaient terroriser Washington.

« *Cette fois, M. Reagan peut être tranquille*, écrivait l'hebdomadaire *U.S. News and World Report* à la veille du scrutin. *Quel que soit le futur président, la France restera un allié engagé des Etats-Unis.* » Après les résultats du 26 avril, le correspondant du *Washington Post* à Paris est allé plus loin encore, présentant M. Mitterrand comme plus favorable que M. Giscard d'Estaing à « *l'humeur antisoviétique de l'administration Reagan* ».

Mais la nouvelle équipe républicaine est suffisamment conservatrice pour se méfier des socialistes et redouter l'innovation. Elle préfère — et de loin — continuer à traiter avec l'hôte actuel de l'Elysée qu'elle connaît et dont elle mesure depuis trois mois les bonnes intentions à son égard. Les rapports entre Paris et Washington ne sont-ils pas désormais très cordiaux, alors que Bonn apparaît comme un allié moins sûr ?

Les socialistes sont des inconnus dans la capitale américaine, hormis quelques exceptions comme MM. Rocard et Mitterrand qui s'y sont succédé en novembre dernier. On leur tendra la main s'il n'y a pas moyen de faire autrement.

ROBERT SOLÉ.

MOSCOU : la « Pravda » ignore M. Mitterrand

De notre correspondant

Moscou. — « *Avez-vous un nouveau président ?* » interrogent les Soviétiques, peu au fait des subtilités de la Constitution française. Il est vrai que les articles sur l'élection présidentielle ont été très peu nombreux dans la presse de Moscou avant le premier tour. Echaudés par la polémique provoquée en France par le commentaire de la *Pravda* du 13 mars dernier, les journaux sont restés très prudents pendant toute la campagne.

Cette même réserve se manifeste au lendemain du premier tour. L'agence Tass a donné sans commentaire les résultats des quatre principaux candidats. Il en a été de même de la télévision soviétique et de la *Pravda*. Tass et le journal du P.C. soviétique citent cependant longuement la déclaration de M. Marchais, comme pour justifier le faible score du secrétaire général du P.C.F. mais se gardent bien d'apporter au lecteur le moindre élément de comparaison qui lui permettrait de mesurer l'échec du P.C.F.

La *Pravda* évoque encore la déclaration de M. Giscard d'Estaing, dimanche soir, et celle de M. Chirac dans laquelle le maire de Paris indique qu'il votera au second tour pour le président sortant. Elle ne fait aucune mention des propos de M. Mitterrand.

Toutefois, le sentiment de l'homme de la rue comme celui des responsables soviétiques est clair : leur souhait est sans conteste de voir M. Giscard d'Estaing réélu le 10 mai. « *C'est le candidat qui nous convient le mieux* », reconnaissait en privé un journaliste soviétique avant le premier tour. Le duel du second tour est conforme aux prévisions et ne pose donc pas de cas de conscience insoluble, mais dans la mesure où l'issue est très incertaine, la presse soviétique devrait s'abstenir dans les prochains jours de reprendre les critiques adressées avant le premier tour à M. Mitterrand pour son orientation « atlantiste » et au parti socialiste dans son ensemble pour son « *glissement à droite* ».

Car les dirigeants de Moscou ont toujours su faire taire leurs préférences pour s'adapter aux réalités, quitte à expliquer qu'un président une fois élu n'est lié ni par son passé politique ni par ses déclarations électorales. Leur attitude vis-à-vis de M. Reagan en apporte le dernier exemple.

D. V.

BONN : la comparaison avec le duel de 1974 n'est pas valable

De notre correspondant

Bonn. — Dans son principal bulletin d'information du lundi 27 avril, la première chaîne de la télévision ouest-allemande n'a accordé que la sixième place au résultat de l'élection présidentielle.

Le *Frankfurter Allgemeine* résume sans doute l'impression la plus générale en estimant lundi qu'après le premier tour il y a un perdant, M. Marchais, et un triomphateur, M. Mitterrand, tandis que M. Giscard d'Estaing se voit seulement attribuer l'étiquette de « *vainqueur* ». Bien que l'on retrouve face à face les adversaires de 1974, la plupart des analystes soulignent que la situation française a profondément changé depuis lors. Tout d'abord, le président sortant ne serait plus l'homme politique qui promettait des réformes, son prestige serait sérieusement atteint et la « *bourgeoisie* » française est plus divisée qu'il y a sept ans.

Dans l'autre camp, on relève que M. Mitterrand, lui non plus, n'est plus le champion d'une gauche unie. Certains estiment que le résultat de dimanche renforce le candidat socialiste dans sa confrontation avec le P.C. C'est en tout cas avec beaucoup de satisfaction que l'on enregistre le « *terrible camouflet* » infligé à M. Marchais (*Frankfurter Rundchau*).

Quant à l'issue de la bataille du 10 mai, personne n'ose se prononcer d'une façon claire. L'éditorialiste de *Die Welt* n'en concentre pas moins son attention sur les conséquences possibles d'un succès de M. Mitterrand. A son avis, un tel résultat pourrait compromettre de façon sérieuse l'équilibre entre l'Est et l'Ouest ainsi que l'attitude de l'administration Reagan à l'égard de l'Europe. — J. W.

ROME : « l'Unita » invite la gauche à « repousser la tentation du repli »

De notre correspondant

Rome. — Tous les quotidiens insistent sur le recul du P.C.F. *L'Unita* du 28 avril, l'organe du P.C.I., a même consacré à l'événement un article en première page de son ancien correspondant à Paris, M. Pancaldi, intitulé : « *Un grave moment pour la gauche.* » Cette analyse constitue une position officieuse, mais extrêmement significative, puisque jusqu'ici, à la demande expresse du P.C.F., les communistes italiens s'étaient abstenus de tout commentaire dans la campagne des communistes français.

Soulignant que la gauche française dans son ensemble conserve et améliore ses positions, M. Pancaldi remarque que les transferts de voix ont eu lieu à l'intérieur même de la gauche, et rappelle que le P.C.F. a perdu le plus de suffrages dans les « *places fortes* » de la ceinture rouge de Paris. Evoquant et répondant à l'analyse du *Monde* sur un éventuel déclin des P.C. dans l'Europe occidentale, M. Pancaldi estime que « *le véritable thème qui émerge de ces élections françaises est exactement celui posé par l'eurocommunisme, indépendamment des écarts effectués par tels ou tels partis. C'est le thème de la capacité de la gauche (de toute la gauche) de proposer des politiques communes de rechange, aussi bien à la gestion de l'Etat bienfaiteur en déclin qu'à celle des blocs modérés* ».

Ces derniers n'ont pas réussi, affirme *l'Unita*, à répondre à la crise économique « *ni à faire parler l'Europe de façon autonome pour atténuer les tensions internationale ni pu ou voulu jeter un pont indispensable vers le tiers-monde* ».

M. Pancaldi souligne aussi la nécessité pour toute la gauche de « *repousser d'une part la tentation du repli sur soi, évidemment plus forte quand le dialogue devient difficile, de l'autre et parallèlement, la tentation d'une ligne modérée vaguement réformiste* » (...).

Les dirigeants communistes italiens se sont abstenus de tout commentaire officiel. En privé, pourtant, certains n'hésitent pas à affirmer que l'échec du P.C.F. est la conséquence directe de sa politique sectaire vis-à-vis des socialistes. Voyant en cela un avertissement pour tous les partis de gauche, si ces derniers étaient tentés par « l'intégrisme » et le repli, certains responsables communistes italiens voient dans ce recul un symptôme très grave qui ne s'explique pas seulement par une campagne électorale erroné. Tout au long de ces dernières semaines, de nombreux cadres du P.C.I. étaient stupéfiés, sinon scandalisés par les attaques contre M. Mitterrand, et le « chauvinisme » que traduisaient à leurs yeux certains thèmes de la campagne du P.C.F.

M. S.

LONDRES : selon le « Financial Times » « la France peut devenir imprévisible quand elle est morose »

La presse britannique insiste dans ses commentaires sur l'étroite marge qui sépare les deux candidats du second tour. Le *Daily Telegraph* observe notamment que « *les défections à droite représentent la principale menace pour une victoire de Giscard* ».

Le *Financial Times* écrit dans un éditorial : « *M. Giscard d'Estaing est arrivé au pouvoir en 1974 comme un homme de changement et de réforme. Il était enclin à réduire la durée du mandat présidentiel et à modifier les dispositions permettant de gouverner par décret. Rien de cela n'a été fait. Il est clair que, pendant son mandat, il a acquis le goût du pouvoir. Une autre réalité est celle de la gauche française. Elle est extrêmement forte, au moins en quantité, et est apparue plus d'une fois à la veille de conquérir le pouvoir.* » Le journal estime que les divisions de la gauche compliquent le problème de M. Mitterrand cette fois, mais ajoute : « *M. Giscard d'Estaing n'est pas encore sauvé. Beaucoup trop de choses ont changé et il y a la vieille rengaine selon laquelle la France est morose. Et quand elle est morose, elle peut devenir imprévisible.* »

Le *Times* relève de son côté le score de M. Brice Lalonde, dont il remarque qu'il a dépassé un ancien premier ministre, M. Michel Debré, et s'interroge sur l'importance du mouvement écologique à l'échelle européenne. « *S'ils veulent avoir un impact ailleurs que sur le plan local*, conclut le journal, *les écologistes doivent encore prouver qu'ils ne sont pas seulement un mouvement de protestation. Il leur faut convaincre une opinion sceptique que leur politique peut améliorer la condition des gens tout autant que la croissance économique est supposée le faire.* »

MADRID : deux candidats peu appréciés

De notre correspondant

Madrid. — La presse espagnole consacre aux élections françaises plusieurs pages et ses éditoriaux, ce mardi 28 avril. Mais, dans l'ensemble, elle s'abstient d'analyser l'influence que l'enjeu électoral aura sur les relations entre Paris et Madrid. Il est vrai que, dès avant le scrutin, elle avait déjà exprimé son sentiment à ce sujet. La quasi-totalité des quotidiens espagnols considèrent que la présidence de M. Giscard d'Estaing a été négative pour les rapports entre les deux pays, mais que l'accès à l'Elysée de M. Mitterrand n'améliorerait guère la situation, les deux candidats ayant pratiquement les mêmes intentions face aux problèmes qui préoccupent Madrid : l'entrée de l'Espagne dans la Communauté et le problème basque.

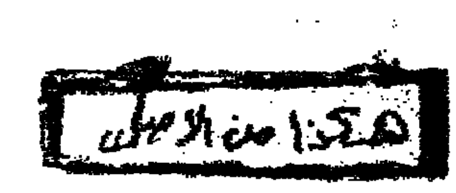
La presse dans son ensemble souligne que le résultat obtenu le 26 avril par le président sortant est loin de constituer un succès et que la lutte entre les deux candidats sera donc plus serrée encore qu'en 1974. Malgré tout, les quotidiens espagnols pronostiquent une victoire de justesse du président sortant, qu'ils attribuent surtout aux incertitudes du vote communiste. *Diario 16* (centre) parle de « *l'effondrement historique des communistes français qui ont obtenu leur résultat le plus humiliant depuis 1936* ». Résumant l'impression générale *El Pais* (indépendant), conclut : « *Le vote du second tour sera un vote de résignation et de malaise, et beaucoup de personnes auront le réflexe d'appuyer le pouvoir constitué en cette période de confusion.* » — Th. M.

BRUXELLES : un pays stable

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La Belgique suit avec passion le déroulement de l'élection présidentielle, et la presse depuis deux jours consacre ses premières pages et ses éditoriaux au duel Giscard-Mitterrand, bien que les problèmes belges préoccupent davantage le public.

Tous les commentaires concordent : malgré le vote à dix-huit ans, et le changement profond du corps électoral en sept ans, la France est un pays politiquement stable. Le chômage, la crise, les diamants de Bokassa et l'usure du pouvoir n'ont guère bénéficié à la gauche ; son progrès est minime. « *Les Français sont plus conservateurs que les Anglais et que les Américains*, écrit *la Cité*. *La Libre Belgique* ajoute : « *En s'imposant aux dépens de Georges Marchais, François Mitterrand peut mieux qu'auparavant accréditer l'idée qu'à l'égard du P.C. il est un homme libre* », et *Le Soir* : « *C'est reparti comme en 1974. Le vieux duel aura lieu. Les deux adversaires se connaissent, on les connaît. La cautèle de l'un vaut bien la rouerie de l'autre. Là n'est pas la question ; le spectacle sera de qualité. Mais le paysage politique est différent. Soudain, c'est comme si on allait jouer du Shakespeare dans un décor d'Arrabal.* » — P. de V.



TROIS LIVRES

Une étude de Jacques Chapsal

La Vie Politique sous la Ve République

Quel observateur de la France contemporaine ne connaissait le livre qu'on appelait pour faire bref « le Chapsal » et qui proposait un précis de la vie politique depuis 1940 ? Le nouveau livre que publie l'ancien directeur de l'Institut d'études politiques de Paris est bien autre chose que la mise à jour de ce classique : c'est un livre neuf. Neuf dans son architecture, et peut-être aussi dans sa conception et son écriture. Prenant pour point de départ la crise qui emporta la IVe République, il en a retranché tout ce qui est antérieur. La Ve République occupe donc la totalité des quelque sept cents pages, et l'étude en est conduite jusqu'au seuil de l'actuelle campagne présidentielle. Elle s'articule en trois temps : le principat du général de Gaulle, le quinquennat de Georges Pompidou, le septennat — faut-il dire le premier ? — de Valéry Giscard d'Estaing : découpage ordonné à la succession des présidents et qui n'est pas arbitraire, compte tenu de l'importance de la fonction et de la personnalité des trois titulaires qui l'ont illustrée ou qu'elle a illustrés. Le principal changement par rapport aux dernières éditions est que la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, qui n'avait encore droit qu'à une dizaine de pages, dispose désormais de quelque cent cinquante pages qui constituent un ensemble très neuf.

La conception de la vie politique qui préside au livre est extensive. Elle inclut naturellement le fonctionnement des institutions, et Jacques Chapsal a regroupé en un chapitre distinct les indications précédemment dispersées sur la Constitution et la nature du régime qu'elle avait institué. Elle englobe évidemment le système des forces politiques ainsi que les principaux problèmes que les gouvernements successifs ont rencontrés. Les élections et le comportement des électeurs occupent la place qu'ils méritent. Mais l'analyse incorpore aussi quantité d'aperçus sur les innovations qui ont modifié depuis vingt ans les conditions de la vie politique ? C'est ainsi que Jacques Chapsal évoque souvent les résultats de sondages d'opinion. De même il apprécie l'adaptation des divers candidats à la télévision : il mentionne tel débat qui a marqué une date dans le déroulement d'une campagne. Les hebdomadaires sont mis à contribution, et il est fait état des articles les plus mémorables. La caricature même n'est pas oubliée et Jacques Faizant figure plusieurs fois. C'est ainsi autant une histoire de l'esprit public et de ses fluctuations que de la vie politique. Jacques Chapsal a puisé dans la masse des analyses des meilleurs spécialistes : F. Goguel, A. Lancelot, A. Mathiot, R. Aron ; et les commentaires des journalistes du *Monde* ne sont pas les moins souvent utilisés. Grâce à des citations bien choisies, l'étude se double d'un florilège des analyses les plus pénétrantes.

**

A parcourir sous la conduite de J. Chapsal les vingt-deux années de la Ve République, quelques impressions s'imposent au lecteur. En premier lieu, celle d'un extraordinaire foisonnement de débats, de problèmes, d'événements qu'on avait oubliés. Quelle richesse de péripéties, qui n'a rien à redouter de la comparaison avec les périodes de notre histoire les plus fertiles en rebondissements ! Comment peut-il se trouver des esprits pour croire que, de nos jours, plus rien n'arrive d'inattendu ? Car la seconde impression est précisément celle de l'irruption à tout instant de l'insolite. Quel démenti aux systèmes de la fatalité ou des processus nécessaires ! Pas de remède plus sûr contre l'illusion rétrospective que les choses devaient nécessairement se passer comme elles l'ont fait que de refaire à la suite de J. Chapsal l'itinéraire qui a conduit notre pays de la crise de 1958 au jour d'aujourd'hui. Ce n'est pas seulement à la faveur des tourmentes qui se lèvent à l'improviste, comme en 1958 ou en 1968, que surgit l'imprévisible : c'est presque à tout instant que les événements prennent un tour inattendu : consultation électorale dont les résultats déjouent les pronostics, que la victoire de la majorité passe l'attente comme en 1958 ou en 1962 ou, au contraire, qu'elle prenne de court le gouvernement par son étroitesse comme en 1967. L'évolution des rapports entre majorité et gouvernement ou entre premier ministre et président de la République ménage aussi toute sorte de surprises : point n'est besoin sans doute de mettre les points sur les « i ». Grande leçon d'histoire au sens plein du terme que ce rappel de l'importance de l'événement et du rôle du fortuit : l'histoire est plus riche que nos systèmes d'explication et nos méthodes de prévision.

La leçon vaut pour les institutions. Leur évolution n'a pas été absolument rectiligne, elle ne se déroule pas selon une logique inflexible. C'est en réponse à des interrogations qui ont brusquement surgi, à l'occasion d'une controverse, que le régime a peu à peu pris la figure que nous lui connaissons, que se sont précisées telles virtualités, certains traits accusés. Sur tel ou tel point d'ingénieux rapprochements soulignent la continuité et révèlent des tendances ; ainsi J. Chapsal fait observer qu'il y a comme un crescendo dans l'expression des désaccords entre président de la République et premier ministre : niés en 1962, soupçonnés en 1968, discrètement mentionnés en 1972, affirmés avec un rien d'ostentation en 1976.

L'objectivité n'étant pas l'impersonnalité, celle dont Jacques Chapsal se fait une règle strictement observée ne lui interdit pas de porter des jugements. Il distribue avec équité et une remarquable indépendance d'esprit l'éloge et le blâme. Il relève les paroles imprudentes, les erreurs d'appréciation des uns et des autres, les inconséquences. Il souligne les contradictions dans les comportements, les renversements d'attitudes selon qu'on est dans la majorité ou l'opposition, les critiques formées par les opposants contre des procédures auxquelles ils ne se faisaient pas faute de recourir au pouvoir. On appréciera la fermeté du jugement et le talent de l'écriture, particulièrement sensible dans les parties les plus récentes : la comparaison de Michel Poniatowski à un évêque coadjuteur dont la personnalité risque d'encombrer l'évêque titulaire du siège ; l'incidente à propos de la critique adressée à la « foire télépublicitaire » de la campagne présidentielle de 1974 par Jean-Jacques Servan-Schreiber (on ne savait pas qu'il eût naturellement du mépris pour la publicité) ; la publication prématurée de sondages avant le temps de cuisson normal ou encore la philogynie et la néophilie du nouveau septennat.

La lecture attentive des pages consacrées aux sept dernières années fait paraître simplistes la plupart des appréciations actuelles, positives ou négatives. Le bilan du septennat, il est là. On souhaiterait que tous ceux qui seront amenés dans les prochaines semaines à intervenir dans la formation du jugement de nos concitoyens, prennent connaissance de ce raccourci : quelle cure d'honnêteté ! Je recommande à quiconque désire se faire une opinion par lui-même sur les vingt ans de Ve République la lecture de Jacques Chapsal. Il y trouvera, en outre, une réflexion de portée générale sur l'exercice du pouvoir. Voilà un livre qui vient à son heure et qui apporte en même temps une contribution à la formation du jugement historique.

RENÉ RÉMOND.

★ *La Vie Politique sous la Ve République*, Presses universitaires de France, 798 pages.

TROIS RÉPUBLIQUES, DIX-SEPT PRÉSIDENTS

L'histoire politique d'un siècle traversé par deux « modérés »

« Georges était franchement un « modéré », un homme du « centre droit » (...). Edouard se classe dans le « centre gauche ». Mais, pour l'un et pour l'autre, c'est le mot « centre » qui compte. » Ce jugement de Jean-Baptiste Duroselle, préfacier du livre d'Antoine Marès : *Un siècle à travers trois Républiques. Georges et Edouard Bonnefous (1880-1980)* (1), traduit bien la fidélité du père et du fils à une ligne de conduite faite de mesure et de réalisme ; la fidélité aussi du corps électoral versaillais. Tous les deux, en effet, représenteront au Parlement cette circonscription de la région parisienne, au total *pendant plus de soixante ans* : le premier fut cofondateur, au début du siècle, avec Eugène Motte, de la Fédération républicaine. Ami de Raymond Poincaré et de Louis Marin, il sera ministre du commerce dans les cabinets Poincaré et Briand. Edouard, lui, deviendra ministre du commerce trente-quatre ans plus tard, après avoir présidé, en 1951, la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale et avant d'assumer de nouvelles responsabilités ministérielles dans les gouvernements de MM. René Mayer, Edgar Faure, Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard et Pierre Pflimlin.

Sénateur des Yvelines depuis 1958, président de la commission des finances de 1972 à ce jour, Edouard Bonnefous accumule les honneurs, les charges, les activités.

Précurseur du combat écologique, il a créé l'Agence de l'arbre en 1960 et écrit plusieurs ouvrages pour défendre la nature contre la pollution. Il préside depuis 1960 l'Association française pour la protection des eaux, l'Association française pour la défense de l'environnement. Il est vice-président de l'Institut océanographique.

Ecrivain, historien (son *Histoire politique de la IIIe République* en sept volumes reste un ouvrage de référence), éditeur et animateur de presse, Edouard Bonnefous a redonné vie, en 1945, avec André Siegfried, à l'*Année politique*.

1958 : élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il la présidera quelques années après et devient, vingt ans plus tard, mandaté *à l'unanimité par les cinq académies*, chancelier de l'Institut.

Cette fonction, absorbante, lui laisse encore le temps de présider, outre sa commission sénatoriale, le Conservatoire national des arts et métiers.

Le secret de tant d'activités ? Peut-être le célibat ? Mais aussi (le livre d'Antoine Marès nous en convainc) la chance d'être né sous une bonne étoile ; d'avoir eu pour premier éducateur Henri de Gaulle, le père du général, d'avoir eu pour mère une femme exceptionnelle, pour entourage les plus grands noms de la politique française, pour expérience l'histoire même de la France de ce siècle ; une expérience commencée jeune enfant quand à onze ans il accompagne son père à la Galerie des glaces pour assister, le 28 juin 1919, aux cérémonies du traité de Versailles.

De 1880 à nos jours, Georges puis Edouard Bonnefous furent ainsi les témoins de trois Républiques, de dix-sept présidents, de cent quarante-trois gouvernements et de vingt-six législatures. Antoine Marès, leur biographe, mérite bien le titre d'historien, et cette histoire est celle de la France moderne.

Contradictions du gaullisme

Le livre de Jean Teitgen (2), estime Etienne Borne dans sa préface, pourrait s'intituler : « Contradictions du gaullisme ». Ces contradictions seraient celles-là même dont le bonapartisme (qui prétendait en faire la synthèse) était tissé dès l'origine.

Admirateur de l'homme du 18 juin, gaulliste quand il était périlleux de l'être, l'auteur ne peut s'empêcher de juger sévèrement l'action ambiguë du chef de l'Etat ; action imprégnée aussi des contradictions qui étaient en de Gaulle lui-même.

Monarchiste de tradition, de Gaulle rétablit la République en 1944, mais par raison et calcul plus que par amour de ce qu'elle représente. Il se déclare démocrate, mais reste partisan d'un régime fortement contrôlé d'en haut. Il préconise la participation, mais à condition que la décision demeure le privilège d'un seul. Son Europe ne peut être qu'un assemblage au service de la France. Européen, il se proclame donc, mais pour refuser aussitôt à l'Europe les moyens de se développer dans un sens communautaire.

Ce gaullisme des années 60 qui ressemblait, affirme Etienne Borne, à un bonapartisme « modernisé », Jean Teitgen ne pouvait évidemment pas s'en satisfaire. Mais s'il le critique avec passion, c'est sans haine ni esprit de système qu'il le juge.

A. G.

(1) Presses universitaires de France, 320 pages, environ 70 F.

(2) Editions Julliard, 151 pages, environ 38 F.

BIBLIOGRAPHIE

M. Giscard d'Estaing et le giscardisme

Voici une liste des principaux ouvrages consacrés à M. Valéry Giscard d'Estaing, au giscardisme et au septennat qui s'achève le 27 mai prochain.

Michel Bassi, *Valéry Giscard d'Estaing* (Grasset).
Charles Hardgrove, *l'Autre Giscard* (les éditions J.A.).
Joseph-Jacques Jonas et Anne Noury, *Giscard de tous les jours* (Fayolle).
Xavier de la Fourvière, *Giscard d'Estaing et nous* (Plon).
François Lancel, *Valéry Giscard d'Estaing. De Chamalières à l'Elysée* (Belfond).
André Pautard, *Valéry Giscard d'Estaing* (EDIPA).
Olivier Todd, *la Marelle de Giscard. 1926-1974* (Robert Laffont).
Alfred Fabre-Luce, *les Cent Premiers Jours de Giscard* (Robert Laffont).
Bertrand Fessard de Foucault, *Dernière prière à M. Valéry Giscard d'Estaing, encore président de la République* (Edit. Hallier).
Thomas Ferenczi, *le Prince au miroir. Essai sur l'ordre giscardien* (Albin Michel).
Jean-Pierre Fourcade, *Et à nos partisans de demain* (Fayard).
Françoise Giroud, *la Comédie du pouvoir* (Fayard).
Alain Griotteray, *Lettre ouverte aux giscardo-gaullistes* (Menges).
Jean-Paul Jouary, Guy Pélachaud, Arnaud Spire et Pierre Vasseur, *Giscard et les idées (essai sur la guerre idéologique)* (Editions sociales).
Jean-François Kahn, *On prend les mêmes et on recommence ?* (Grasset).
André Laurens, *D'une France à l'autre* (Gallimard).
Albert Lebacqz, *le Septennat* (France-Empire).
Bernard Lecomte et Christian Sauvage, *les Giscardiens* (Albin Michel).
Albert-Paul Lentin, *les Héritiers du général* (Denoël).
Raymond Marcellin, *l'Importune Vérité* (Plon).
Catherine Nay, *la Double Méprise* (Grasset).
Anne Noury et Michel Louvois, *le Combat singulier* (Denoël).
Pierre Pellissier, *la Vie quotidienne à l'Elysée au temps de Valéry Giscard d'Estaing* (Hachette).
Jean-Christian Petitfils, *la Démocratie giscardienne* (PUF).
Alain Peyrefitte, *le Mal français* (Plon).
Michel Poniatowski, *Conduire le changement, essai sur le pouvoir* (Fayard). — *L'avenir n'est écrit nulle part* (Albin Michel).
Daniel Seguin, *les Nouveaux Giscardiens* (Calmann-Lévy).
Roger-Gérard Schwartzenberg, *la Droite absolue* (Flammarion).
Ezra N. Suleiman, *les Hauts Fonctionnaires et la politique* (le Seuil).
Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la République gaullienne*, deux tomes (Fayard).
Revue *Pouvoirs*, n° 9, *le Giscardisme* (PUF).

PAMPHLETS ET FICTIONS

Roland Bacri et Vazquez de Sola, *Giscaricatures* (Stock).
Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier et Bernard Kouchner, *les Voraces* (Balland).
Jean-Jacques Barloy et Françoise Gaujour, *Un chasseur nommé Giscard* (Alain Moreau).
Pol Bruno, *la Saga des Giscard* (Ramsay).
Claire Cauvin et Dominique Poncet, dessins de Bertrand Daullé, *les Femmes de Giscard* (Téma Editions).
Jean-Edern Hallier, *Lettre ouverte au colin froid* (Albin Michel).
Hazard d'Estin, *Tout fout le camp* (Sagittaire).
Raoul Frary, *Du bon usage de la mauvaise foi, manuel du démagogue* (Aubier).
Jean-Michel Royer, *A la manière de. Un septennat...* (Stock).
Pascal Sevran, *les 180 Jours de Giscard d'Estaing* (Guy Authier).
Wolinski, *Giscard n'est pas drôle* (éditions du Square).
Les dossiers du Canard : *Giscard, la monarchie contrariée* (le Canard enchaîné).

GENERALITES

Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française* (Fayard et le Livre de poche).
Valéry Giscard d'Estaing, *Discours et déclarations du président de la République française* (la Documentation française).
Xavier Beauchamps, *Un Etat dans l'Etat* (Bordas).
Michel Bassi et André Campana, *le Grand Tournoi. Naissance de la VIe République* (Grasset).
Francis-Paul Benoît, *la Démocratie libérale* (PUF).
Jacques Berne, *la Campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974* (PUF).
Pierre Birnbaum, *les Sommets de l'Etat, essai sur l'élite du pouvoir en France* (le Seuil).
Jean Bothorel, *la République mondaine* (Grasset).
Georges Burdeau, *le Libéralisme* (le Seuil).
Samy Cohen, *les Conseillers du président. De Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing* (PUF).
Jean-Claude Colliard, *les Républicains indépendants, Valéry Giscard d'Estaing* (PUF).
Arthur Conte, *l'Homme Giscard* (Plon-« Paris-Match »).
Michèle Cotta, *la VIe République* (Flammarion).
Jean-Marie Cotteret, Claude Emeri, Jacques Gerstlé, René Moreau, *Giscard d'Estaing - Mitterrand, 54 774 mots pour convaincre* (PUF).
Pierre Crisol et Jean-Yves Lhomeau, *la Machine R.P.R.* (Fayolle).
Alain Duhamel, *la République giscardienne. Anatomie politique de la France* (Grasset).
Maurice Duverger, *Echec au roi* (Albin Michel).

Le Monde

société

UN COLLOQUE A ATHÈNES

La science contre le racisme

Athènes. — La section des droits de l'homme de l'UNESCO et la Fondation des droits de l'homme d'Athènes ont réuni récemment, dans la capitale hellénique, une vingtaine d'hommes de science — biologistes, généticiens, anthropologues, sociologues, historiens, — venus de seize pays pour discuter les théories pseudo-scientifiques invoquées pour justifier le racisme.

De notre envoyé spécial

M. G. Wald, prix Nobel, actuellement professeur de médecine à Harvard, est venu à Athènes non pas pour communiquer l'état de ses dernières recherches mais pour lancer un cri, un cri d'alarme contre la pauvreté, la malnutrition, la famine et le mépris de l'être humain de par le monde. Pour lui, le racisme, c'est ce qui permet aussi de maintenir cet état de choses. Il a dénoncé avec force l'utilisation de la biologie et de l'économie qui justifie et normalise la discrimination raciale. Il a fait l'éloge de la diversité. « *L'uniformité est la mort de toute évolution*, a-t-il dit. *La tolérance des différences ne suffit pas. Nous devons cultiver ces différences, car, sans elles, nous mettons fin à l'évolution humaine et nous permettons la sélection naturelle.* »

Le ton était donné. L'esprit scientifique qui a régné durant ces cinq journées était d'une haute tenue. Non seulement les savants ont dit combien ils sont préoccupés par le fait que la science est souvent détournée pour participer à la dégradation et à la violation des droits de l'homme, mais ils ont tous démontré que la science est incompatible avec la discrimination raciale.

Le professeur Albert Jacquard a dit, dans un langage clair et précis, comment il est impossible de fonder des théories élitistes et racistes à partir de la biologie par exemple. Il a même remis en question le concept de race, car, quand on évoque le mot race, on a dans l'esprit un groupe humain durable, on évoque la nature d'un groupe humain. « *Or en quoi consiste cette nature ?*, s'est-il demandé. *Ce que reçoivent les êtres de cette nature, ce sont leurs gènes. Les gènes sont les seuls éléments matériels transmissibles.* » Grâce aux techniques de l'immunologie, de l'hématologie et de la biologie moléculaire, on commence à étudier le patrimoine génétique humain, cheminement nécessaire pour tenter de fonder le concept de race. Or, a expliqué le professeur Jacquard, ce que l'on constate est une quasi-impossibilité de classer les populations humaines en races relativement homogènes, parce que toutes les populations sont extrêmement *diverses. Elles ont* de nombreux gènes différents. Ainsi, la diversité est beaucoup plus à l'intérieur du groupe, entre individus de même apparence, de même ethnie, de même appartenance, qu'entre les moyennes des groupes qu'ils constituent. Du coup, le concept même de race ne peut qu'être arbitraire, sans définition biologique objective.

Certes, le mot race implique une connotation de hiérarchie. C'est le deuxième volet du racisme : non seulement classer mais aussi hiérarchiser. Plusieurs généticiens sont intervenus pour démontrer que cette hiérarchisation ne peut être fondée sur la nature, c'est-à-dire sur le patrimoine génétique. M. Condamine, directeur de laboratoire au *Collège de France*, a expliqué comment une interprétation abusive du darwinisme laisse croire que les hommes sont classables sur une échelle de valeur qui est la valeur sélective. « *En fait, il s'agit là d'un point de vue étroit qui n'a rien à voir avec un jugement global sur chaque individu et sur chaque groupe* », a-t-il dit.

C'est la génétique qui est invoquée par ceux qui tentent une fois de plus d'instaurer ce que le professeur Jacquard a appelé l'« ordre biologique ». Cet ordre préconise la *sélection des* « meilleurs » et voudrait instaurer un nouvel eugénisme (amélioration de l'espèce).

Plusieurs participants ont dénoncé le fait que ces théories bénéficient, en France notamment, d'une large audience grâce à l'appui d'une certaine presse qui fait dans le racisme subtil et *pseudo-scientifique*. Ces tentatives s'appuient en particulier sur le développement des études concernant *le comportement des animaux* et le lien entre ce comportement et leur patrimoine *génétique*.

Après la génétique détournée, les congressistes ont analysé les dangers de *la sociologie*, qualifiée par le professeur Anta Diop, anthropologue sénégalais, comme une « pratique raciale ». En effet, extrapoler certains résultats de la sociologie, du domaine animal à l'espèce humaine est une *façon* d'abuser de la science, en utilisant un jargon intimidant dont le but est de disculper le comportement raciste.

Un des points importants soulevés au cours de ces débats concerne le déterminisme génétique des mécanismes intellectuels. Une contribution très originale a été apportée par M. T. Tsunoda, qui travaille au Médical Research Institute de Tokyo. Il a démontré que la structure du langage influence directement la localisation cérébrale de certains réflexes. C'est en fonction de la langue maternelle que ces localisations se fixent dans le cerveau. Les déterminismes génétiques n'y sont pour rien. « *Il se peut*, a dit M. Tsunoda, *que des facteurs génétiques déterminent la latéralisation de la fonction du langage dans l'hémisphère gauche, chez la plupart des gens mais mes études démontrent, en ce qui concerne les sons vocaliques et d'autres sons, que la dominance de l'un ou l'autre hémisphère est déterminée entièrement par le type de langage que l'on acquiert comme langue maternelle avant l'âge de huit ans, et non pas par des facteurs raciaux.* »

M. R. Droz, professeur de psychologie à Lausanne, a démoli *et le concept* et l'utilisation souvent abusive des tests psychologiques et surtout du nombre qui prétend les *synthétiser*, comme le Q.I. (quotient intellectuel). L'historien libanais a démontré comment « *la science a été et reste toujours incompatible avec le racisme* ». Le sociologue tunisien A. Bouhdiba a, quant à lui, démontré les mécanismes socio-économiques et politiques qui provoquent et maintiennent le racisme.

Le professeur Anta Diop a demandé, à la fin d'un brillant *exposé sur* « Anthropologie et origine de l'espèce humaine », que « *nous rééduquions notre perception de l'être humain pour qu'elle se détache de l'apparence raciale et se polarise sur l'humain débarrassé de toutes coordonnées ethniques* ». C'est dans ce sens que les congressistes ont rédigé un appel que l'UNESCO s'apprête à lancer officiellement pour dénoncer le racisme et ses justifications pseudo-scientifiques.

TAHAR BEN JELLOUN.

Le recrutement et la formation des policiers doivent être améliorés

estime un rapport du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social, qui s'était saisi, en juin 1980, du problème de la sécurité, étudie, ce mardi 28 avril, un rapport sur « La sécurité des personnes et des biens en France », présenté, au nom de la section du cadre de vie, par M. Marcel Blanchard-Jacquet, membre du groupe des entreprises privées.

Un document de cent quarante pages qui, après avoir souligné que l'insécurité reste l'une des grandes préoccupations des Français, s'attache à faire le point sur la situation de la criminalité dans notre pays. Enfin, il propose des mesures à court, à moyen et à long terme.

Au nombre des mesures préconisées figurent notamment une amélioration des modes de recrutement et de formation des personnels de police ; une nouvelle implantation et une utilisation différente des forces de l'ordre ; une amélioration du fonctionnement des institutions judiciaires ; un développement de la prévention en matière de criminalité, et la mise en œuvre d'une politique cohérente de prévention au triple plan de l'éducation, de l'emploi et du cadre de vie.

La criminalité « globale » (c'est-à-dire le nombre total des crimes *et délits connus*, sans distinction par catégorie) s'est accrue en moyenne de 8,3 % par an. Le taux de criminalité (nombre d'infractions commises pour mille habitants), qui a été de 43,67 en 1979, est cependant inférieur à celui de *l'Allemagne fédérale (57,61)*, et très en dessous de ceux des pays scandinaves et du Canada, qui dépassent 90 ; *il est toutefois supérieur* à ceux enregistrés au Japon (12,48), ou en Espagne (7,86).

Le sentiment d'insécurité n'est pas fondé sur le grand banditisme ni sur le terrorisme politique : l'inquiétude naît surtout de l'existence de méfaits « mineurs », tels les vols avec violences sur la voie publique, les actes de violence gratuite, les cambriolages, les hold-hup, les bagarres survenant dans la rue ou dans les lieux publics. Ces différents types de violence inquiètent plus nos compatriotes que les assassinats, les rapts, enlèvements ou prises d'otages.

On notera encore que tous les *sondages d'opinion* portant sur les grandes préoccupations des Français s'accordent à placer l'insécurité immédiatement après le chômage, l'inflation et les inégalités sociales. Ce que les chiffres peuvent expliquer, puisque le taux *de criminalité a progressé, depuis* 1963, de 260,67 %, la population ayant, dans le même temps, augmenté de 12,19 %.

Pour les auteurs du rapport, l'évolution des mœurs, la démission de certains parents, le relâchement de la discipline scolaire, *l'influence des médias*, constituent parmi d'autres causes, des facteurs aggravants.

Avant d'aborder le chapitre des *recommandations*, le rapport du Conseil économique souligne que « *tenter d'apporter sinon des solutions, tout au moins des remèdes à l'insécurité suppose une appréhension fidèle et objective de ce phénomène* ». C'est pourquoi il préconise « *une meilleure connaissance de la criminalité* », estimant qu'un « *effort d'harmonisation* » entre les statistiques de la police et celles du ministère de la justice permettrait une meilleure appréhension de la réalité. De même, une meilleure connaissance de la délinquance — qui permettrait, notamment, de déterminer s'il y a, ou non, *corrélation entre la situation économique* et les activités délictuelles — s'impose, tout comme *une meilleure connaissance biologique* et psychosociologique de la délinquance, qui permettrait « *sinon de comprendre le présent, tout au moins de préparer l'avenir* ».

Au nombre des moyens à mettre *en œuvre*, le redéploiement des forces de police et de gendarmerie est le premier. Mais le rapport insiste sur le fait que « *le policier doit être dans l'exercice de ses fonctions investi de qualités à la fois exceptionnelles et contradictoires* ». En effet, s'il doit, en mission de surveillance d'un secteur donné, « *posséder l'intuition, le flair qui lui permettra de pressentir aussitôt, dans les situations ambiguës qui se présentent à lui, s'il a affaire à un honnête citoyen ou à un malandrin* ». Dans le premier cas, il devra « *se montrer courtois, serviable, dévoué* », tandis que dans l'autre il devra « *réagir instantanément, de façon à assurer, en même temps que sa sécurité personnelle, le respect de la loi* ».

Le rapport note au passage que, en dépit d'un sensible accroissement des effectifs de police au lendemain de 1968, la situation semble s'être dégradée depuis 1973, « *les recrutements opérés ne maintenant plus la valeur opérationnelle du corps des policiers, compte tenu de la réduction de la durée de travail* ». Ainsi, y peut-on lire, « *on a pu évaluer que le cumul des différentes mesures de réduction d'horaires depuis 1970 correspondaient à une perte d'effectifs de neuf mille deux cent soixante hommes.* »

Favoriser la réinsertion des jeunes délinquants

Le recrutement, la formation, la notation, l'attribution d'indemnités et de logements des fonctionnaires de gendarmerie et de police doivent être revus, corrigés et améliorées. Il faudra ensuite revoir l'affectation des effectifs, notamment lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité de certains quartiers ou secteurs dits « à risques ».

Le rapport souhaite en outre qu'*une amélioration soit apportée* au fonctionnement des institutions judiciaires, qui réduirait le recours à la détention provisoire et en limiterait la durée, de manière à favoriser la réinsertion sociale des délinquants primaires, et tout spécialement des jeunes, « *qui devraient relever de l'éducation surveillée plutôt que de la prison* ». Il faut aussi améliorer *les traitements des personnels* de l'éducation surveillée et de l'administration pénitentiaire, tout en poursuivant la rénovation des *équipements* de cette administration.

Le chapitre consacré par le rapport à la prévention de la délinquance préconise, après la création d'un Institut de l'enfance récemment décidée par le gouvernement, le retour à l'enseignement de la morale civique et sociale dans les classes élémentaires, et la restauration d'une « *certaine discipline* » dans les *établissements scolaires*.

Revoir la formation professionnelle, instaurer une politique de protection sociale plus efficace, améliorer le *cadre* de vie — en aménageant simultanément et le temps et l'espace, — aider au *développement* des associations et de l'animation urbaine, autant de recommandations contenues dans cette étude, qui n'est pas sans *rappeler par les carences qu'elle* dénonce et les suggestions qu'elle avance les propositions formulées, le 29 mars dernier, à Paris, par le parti socialiste, lors d'une conférence nationale sur le thème « Des hommes libres dans une société sûre » (*le Monde* du 31 mars). Des suggestions voisines avaient été faites, en 1977, par le comité d'études sur la violence *présidée par M. Alain Peyrefitte*.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

JUSTICE

Une affaire de vente d'armes à l'Iran évoquée au tribunal de Paris

56 millions de dollars introuvables

Le ministre de la défense nationale de la République islamique d'Iran demandait, le lundi 27 avril, en référé, à M. Pierre Drai, vice-président du tribunal de Paris, de mettre sous séquestre le compte — à la Banque de la Méditerranée, à Paris — de la société Universal Oil, avec laquelle il a un contentieux sur une étrange affaire de ventes d'armes.

L'Etat iranien affirme, en effet, avoir payé 56 millions de dollars (environ 290 millions de francs) à un homme d'affaires libanais pour des armes... qui ne lui ont jamais été livrées.

Au nom des autorités iraniennes, *Mes François Chéron et Christian Bourguet ont expliqué qu'au mois* de décembre 1980, l'Iran, en guerre avec l'Irak, voulait acheter des armes et des munitions. Cherchant des fournisseurs en *Europe, un homme* d'affaires iranien, M. Ahmed Heidari, prenait contact avec M. Ahmad Sarakbi, un Libanais résidant à l'hôtel George-V, à *Paris*, directeur général de l'Universal Oil *Trade Incorporated*, société panaméenne qui possède des bureaux à Athènes et Beyrouth.

Le 16 février 1981, 56 millions de *dollars étaient virés par la Banque* centrale de l'Etat iranien au *compte* de la société Universal Oil à la Banque de la Méditerranée, rue Quentin-Bauchart, à Paris (8e), sur *présentation de quatre factures portant* les signatures requises par le contrat initial, notamment celles de M. Heidari et du chargé d'affaires *iranien à Madrid*.

Dès le 19 *février*, les iraniens attendaient, *en vain*, la livraison des armes. Lorsqu'ils ont demandé des explications, on leur a appris qu'un chargement avait été effectué à Rio-de-Janeiro sur un bateau, le *Sydkust*. Ce vieux cargo, qui aurait dû, leur disait-on, quitter le port entre le 18 et le 21 mars, avait été vendu et a changé de nom.

« *Seule certitude pour nous*, a conclu Me *Chéron, nous avons versé 56 millions de dollars pour rien à la société Universal. Nous voulons savoir où ils sont passés.* » Il demande donc la désignation d'un mandataire de justice afin de retrouver la trace des fonds, s'ils ne sont plus en dépôt. Un représentant de la Banque de la Méditerranée a *précisé à l'audience que le compte de* la société Universal Oil est devenu débiteur alors que le compte personnel de M. Sarakbi présente un *solde* « *légèrement créditeur pour un lot : petit chiffre de 12 000 dollars et 104 000 deutschemarks, sans aucun rapport avec les millions qui y ont transité* ».

Pour la société Universal Oil et M. Sarakbi, Me Mario Stasi a répondu : « *On parle d'une fabuleuse escroquerie, mais qui peut savoir où se situe la vérité ? On voudrait régler ici des comptes qui ne nous concernent pas. La société Universal a joué le rôle d'écran financier qui devait être le sien dans un marché où les fournisseurs préfèrent la discrétion et l'anonymat, surtout lorsqu'il s'agit de pays sous embargo.* » L'avocat a souligné que l'authenticité des factures, des documents et des signatures n'était pas contestée. « *Le marché existe, les marchandises existent.* » Et il a indiqué que deux avions iraniens étaient venus prendre livraison d'une cargaison, en mars à Lisbonne, avant de partir pour Téhéran où ils se trouveraient encore à l'aéroport, non déchargées.

Il s'est agi seulement d'une opération « discrète », comme il est de coutume en la matière. Elle n'est entachée d'aucune irrégularité. Me Stasi a *donc suggéré au tribunal de se* déclarer incompétent, d'autant, dit-il, que le contrat du marché d'armement prévoyait, en cas de contestation, la compétence exclusive des *tribunaux iraniens*.

M. Drai a indiqué qu'il rendrait son ordonnance mercredi 29 avril.

Il n'a toutefois pas été question *du lien entre cette affaire* et un mystérieux incident auquel on l'a reliée, survenu avenue George-V, à Paris, dans la nuit du 25 au 26 février (*le Monde* du 27 février). Ce soir-là, des *policiers, accompagnés de tireurs* d'élite, croyant à une prise d'otages ont pris d'assaut un immeuble de bureaux vide avenue George-V, en *face de l'hôtel George-V. Des* hommes d'affaires français, qui avaient rendez-vous avec un homme d'affaires iranien — il s'agirait de M. Ahmad Heidari, négociateur du *contrat* d'armes, — avaient prévenu la police qu'ils avaient été menacés par des iraniens armés, mais qu'ils avaient pu s'enfuir pour donner *l'alerte. Malgré l'intervention* immédiate des forces de police, personne n'avait pu être appréhendé.

CIRCULATION

AU CONSEIL DE PARIS

Plusieurs mesures vont être proposées pour accroître la sécurité des automobilistes et des piétons

Au cours de la séance du 29 avril, les conseillers de Paris examineront le dossier de la sécurité des automobilistes et des piétons dans la capitale. Un rapport de M. Jacques Chirac sur ce sujet ouvrira le débat. Le maire estime que la sécurité routière est aussi « un problème local relevant des compétences et de la volonté des collectivités locales et des services de police » ; 60 % des accidents de la circulation ont lieu en effet dans les villes de plus de vingt mille habitants.

Les statistiques montrent plus précisément qu'il se produit chaque année à Paris environ 14 000 accidents entraînant des dommages corporels. Les plus « vulnérables » sont les *piétons* et les conducteurs de deux roues. La préfecture de police dispose pour contrôler la circulation de 13 470 agents, qui consacrent une partie de *leur temps* à cette tâche. Les *services de la mairie* cherchent à améliorer l'infrastructure de la voirie et de son exploitation. C'est le rôle des plans de circulation élaborés au cours de ces dernières *années. De tels plans se traduisent* notamment par l'élargissement des trottoirs, le déplacement et à la création de feux de signalisation, la création de nouveaux sens uniques. Ainsi *dans les deux secteurs* gare de Lyon et Saint-Antoine, *dans le* douzième arrondissement, le nombre d'accidents a baissé respectivement de 31 % et 40 % après la mise en œuvre du plan de circulation.

Enfin, cent carrefours répartis dans le centre de la capitale seront, dans les *mois qui viennent*, équipés de feux tricolores régulés *en fonction* de la circulation. Un crédit de 8 millions de francs a été voté à cet effet au début de cette année. Selon M. Chirac, *c'est plus de 6 kilomètres* de voies piétonnes qui ont été créées depuis *son arrivée à la mairie* de Paris. Mais son rapport reste encore trop discret sur la reconquête des trottoirs pour les piétons malgré un certain nombre d'actions entreprises dans les arrondissements de la périphérie.

Une bonne signalisation réduit les risques d'accidents, notamment dans les *rues dont les noms et la numérotation* sont bien souvent illisibles ou absents. Le recensement des plaques manquantes et leur remplacement a été décidé. En outre, des « caissons *lumineux* » *indiquant* le nom des rues seront systématiquement installés à l'occasion de la modernisation de l'éclairage des voies *dont les trottoirs ont une* largeur supérieure à 5 mètres. Enfin 300 nouveaux passages réservés aux piétons vont être matérialisés sur la *chaussée*.

Le revêtement des chaussées fait l'objet d'une autre série de travaux qui ont pour objet d'améliorer la sécurité des automobilistes et de *réduire les nuisances phoniques pour* les *riverains des grandes artères*. Chaque année, 100 000 mètres carrés de chaussée sont refaits. L'opération la plus spectaculaire aura lieu cet été sur le *boulevard périphérique : 21 millions* de francs de travaux seront engagés, financés par la Ville mais aussi par l'Etat et la région Ile-de-France.

Enfin la sécurité aux abords des *écoles va faire, selon le maire*, l'objet de *nombreux aménagements (élargissement* de trottoirs, bornes, bancs, jardinières) qui concerneront plus de trente établissements scolaires. Coût des travaux pour 1981 : 2,7 millions de *francs*. Enfin, pour la petite *histoire, après une intervention* de la mairie de Paris auprès du *ministère* des finances, il a été décidé que les banques n'effectueront plus de transferts de fonds aux heures d'ouverture et de fermeture des écoles.

Faits et jugements

Une proposition de loi pour « moraliser » l'action en diffamation

M. Joël Le Tac, député (R.P.R.) de Paris, *veut* « *moraliser* » l'action en diffamation. La proposition de loi qu'il vient de déposer rappelle les *difficultés* que rencontrent les auteurs d'allégations diffamatoires lorsqu'ils veulent démontrer *leur* bonne *foi*. Aux termes de la loi de 1881 sur la presse, rappelle M. Le Tac, « *le diffamateur doit apporter la preuve complète et absolue de ses imputations* » ; « *un commencement de preuve ne saurait donc suffire* ». Le député de Paris regrette que le prévenu doive posséder, écrit-il, « *au moment même où il avance ses imputations, tous les éléments de preuve de celles-ci, les éléments rassemblés par la suite ne pouvant être pris en considération* ».

Ces restrictions, note M. Le Tac, sont incompatibles avec « *la saine idée que l'on est en droit de se faire, non seulement de l'information, mais aussi de la justice* ». D'autant que la personne qui se dit diffamée n'hésite pas à se servir parfois de la loi comme « *un contrefeu destiné à éteindre la propagation d'informations qui ne sont pourtant pas dénuées de fondement* ». La proposition de loi de M. Le Tac ne remet pas en cause les dispositions de la loi de 1881. Elle suggère cependant de permettre aux personnes condamnées pour *diffamation* de récupérer le montant des amendes, frais et dommages et intérêts lorsque intervient une autre décision de justice « *qui apporte la preuve de la vérité des imputations antérieurement jugées diffamatoires* ». Cette action en « répétition » est examinée par le tribunal qui a prononcé la condamnation pour diffamation.

Un conducteur d'autobus condamné après la mort d'une voyageuse

Un machiniste de la R.A.T.P., M. Albert Fix, âgé de trente ans, a été condamné, le lundi 27 avril, par la dixième chambre correctionnelle de Paris, à trois mois de prison avec sursis et 1 000 *francs* d'amende, *pour* homicide par imprudence.

Le 12 juillet 1977, une voyageuse, âgée de *soixante-douze* ans, Mme Winter, était décédée des suites de graves blessures, après avoir été traînée *sur* quelques mètres par un autobus de la ligne 187, à l'arrêt de *l'Haÿ-les-Roses (Val-de-Marne)*, au moment où elle en descendait.

Le mari et le fils de la victime avaient affirmé qu'elle avait eu le pied coincé dans la porte automatique, refermée trop tôt. M. Winter, partie civile, a obtenu de la R.A.T.P. 270 000 *francs* de dommages-intérêts.

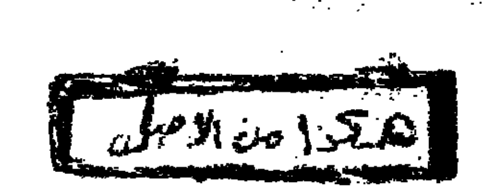
Urbain Giaume a été transféré à Fresnes

Urbain Giaume a été transféré, lundi 27 avril, de l'Institut *Gustave-Roussy* de Villejuif à l'hôpital central de la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne).

Atteint d'un *cancer généralisé*, le malfaiteur, condamné à quinze ans d'emprisonnement pour trafic de drogue, avait *été écroué* à Villejuif, le 23 avril, après l'annulation de sa libération par la cour d'appel *d'Amiens (le Monde* du 25 avril). Les médecins de l'Institut Gustave-Roussy estiment qu'Urbain Giaume peut encore vivre entre un an et quinze ans, et qu'il peut être soigné *en prison*. Le tribunal de Beauvais avait accordé au malfaiteur une suspension de peine de six mois.

Les défenseurs d'Urbain Giaume, Mes Marcel Ceccaldi et Jean-*Louis* Tixier-Vignancour, qui se sont pourvus en cassation, estiment que ce pourvoi est suspensif et que le malfaiteur est détenu arbitrairement. Le ministère de la justice considère que la décision de libérer Urbain Giaume n'était pas exécutoire tant que le délai d'appel n'était pas épuisé. A quoi Me Ceccaldi rétorque que cette décision a *été exécutée dans* les formes légales et qu'il n'y a pas lieu, tant que la Cour de cassation *ne s'est pas prononcée*, d'y revenir.

● *Le tribunal d'Epinal ordonne la réintégration d'un ouvrier licencié*. — Le tribunal d'instance d'Epinal (Vosges) a ordonné, *jeudi* 23 avril, la réintégration dans son entreprise d'un ouvrier licencié en 1979, et lui a alloué 10 000 francs de dommages et intérêts. M. Michel Chandy, trente-six ans, père de cinq enfants, avait été licencié au *début de 1979* de la corderie Bihr, à Urimenil (Vosges). Il avait engagé une action contre son employeur, et avait fait une grève de la faim pendant dix jours, en mars 1980. Le tribunal a estimé que, dans la composition du comité d'entreprise, il manquait les délégués suppléants, lors de l'examen du licenciement de M. Chandy.



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Des colorants pour améliorer les performances des piles solaires

La conversion directe de l'énergie solaire en électricité est techniquement au point, mais son utilisation à grande échelle bute sur le coût trop élevé des photopiles. Pour cette raison, de nombreux chercheurs, industriels et universitaires, tentent de réduire le prix des photopiles au silicium en améliorant les procédés de fabrication ou en augmentant leur rendement.

On peut aussi songer à contourner cette difficulté en réalisant des systèmes qui, à quantité d'électricité produite égale, réduisent de beaucoup la taille des photopiles nécessaires. Une voie possible : la concentration du rayonnement solaire sur une très faible surface. Plusieurs types de concentrateurs solaires sont actuellement envisagés par des physiciens et des chimistes, les uns et les autres tentant d'apporter une solution originale au problème.

LA première idée venant à l'esprit pour concentrer le spectre solaire sur une petite surface est d'utiliser un système de lentilles. C'est le principe des générateurs « Sophocle » réalisés à Toulouse par le laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes (L.A.A.S.) du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.). Les lentilles de Fresnel utilisées agissent comme une loupe et concentrent la lumière d'un facteur quarante. Elles permettent donc, pour une production d'électricité donnée, de réduire quarante fois la surface des photopiles par rapport à celle qui serait nécessaire dans une installation sans concentration.

Les prototypes mis au point par le L.A.A.S. en 1979 sont actuellement en cours d'industrialisation. Aidé par des entreprises industrielles telles que la Soterem à Toulouse, l'Aérospatiale et Elf-Aquitaine, le laboratoire a construit de petits générateurs de 100 watts, actuellement à l'essai dans des pays à climats différents : Inde, Thaïlande, Sénégal, Gabon, Algérie, Mexique... Des unités de 500 watts sont testées en Arabie saoudite et en Grèce, où elles alimentent les balises de télécommunications d'autoroutes, et un générateur de 300 watts est en cours d'installation dans un hôpital au Mali.

Tous ces générateurs photovoltaïques sont testés dans des régions fortement ensoleillées et à faible nébulosité, car les concentrateurs optiques ne fonctionnent pas, en effet, en lumière diffuse. L'ensemble lentille-photopile doit être parfaitement orienté par rapport au soleil, d'où la nécessité d'héliostats, qui augmentent le coût global du procédé. Malgré cela, le prix du watt produit est trois à quatre fois moins élevé que celui fourni par un module plan de photopile, ce qui justifie pleinement le développement des travaux.

Toutefois, le problème de la mise en œuvre de la conversion photovoltaïque dans des pays tempérés à faible ensoleillement, ou dans des pays tropicaux à forte nébulosité, reste posé. Pour le résoudre, des chercheurs proposent une voie originale pour concentrer la lumière : l'utilisation de plaques en matière plastique colorée dans la masse.

La concentration, dans ce cas, s'effectue à deux niveaux. La plaque de polymère utilisée — rectangulaire ou triangulaire et de très faible épaisseur — agit d'abord comme guide de lumière. Elle absorbe le rayonnement solaire par sa face supérieure et le réémet par une de ses faces latérales sur laquelle est fixée la photopile. Toutes les autres sont recouvertes d'aluminium jouant le rôle de miroir pour les photons et de « guide » dans la direction voulue. La lumière, entrée par une face de surface *S*, ressort par une surface beaucoup plus petite *s*, le rapport *S/s* pouvant être de l'ordre de 200. Le système concentre ainsi le rayonnement « en flux », comme le faisaient les lentilles optiques.

Le principe de la cascade

La plaque a une autre action sur le spectre solaire. Les colorants qu'elle renferme sont des composés chimiques fluorescents. Ils ont la faculté d'absorber la lumière dans un certain domaine de longueurs d'onde, caractéristique de chacun d'eux, et de la réémettre à une longueur d'onde plus élevée, dans une zone du spectre solaire plus proche de la bande d'excitation maximum de la photopile. Si l'on place plusieurs colorants dans la même plaque, il se produit des phénomènes d'émission et d'absorption « en cascade » — les photons émis par un composé étant absorbés par le colorant voisin — qui transfèrent l'énergie de proche en proche jusqu'à la photopile. On convertit ainsi le spectre solaire très étendu — les longueurs d'onde vont environ de 400 à 900 nanomètres (1) — en une bande étroite située à 1 000 nm, très proche du spectre d'excitation du silicium. Un tel dispositif concentre donc le spectre solaire non seulement en flux, mais aussi en fréquence.

Si l'idée est séduisante, son application est loin d'être immédiate. Le choix du polymère composant la plaque du concentrateur ne pose pas de grandes difficultés : on utilise généralement du plexiglas, matériau très transparent, peu cher, et à longue durée de vie, qui présente cependant l'inconvénient d'absorber une partie du spectre solaire. Tout se complique lorsqu'il s'agit de trouver le colorant approprié. Jusqu'à présent, on a fait appel à des substances fluorescentes employées dans les lasers à colorant ou dans des scintillateurs. Ces composés ne sont cependant pas parfaitement adaptés à la concentration du spectre solaire. Les molécules utilisables doivent, en principe, avoir un spectre d'absorption de la lumière tout à fait distinct de leur spectre d'émission. En effet, dans la zone de longueurs d'onde où les deux spectres se recouvrent, le photon émis par une molécule de colorant est réabsorbé par la molécule voisine, au lieu d'être envoyé directement vers la photopile, ce qui réduit le rendement de l'ensemble. Or, c'est là un des inconvénients de ce système, la plupart des substances fluorescentes étudiées jusqu'ici présentent ce phénomène de recouvrement. Autre point important : alors que les lasers s'accommodent de colorants à faible durée de vie, les concentrateurs solaires requièrent des substances capables de supporter l'action du soleil pendant plusieurs années.

C'est donc sur le choix du « bon » colorant que repose la rentabilité de ces concentrateurs solaires. Au laboratoire de photochimie solaire de Thiais, associé au C.N.R.S., on envisage d'utiliser des composés organométalliques, formés d'atomes de métal inclus dans un squelette organique. La partie « organique » pourrait absorber le rayonnement et le transmettre au métal qui le réémettrait. Grâce à ce double transfert, le rendement de la concentration et la durée de vie du colorant pourraient être augmentés.

Les chercheurs du laboratoire de chimie générale au Conservatoire national des arts et métiers (C.N.A.M.) envisagent la question sous un autre angle. Ils s'intéressent à des colorants organiques de la famille des coumarines ou des rhodamines. Le but visé ici est multiple : préparer des molécules de structures légèrement différentes de celles des composés connus, et mieux adaptées que les « substances laser » au problème particulier de la conversion photovoltaïque, mais aussi étudier les phénomènes fondamentaux de transfert d'énergie entre les molécules de colorant, dans l'espoir de minimiser les pertes de rendement dues au recouvrement des spectres. Quant au problème posé par la faible durée de vie des colorants, l'équipe du C.N.A.M. envisage de le contourner en remplaçant la plaque de polymère par deux lames de verre enfermant une solution concentrée de substance colorée, qui pourrait être remplacée au fur et à mesure de son « usure ».

La bataille des coûts

Ces diverses propositions, intéressantes dans leur principe, donneront-elles naissance à des réalisations efficaces et rentables ? Il est encore trop tôt pour que l'on puisse donner une évaluation économique valable. Mais une estimation grossière a cependant été faite à partir de plaques polymères carrées de 40 centimètres de côté et de 2 millimètres d'épaisseur, réalisées à l'institut Fraunhofer, à Fribourg (R.F.A.). Celles-ci absorbent 25 % de la lumière solaire qu'elles reçoivent et transmettent 40 % des photons absorbés à la photopile (même lorsqu'elles ne sont pas dirigées dans l'axe du soleil), soit un rendement global de 10 %. Ce chiffre est faible, mais il signifie toutefois que l'on pourrait diminuer d'un facteur 10 la surface de silicium nécessaire à la fabrication des photopiles. Compte tenu du fait que le plexiglas est peu coûteux et que le prix du colorant est négligeable en raison des très faibles quantités requises (quelques milligrammes par plaque), on peut donc espérer une diminution notable du coût de production de l'électricité.

En optimisant la géométrie des plaques, en améliorant les colorants connus, en incluant des colorants différents dans le même concentrateur, etc., les chercheurs estiment qu'ils pourraient raisonnablement doubler le rendement de la concentration. Selon les calculs américains — ne tenant pas compte de la chaleur dissipée dans la plaque et qui pourrait être récupérée, — le coût de 5 dollars le watt, au-dessous duquel l'ensemble photopile - concentrateur sera viable économiquement, devrait pouvoir être atteint.

Ces études pourraient, d'autre part, susciter un nouveau développement des photopiles à l'arséniure de gallium. Pratiquement laissé pour compte en raison de son coût encore élevé, ce matériau a un meilleur rendement de conversion de l'énergie solaire (2) et pourrait, en présence de concentrateurs solaires adaptés, retrouver un nouvel intérêt.

Entre les systèmes purement optiques et ceux utilisant des molécules fluorescentes, il existe des dispositifs hybrides tirant à la fois parti de la concentration optique du rayonnement solaire et de sa concentration en fréquence. Tel est le cas d'une installation réalisée par le Laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (LETI) du Commissariat à l'énergie atomique à Grenoble sur l'initiative du Commissariat à l'énergie solaire. Il s'agit, ici, de concentrer la lumière d'abord par une lentille, puis par des plaques de verre dopé au néodyme. Ces dernières agissent selon le même principe que les polymères colorés, mais elles ont sur eux l'avantage d'une durée de vie illimitée. En outre, contrairement aux colorants organiques ou organométalliques, le néodyme possède des spectres d'absorption et d'émission de la lumière distincts, éliminant les problèmes de recouvrement.

Le projet est actuellement abandonné par le LETI, pour des raisons financières. Mais les recherches sur les concentrateurs solaires à base de verre dopé — sans lentille cette fois — continuent aux Etats-Unis et en Israël. Ils devraient reprendre en France. La société Rhône-Poulenc, qui avait été chargée de la mise au point des plaques de verre dans le projet initial — notamment pour la réalisation d'un verre peu coûteux et la recherche des concentrations optimales de néodyme dans le matériau — compte poursuivre ses recherches.

Lentilles optiques, polymères colorés ou verres dopés ? Il est difficile de comparer ces diverses voies de recherche qui sont actuellement à des stades d'avancement très différents. Une chose est sûre cependant : le concentrateur solaire qui fournira le watt installé au meilleur coût gagnera la bataille.

ELISABETH GORDON.

(1) Le nanomètre (nm) est 1 milliardième de mètre.

(2) Sans concentration, on obtient communément avec le silicium des rendements au sol de 12 % à 13 %. En revanche, les composés à base d'arséniure de gallium (AsGa) permettant, sous concentration, d'atteindre 23 %. Le Centre national d'études spatiales a enregistré, pour sa part, des valeurs de 18 % avec des photopiles strictement AsGa.

De la curiosité de laboratoire à l'application technologique

Les verres métalliques matériaux d'avenir

par FRANÇOISE CYROT-LACKMANN (*) et PIERRE DESRE (**)

Les métaux se présentent ordinairement sous forme de solides cristallins ou de liquides. Mais il est des cas particuliers où ils sont dans un état différent, l'état vitreux ou amorphe, correspondant en quelque sorte à une « photographie instantané du métal à l'état liquide ». Encore récemment curiosités de laboratoire, ces verres métalliques font aujourd'hui l'objet de recherches poussées et quelques-uns de ces matériaux, promis à un bel avenir, en particulier dans le domaine du magnétisme, sont déjà vendus par des industriels japonais, américains et allemands.

LES matériaux métalliques sont présents dans de vastes domaines : depuis les matériaux de la construction, des biens d'équipement, de l'automobile, jusqu'à ceux de l'électronique... Ce sont des solides cristallins obtenus le plus souvent à partir du refroidissement du métal à l'état liquide. Lors de la solidification, le métal s'organise en un ensemble d'empilements réguliers d'atomes quasiment immobiles, chaque empilement ou grain pouvant atteindre quelques microns. L'ensemble de ces grains ou cristaux représente alors le polycristal, dont la dimension est « commandée » par son utilisation (plusieurs kilomètres dans le cas du fil électrique, par exemple). Contrairement au polycristal, le liquide est un ensemble d'atomes en mouvement désordonné, et le mercure est un bon exemple de métal liquide à la température ambiante.

Il est cependant des cas où le métal n'est ni liquide ni cristallin, mais dans un autre état, l'état vitreux (ou amorphe). Ces verres métalliques correspondent, en quelque sorte, à une « photographie instantanée du métal liquide ». Ce sont, en effet, des liquides figés, formés par un ensemble irrégulier d'atomes quasi immobiles formant une sorte de chaos atomique antinaturel. Les conditions de température et de pression dans lesquelles on peut les maintenir correspondent aux conditions usuelles des matériaux cristallins. Mais ils présentent, par rapport à ceux-ci, tout à la fois des propriétés physiques particulières liées à ce chaos atomique dense, et une économie attendue dans le coût de leur élaboration.

Contrairement aux verres non métalliques, utilisés dès l'Antiquité, la découverte des verres métalliques date d'avant guerre, et leur étude réelle n'a commencé que dans les années 60. On peut donc s'attendre à une révolution technologique, peut-être comparable à celle du développement des matériaux semi-conducteurs et de l'électronique. Cette révolution dépendra toutefois des possibilités de produire industriellement ces matériaux.

(Lire la suite page 18.)

(*) Maître de recherches au groupe des transitions de phases au centre national de la recherche scientifique à Grenoble.

(**) Professeur à l'université de Grenoble, chercheur au laboratoire de thermodynamique et physico-chimie métallurgiques de l'Ecole nationale supérieure d'électrochimie et d'électrométallurgie de Grenoble.

L'hypertrempe et ses résultats

Pour obtenir un verre métallique, il faut empêcher que la cristallisation qui se produit naturellement lors du refroidissement du métal liquide ne se fasse. Pour cela, la technique la plus utilisée est l'hypertrempe du liquide à des vitesses de refroidissement de l'ordre de 1 000 degrés par millisonde. Théoriquement, on pourrait envisager de préparer sous forme de verre n'importe quel élément. Actuellement, les verres métalliques n'existent que sous forme d'une combinaison d'au moins deux éléments. Il semble que la complexité du système quant au nombre de composants de l'alliage favorise l'état vitreux.

Les propriétés de ces matériaux sont très spécifiques car elles ont des caractéristiques associées de façon inhabituelle. Les verres métalliques les plus prometteurs pour l'instant quant aux applications sont :

● LES ALLIAGES A BASE DE FER AVEC UN METALLOIDE. Ils ont des propriétés mécaniques remarquables, associées pour certains à une bonne résistance à la corrosion. Des exemples en sont l'alliage $Fe_{80}B_{20}$, $Fe_{[illegible]}Cr_{[illegible]}B_{[illegible]}$ ou le $Ni_{[illegible]}Fe_{[illegible]}P_{14}B_{6}A_{[illegible]}$, qui a une résistance critique élastique près de deux fois supérieure à celle des meilleurs aciers. Ils ont aussi des propriétés intéressantes liées à leur bonne perméabilité magnétique et leurs faibles pertes par hystérésis (matériaux doux). Ils pourraient avoir des applications comme tôles de transformateurs ou dans certains dispositifs électriques. Aux Etats-Unis, le coût des pertes dans les transformateurs de distribution a été estimé à environ 740 millions de dollars par an. Le remplacement des tôles classiques par des tôles à base de matériaux amorphes permettrait, pense-t-on, une économie de 60 %.

● LES ALLIAGES A BASE DE DEUX METAUX DE TRANSITION, de terres rares ou de deux métaux simples, sont étudiés en particulier pour leurs propriétés supraconductrices (tel le $Cu_{[illegible]}Zr_{[illegible]}$ ou le $La_{[illegible]}Zn_{[illegible]}$).

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les progrès des techniques françaises d'exploitation pétrolière

Le robot Tim a fait ses preuves sur un puits sous-marin

Les essais du robot Tim (télémanipulateur d'intervention et de maintenance) se sont achevés, avec succès, à 60 mètres *de profondeur* en Atlantique, au large du Gabon : ils ont prouvé qu'il est possible de travailler sur des têtes de puits sous-marines sans intervention directe de l'homme. Après *ce* premier test, Tim devrait être prochainement utilisé en mer du Nord et dans un fjord norvégien.

TOUS les grands groupes pétroliers travaillent sur les têtes de puits sous-marines, qui seules permettront d'exploiter le pétrole *off shore* des champs situés sous plusieurs centaines de mètres de profondeur d'eau, c'est-à-dire hors de portée des interventions des plongeurs. Mais la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA), sa filiale Elf-Gabon et les Ateliers et chantiers de Bretagne, constructeurs du robot, pensent que Tim n'a pas actuellement d'équivalent dans le monde.

Les essais de Tim, par 60 mètres de fond, au large du Gabon, sont *actuellement étudiés* en détail. Ainsi pourra-t-on savoir, dans quelques mois, ce qu'il faut faire et ne pas faire, ce qui a bien ou mal fonctionné et si de nouvelles expérimentations sont nécessaires. Ces essais vont être suivis de deux autres programmes : la *mise* en exploitation, par têtes de puits sous-marines, de Frigg nord-est, « petit » champ de gaz de la mer du Nord (14 milliards de mètres cubes de gaz, alors que le champ principal de Frigg en contient 230 milliards ou 240 milliards de mètres cubes), et le *projet expérimental* Skuld (1), qui s'exécutera en trois ans (1981 à 1983) dans un fjord *norvégien*.

Frigg nord-est, comme tous les petits champs satellites de gisements importants, est trop *modeste* pour être équipé de lourdes et coûteuses plates-formes de production. On a donc décidé de l'exploiter par des têtes de puits sous-marines recevant de Frigg (situé à dix-huit kilomètres) les ordres nécessaires, via une colonne articulée (structure *légère* et *moins onéreuse* reposant sur le fond et émergeant au-dessus de la surface). De la *colonne articulée (inhabitée)*, recevant les ordres par radio de Frigg, partiront des télécommandes hydrauliques individuelles pour chaque vanne, les tuyaux indispensables aux injections d'inhibiteurs (des produits solubles et antigel, empêchant la *formation* d'hydrates, capables de boucher les puits) et aux injections de fluides lourds (*indispensables pour* reprendre le contrôle d'un puits « à problèmes »). Ces dernières injections seront les plus difficiles à réaliser par télécommande : injections des fluides lourds par l'espace annulaire situé entre le *tubing* (petit tuyau d'acier par *où le gaz — ou le pétrole* — monte de la couche productrice jusqu'à la surface) et le *casing* (cuvelage du puits par des tuyaux d'acier). Mais il faut que *cet espace annulaire et le tubing* communiquent au fond pour que les fluides lourds remontent dans *le tubing*, de façon à équilibrer, par leur poids, la pression interne du gisement.

Le programme Skuld comporte l'étude de la vanne de fond qui assurera la communication indispensable entre l'espace annulaire et le *tubing*. Il comprend aussi l'étude de faisabilité et l'expérimentation des connexions, sans interventions de plongeurs, entre les têtes de puits et les tuyaux de « collecte » qui amènent le pétrole ou le gaz vers le *poste* de chargement de surface ou vers la côte, des connexions électriques et hydrauliques, des connexions des conduites d'inhibiteurs et de *fluides lourds, toutes indispensables* à l'exploitation de champs d'hydrocarbures. Le programme Skuld aura lieu à des profondeurs d'eau permettant l'intervention de plongeurs.

Dans Skuld, on n'envisage pas de colonne articulée. On songe à une bouée, encore moins chère, ancrée sur le fond et flottant en surface, qui recevrait les ordres par *radio*. *Pour l'énergie* nécessaire à la réalisation des ordres, on pense, pour le moment, faire appel à une source d'énergie posée soit sur le fond, soit sur la bouée.

Il faudra que ces sources d'énergie aient une autonomie de *trois* mois puisque les *conditions* des mers difficiles — celles de la mer du Nord par *exemple* — peuvent empêcher toute intervention pendant trois mois consécutifs.

Quels que soient les enseignements qui seront tirés de Skuld, on peut déjà supposer que les capacités de connexion de Tim, qui a été conçu pour une *profondeur* d'eau de *600 mètres*, pourront être mises à profit.

Le projet Tim a coûté environ *20 millions* de francs. La S.N.E.A. a reçu des aides financières du Fonds de soutien aux hydrocarbures, du Centre national pour l'exploitation des océans et des Communautés européennes. Le montant du programme Skuld, commun à la S.N.E.A. et à la *filiale norvégienne* Elf-Norge, est estimé, pour trois ans, à 80 millions de francs, dont une partie, *espère-t-on*, sera *fournie* par le Fonds de soutien aux hydrocarbures.

YVONNE REBEYROL.

(1) *Skuld était, dans l'ancien panthéon norvégien, la déesse du futur et de la nécessité.*

En toute logique

DES NOMBRES SANS CHIFFRES

PROBLEME Nº 197

A la suite de nos efforts pour faire apparaître la suite des *nombres sur une calculette simple*, Vincent Roussel a fait une découverte curieuse. Il s'est aperçu que sur une calculette plus élaborée, comme la TI 25, il est possible d'obtenir

1 2 3 4 5 6 7 8

sans utiliser de touche numérique, avec, par exemple, les seules touches cos, log, x^2, ÷, inv, —, =, (,). (La mémoire est exclue.)

Y parviendrez-vous, et en combien d'étapes ?

Nous donnerons le résultat sur TI 25, mais il est sans doute *réalisable sur une autre* calculette équivalente.

(Solution dans le prochain « *Monde* des sciences et des techniques ».

SOLUTION DU PROBLEME Nº 196

Il fallait bien sûr faire apparaître *la racine de 5, puisqu'il* y avait cinq carrés unitaires au *départ*.

PIERRE BERLOQUIN.

Les verres métalliques, matériaux d'avenir

(Suite de la page 17.)

La technique la plus utilisée actuellement consiste à éviter, lors du refroidissement du *liquide*, la *formation de noyaux* cristallins. Pour cela, on cherche à figer le plus vite possible, au *cours d'une opération* appelée hypertrempe, les atomes en mouvement du liquide en refroidissant l'ensemble très rapidement : par exemple de 1 000 °C en milliseconde. (Voir encadré en page 17.)

Au départ, dans le métal liquide, les atomes *sont* animés de mouvements incessants, désordonnés, rapides, dont la vitesse est *comparable à celle du son* dans l'air (300 m/sec.). Lors de l'hypertrempe du liquide, cette *vitesse décroît* au fur et à mesure qu'on abaisse la température du métal liquide. Le liquide *se* transforme en verre à une température où cette vitesse devient suffisamment petite (de l'ordre du rayon atomique/sec.) pour que les atomes puissent être *considérés comme quasiment* immobiles. La viscosité, qui mesure la résistance d'un fluide *aux changements* de forme, devient alors extrêmement grande. Elle est cent mille milliards de fois supérieure à celle du métal liquide, ce qui permet, sur *le plan de l'utilisation* des verres métalliques, des possibilité analogues à celles des *métaux solides. Cette transition* vitreuse s'accompagne également de changements marqués d'autres propriétés physiques, tels la chaleur spécifique ou le coefficient de dilatation *thermique*.

Lorsqu'on réchauffe le verre métallique, il cristallise à une *température légèrement supérieure* à celle de vitrification. Il est remarquable qu'à cette *recristallisation ne corresponde* pas de changement notable de la densité. Ainsi, le verre métallique, comme le cristal, est un matériau dense. Mais n'y a-t-il pas une contradiction entre ce double aspect d'un verre métallique : sa forte densité et son empilement atomique chaotique ? On est, en *effet*, habitué à associer au chaos un ensemble atomique peu dense (tel le gaz ou le liquide à haute température) et à l'empilement atomique régulier un ensemble dense (tel le cristal). Les chercheurs ont été ainsi amenés à concevoir le verre métallique comme étant constitué par un empilement chaotique, à grande échelle (sur quelques centaines d'angströms) et à l'échelle atomique (sur quelques angströms) par un *ensemble organisé* de quelques atomes à quelques dizaines d'atomes (1). Les modèles récemment développés sur ordinateur, fondés sur ces *idées*, *représentent* correctement les informations expérimentales que l'on possède sur *la structure* atomique de ces verres. Malheureusement, les techniques qui permettent d'y accéder, telle la diffraction d'électrons, de rayons X ou de neutrons ne donnent qu'une information partielle. Cela est d'autant plus vrai que les verres *métalliques sont* généralement composés d'au moins deux éléments chimiques différents. *La métallurgie des métaux* amorphes purs est donc encore du domaine du futur.

Pour la fusion thermonucléaire

Cette présence d'au moins deux *éléments* chimiques facilite sûrement la formation de l'état amorphe et le maintien d'une certaine stabilité. Mais la connaissance des facteurs déterminants *de l'aptitude à l'* « amorphisation » n'est pas encore vraiment élucidée. Est-ce dû à un *effet de* taille *atomique*, à un effet de liaison chimique ou à un effet d'alliage particulier (eutectique à bas point de fusion) ? Toutes ces hypothèses sont plausibles. Ces facteurs sont, en fait, gouvernés par la corrélation entre les électrons, qui confèrent *au métal leurs propriétés particulières* (telle la conductivité électrique), et le chaos structural. C'est de cette corrélation que dépend la spécificité des propriétés de ces matériaux. Les propriétés d'un alliage amorphe sont, en effet, toujours différentes de celles du même alliage à l'état cristallin. Ainsi, par exemple, la résistivité électrique est toujours plus grande — d'un facteur 2 à 3 — à basse température que celle du cristal, mais elle varie beaucoup moins avec la température. Cette stabilité thermique de la résistivité pourrait donner lieu à une utilisation de ces matériaux comme résistance étalon.

Les alliages amorphes *supraconducteurs* constituent une addition récente à la liste des verres métalliques obtenus par *l'hypertrempe*. La *supraconductivité* est une propriété de certains métaux à basse température caractérisée par l'*absence totale de* résistance électrique en dessous d'une température, appelée température critique. Celle-ci varie d'un métal à un autre mais n'est jamais élevée (au maximum de l'ordre de — 250 °C). Elle est plus faible aussi dans l'état amorphe que dans le cristal pour les matériaux découverts jusqu'à présent. La possibilité d'accroître la température de transition des alliages amorphes n'est cependant pas à rejeter *a priori* puisque la théorie ne prévoit pas que l'absence de réseau cristallin entraîne nécessairement une diminution de celle-ci. Ce ne sont pas pour l'instant des matériaux qui semblent pouvoir rivaliser avec les cristaux pour réaliser des lignes de transmission véhiculant une énergie électrique *importante ou des aimants* à champ magnétique très élevés. Mais les propriétés des alliages *amorphes n'étant*, contrairement aux cristaux, que peu affectées par des doses intenses de radiation, les *supraconducteurs amorphes* pourraient être utilisés comme bobinages d'aimants à champs magnétiques élevés, nécessaires aux futurs réacteurs à fusion thermonucléaire.

Les premiers échantillons de verres métalliques produits n'étaient pas de *dimension suffisante* pour étudier leurs propriétés mécaniques.

Depuis, des progrès *ont* été faits et des résultats assez inattendus ont été obtenus. En effet, ces matériaux possèdent à la fois une bonne résistance à la rupture, nettement supérieure à celle des meilleurs aciers, et une grande dureté souvent associée à une *ductibilité appréciable*, contrairement aux verres ordinaires non métalliques. Ainsi des *verres métalliques peuvent* être courbés sans casser, autour d'un rayon de l'ordre de leur épaisseur, ce qui est impossible avec un verre ordinaire.

La conjonction de ces propriétés fait des verres métalliques des matériaux de prédilection comme fibres de renforcement dans les *matériaux composites* — pneumatiques par exemple — ou comme produits de remplacement de l'amiante. *Cette spécificité* des propriétés mécaniques des verres métalliques est encore loin d'être expliquée. Elle *passe* tout d'abord par la signification physique et structurale de ce qui joue dans le verre le rôle des défauts dans les cristaux. Dans les polycristaux il est bien connu que les zones de raccordement entre les grains sont un point sensible de fragilisation. En particulier, l'émergence de ces défauts à la surface du polycristal conditionne souvent la résistance à la corrosion. Ce phénomène commence seulement à être étudié dans les verres métalliques et il semble que la résistance à la corrosion soit particulièrement élevée ; il y aurait formation d'une couche protectrice uniforme à la surface du verre. Est-ce plus un problème lié au chaos structural ou à la possibilité de préparer ces *matériaux dans une gamme de* composition chimique induisant des propriétés particulières à la *surface* ? Nul ne le sait *encore*.

Les applications les plus prometteuses de ces matériaux se feront certainement dans le domaine du magnétisme. En effet, contrairement aux cristaux qui présentent une direction privilégiée d'aimantation nécessitant un apport d'énergie chaque fois que l'on veut modifier leur direction, les amorphes métalliques magnétiques n'en possèdent *pas* ; on comprend donc que les pertes d'énergie associées à ces *changements de direction* seront *dans* ce cas beaucoup plus faibles.

L'impact de la recherche de base

Ces matériaux (doux au sens magnétique) sont généralement des alliages de fer contenant des quantités variables de silicium et de *bore*. *Mais*, assez paradoxalement, certains verres métalliques magnétiques du type alliage terres rares-métal de transition peuvent être préparés par dépôts en couches minces et comporter une direction privilégiée d'aimantation. Ces matériaux pourraient être utilisés comme *mémoire* magnétique à « bulles » pour la réalisation de bandes magnétiques. Ils permettraient, par rapport aux matériaux cristallins, de réduire notablement la dimension de ces cellules élémentaires, utilisées pour le stockage de l'information.

Les recherches fondamentales menées sur ces verres métalliques constituent un bel exemple d'impact de la recherche de base sur un développement technologique. Ces matériaux, qui, à l'origine, ont été *considérés* comme des curiosités de laboratoire lorsqu'ils ont été découvert et étudiés à l'université Caltec (pépinière californienne de prix Nobel) ainsi que dans un *petit nombre de laboratoires* de divers pays, notamment en France, sont maintenant vendus par des industriels aux Etats-Unis, au Japon et en Allemagne fédérale.

FRANÇOISE CYROT-LACKMANN *et* PIERRE DESRE.

(1) *L'angström est la dix-milliardième partie du mètre.*

MÉDECINE

Les difficultés des étudiants inscrits en C.E.S.

Faut-il parler de « scandale » ? Pour les médecins engagés dans la voie des certificats d'études spéciales (*C.E.S.*), l'admission à l'épreuve qui sanctionne, discipline par discipline, trois, quatre, cinq ou six années de formation est de plus en plus difficile. Pour beaucoup, cet examen, initialement universitaire puis national, s'est progressivement *transformé* en un véritable concours, où la réussite semble liée à une obscure loterie.

On sait d'ores et déjà que ce problème, né avec l'explosion démographique du corps médical et le nombre croissant d'étudiants désireux de pratiquer une spécialité se trouvera résolu dans quelques *années* lorsque la réforme des études médicales sera entrée *dans les faits. Il reste* que la situation des étudiants en C.E.S. soulève aujourd'hui d'épineuses questions qui resteront d'actualité pendant plusieurs années encore.

Ce *n'est en effet qu*'en 1983 *que* le système de l'internat qualifiant sera mis en place. A cette date, seule la réussite à ce concours permettra d'exercer une spécialité. A l'inverse, l'échec conduira obligatoirement à la pratique de la médecine générale. Or, aujourd'hui et pour quelques années encore, les *C.E.S. constituent* une *formation* parallèle qui permet d'être médecin *spécialiste sans sacrifier* à la difficile préparation du concours de l'internat des hôpitaux. Court-circuitant la « voie royale », les C.E.S. apparaissent souvent comme une formation minimale. Ce cadre pédagogique *n'assure en effet qu'un enseignement* théorique — et mal codifié — d'une spécialité et ne procure aucune fonction — ni rémunération — hospitalière. Autre différence de taille avec l'internat : la sanction se situe en fin de cursus.

Il y a une dizaine d'années, le pourcentage d'admissions dépassait le plus souvent très largement les 50 %. Ces proportions, avec le temps, ont sensiblement diminué. En gynécologie médicale par *exemple*, *alors* que les *chiffres* étaient de 85 % en 1971, on passait à 28 % en 1980. *Le* nombre de candidats n'a pourtant pas diminué. Beaucoup font, après un échec, de nouvelles tentatives et un examen probatoire a été institué au *terme* de la *première* année d'enseignement dans nombre *de spécialités*.

L'âge des étudiants — supérieur à la trentaine — leurs charges *familiales*, *tout comme leur* mauvaise couverture sociale font que souvent ils se trouvent dans une situation financière et psychologique préoccupante. Situation paradoxale aussi puisqu'en fin de C.E.S., l'étudiant, déjà médecin, effectue des remplacements de spécialistes alors que l'échec à l'examen l'oblige à se retourner vers une médecine générale qu'il ne pratique souvent plus depuis plusieurs années et pour laquelle il n'a parfois aucune attirance.

Une telle évolution correspond-elle à un effondrement brutal — et difficilement imaginable — *du niveau des connaissances* ou à une volonté délibérée de réduire massivement le nombre des spécialistes arrivant chaque année sur le marché ? Pour les responsables de l'Association nationale des candidats aux certificats *d'études spéciales* de médecine (A.N.C.C.M.) (1), « *il est pour le moins choquant de constater que les règles du jeu ont été modifiées alors que la majorité des médecins s'étaient déjà engagés dans les filières des C.E.S.* »

L'impossibilité d'obtenir un commentaire sur les copies, le fait que la meilleure copie ne soit pas publiée, l'ignorance dans laquelle on laisse les candidats quant aux coefficients des différentes questions et le secret qui entoure le système de correction font, selon eux, que cet examen, transformé de fait en concours, institue à leur insu un *numerus clausus*. « *Y a-t-il des quotas ?* s'interrogent-ils, *et si oui, qui les a déterminés alors qu'aucune étude sérieuse sur la démographie médicale spécialisée n'a encore été menée en France ?* »

On parle alors, selon le cas, de « scandale », « d'étudiants sacrifiés », de « malthusianisme inavoué » ou, plus sobrement, on évoque « *les difficultés d'une période transitoire* ». En fait, nul ne peut nier qu'il y a là un gâchis *important* de *temps*, d'énergie, d'argent et de compétences. On estime à près de trente mille le nombre de médecins aujourd'hui inscrits dans les différents C.E.S. et la « dernière première année » sera organisée en 1982-1983. — *J.-Y. N.*

(1) A.N.C.C.M., 60, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris. Tél. : 359-53-94.

---

170 000 médecins en France à la fin du siècle

S'exprimant, lors de l'une des « tables rondes » du neuvième MEDEC (Salon médecine et communication), à l'invitation du Centre d'information des étudiants en médecine et des jeunes médecins (1), le professeur *Jean-François Lacronique, directeur* adjoint de la santé, a fait le point à propos de la situation *démographique des médecins en* France et de ses perspectives.

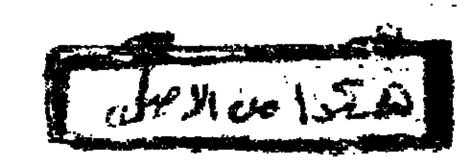
De 1977 à 1980, le nombre des étudiants admis à poursuivre leurs études médicales est passé de 8 700 à 7 100. Ce total devrait diminuer de 10 % par an, pour atteindre 5 000 premières inscriptions en deuxième année à la *rentrée de 1984. Ainsi*, en *moins* de dix ans, les effectifs auront-ils diminué de plus de moitié, *et la croissance numérique* annuelle du corps médical français, comprise actuellement entre 6 % et 7 %, *devrait-elle tomber* à moins de 2 % par an à partir de 1985. A cette date, la France comptera 140 000 médecins. Leur nombre sera de *170 000* à *la fin du* siècle et devrait décroître lentement par la suite.

Parallèlement, a estimé le professeur Lacronique, la *proportion* des spécialistes diminuera au profit des omnipraticiens libéraux. L'âge moyen des *médecins* s'élèvera. La féminisation du *corps médical* s'accentuera. Actuellement, la moitié des effectifs inscrits en première année est constituée de femmes. Le taux de féminisation *du corps médical* devrait atteindre 40 % à la fin du siècle.

La répartition géographique des médecins sur le territoire, actuellement très inégale (il y a, pour le même nombre d'habitants, quinze fois plus de spécialistes *à Paris qu'en Corrèze, six fois* plus de médecins à Paris qu'en Haute-Saône), fait l'objet d'une *attention soutenue au ministère* de la santé. Cinq cellules d'accueil et d'information fonctionnent *déjà pour orienter les jeunes* médecins (Aquitaine, Pays de la Loire, Provence, Rhône-Alpes, Auvergne) ; *douze autres* vont s'implanter sous peu, le territoire national devant être couvert d'ici à 1982.

D'après des études menées ces dernières années, l'activité individuelle *de chaque médecin*, malgré l'augmentation des effectifs médicaux, n'a guère décru. Elle a même augmenté globalement de 5 % entre 1968 et 1978. Un tel niveau d'activité, « *rassurant pour la profession* », a noté le professeur Lacronique, ne va *pas cependant sans poser* quelques problèmes d'ordre économique, dans la mesure où la *production intérieure brute*, de son côté, ne s'accroît, elle, que de 1 à 2 % par an. — C. B.

(1) 13, rue de Bellefond, Paris 9e.



MÉDECINE

SELON UN RAPPORT OFFICIEL

Une plus grande cohérence du système de soins passe par de profondes réformes

En juin 1980, M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, confiait au docteur Pierre Gallois, médecin hospitalier à Mâcon et président de l'Unaformec (1), la lourde responsabilité d'élaborer un rapport sur « la cohérence et la complémentarité des diverses composantes de notre système de soins ». Ce rapport sera achevé et publié en juin prochain. Néanmoins, le docteur Gallois vient d'en présenter les principaux enseignements en présence de M. Jacques Barrot et de l'ensemble de son cabinet.

Le document est, pour l'essentiel, d'une grande sévérité. Y sont dénoncés, en effet, le malaise des médecins de famille, l'insuffisante définition du rôle des spécialistes, la lourdeur excessive du fonctionnement des hôpitaux et la persistance des clivages qui isolent de l'ensemble du système de soins des secteurs aussi importants que la prévention, la psychiatrie, le traitement des personnes âgées et, dans une moindre mesure, la prise en charge des urgences et des cancéreux.

Aussi, dans ses conclusions, le docteur Gallois propose-t-il un certain nombre de réformes, parfois radicales, qui portent notamment sur la revalorisation de la médecine générale et certains aspects du fonctionnement hospitalier.

Le système de soins français écrit tout d'abord le docteur Gallois, a subi depuis la Libération une profonde mutation : plus de la moitié des médecins sont, aujourd'hui, des spécialistes ; les généralistes ne représentent plus en ville que 60 % du corps médical ; le nombre des praticiens hospitaliers a crû considérablement puisqu'il atteint aujourd'hui 35 000 (dont 18 000 à temps plein)...

Au total, la France est à présent dotée d'une organisation sanitaire axée sur l'hôpital et plus précisément sur sa fonction technique. Or les hôpitaux se sont progressivement coupés de la pratique ambulatoire : les patients y sont, certes, de mieux en mieux soignés techniquement, mais de plus en plus désorientés par la dépersonnalisation qu'ils y subissent.

En outre, la charge économique de l'hôpital devient de plus en plus écrasante pour la collectivité, d'autant que les efforts d'équipement *« se sont concentrés sur les structures lourdes, négligeant les besoins plus élémentaires »*. Enfin, la structure y est telle que l'hospitalisation *« reste trop souvent le seul moyen d'accès au plateau technique hospitalier »*.

Un remède indispensable à cette situation consisterait à renforcer les alternatives à l'hospitalisation lourde, telles que les hôpitaux locaux, petites structures proches de la population et qui font actuellement les frais des suppressions de lits. Il conviendrait aussi de renforcer considérablement les soins et l'hospitalisation à domicile et d'en modifier les règles de fonctionnement.

Cette évolution des soins hospitaliers s'accompagne d'un profond malaise de la médecine générale. Les omnipraticiens, en effet, formés aux techniques sophistiquées des hôpitaux, ne sont pas préparés à leur fonction. Ils nourrissent, entre autres, le sentiment d'être perçus *« comme de simples exécutants des consignes des spécialistes et des hospitaliers et de n'être utilisés que comme leurs substituts »*. En outre, le malade s'adresse de plus en plus directement aux spécialistes, qui de leur côté se trouvent placés dans la position de *« manipulateurs exclusifs d'un appareil »* ou d'*« utilisateurs d'une seule méthode »*. D'où leur difficulté à fournir une réponse globale au problème présenté par le malade.

Une mosaïque disparate

Au total, écrit le docteur Gallois, notre système de soins apparaît comme une mosaïque de structures spécialisées, dépourvu de vision d'ensemble, où les coupures s'affirment : *« Le monde des généralistes et celui des hospitaliers deviennent étrangers l'un à l'autre, le spécialiste devient concurrent du généraliste, le psychiatre vit dans un monde à part, le secteur privé et le secteur public s'accusent de concurrence déloyale, la prévention est organisée dans des réseaux particuliers. Bref, nous sommes en présence d'une « médecine découpée, morcelée », qui traite plus volontiers les organes que les individus. »*

A l'appui de cette analyse, le docteur Gallois cite plusieurs exemples :

● LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES AGEES

Les unités de moyen et de long séjour sont trop peu nombreuses, insuffisamment médicalisées et trop souvent éloignées des populations, contraignant à des transferts qui sont vécus comme des déportations. Le médecin de famille est exclu de ces structures : il est impératif d'assurer une interpénétration totale de la médecine ambulatoire et hospitalière dans ce domaine, de garantir le libre choix du médecin même lorsque les personnes âgées sont en maison de retraite ; de renforcer les possibilités d'hébergement « léger » et de consultations externes, ce que devraient permettre par exemple les hôpitaux locaux ; enfin de développer la spécialité de gériatrie, en faisant en sorte que, autour d'un centre hospitalier, une équipe gérontologique anime la politique locale de la vieillesse.

● LA PREVENTION

Elle est prise en charge de manière double : d'une part, par un réseau déconnecté de l'ensemble du système de soins (dispensaires, centres de protection maternelle et infantile...) et privé de cohérence interne. D'autre part, par le système sanitaire lui-même (médecine ambulatoire, hôpitaux) auquel cette fonction n'est pas clairement dévolue. Aussi la population reste-t-elle étrangère à cette orientation pourtant capitale.

● LA CANCEROLOGIE

Il existe en France depuis 1945 des centres anticancéreux qui prennent en charge 20 % des cancers. Il conviendrait non pas d'augmenter ce pourcentage, mais de développer le rôle de référence et de recherche de ces centres et d'harmoniser leur fonctionnement avec celui des hôpitaux. Il faudrait aussi créer dans les établissements hospitaliers non pas des services cloisonnés et autonomes, auxquels cette discipline se prête particulièrement mal, mais des « départements » de cancérologie qui pourraient seuls permettre une approche multidisciplinaire. Il faudrait enfin multiplier les possibilités de traitement ambulatoire du cancer et y faire participer le médecin de famille.

● LA PSYCHIATRIE

Il faut, écrit le docteur Gallois, la réintégrer dans le système de soins. Dressant un sombre tableau du fonctionnement actuel, l'auteur du rapport propose cinq orientations essentielles :

— *Adapter la formation des médecins à la pratique psychiatrique* : il faut sensibiliser l'étudiant à la médecine relationnelle dès les premier et deuxième cycles, faire participer les équipes de secteur à la formation, organiser des stages de futurs généralistes au sein des équipes de secteur et des stages des internes en psychiatrie dans les hôpitaux généraux, enfin, mettre en place une formation continue dans ce domaine.

— *Modifier le fonctionnement de la psychiatrie publique* : il faut faire en sorte que la sectorisation ne soit pas un simple découpage géographique et qu'elle tienne compte des structures privées comme publiques. Il faut mettre un terme à la dualité actuelle du financement de la psychiatrie publique : les activités hospitalières sont prises en charge par la Sécurité sociale, les activités extra-hospitalières « de secteur » que l'on veut encourager le sont par les collectivités locales et l'Etat, de manière parfois aléatoire.

— *Favoriser le libre choix du médecin par le malade* : actuellement la politique de secteur tend à s'y opposer et le libre choix ne devient possible que dans le privé.

— *Assurer la continuité des soins* : le médecin de famille doit assurer le « suivi » des soins psychiatriques extra-hospitaliers, en liaison avec l'équipe spécialisée, ce qui n'est pas le cas actuellement.

— *Articuler la psychiatrie publique avec les autres structures de soins* : il faut que le travail de réflexion sur la politique de santé mentale réunisse, à côté des psychiatres de services publics, des psychiatres privés, des généralistes et des hospitaliers non psychiatres. Il importe enfin d'organiser des consultations psychiatriques dans les hôpitaux locaux et généraux.

CLAIRE BRISSET.

(1) Union nationale des associations de formation médicale continue.

ÉDUCATION

Les jeunes de la crise

Ils ont entre seize ans et vingt ans et sont venus à l'adolescence avec la crise montante. Leur jeunesse est bien particulière. Datée, nettement repérable. Pas de vastes grèves lycéennes ni de grands élans collectifs dans leur apprentissage. Plutôt la découverte précoce de ces valeurs de concurrence, de rentabilité et de débrouillardise individuelle que ressasse une morale encore très répandue.

Ils sont encore à l'abri derrière les murs des salles de classe, mais certains connaissent déjà de l'entreprise ce que leur en laissent entrevoir les différentes formules d'alternance qui se sont développées ces dernières années. Toutefois, l'« entrée dans la vie » est proche, qui s'identifiera, pour la plupart, à la découverte du travail, ce rite de passage obligé au monde adulte.

Comment envisagent-ils leur avenir, et plus précisément leur avenir professionnel ? Telle était la question. On aurait voulu savoir s'ils étaient exigeants ou résignés, bagarreurs ou soumis. En chemin, l'on s'apercevra que ces catégories sont quelque peu vaines et qu'ils ne s'y laissent guère enfermer.

I. — L'AGE DE RAISON

par EDWY PLENEL

Il y a sans doute maldonne. Si leur avenir était en jeu, *« ça se saurait ! »* La gouaille n'est pas feinte et cache de redoutables lucidités. Leur jugement est arrêté : que les candidats aient parlé d'eux, c'est possible ; qu'ils ne leur parlent pas, c'est plus certain.

Métalliers ou chauffagistes, peintres ou maçons, menuisiers ou électriciens, ces apprentis du bâtiment d'Evreux (Eure) ont, bien sûr, jeté un coup d'œil sur le petit écran ces dernières semaines. Plutôt deux fois qu'une. Par habitude : *« La télé et les cafés, il n'y a que ça. Chez nous, après 7 heures, c'est mort »*. Confusément, ils savent que le sort de cette jeunesse à laquelle ils appartiennent, celle de la crise et du chômage, est l'un des refrains électoraux les plus prisés. Pour autant, le courant ne passe guère. Non qu'ils n'y aient aucun intérêt, puisqu'ils font bien quelques différences... *« Giscard, il a pas fait grand-chose pour nous »*, constate l'un, et un autre dubitatif : *« Si il y a un candidat qui dit qu'il faudra moins de chômeurs, il se fera sauter la tête, par tous les autres ! Ils s'y mettront tous. Parce qu'il faudrait changer trop de choses. »*

Mais le *« tous les mêmes »* — *« les hommes politiciens et un dessin animé, pour moi, c'est du tout pareil »*, dit Gilles, seize ans, apprenti électricien, père fraiseur — a ici ses raisons que la grande politique ignore et qu'on aurait tort d'assimiler aux démons poujadistes. Le malentendu est littéral : c'est aussi une affaire de langage. *« Ils prennent des mots pour qu'on ne comprenne pas »*, résume Pascal, apprenti chauffagiste, qui a, lui, la phrase assassine : *« Vous savez, les candidats..., ils se parlent entre eux. »*

A chacun son monde. Aperçues de ce côté-ci du miroir, les frontières politiques se brouillent, les idées économiques se ressemblent et les promesses électorales ronronnent. Qu'on ne s'étonne donc pas si, invités à prendre la parole, ces jeunes ne se sont pas lancés dans de grandes envolées. Pas de discours « clés en main » ni de réponses bien ficelées. Plutôt des silences et des blancs, des hésitations et des contradictions, quelques certitudes fragiles...

Mais écoutons plutôt. Trois exemples pas tout à fait au hasard, trois lieux scolaires, trois discours qui ne se répètent pas.

« On peut pas tout avoir »

Elles ne s'en laissent pas conter et rectifient la question : le travail ? non, le chômage ! Et elles n'en démordront pas. Elèves de terminale G1 au lycée Pierre-et-Marie-Curie, le lycée d'enseignement technologique de Sens (Yonne), elles sont destinées en principe au secrétariat. Les machines à écrire sont là, alignées sous leurs housses grises. *« C'est un bas niveau... »*, commente, désolé, le proviseur, M. Guy Pitault. Relégation sociale et sexiste, l'impasse est certaine.

« On ne trouvera pas de boulot. Surtout dans la région, une des plus touchées de Bourgogne. On s'en est aperçu seulement cette année, avant on n'y pensait pas... Obligées de se résigner : qu'est-ce qu'on peut faire d'autre ? » Il serait presque indécent de chercher une once de plaisir à l'ouvrage : *« Aucune de nous ne voulait vraiment faire ça... En troisième, t'es obligée de choisir, t'as pas de maturité, c'est moche... On nous a dit sténo-dactylo, avec ça, vous irez partout... »* Elles en rient franchement. Formuler d'autres désirs ? Impossible : le travail, avant de le rêver, il s'agit de le trouver. Brune, vive et bavarde, celle-ci annonce la couleur : *« Si je trouvais un emploi, je passerai sur des choses que j'aime pas, c'est sûr. Travailler, avoir une place : c'est l'essentiel. »* A celles qui, sans conviction, protestent, elle lance : *« A quoi ça te servira de peser le pour et le contre. Faut savoir ce qu'on veut : ou trouver du travail, ou tout avoir. Et, justement, on peut pas tout avoir... »* D'emblée, l'espoir est borné. A trois mois de l'échéance.

D'autres se sentent les mains libres. Les voici, parés et combatifs, satisfaits de leur formation et raisonnant déjà plan de carrière. *« On est des jeunes loups, prêts à mordre »*, se surprend à dire l'un de ces candidats au brevet de technicien supérieur (B.T.S.) en comptabilité de l'Ecole de commerce de Paris. Envoyés en stage en entreprise, ils ont tenu à ne pas « subir » le travail, adoptant une démarche résolument promotionnelle : critique et moderniste. *« On a vu des choses qui mériteraient un zéro pointé... Nous, on apporte des techniques nouvelles, et les entreprises n'aiment pas qu'on les bouscule... On est habitués à réfléchir, alors, quand on débarque dans une boîte, on continue, on s'intéresse au système du début à la fin, on est curieux... Ça plaît pas toujours... les anciens restent dans leur coin, cloîtrés dans leur service. »*

Etre à l'aise

Ils pestent donc contre les vieux, les chefs, les pesanteurs de tous ordres. S'étonnent aussi du laisser-aller, quitte à se poser en garants des intérêts « maison ». *« Faut voir*, dit François, *les plus anciens ont tendance à ne plus savoir la valeur de l'argent. Ils lancent des millions, comme moi 100 F. Ils manipulent sans se rendre compte... »* Agés de vingt et un ans, un peu moins, un peu plus, le diplôme conquis, ils espèrent un salaire de 4 000 F au départ, mais, s'empressent-ils d'ajouter, *« à condition qu'il y ait une promotion interne ; il faut que le poste soit évolutif »*.

Le portrait s'impose à grands traits : aucunement désarmés, optimistes irréductibles et férocement individualistes. *« Ma règle d'or*, affirme Pascal, un barbu qui dit se méfier des « questions-pièges des journalistes », *c'est que les problèmes, je les résous à mon niveau. Je vais pas attendre un nouveau « pacte pour l'emploi » pour chercher du travail. »* François en rajoute : *« Sur l'idée de fond, réformer, améliorer, on est tous d'accord... Mais le fait réel, c'est un peu la loi de la jungle : faut passer avant le copain. »* Quant au mode d'emploi, ils l'ont déjà en poche : à Corinne, plus jeune, qui s'inquiète du manque de débouchés de son baccalauréat d'informatique (série H) — *« Les entreprises préfèrent prendre des bacs C ou D et les former à l'informatique sur le tas »*, — ils répondent sans hésiter : *« T'es pas obligée de prendre la ligne droite, tu peux faire un détour. C'est comme ça dans la vie. »*

Et s'il faut s'essayer au futur, leur préférence va à la sécurité. Leur ambition dans la vie ? François souhaite l'acquisition *« d'un point sûr qu'on puisse ensuite arranger à notre guise »*, un autre voudrait *« se sentir bien dans sa peau »*, une troisième se résout à *« un métier où on soit à l'aise... parce que, en fin de compte, notre vie est basée là-dessus »*.

Ceux-là, en revanche, ont des réponses moins paisibles. *« Oh, lâche-nous, toi ! »* ; *« Eh, l'autre y s'croit déjà chômeur licencié ! »* ; *« Arrêtez, merde, vous êtes lourds ! »*... Les injonctions fusent, la discussion s'emballe. A peine ébauchés, les arguments filent sans demander leur reste. On ne sait plus trop qui, de la question ou de la réponse, n'a pas attendu l'autre. *« Il faut les comprendre*, dit Alain, un des instituteurs. *S'ils ne savent pas écouter l'autre, c'est qu'on n'a jamais pris le temps de les écouter, eux. »*

Le collège « unique » leur a été interdit : passés directement du primaire à cette Ecole nationale de perfectionnement (E.N.P.) du XIX[e] arrondissement de Paris, ils ont aujourd'hui entre seize et dix-huit ans et, arrivés en dernière année, attendent la sortie définitive de juin prochain. Débiles moyens, débiles légers : à les voir, si vifs et raisonneurs, on hésite à énoncer ce diagnostic scolaire qui, doctement, a médicalisé leur refus de l'école et les a rejetés vers cette filière d'exclusion. Le stigmate était évidemment social et culturel : jeunes immigrés, enfants de prolétaires et de sous-prolétaires. Formés à la menuiserie ou à la chaudronnerie, ils espèrent maintenant un certificat de fin d'apprentissage — *« un papier qui vaut rien »*, dit l'un — et se savent condamnés à une vie bricolée. Des « petits boulots », manœuvres et chômeurs, OS au grand mieux.

Mal partis certes. Pas battus pour autant. On les sent rétifs et impertinents. Loins d'être rentrés dans le rang, comme si, par un curieux retournement, la relégation laissait leur vitalité intacte : *« On a appris un métier, c'est pour le faire. »* ; *« On pense trop qu'on n'aura pas de boulot, on devrait plutôt chercher à en trouver. »* ; *« Plus on pense au chômage, moins on trouve de travail. »* Tous disent qu'ils veulent *« débuter bien, correctement »*, bien au-delà de ce que propose l'un des instituteurs : *« L'important c'est de pouvoir rester dans l'entreprise et de réaliser la pièce. »* Non, rétorque l'un d'eux, *« être toujours là, sur la même machine à faire toujours la même chose* (il fait le geste, lève le bras, l'abaisse, le lève à nouveau, comme s'il accompagnait un piston...), *ça vaut pas la peine »*.

Toutefois, ils ne « s'estiment » qu'à 2 000 francs mensuels. Moins que le SMIC *« pour débuter »*. Ahmed, l'un des plus volubiles, s'esclaffe : *« Dans les places offertes, ils recherchent toujours des P2, P3... A ce compte-là, nous, on travaillera jamais ! »* Débrouillard, il a été heureusement surpris par son stage en entreprise. Pas tant par le travail que par les relations avec les ouvriers adultes : *« J'avais une arrière-pensée quand je suis parti à l'usine : ils vont pas me prendre comme je suis. J'ai trouvé des plus vieux que moi, eh ben, on a discuté, ils m'ont posé des questions sur l'école, si je vais passer mon C.A.P... Je leur racontais ma vie, quoi... »* Ici l'atomisation n'est pas l'idéal : les solidarités, les bandes et les complicités ont leur importance.

Pour un temps. Car, bientôt, l'unanimité vole en éclats, quand la discussion aborde les causes du chômage. Prudent, Jean-Luc est parti de très loin : *« Ben... il y a les Vietnamiens... Ils ont eu des problèmes chez eux... Et ils sont tous ici, avec leur argent... »* Les autres, les Maghrébins, l'ont vu venir : *« C'est du racisme ! On va pas les laisser crever parce que c'est des jaunes. »* Mais Jean-Luc s'entête, et il n'est pas le seul : *« C'est vérifié... ils prennent du travail, des logements qu'ils vont payer moins cher... C'est quelque chose de pas normal, nous on doit aller dans une agence pour trouver un logement, et les étrangers ont le leur donné... »*

Les Vietnamiens-prétexte ont disparu en cours de route. On prend, bien sûr, des précautions : *« Je ne parle pas de vous »*, dit Jean-Luc à Ahmed. *« Pas les étrangers, la plupart des étrangers »*, insistent d'autres, et ils font nombre. Les adultes tentent de recoller les morceaux en comparant les conditions de logement de chacun. Sept ou dix dans deux ou trois pièces, qu'importe, au fond : des degrés dans la misère. Ces Français et ces immigrés-là sont, *grosso modo*, logés à la même enseigne. Mais « la crise » n'en a cure : farouchement, elle divise, affronte, sépare. Le chacun pour soi — sous sa peau et sa carte d'identité — refait surface.

Les perdants

Trois images. Celles-là se voient déjà chômeuses, ceux-ci s'estiment concurrentiels, et ces autres prêts à s'entre-déchirer contre toute attente. Evidemment, « jeune » se décline au pluriel. Quoi de commun, en effet, entre cet élève qui prépare son « bac » C au lycée Paul-Valéry à Paris — *« Les C, on sera théoriquement amenés à diriger (...) J'agirai à mon niveau, je ne considérerais pas les ouvriers comme moins que rien... »* — et cet autre qui, avant de passer son C.A.P. de tourneur, revient d'une « séquence éducative » en entreprise — *« Ici, c'est quand même plus reposant qu'en usine. On n'est pas au rendement... »* ?

« La » jeunesse, ce n'est donc qu'un mot. L'enveloppe d'une diversité. Il reste toutefois l'impression diffuse que les différences se creusent. Et, si l'on excepte quelques minorités, plus abritées ou plus révoltées, le seul lien des uns et des autres paraît être ce lourd chapelet de paroles raisonnables. *« Il y a beaucoup de jeunes qui en veulent trop au départ »*, dit cette élève d'un lycée technique parisien.

« Certains jeunes, ils sont au chômage parce qu'ils le veulent bien, ajoute cet apprenti d'Evreux. *Ils sont contents, ils sont payés, ils font rien : c'est pas une vie ! » « On trouve toujours, y'a qu'à changer de branche »*, renchérit ce collégien d'un L.E.P., de la restauration à Paris.

On aura vite fait d'étiqueter et de classer. On aurait peut-être tort : ce réalisme prosaïque a aussi ses vertus, ne serait-ce que de mieux armer pour des lendemains qui déchantent. De plus, ce qui se dit n'est pas exactement ce qui se vit : si l'enthousiasme n'affleure guère, la résignation n'en est pas le successeur obligé.

Cependant, la course aura ses perdants. Lucidité et lassitude font parfois bon ménage. Son père est salaisonnier, elle voudrait être esthéticienne et n'est encore qu'en classe de cinquième : *« Non, je ne pourrai pas vivre comme je le voudrais, car on a ce qu'on peut avoir, mais on n'a pas ce qu'on veut. Mais je pense que je serai comme beaucoup de personnes. »* (1)

« On peut pas tout avoir », avait dit la brune. La révolte supposerait peut-être l'insouciance.

Prochain article :

L'UN RÊVE, L'AUTRE PAS

(1) Cité par Catherine Mathey-Pierre, dans « Représentations de la société et du devenir professionnel chez les jeunes en situation scolaire », *Cahiers du Centre d'études de l'emploi*, n° 21.

SCIENCES HUMAINES

● *Un colloque sur « l'interdit de la représentation »*, organisé par le Groupe Benjamin de Montpellier, associé au B'Naï B'Rith, aura lieu du 28 au 31 mai prochain. Y participeront notamment Mme Julia Kristeva, MM. Jean-Pierre Faye, Philippe Lacoue-Labarthe, Edmond Jabes, Pierre Legendre, Emmanuel Levinas...

Les demandes d'inscription (accompagnées de 700 F en chèque) doivent être adressées dans les plus brefs délais au Groupe Benjamin, B.P. 66, 34002 Montpellier Cedex.

● *Recherches sur l'ethnologie de la France.* — Le ministère de la culture et de la communication lance le 30 avril un « appel d'offres » destiné à favoriser des projets de recherches sur l'ethnologie de la France. Les quatre grands thèmes proposés pour 1981 et 1982 sont : famille et parenté ; savoirs naturalistes populaires ; le fait industriel et la technologie ; ethnologie en milieu urbain.

Les dossiers doivent être déposés avant le 30 juin (financement 1981) ou le 30 octobre (financement 1982). Renseignements et texte complet de l'appel d'offres peuvent être obtenus au ministère de la culture et de la communication, mission du patrimoine ethnologique, direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01. Tél. : 296-10-40, poste 2168.

M. ANDRÉ BARASSIN ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Succédant à M. Norbert Grelet, M. André Barassin, professeur de chimie à l'U.E.R. de sciences fondamentales et appliquées, a été élu président de l'université d'Orléans, vendredi 24 avril. M. Barassin a été désigné au septième tour de scrutin, avec vingt-neuf voix sur cinquante-deux votants. Les syndicats n'ont pas présenté de candidat. — *(Corresp.)*.

[Né le 15 avril 1934 à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), M. Barassin a été assistant à la Sorbonne en 1961. Il enseigne depuis 1965 à Orléans, où il a été nommé professeur en 1968. Directeur du laboratoire de chimionisation de l'U.E.R. de sciences fondamentales et appliquées, il est membre du Centre de recherche des hautes températures du C.N.R.S.]

RELIGION

«Vers une profession de foi commune»

Un geste audacieux du Conseil œcuménique

On a souvent dit, même à l'intérieur des Eglises membres du Conseil œcuménique des Eglises (C.Œ.E.), que celui-ci, trop exclusivement engagé dans sa lutte pour la justice sociale, l'égalité raciale, *la redistribution du pouvoir avait* perdu de vue ce qui était pourtant sa raison d'être et sa vocation fondamentale : la recherche de l'unité entre les Eglises séparées. Ce reproche s'explique en grande partie par le fait que les *mass media* transmettent surtout au public les décisions du C.Œ.E. ayant un caractère politico-social. Le travail de réflexion théologique, condition de l'unité, *a un caractère moins spectaculaire*. Il ne se poursuit pas moins de manière très active, comme en témoignent *les documents d'accord* publiés au cours de la dernière décennie sur l'eucharistie, le baptême et le ministère dans l'Eglise, documents qui font à l'heure actuelle l'objet d'un examen des diverses Eglises. Ces documents sont d'autant plus significatifs qu'ils sont élaborés non seulement par les représentants officiels des diverses Eglises protestante, anglicane, orthodoxe, membres du C.Œ.E., mais aussi par les représentants de l'Eglise catholique romaine, qui, *sans être membre du conseil, est* pourtant officiellement présente au département théologique du C.Œ.E., *la commission Foi et Constitution.*

Celle-ci a donné une nouvelle preuve de son activité en publiant un document intitulé *Vers une profession de foi commune* (1)., qui a été approuvé non seulement par le Conseil, mais par le Groupe mixte de travail entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique.

Un mystère inépuisable

La requête d'une confession commune de la foi (on ne sait pourquoi le terme de profession a été substitué au terme plus usuel de confession) se fait entendre dans de nombreux milieux. Rappelons que *le Monde* a publié toute « *Une brassée de confessions de foi* ». Mais il est bien évident que l'élaboration d'une « communauté conciliaire » réclamée par l'assemblée mondiale de Nairobi en 1975, dans la préparation de laquelle, dit le document, « *nous sommes implicitement engagés* » et « *l'assemblée de réconciliation* » qui devrait la précéder, supposent la fin de tous anathèmes et de toutes les exclusives, et par conséquent une profession de foi commune. Mais ce qui rend celle-ci plus nécessaire encore, c'est que les Eglises savent qu'elles ont une tâche missionnaire urgente à accomplir, rappeler à l'homme qu'il « *n'est parfaitement libre qu'au sein de sa relation à Dieu* » et qu'il « *n'est pleinement lui-même*, que sous la grâce » Comment le lui dire autrement « *qu'en affirmant* » *le mystère du Dieu transcendant qui se rend présent au monde* » par Jésus-Christ ?

Un bref chapitre intitulé « *le contenu de la foi apostolique* » esquisse les grandes lignes de cette profession commune de la foi, sans pourtant, ce serait encore prématuré, proposer des formules. Mais le document dégage nettement deux exigences qui devraient de toute manière être respectées. Tout d'abord « *les Eglises ont à préciser ce que dans leurs corps doctrinaux elles jugent, soit comme un point dont elles doivent exiger l'affirmation explicite par les autres Eglises pour qu'au niveau de la foi l'unité que Dieu lui-même veut donner à son Eglise devienne réalité, soit au contraire comme un aspect qui peut demeurer implicite sans que pour autant l'unité de foi se trouve radicalement compromise. Une fois réconciliées elles croîtront ensemble dans la plénitude de la vérité* ». Ces formules un peu compliquées témoignent d'une intention claire : la profession commune de la foi doit être centrée sur l'essentiel, et cet essentiel qui représente un mystère inépuisable est simple. Les diversités doctrinales, comme le dit *le document, ne sont pas nécessairement* un obstacle à l'unité de foi. Celle-ci en effet transcende la *complication des formules dans lesquelles*, à toutes les époques, la foi a cherché, avec des outils *culturels variés, à rendre compte* d'elle-même.

En second lieu, « *la confession du Christ implique aujourd'hui une insistance particulière sur le lien entre le salut chrétien et l'avènement en notre monde d'un état de justice et de paix, abolissant les discriminations, et annonçant ainsi le règne de Dieu inauguré en Jésus* ». Sans sacrifier à la mode actuelle *qui subordonnerait volontiers l'orthodoxie* à l'orthopraxie, le document de *Foi et Constitution* estime donc *que la foi ne peut être confessée* sans ses exigences éthiques, que cette séparation impliquerait une *négation du royaume de Dieu.*

Les auteurs du document n'entendent nullement déclarer caduques les anciennes confessions de foi. Ils parlent même de la période où sont nés les principaux Credo comme de la « *période édificatrice* » de l'Eglise. Mais ils soulignent que les textes les plus *fondamentaux* sont situés historiquement et que l'Eglise doit confesser sa foi face à la diversité des situations historiques et des périls que celles-ci recèlent.

Dès la première page, ils affirment que cette unité confessante ne pourra s'accompagner sans le repentir des Eglises. Cette affirmation, *dans le contexte œcuménique*, est neuve. Car l'Eglise orthodoxe, en particulier, s'est toujours opposée à *ce qu'on parle du repentir de l'Eglise*, celle-ci dans son essence étant réputée infaillible et impeccable. La *difficulté a été tournée par une formule* heureuse et qui sauvegarde l'essentiel : « *Chaque Eglise prend la décision de se repentir en tant que communauté de chrétiens pécheurs* ».

Dans le passé le plus lointain comme le plus proche, la formulation de confessions de foi s'est *généralement* accompagnée de nouveaux schismes, à moins qu'elle se soit bornée à les entériner. Le C.Œ.E. s'engage dans un pari risqué, mais raisonnable : une confession de foi qui soit le sceau d'une réconciliation.

ROGER MEHL.

(1) Document de *Foi et Constitution* Conseil œcuménique des Eglises, 150, route de Ferney, 1211 Genève 20.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'indépendance, l'ambassadeur du Togo et Mme Dermane Ali ont offert, lundi 27 avril, une réception au Cercle national des armées.

Naissances

— M. Etienne BERNARD et Mme, née Christine Van de Walle, partagent avec Guillaume la joie d'annoncer la naissance de

Laurent,

le 25 avril 1981.

— M. Antoine BASTIN et Mme, née Christine Jacomet, font part de la naissance de

Nicole,

Pontoise, le 6 avril 1981.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Mlle Nathalie SALLARD,

fille de M. Henri Sallard et de Mme, née Claudine Rebois,

avec

M. Philip KELLEY,

fils de M. Harper Kelley (†) et de Mme, née Jacqueline Bordelet.

Mariages

— Mme Elias ABOUJAOUDE,
M. et Mme Toufic ABBOUD,
ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants

Eliana et Anis,

célébré à Paris, le 28 avril 1981, dans la plus stricte intimité.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Paul BAVEREZ,
officier de la Légion d'honneur,
président
de sociétés hôtelières,

survenu le 18 avril 1981, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

De la part :
Des familles Baverez, Besnier, Caubère, Perroton,
Et de Mlle Renée Salvat.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

2, place des Pyramides,
75001 Paris.

— Les membres des conseils d'administration,
Ses fidèles collaborateurs,
Et le personnel des sociétés Hôtel Régina, Hôtel Majestic, Hôtel Raphaël, et de la Société immobilière de l'avenue des Portugais,
ont le regret de faire part du décès de leur président-directeur général et administrateur directeur général, le

docteur Paul BAVEREZ,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 18 avril 1981.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et Mme Jean-Pierre Gaillac et leurs enfants,
Mme Marcel Mélandre,
Mlle Simone Oudin,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

commandant
Maurice BROUILLAUD (E.R.)
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaillé de la Résistance
avec rosette,

survenu à Paris, le 27 avril 1981, dans sa soixante-douzième année.
La *cérémonie* religieuse sera célébrée le mercredi 29 avril 1981, à 8 h. 30, en la chapelle du Val-de-Grâce (277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5e), où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière de La Seyne-sur-Mer (Var), dans le caveau de famille, le jeudi 30 avril 1981, à 9 h. 15.
Ni fleurs ni couronnes.

« Le Médicis »,
9, traverse Cas,
13004 Marseille.

— Le comité,
Les anciens élèves et tous les amis de la Yechiva d'Aix-les-Bains,
ont l'immense douleur de faire part du décès de l'épouse de notre vénéré Rav (chlita),

la rebetzen
Fridel CHAJKIN (zal),

L'inhumation a eu lieu ce mardi 28 avril *au cimetière de Seppois-le-Bas* (68).
Les « Chiwa » auront lieu à la Yechiva.

— Anglards-de-Salers, Quimper.
Le docteur Jean Descœur,
M. et Mme Timothy Stevens,
M. et Mme François Descœur,
Mlle Bernadette Descœur,
Mme Paul Descœur,
Le docteur et Mme Guy Descœur et *leurs enfants,*
Mlle Anne Waquet,
Mlle Lucile Waquet,
Mlle Claire Farge,
M. Bernard Farge,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean DESCŒUR,
née Brigitte Waquet,
docteur en médecine.

Les obsèques auront lieu en l'église d'Anglards-de-Salers, le mercredi 29 avril, à 11 heures.
Ni fleurs ni couronnes.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Le comte et la comtesse Lionel de Gournay,

Jean-François et Madeleine de Gournay,
Dominique et Géraldine de Gournay,
Christian et Axelle de Gournay,
Jean-Marc et Chantal de Gournay,
Catherine Renard et Isabelle Condy,

Lionel, Caroline, Geoffroy, Guillaume, Constance, Violaine, Emmanuel et Frédéric,
ont la douleur de faire part du décès de la

comtesse de GOURNAY,
née Madeleine Trubert,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenu en son domicile, à Paris, le 26 avril 1981.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le mercredi 29 avril, à 16 heures, en l'église de Grossœuvre (27220) Saint-André-de-l'Eure.
Cet avis tient lieu de faire-part.
20, rue Daru,
75008 Paris.

— Sylvain et Michèle Liberman et leurs enfants,
Dominique et André Fouade,
Maurice et Irma Liberman et leurs enfants,
Suzanne Perreault (née Liberman), et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

Abram Abus LIBERMAN,
journaliste,
chevalier de l'ordre du Mérite,
médaille d'argent
de la Ville de Paris,

survenu le 19 avril 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
Les obsèques ont eu lieu, selon les vœux du défunt, dans la plus stricte intimité au cimetière de Bagneux-Parisien, le 23 avril 1981.

— M. Georges Mézière,
M. et Mme Gérard Bordes et leur fille,
Mlle Catherine Mézière et Christian Levesque,
M. José Solé, son père,
M. et Mme Pierre Vautravers,
Toute la famille et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges MÉZIÈRE,
née Jeannine Solé,
survenu en son domicile, 24, rue Hermel (Paris-18e), dans sa quarante-neuvième année.
L'incinération a eu lieu le mardi 28 avril 1981, à 14 h. 30, au columbarium du Père-Lachaise.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme René Milhau,
son épouse,
Ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René MILHAU,
directeur littéraire,

survenu le 26 avril 1981, à l'âge de soixante et un ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 29 avril 1981, à 10 h. 30, en l'église de Saint-Germain-lès-Corbeil (Essonne).

12, square Jean-Giraudoux,
91100 Saint-Germain-lès-Corbeil.

— On nous prie d'annoncer la mort du

vicomte de NOAILLES,

décédé à Grasse, le 26 avril 1981, dans sa quatre-vingt-dixième année,
président d'honneur
de la Société internationale
de dendrologie,
vice-président
de la Royal Horticultural Society,
vice-président
de la Garden History Society,
président d'honneur
de la Société française
des amateurs de jardins,
ancien membre du conseil
de la Société nationale d'horticulture
de France,
membre du conseil artistique
des Musées nationaux.
Un service sera célébré à Paris.

(Lire page 48.)

— Gisèle et Pierre-André Podbielski ont la douleur de faire part du décès de leur mari et père,

René Gerhard PODBIELSKI,
survenu le 22 avril 1981, à Lyon.
La cérémonie religieuse aura lieu à Rome, le jeudi 30 avril 1981, à 10 h. 30, en l'église évangélique Valdense, 107 via Quattro-Novembre.
29, via della Lungara,
Rome.

— Mme Rawet, son fils, ses filles, ses gendres et petits-enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Israël RAWET,
né à Lodz (Pologne), en 1910.
Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, au cimetière de Bagneux-Parisien, à 14 h. 30.
Ni fleurs ni couronnes.

— Le président,
Et les membres du comité des Amitiés africaines,
ont la tristesse de faire part du décès du

colonel Jean SAINT MARTIN,
chef de la délégation
des « Diar el Askri » à Alger.

L'inhumation aura lieu le jeudi 30 avril 1981, à 15 heures, au cimetière de Montrouge (Hauts-de-Seine).

— Mme Jacques Blanchonnet, née Henriette Souillard, et ses enfants,
M. et Mme Pierre Grigeul et leurs enfants,
M. et Mme Michel Souillard et leurs enfants,
M. et Mme Jean Souillard,
Mme Pierre Souillard,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SOUILLARD,
leur frère, oncle et beau-frère,
survenu dans sa soixante-dix-septième année, le 3 avril 1981, après une longue maladie.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Villemomble (Seine-Saint-Denis), le 7 avril 1981.
64, rue Lemercier,
75017 Paris.
31, rue Fernandez,
81000 Albi.
81640 Monestiès.
8, rue Benjamin-Constant,
31000 Toulouse.

Remerciements

— Mme Alphonse Duplenne,
Et ses enfants,
dans l'impossibilité de répondre individuellement, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur, lors du décès du

docteur Alphonse DUPLENNE,
de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— Mme Saïd Moussi, née Gavé Mauricette,
Ses enfants et petits-enfants,
très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur cher mari, père et grand-père,

Saïd MOUSSI,
survenu le 18 avril 1981, à M'Chedallah (Algérie), remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, se sont associées à leur chagrin.

Conférences

— M. Jacques Lacarrière, le professeur Henri Béhar, MM. Jean-Pierre Faye, Antoine Vitez et Dejan Bogdanovic, parleront et liront des textes de Dusan Matic à la revue parlée du Centre Georges-Pompidou, le mercredi 29 avril, à 20 h. 30.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université de Paris-II, lundi 4 mai, à 10 heures, salle des commissions, M. André Tientcheu-Njiako : « L'organisation bancaire et la direction du crédit dans les Etats de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, R.C.A., Tchad) ».

— *Université de Paris-I*, mardi 5 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Bernadette Bensaude : « *Les* pièges de l'élémentaire. Contribution à l'histoire de l'élément chimique ».

— Université de *Paris-II, mercredi* 6 mai, à 15 heures, salle des *commissions, Mme Martine Gasnier* : « Etude comparative du droit familial *dans la coutume du* Maine de 1508 ».

— Université de Paris-II, mercredi 6 mai, à 10 heures, salle des *commissions*, M. Nabil Boualta : « Problèmes frontaliers et *territoriaux* au Maghreb. Contribution de l'étude du *principe de l'uti possidetis* ».

— *Université de Paris-I*, vendredi 8 mai, à 15 heures, salle Louis-Liard, *M. Ebénézer Njoh-Mouelle* : « L'humanité de l'avenir selon le bergsonisme ».

— Université de Paris-VII, mercredi 13 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard (Sorbonne), Mme Michèle Huguet : « L'ennui, vers une théorisation psychosociologique ».

— Université de Paris-III, jeudi 14 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Martin Steins : « Les antécédents et la genèse de la négritude senghorienne ».

LÉGION D'HONNEUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Voici la liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur (ministère de la défense) parue au « Journal officiel » du 15 mars dernier :

Est élevé à la dignité de *grand officier* :

M. Puy-Montbrun (du) André.

Sont promus *commandeurs* :

MM. Granier Julien, Arnault de la Ménardière Hervé, Bachmann Guy, Biet Auguste, Blanchard Roger, Chollet Antoine, Lebrun Pierre, Léger Paul, Planet Jacques, Prothin Pierre, Wattiez Maurice, Besnier Julien, Mantel Claude Michelet Louis, Schlitte Robert, Mayot Marcel, Baylou Jeannot.

Sont promus *officiers* :

MM. Fabre Joseph, Guitard Jean, *Lévêque Jean, Seguin Robert*, André Pierre, Zumbiehl Jean, Mathieu *Claude*, Barraquier André, *Bideau* Marie, Bonnel Yves, Cappe de Baillon Jacques, *Castro Maurice, Coll* Robert, Grevon Henri, Cunibile Roger, *Darrieus Georges*, Dartige du Fournet Guy, Delon Jean, Delor Laurent, Denoyelle Jules, *Devèze Gilbert*, Dimke Ernest, Doré Lucien, Dulust *Michel, Fasseur Michel*, Fauque Lucien, Florentin Jean, Fournier Albert, *Fournier-Montgieux* Guy, Gaillard Michel, Gantzer Aloyse, Gatto Nicolas, Gautheron Jean, Geistodt-Kiener Daniel, Godinot *Louis, Guériaud* Robert, Hauteclocque (de) Wallerand, Huin Louis, Imbert Jacques, Jambon Robert, Jude Yves, Keindo Ichéi, Laborde Henry, Laffechine Bernard, Lafitte Raymond.

MM. La Taille (de) Paul, Laubier (de) Jacques, Le Gal Jean, Mangin Jean, Marty Albert, Mézard Marcel, Mira Fernand, Mouleyre Henri, Nérandau Pierre, Péréra Lucien, Pêthe Aimé, Rabeyrolle René, Rebena Raymond, Repelin Vernain Perriot Raymond, Sauvanet Albert, Vénard Lucien, Vic Pierre, Vullien André, Bourdais Pierre, Détré Jacques, Fiche Marie, Gayet Joseph, Gouberville (de) Hubert, Jourdonneau Daniel, Lacoste Jean, Lacroix René, *Leblet Lucien, Lemaignan Michel*, Thyss Charles, Mme Geilis Odette, MM. Gravet *Paul*, San Martin Mariano, Bacot Raymond, Lichty Edgard, Payriguey Joseph, Barteau Claude, Bocognano Jean, Bourdon Jacques, Delomnes Joseph, Douillet Jean-Paul, Faroux Pierre, Henge Michel, Jacquot Bernard, Sibier Jacques, Baublet Jean, Cauvin Jacques, Chaplet Jean-Pierre, Liédet Claude.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Bergy Paul, Billet Henri, Dufrêne Maurice, Lannou Jean, Lévêque Marie, Quédrue Pierre, Schaller Roger, Martin Jean, Scrinzi Paul, Mme Frey, épouse Credot, Simone, MM. Larzillière Marie, Lasennec Henri, Roussin Michel, Tourolin (de) Hubert, Verra Jean, Baron Edgard, Fercoq Jacques, Steinmann Jean, Charpentier Marie, Itey Simon, Lepinay Bernard, Pénilnou Henri, Ren (de) Gérard, Rohmer Bernard, Stupfel Maurice, Valls Georges, Agescy (d') Gilles, Andrès Claude, Arnaudy (d') François, Babin Jean, Bartoulih de Taillac Joseph, Bataille Maurice, Bernard Antoine, Berzine Uryll, Bescond José, Bizot Jacques, Blandin Alain, Boivin René, Bonifacj Jean-Pierre, Bonpas Raymond, Bouillon Pierre, Bouix Paul, Brighi Pierre, Brisard Jean-Yves.

MM. Bronac de Vazelhes (de) *Antoine*, Brunel Lucien, Buxeuil de Roujoux (de) Pierre, Caillebot Félix, *Calmé Christian*, Carrère Pierre, Castillon Pierre, Champrobert Jacques, *Charry (de) Jean, Chassignet Jean*, Clause Robert, Clop Charles, Com *Maurice*, Cros Michel, Courtade Robert, David Bernard, Delanney *Jean, Delecambre Pierre, Decommé Marc*, Descourtieux Henri, Deshayes Jean-Pierre, Ditte André, Doucet Jacques, Dupré Charles, Durand Georges, Durègne de Launaguet Francis, Enria Roger, Etien Marc, Farget Gérard, Fatras Guy, Furnion Paul, Gabrielli Joseph, Gautier Jean, *Girard Gilles*, Goubie Gilbert, Gouyon Matignon de Pontouraude *(de) Jacques, Grelot Michel*, Grué René, Guérard Roger, Guerbois Paul, Guizol Alban, Homar Jacques, Hug de Larauze Philippe, Kilian Claude, Kuhnmunch Michel, Lacombe Henri, Le Barazer Daniel, Le Barazer Jean, Leblond Charles, Le Corvec Francis, Ledoux Albert, Lefebvre Michel, Legendre Maurice, Le Goasduff Joseph, Leroy Bernard, Logeais Ange, Lorgeas Claude, Ludot Robert, Mascloet Camille, Michau Raoul, Millet Georges, Milleville (de) Maurice, Monfort Pierre, Monrocq Hubert, Maro René, Mouhot André, Naud René, Paillier Guy, Parcevaux (de) Alain, Petit Raymond, Peyrin André, Piétri Jean, Piroche Hubert, Plssoat Serge, Planqués Paul, Quenon Gabriel, Raulet Christian, Richard Pierre, Rouchaud Jean-Claude, Saint-Georges André, Salaün Edmond, Samson Jean, Schwarz François, Segond Hubert, Sichet Maurice, Tardivel Jean-Paul, Thieffry Gérard, Thinsy Bernard, Thiolat Jean-Pierre, Thomoux François, Van Cronenburg Georges, Veragen James, Vernois Georges, Viellard Michel, Vorburger Raymond, Weill Pierre, Yahi Djelloul, Martin Désiré, Fontet Georges, Vienne Roger.

MM. Audic Jean, Benchaïd Abdeslam, Bon Georges, Bonnot Henri, Burrer Ivan, Casanova Alexandre, Cauture Roger, Delaetre Pierre, Denis Roger, Dirou Jean, Dupres Georges, Fradet Maurice, Frédéric Eugène, Gonzales Emilio, Kachler Adam, Lafon Louis, Lamarque Jacques, Lefebvre Jean, Legros Marcel, Leta Livio, Lucas Albert, Maillfert Albert, Monié Maurice, Muller Léon, Pennaech Pierre, Pohl Rudolf, Prevet Marcel, Primmer Ladislaw, Rinaldi François, Robin Georges, Rocher Raymond, Rodier Henri, Mlle Rosset Georgette, MM. Selmeczi-Kovacs Laszlo Thach Vet Wiet, Tillet Guy, Valletti Elvio, Vermillac Philippe, Villanova Louis, Vit-Bertalan Imré, Wingeier Oscar, Zegula Paul, Ballon Max, Petit Roland, Vellutini Joseph.

MM. Belle Jacques, Bothorel Jean, Savet Roger, Villaros Pierre, Cojean Louis, Habasque-Tobie André, Lemonnier Louis, Perchoc Félix, Toussaert Bernard, Greiner René, Barbin Jean-Pierre, Crausaz Gilbert, Cuisinier Philippe, Despringre Jean-Yves, Dezetter Gérard, Perry Jean, Gourhant Jacques, Kotkudak Marie, Lagoutte Roger, Margueron Michel, Mengual Joseph, May Jean, Péchenard Pierre, Privet René, Py Pierre, Selesse Georges, Truc Georges, Walser Albert, Aubry Serge, Cadoux Christian, Chariot Wilfrid, Pellotier Jacki, Jacquot Jean, Allou Guy, Dellion Norbert, Del Monte André, Troquereau Jean, Drezet Auguste, Gérard Lucien, Hascoët Joseph, Rey Michel, Voisin Robert.

MM. Borriglione Albert, Deloche René, Poisson Joseph, Ragaleux André, Alarcon Albert, Durand Paul, *Payen Roger, Flosse Léon*, Lalgardon Amédée, Pantalacci-Michel, Slézakowa Sigismond, Allin Georges, Alvinerie Jean, Andreux André, Aquilina *François*, Arnaud Jean, Aurand Joseph, Azzopardi Sauveur, Badih Moussa, Berthelot Alexandre, Bertrand Joseph, Blanchard Raymond, Bléza Gaston, Bois Félix, Bracquemont Guy, Bruno Louis, Burrig Henri, Capitani Joseph, Carpentier Roland, Cazaubon Roger, Cazy Henri, Clot Charles, Colombani Ange, Cristol Aimé, Courvoisier Roger, Cusenier Daniel, Dalby Jean, Daro Alfred, Décamp Ernest, Delefosse François, Demange Jean, Denizot Daniel, Dison Emile, Durand-Degranges Hugues, Escaude Jacques, Faure Christian, Payol Jospeh, Garro Juan, Georges Roger, Gourhan Maurice.

MM. Gourvil Robert, Groff Georges, Guiter Maurice, Hennemann Alfred, Herlédan Jean, Hoerth Léon, Holler Arthur, Hospital Jean, Jouanolle Lucien, Julien Emile, Lambertini Aldo, Laplace Gilbert, La Plaza (de) Emile, Latreille Jean, *Laurière* André, Leloup Bernard, Leparoux François, *Le Pourhiet Jean, Le Roux* Lucien, Lion Gaston, Lochon Edouard, *Loubiou Vincent*, Maraillet Hervé, Marsy Raoul, Martin André, *Martinez Jean, Mstoux Marcel*, Miet Hilaire, Morton Robert, Nayner André, *Ordonneau Serge, Ourinowski* Jacques, Paris Paul, Parpaillon André, Pauvreau *Raymond, Pérès* Lucien, Perrier Marcel, Picabea Roger, *Pinaud Maurice, Pol Albert, Rat Guy*, Rau Jean, Romanet Michel, Ronot Jean, Sanchez André, Sarrazin Hippolyte, Senoual Zerrouki), Sérignac Jean, Soursil Sylvain, Stanislas Jacques, Supernant Lucien, Thomas Yves, Tissandier Jean, Ture Yves, Valette Roger, Viciédo Albert, Viel Jean, Vigneau *Henri*, Vincendet René.

MM. Abadie Jean, Acquaviva Marcel, Alexandre Maurice, Allenbach René, Astolfi Pierre, Barjou Pierre, Bartolini Jean-Baptiste, Bazzali Gaspard, Bertocchi Salvator, Biais Maxime, Blandin René, Boskustalle Jacques, Botheron Jean-Jacques, Bourgeois Robert, Bresson Albert, Brinette Eugène, Brunetto Louis, Buetas Noël, Casanova Pascal, Cavero Louis, Cerf Guy, Charpentier Alfred, Chauveau Jean, Cipresso François, Cilvio Jean, Cochet Gilbert, Coquet Emile, Cortès Vincent, Cosme Jean, Danner Martial, Dary Noël, Decherchi Louis, Delin Paul, Dinet Joannès, Engel Théodore, Piquet Louis, Pont René, Frangeul Albert, Frenger Othon, Gentilini Gaspard, Gonnet Albert, Gréjois Marcel, Guchez Roger, Guirado *Joseph*, Hélard Gérard, Houyvet Louis, Hypolite Roger, Laborde-Hiloutou Pierre, Lafleur des Poids Marius, Lavanant Roger, Le Corre Henri.

MM. Le Normand Georges, Lesourd Roger, Leuba Charles, Longin Jean, Maria Charles, Meunier Gilbert, Mayer Albert, Miège Georges, Moisseron Maurice, Monteil Roger, Moretti Jourdan, Nettl Hans, Orona Daniel, Paulet Bernard, Pech André, Pelletier Louis, Pernelle André, Pinot André, Pons Julien, Prud'homme Bernard, Rafalovich Vladimir, Rennesson Marcel, Richert René, Robichon Pierre, Ruis Michel, Sanchez Jean, Santoni Edouard, Sarrauts André, Sauter Jean, Skuja *Boris*, Solari Paul, Streicher Auguste, Thivolle Fernand, Tosi Rodolphe, Valangeon Henri, Vallée Guy, Valkre Pierre, Ventura Vincent, Vernhet Henri, Xiclunа Jean, Zambelli Auguste.

M. Troiani Augustin.

M. Eliot Bernard, Fougeroux Georges, Laporte Bernard.

Bernaudon Julien.

Azema Louis, Boucher Jean, Dubourgeal Maurice, Velasco Manuel.

SPORTS

SPORTS ÉQUESTRES

La Coupe du monde échappe au Français Gilles Bertran de Belanda

De notre envoyé spécial

Birmingham. — Les espoirs français auront été déçus. Malgré sa place de leader sans conteste jusqu'au dimanche 26 avril, le jeune champion catalan, Gilles Bertran de Balanda, lors de la dernière des trois épreuves de la Coupe du monde disputée au National Exhibition Center de Birmingham, a échoué. Son beau rêve envolé de conduire au triomphe l'étalon *Galoubet* sur lequel les plus grandes cravaches du globe ont les yeux braqués et des fourmis presque intolérables dans les jambes, rien que d'y penser ! Dominant d'une classe ses rivaux étrangers les plus intimes, il méritait beaucoup mieux qu'une place de quatrième à l'alignement de parade.

Cependant, la victoire a été l'apanage de la sagesse, de la temporisation, une vertu qui n'est pas spécialement française, de la régularité enfin. *« Calme en avant droit »* répétait inlassablement à ses disciples l'un des plus illustres cavaliers-écuyers français du dix-neuvième siècle, le général L'Hotte. C'est pour avoir appliqué ce conseil, cette exhortation bien connue de son maître à sauter, Bert de Nemety, que le jeune Michael Matz, premier cavalier d'outre-Atlantique, a pu obtenir le titre de champion de la Coupe du monde, troisième édition, devant des tribunes archicombles, malgré la tempête de neige qui s'est abattue soudainement sur le Middlewest.

Trente-quatre concurrents avaient réussi les jours précédents, avec des fortunes, il est vrai, diverses, à tirer leur épingle du jeu. Deux d'entre eux, et non des moindres, renonçaient à se mettre en selle, estimant nulle leur chance de figurer honorablement dans le peloton de tête : le maestro brésilien Nelson Pessoa, laissait en effet à l'écurie un *Fil d'argent* sans ressource, et l'Allemand de l'Ouest, Gert Wiltfand se hâtait de boucler ses valises, son cheval, *Roman*, lui ayant fait comprendre que, au rythme imposé par les péripéties, il ne vieillissait pas gaiement.

L'épreuve de dimanche se courait en deux phases, le tracé de la première à vue humaine était de ceux qui distillent l'émotion : douze obstacles très étoffés, énormes, nécessitant quinze efforts, un triple pe. fait pour les chevaux ayant tendance à arracher les rênes. D'où le dilemme suivant : résister, c'est leur creuser le dos, céder, et c'est les mettre sur les épaules. Aux seuls artistes de trouver la solution. Parti le premier, le Chilien Daniel Walker n'eut point l'heur de choisir, son destrier ayant copieusement râtissé les cinq premiers obstacles. Sagement, il optait pour l'abandon. Le premier sans faute fut signé par le Britannique David Broome, ancien champion du monde, mais ses échecs accumulés lors des épreuves précédentes ne lui permettaient qu'une honorable tentative toute platonique. La première déception vint de l'alezan *Flambeau C*, de si parfaite composition sous la selle du jeune Français Frédéric Cottier. Tromperait-il ses proches sur ses sentiments véritables ? Apparemment, il n'avait rien laissé paraître du terrible effort qu'il avait fourni jusqu'au triple inscrit en numéro 12, les deux derniers éléments renversés, d'où huit points de pénalisation.

Bâtir sur le sable

Autre déconvenue, les douze points de l'ancien champion de France, Hervé Godignon, pilotant un *Gitan* qui n'est en rien un cheval ordinaire. Et puis, voici quatre zéro point alignés coup sur coup par les Américains toujours en course sur des chevaux légers, à l'encolure un peu grêle, mais que l'on sent dotés d'une rare faculté d'adaptation. Curieusement, le futur triomphateur se payait une perche, son cavalier quittant la piste en caressant abondamment l'animal, l'air de dire : *« Nous ferons beaucoup mieux la prochaine fois »*. Passons sur les quatre points du Britannique Harvey Smith, personnage hors du commun hantant à ses heures perdues les « beuglants » où il prodigue des histoires plus que salées, on peut lui faire confiance. Enfin, voici Sa Majesté *Galoubet*. Loin d'être catastrophique, son tour de la première manche sanctionné de quatre points n'en était pas moins préoccupant. Michael Matz, dira-t-on, avait accusé lui aussi quatre points. Pourtant, impossible de comparer le sérieux du pur-sang américain et la désinvolture insensée de *Galoubet*, décochant entre deux obstacles des croupades propres à ne faire rire que le public. Dès ce moment, il apparut que Gilles Bertran de Balanda et son partenaire, beaucoup trop éruptif, galopaient à leur perte. Comment remédier à ce qui devient chez cet animal un tic fâcheux, comment l'assagir ? Question facile, réponse épineuse. Au second tour et comme pour finir en beauté, du moins, selon sa conception de la beauté, *Galoubet* nous gratifia d'un festival de ruades qui s'acheva par trois fautes, soit douze points.

L'avenir pour ce seigneur capricieux tient maintenant dans sa saison d'été qui peut amener bien des changements. N'oublions pas que notre destin est de bâtir sur le sable des cathédrales périssables, comme a dit un poète qui pourtant ne parlait pas d'équitation.

ROLAND MERLIN.

VOLLEY-BALL

Du travail temporaire aux volleyeurs municipaux

De notre envoyé spécial

Grenoble. — Après le jugement du jury d'appel de la Fédération française de volley-ball, qui a décidé, vendredi 24 avril, de sanctionner Asnières sport, champion sortant, de deux défaites par trois sets à zéro (15-0, 15-0, 15-0) pour avoir fait jouer, dans le premier tournoi des As, le Polonais Stanislas Ivaniac sans y avoir été autorisé par la fédération polonaise, puis après les résultats du deuxième tournoi des As, disputé à Grenoble, les samedi 25 et dimanche 26 avril, deux équipes jamais couronnées, les Associations sportives de Cannes et de Grenoble, restent en compétition pour le titre national 1980-1981. Celui-ci sera décerné à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) à l'occasion du troisième et dernier tournoi des As, vendredi 1er et samedi 2 mai.

Les chances des Grenoblois sont toutefois réduites puisque, pour être champions, ils devraient gagner leurs deux matches contre Asnières et le Stade français, et il faudrait encore que les Cannois perdent leurs deux rencontres avec les mêmes adversaires.

Le volley-ball français s'orienterait-il peu à peu vers le « travail temporaire » ? Asnières et Grenoble, deux des quatre équipes participant au tournoi des As, ont déjà, sur leurs maillots, des publicités pour deux entreprises spécialisées dans cette activité. Mais, au-delà de ce symbole, le championnat de France 1980-1981 marquera une nouvelle étape de l'évolution du volley-ball vers le semi-professionnalisme, avec l'avènement de l'*Association sportive* de Cannes ou de Grenoble et la relégation en deuxième division des deux grands clubs universitaires, le Montpellier U.C., encore champion national en 1972, 1973 et 1975, et le Paris U.C.

Comme l'A.S. de Grenoble promue parmi l'élite en 1978, l'A.S. de Cannes, qui opérait encore en deuxième division voici deux ans, connaît donc une réussite aussi rapide que logique. De tous les clubs de première division, c'est en effet lui qui a su établir les liens les plus étroits avec sa municipalité, pour répondre au nouvel essor de ce sport en France. M. Georges Dufour, président de la section volley-ball et adjoint au maire de Cannes, était, il est vrai, bien placé pour passer un contrat entre les deux parties.

Quand celui-ci fut établi il y a trois ans, l'A.S. de Cannes, qui était en deuxième division, s'engageait à tout mettre en œuvre pour se qualifier pour une Coupe d'Europe dans les cinq années. En contrepartie, la municipalité, qui n'avait pas obtenu en football des résultats en rapport avec l'argent accordé, rééquilibrait ses subventions au profit de l'athlétisme, du hand-ball et du volley-ball. Cette dernière section bénéficiait ainsi d'une aide annuelle de 200 000 francs sous forme de subventions ou de dédommagements pour les entraîneurs ou joueurs qui se chargeaient de l'entraînement des équipes de jeunes du club ou d'une animation dans les écoles de la ville.

Avec ce système, et l'attrait de la Côte d'Azur aidant, l'A.S. de Cannes a pu recruter Jean-Marc Buchel, l'entraîneur de l'équipe de France, deux internationaux confirmés, Marc Rousselin et Bernard Cohen, ou de grands espoirs du volley-ball national ou régional, comme Lionel Devos ou Laurent Tillie.

A l'heure où les partis politiques et les syndicats se battent pour la réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures, il paraît normal que des sportifs d'élite devant consacrer dix à quinze heures par semaine à leur entraînement et leurs week-ends aux déplacements et aux compétitions perçoivent un manque à gagner, d'ailleurs dérisoire. Surtout en échange de services rendus auprès des jeunes. Dans *le sillage des Asniérois et des* Grenoblois, précurseurs des entraînements quadri-hebdomadaires, le volley-ball français a déjà énormément progressé dans le domaine de la puissance technique, des combinaisons d'attaque et des services travaillés.

Hélas ! le public n'a pas encore suivi ces efforts, et l'assistance aux rencontres de championnat atteint exceptionnellement les mille spectateurs. Dès lors, le danger est grand de voir les clubs dépendre de plus en plus du bon vouloir de leur municipalité. A Cannes, l'aide municipale représente plus de la moitié du budget du club (350 000 francs), à Grenoble, la subvention (100 000 francs) est égale au tiers du budget. Compte tenu des ressources publicitaires (40 000 à 150 000 francs pour les inscriptions sur les maillots), les recettes aux guichets et les cotisations, qui devraient être la principale source de revenus et, en tout cas, la meilleure garantie d'indépendance des clubs, restent inférieures au tiers des budgets.

C'est la raison pour laquelle toute remise en cause de l'aide municipale signifie désormais la fin inéluctable des ambitions d'un club. Mais le danger n'est pas moindre qu'une municipalité, attirée par un titre de champion de France et quelques retransmissions télévisées pour les Coupes d'Europe, cherche à bâtir une grande équipe de volley-ball en la dotant d'une subvention de 500 000 à 1 million de francs. Cette somme, couramment allouée à des équipes de football de deuxième division pour un impact bien plus modeste, suffirait à bouleverser toute l'élite. Ce serait un nouveau pas franchi vers la constitution d'un corps de *volleyeurs municipaux*, assez proches dans leurs statuts des athlètes d'Etat des pays de l'Est.

GÉRARD ALBOUY.

BASKET-BALL

Les leçons d'Alain Gilles huit fois champion de France

En battant le Sporting club moderne Le Mans par 85 à 70, samedi 25 avril, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, l'Association sportive Villeurbanne Eveil Lyonnais (ASVEL) a remporté son quinzième titre de championne de France. Toujours en avance au tableau d'affichage les villeurbannais n'ont jamais été inquiétés par une équipe mancelle qui avait dominé la première phase de la compétition. C'est aussi le huitième sacre d'Alain Gilles et son deuxième en tant qu'entraîneur-joueur.

« Je félicite Alain Gilles pour la qualité du jeu pratiqué par Villeurbanne. C'est de cet exemple que doit s'inspirer l'équipe de France pour atteindre la plénitude de ses moyens ». Emanant de Pierre Dao, le responsable de la sélection nationale de basket-ball, cet hommage ne pouvait laisser insensible Alain Gilles. Il est vrai que les Villeurbannais venaient de donner une leçon d'intelligence tactique à leurs rivaux manceaux dont la puissance physique fut bien souvent, ces derniers mois, un argument décisif. Or avec 18 points d'avance (29-11) au bout de dix minutes de jeu l'ASVEL s'était vite mise à l'abri d'une mauvaise surprise. En fait, le plan qu'Alain Gilles avait soigneusement élaboré consistait en priorité, à neutraliser Floyd Allen, l'Américain du Mans, d'ordinaire très efficace sous les panneaux. Il s'agissait de le priver de ballon ou au pire d'obliger ses partenaires à le lui donner dans de mauvaises conditions. Avec méthode les Villeurbannais appliquèrent cette consigne à la lettre. Muselé et méconnaissable, Allen n'inscrivit au total que 7 points. Le quinzième titre de Villeurbanne ne s'explique pas autrement. Cette finale était jouée avant le match sur le terrain.

Esprit de clocher

Dans la réussite de son club, Alain Gilles a trouvé la confirmation de ses idées. *« Je ne préconiserai jamais un basket physique,* dit-il. *Sur un terrain aussi réduit* (28 mètres de long et 14 mètres de large), *il est préférable de tenir compte de l'équipe adverse et d'en exploiter les faiblesses. »* Pour le reste, ses conceptions sont basées sur la vitesse d'exécution, la hargne, le courage, la solidarité et le jeu collectif. A cet égard l'entraîneur-joueur rappelle qu'il a toujours éprouvé davantage de plaisir à effectuer une passe décisive plutôt que d'inscrire lui-même un panier. Ce sont ces notions, remarquablement servies par des qualités techniques et physiques hors du commun, qui, depuis les débuts d'Alain Gilles en « national 1 », dès l'âge de quinze ans et demi, au sein de l'équipe de Roanne, ont forcé l'admiration. Vingt saisons au plus haut niveau et cent cinquante-neuf sélections internationales n'ont en rien altéré ce formidable enthousiasme en dépit d'une préparation personnelle qu'il estime franchement insuffisante, en raison du temps qu'il consacre à l'entraînement de son équipe. Mais il tient toujours fort bien sa place au milieu de ses camarades.

A Villeurbanne, le phénomène Alain Gilles se double d'un autre phénomène. A l'image de Saint-Etienne en football et de Béziers en rugby, le club du président Raphaël de Barros semble en effet indéracinable. Depuis son premier titre en 1949 il subit certes quelques éclipses mais réapparaît régulièrement au premier plan dans un basket qui a totalement évolué en trente ans avec l'arrivée de la fameuse « légion étrangère », le passage vers le semi-professionnalisme et un jeu en complète mutation. A ce titre, l'ASVEL fait même figure d'exception. Comment expliquer son étonnante stabilité ? *« D'abord par un esprit de clocher qui n'existe sans doute nulle part ailleurs,* explique Alain Gilles. *Ensuite, il faut bien reconnaître que Villeurbanne a à sa tête des gens raisonnables qui ne se livrent pas à des dépenses inconsidérées. »* A l'appui des dires de l'entraîneur villeurbannais, il convient de remarquer que l'ASVEL était, cette saison, la seule équipe française de « national 1 » à ne disposer que d'un seul joueur d'origine étrangère, l'Américain Ted Evans.

« A Villeurbanne, les joueurs gagnent moins d'argent que dans un club concurrent, précise Alain Gilles. *Ainsi notre capitaine Jacques Monclar pourrait percevoir une rémunération deux ou trois fois plus importante s'il désirait changer de casaque. Je l'ai convaincu de rester avec nous en lui faisant valoir qu'en choisissant l'ASVEL il opte pour la sécurité.*

Il n'empêche que cette sagesse ne va pas sans problème. D'une part, des dirigeants concurrents font les yeux doux à l'entraîneur-joueur villeurbannais. D'autre part, la nouvelle réglementation qui, dès la saison prochaine, autorisera les clubs à utiliser un joueur étranger supplémentaire, a obligé Villeurbanne à se renforcer sérieusement. Alain Gilles — qui entend s'occuper personnellement de la recherche de cet oiseau rare — ne cache pas qu'il souhaite s'attacher les services d'un pivot américain de grande qualité et d'un excellent meneur de jeu. Au cas où ses vœux seraient comblés, il pourrait se consacrer exclusivement à ses fonctions d'entraîneur. Autrement dit, Alain Gilles mettrait un terme à sa carrière de joueur et on ne le verrait plus réussir ces exploits techniques qui enchantent les publics et désarçonnent les adversaires. Rien n'est pourtant moins sûr. A trente-six ans, Alain Gilles n'a rien perdu de son tempérament de joueur. Si le besoin s'en faisait vraiment sentir, il y a gros à parier qu'il reviendrait épauler ses camarades pour rendre un nouveau service au club auquel il est fidèle depuis 1966. Pour la beauté du coup.

JEAN-MARIE SAFRA.

TENNIS

Noah forfait à Dallas

Le tennisman français Yannick Noah a dû déclarer forfait pour la phase finale du World Championship of Tennis (W.C.T.), qui a débuté lundi 28 avril à Dallas (Texas). Il souffre, comme le Suédois Bjorn Borg, d'une tendinite à l'épaule droite, qui devrait le contraindre à observer une période de repos. Son remplaçant, le jeune Américain Sammy Giammalva, a été battu en quart de finale par son compatriote Brian Gottfried, 7-5, 6-3, 6-1.

Après son coup d'éclat de Monte-Carlo où il avait éliminé le champion du monde suédois Bjorn Borg, le Paraguayen Victor Pecci a gagné le 26 avril le Tournoi sur terre battue de Bournemouth, doté de 75 000 dollars, en battant en finale le Hongrois Balazs Taroczy 6-3, 6-1. Associé à l'Argentin R. Cano, il a également gagné le double aux dépens de la paire Smid-Mottram battue en trois sets 6-4, 3-6, 6-3.

Chez les dames, la victoire est revenue à la Britannique Joe Durie, qui a pris le meilleur sur la Française Sophie Amiach en trois sets 7-5, 1-6, 6-3. En double, Durie associée à sa compatriote Devans, a également battu Amiach, qui faisait équipe avec Catherine Tanvier, en deux sets 6-0, 6-1.

De son côté, la championne du monde américaine Chris Evert-Lloyd a remporté sa quarante-neuvième victoire consécutive sur terre battue en écrasant Martina Navratilova 6-0, 6-0, en finale du championnat de la Women's Tennis Association (W.T.A.) le 26 avril à Amelia-Island (Floride) ; elle a ainsi gagné une bourse de 32 000 dollars.

RUGBY

Béziers et Lourdes peuvent prétendre au doublé

Après les quarts de finale du Challenge Du Manoir, deux clubs, Béziers et Lourdes, respectivement vainqueurs de Toulouse (6-3) et de Graulhet (17-10), peuvent encore prétendre au doublé championnat-challenge. Perpignan, qui pouvait avoir de telles prétentions, s'est en effet incliné devant Toulon (19-16), à l'issue d'un match très « engagé », où les Varois ont voulu effacer la mauvaise impression causée par leur élimination en seizièmes de finale du championnat par Nice Narbonne, également éliminé prématurément du championnat par Toulouse, a pris sa revanche en battant nettement Romans (36-6). Les demi-finales du Challenge ne manqueront donc pas d'intérêt, le 17 mai, avec à l'affiche Béziers-Narbonne et Lourdes-Toulon.

C'était en outre la clôture de la saison internationale en Europe placée sous le signe de l'offensive et de l'essai : six à Cardiff pour le centenaire de la Fédération galloise, dont l'équipe a battu le XV du « reste du monde », 37 à 31 ; sept à Bully-les Mines (Pas-de-Calais), pour le match France A'-Pologne, qui a permis aux tricolores de gagner 49 à 6, et aux sélectionneurs de retenir quelques noms pour la tournée française en Australie, douze à Charlety pour les soixante-quinze ans du PUC (Paris Université Club) qui a passé 56 points contre 9 à une sélection britannique « faiblarde ».

Mais les buteurs ont été aussi à l'honneur : l'arrière international anglais Dusty Hare a porté le record des points marqués dans une carrière à 3 652 (contre 3 651 à son compatriote Sam Doble), et il n'a pas l'intention de s'arrêter là.

HOCKEY SUR GLACE

La revanche de l'Union soviétique

De notre correspondant

Stockholm. — *Il n'y a rien à faire contre les Soviétiques. Il peut leur arriver de faire un mauvais match, mais jamais deux de suite et, dans un long tournoi de deux semaines, ils sont pratiquement invincibles. »* Cette remarque de l'ancien patron de l'équipe nationale suédoise, Hans Lindberg, résume parfaitement l'édition 1981 des championnats du monde de hockey sur glace qui se sont déroulés du 12 au 26 avril à Goeteborg et Stockholm. Vainqueurs sans problèmes, les Soviétiques n'auront commis que deux « faux pas » : matches nuls inattendus contre le Canada (4-4) et dans la dernière rencontre, qui ne pouvait pas remettre en cause le résultat final, face à la Tchécoslovaquie (1-1).

Avec quatre victoires en six matches, ils ont dominé sur tous les plans : condition physique, tactique, vitesse et efficacité. Avant même d'entrer dans l'arène, leurs adversaires souffrent déjà d'un complexe d'infériorité. Pour battre ces « diables rouges », il faut un excellent gardien de but dans un grand jour, des joueurs qui se surpassent pendant un peu plus de deux heures, beaucoup de chance et surtout... avoir en face de soi une équipe soviétique qui, subitement, manque de réussite. Inutile de dire que ces conditions sont rarement réunies.

La Suède, médaille d'argent, a réussi à tenir tête pendant une période aux champions du monde et pouvait envisager un exploit qui ne s'était pas produit depuis plusieurs années, mais c'était sans compter sur la puissance de la locomotive qui marqua finalement treize buts — dont deux en trois minutes — et n'en encaissa qu'un seul. Cette supériorité parfois insolente se retouve dans la composition de « l'équipe des étoiles », choisies parmi les meilleures individualités du tournoi et où figurent un Suédois, un Canadien et quatre Soviétiques.

Le deuxième enseignement que l'on peut tirer de ce championnat du monde, qui a été suivi par plus de cent soixante mille spectateurs, est que le hockey européen est incontestablement aujourd'hui de meilleure qualité que le hockey d'outre-Atlantique. L'U.R.S.S., la Suède et la Tchécoslovaquie ont pris les trois premières places. Le Canada, privé certes d'un grand nombre de ses vedettes professionnelles, termine seulement à la quatrième place mais n'a jamais fait illusion. Quant aux Etats-Unis, qui avaient causé la *« surprise du siècle »* l'année dernière à Lake-Placid en battant l'Union soviétique dans la finale olympique (4-3), ils ne sont même pas parvenus à se qualifier pour la poule finale. Comme d'habitude, malheureusement, les joueurs d'Amérique du Nord ont pratiqué un jeu dur, souvent brutal, à l'origine de plusieurs bagarres générales peu appréciées dans les arènes européennes. A l'occasion de la remise à la Tchécoslovaquie de la coupe du « fair play », qui récompense l'équipe la plus correcte du tournoi, un fonctionnaire canadien faisait la remarque suivante : *« Le jour où nous obtiendrons ce prix, tous nos joueurs se verront immédiatement retirer leur nationalité canadienne... »*

Comment expliquer cette supériorité de l'Union soviétique qui a remporté dix-sept titres mondiaux depuis 1954 ? *« Ce sont des professionnels qui s'entraînent ensemble depuis dix ans »*, souligne l'entraîneur suédois, Bengt Ohlsson. *« Les jeunes se sont progressivement intégrés à la formation nationale et bénéficient de l'expérience des vétérans comme Alexander Maltsev et Vladimir Petrov qui ont largement dépassé la trentaine. On pensait que l'équipe était légèrement affaiblie cette année. Le tournoi a montré que ce n'était pas le cas. Plusieurs vedettes ont pris leur retraite, mais la relève est assurée et l'U.R.S.S. va continuer, longtemps encore, de dominer le hockey mondial. »*

Bengt Ohlson est entièrement satisfait de la médaille d'argent décrochée par la Suède puisque *« les Soviétiques sont en fait hors concours »*. On s'étonne que ce petit pays de huit millions d'habitants, où le hockey sur glace est le sport national en hiver, ait pu se maintenir au plus haut niveau international au cours des dernières années : à la fin de chaque saison, plusieurs jeunes talents de l'équipe nationale, les « trois couronnes », sont recrutés par des clubs professionnels canadiens et américains, qui sont en mesure de leur offrir des contrats alléchants se chiffrant quelquefois par millions de couronnes (autant de francs français). Au lendemain du championnat du monde, on parle déjà de cinq ou six transferts. Dans ces conditions, la tâche de l'entraîneur national n'est évidemment pas facile. *« Nous avons en réalité deux équipes,* dit-il. *Une équipe « A » qui joue dans la National Hockey League (N.H.L.) et une équipe « B » formée de jeunes qui jouent en Suède et d'anciens professionnels. »*

En fait, rien n'empêche les Suédois de sélectionner des « pros » pour le tournoi mondial annuel, mais cela s'avère impossible en pratique, car les clubs d'outre-Atlantique disputent actuellement la phase finale de la « Stanley Cup » et refusent de libérer leurs vedettes pour quelques matches en Europe. Il est difficile d'enrayer cette fuite de joueurs. D'une part, parce que le rêve de tout jeune Suédois, dès qu'il reçoit sa première crosse à Noël, est d'aller jouer un jour au Canada, patrie du hockey sur glace. D'autre part, parce que les clubs nordiques sont incapables d'offrir les mêmes conditions financières.

Les grandes équipes sont soutenues économiquement par l'industrie et sont composées de joueurs qui peuvent être considérés comme des professionnels. Officiellement, ils sont représentants, agents de publicité ou employés aux services de développement des produits des entreprises qui commanditent les clubs. Leur situation et leur reconversion future sont pratiquement assurées mais ils ne peuvent faire fortune comme au Canada ou aux Etats-Unis.

Les « vrais » championnats du monde, selon la formule employée par les Nord-Américains, se dérouleront sans doute au mois de septembre à l'occasion de la deuxième édition de la « Canada Cup » qui réunira les meilleures équipes nationales au grand complet avec pour la Suède, la Finlande et même le Canada l'appoint non négligeable des professionnels. Favori l'Union soviétique, bien sûr, personne n'en doute...

ALAIN DEBOVE.

FOOTBALL. — L'équipe de France, qui rencontrera la Belgique, le 29 avril au Parc des Princes, à Paris, aura la composition suivante : Dropsy ; Janvion, Lopez (cap.), Trésor, Bossis, Tigana, Giresse, Genghini ; Soler, Rocheteau, Six. Remplaçants : Castaneda, Battiston, Specht, Moizan et Zimako.

Le Monde

culture

MUSIQUE

Le Festival de Guanajuato

(Suite de la première page.)

On pense immédiatement à Salzbourg, *moins en raison d'une relative similitude de programme que d'un charme analogue.* Guanajuato, *au centre du Mexique, est une ville* historique qui tint un rôle important dans la guerre d'indépendance en 1819, et fut même la capitale du *pays pendant un mois, en* 1858, quand les troupes françaises installèrent le malheureux Maximilien sur le trône de Mexico Mais la géo*graphie et le génie des hommes ont* joué un rôle plus important que l'histoire pour construire cette cité enchanteresse où l'on *découvre* à *chaque pas des lieux exquis, une suc*cession de déocrs de théâtre qui ont poussé là, spontanément, comme à Salzbourg.

La géographie, c'est un cirque assez étroit de montagnes très mouvementées, mais c'est d'abord la présence, *découverte par les Indiens* de l'époque précortésienne, de mines d'or et surtout d'argent. Sans elles, qui aurait eu l'idée de planter une *ville sur ces pentes escarpées, en* un lieu où l'eau est rare, la terre aride, quand elle n'est pas ravagée par des inondations ? Guanajuato est *en fait suspendue au-dessus d'un* torrent pour lequel on a foré d'immenses galeries. Celles-ci servent d'ailleurs, en saison sèche, d'auto*routes pour accéder à la ville — une* arrivée impressionnante comme les abords d'une place forte médiévale.

Mais l'homme s'est accroché et a utilisé le *t e r r a i n, comme une contrainte* fait jaillir l'œuvre d'art, pour inventer ces ruelles aux tracés imprévus, ces places cabossées que l'on voudrait peindre, ces églises *éblouissantes campées fièrement sur* des buttes. Le soleil joue avec les ocres, les blancs, les bleus, les jaunes, les roses de ces maisons *souvent* très *espagnoles* qui ont poussé les unes contre les autres avec une liberté et une invention merveilleuses. L'altitude (2 200 mètres) *ajoute son air grisant à l'allégresse* de la lumière pour vous faire escalader ou dévaler inlassablement les pentes.

Le cadre appelait [illegible] un festival, mais il [illegible] dition intellectuelle sans laquelle tout festival n'est qu'un placage artistique *sur un site touristique* L'université, fondée de longue date par les Jésuites, est la deuxième du Mexique, *et ses bâtiments blancs aux légers reflets vert pâle* d'une architecture moderne audacieuse et délicate, déroulent au-dessus du centre de la *ville une dentelle qu'on dirait catalane* Dans les rues, comme à Colmbra, on a vu pour l'inauguration du Festival des groupes d'étudiants, aux *vieux costumes noirs à fraise blanche* des portraits de Velasquez, donner des sérénades. D'autres agrémentaient avec leurs instruments anciens la *réception du premier soir,* dans un admirable grenier à grain aux trois rangées de voûtes largement évasées Et, depuis longtemps, ils *jouent sur les parvis des églises de* Guanajuato des « *entremeses* » (intermèdes) de Cervantes ou de Lope de Vega.

C'est autour de cette tradition que s'est construit depuis huit ans le Festival. Il s'est épanoui ces dernières années sous l'impulsion de la première dame de l'Etat Dans le processus de croissance rapide, et parfois désordonné, du Mexique, il marque une authentique ambition culturelle. « *Le développement social et politique d'une civilisation tend à produire à certains moments des artistes qui ne sont pas seulement l'expression de leur culture, mais en même temps la transcendent, comme ce fut le cas de Cervantes, Shakespeare ou Goethe,* dit M. Hector Vasconcelos, directeur du Festival. *Notre ambition est de conjuguer les développements artistique et économique Le Festival de Guanajuato a pour but à la fois de créer un nouveau pôle d'attraction touristique, générateur de devises et d'emplois, et de partager les biens spirituels plus largement, dans un pays qui a une des traditions culturelles les plus anciennes et les plus riches de la planète. Nous voulons proposer un reflet de toutes les richesses contemporaines par des contacts avec le monde entier, pour préparer notre propre contribution à la culture de la fin du vingtième siècle.* »

Fêtes populaires et Vienne impériale

Depuis deux jours, nous découvrons, grâce au Festival, des monuments et des sites qui se révèlent *spontanément accordés aux manifestations artistiques.* A l'église de la Compania, au portail sculpté de pierre rose churriguéresque, *la foule remplit les trois vastes nefs* très dépouillées, où l'on reconnaît l'austérité jésuite, sous une immense coupole romaine, pour entendre des *quatuors de Brahms et de Dvorak.* Si loin de Vienne et de Prague, dans ca cadre imposant, la douceur, la ce cadre imposant, la douceur, la *trele, les rythmes hongrois ou* slaves, parlent d'emblée à ce peuple mexicain, où maints visages brûlés de soleil signalent de lointains des*cendants des Indiens qui travaillaient* comme esclaves des Espagnols dans les mines de la montagne Et ce sont de merveilleux artistes de l'Orient, *lui aussi millénaire,* l'Israël Piano Quartett, qui éveillent cette musique à l'œcuménisme du cœur, accompagnés parfois du gazouillis ravi des oiseaux dans les cintres.

On a [illegible] temps, ensuite, en courant dans les ruelles scabreuses, au milieu d'un flot de spectateurs et d'automobiles que nulle pente ne rebute, pour gagner l'esplanade de l'Alhondiga, lieu des grandes *fêtes populaires.* Au-dessus, la masse carrée du second grenier à grain, véritable forteresse et haut lieu de la ville. Les Espagnols revenus en *force se vengèrent en plantant* les têtes des quatre principaux chefs de la résistance aux quatre coins de l'Alhondiga, où elles restèrent *exposées jusqu'à l'indépendance,* en 1821. C'est là que se succèdent les spectacles folkloriques du monde entier, devant une foule expansive *et bigarrée de* toutes les couches sociales pour qui le Festival de Guanajuato est aussi « son » Festival

Les grand-messes de la bonne société *se donnent dans le haut de* la ville, au Juarez, un amusant théâtre néo-classique où il ne manque aucune statue de muse, dont l'inté*rieur reflète assez bien un certain* goût Second Empire, avec loges d'avant-scène mauresques, promenoirs aux barrières métalliques colorées de la révolution industrielle triomphante (dont la plus belle expression est l'immense marché de Guanajuato construit dans le style du Grand Palais et, dit-on, sur les plans de... M. Eiffel). Salon digne du casino de Monte-Carlo, et mobilier en pro*venance du Bon Marché (d'après le* guide très officiel). Le théâtre fut construit en trente ans et inauguré avec *Aïda* en 1903.

Le *premier soir, le* ballet de Stuttgart y jouait *la Mégère apprivoisée* dans une chorégraphie souvent étincelante d'invention et d'humour de *John Cranko, tirant cependant un* peu en longueur, sur des musiques de Scarlatti passablement maltraitées par un orchestrateur allemand, mais le *spectacle* est brilant et admirablement dansé.

Le lendemain, le Teatro Juarez accueillait rien de moins que l'Orchestre philharmonique de Vienne, dirigé par Carlos Kleiber, superbe dans l'ouverture du *Freischütz,* d'une *vie dramatique intense, avec cette* sonorité radioactive, ce jaillissement de source, cette précision poétique et ce relief prodigieux des musiciens viennois. *La direction de Kleiber pa*rut un peu sèche dans la *Troisième Symphonie* de Schubert. Malgré des détails exquis, elle cantonnait un *peu trop l'efflorescence* merveilleuse du jeune Schubert dans les cadres plus rigides, et pour lui un peu secs, de la symphonie selon Haydn (à cha*cun son génie). Même la Septième Symphonie* de Beethoven, jouée très vite, avec beaucoup d'alacrité et un prodigieux sens architectural, manquait *d'un* véritable *poids d'expérience humaine :* sans doute, malgré ses prestigieuses qualités de chef, n'a-t-il pas tout à fait l'instinct musi*cal de son père,* Erich Kleiber.

Mais une valse et un galop de Johann Strauss, enlevés avec un art incomparable du phrasé, de la cou*leur, du charme mélodique, des* contrechants onctueux, atteignant les sommets de l'élégance, de la solennité et de l'humour, consacraient par *tous les feux de la Vienne impériale* la dignité musicale de ce merveilleux Salzbourg mexicain.

JACQUES LONCHAMPT.

● ERRATUM. — Une erreur de *transcription nous a fait* attribuer à Pie XII une déclaration de Pie XI sur le monde juif, *dans la reproduction du discours* de Graham Greene, à Jérusalem (*le Monde* du 24 avril).

Deux disparitions

L'architecte Jacob B. Bakema

Nous apprenons la mort, aux Pays-Bas, de l'architecte et urbaniste Jacob B. Bakema. Il était âgé de soixante-sept ans. Il avait été l'une des figures les plus marquantes de l'urbanisme fonctionnaliste de l'après-guerre.

Né à Groningue en 1914, Jacob B. Bakema était l'un des principaux animateurs de ce groupe de jeunes rebelles qui, chargés de préparer le dixième congrès des CIAM, à Dubrovnik, en 1956, s'étaient réunis sous le nom de Team Ten et aidèrent la pensée urbanistique à accomplir un pas décisif vers la prise en compte de phénomènes plus complexes. Associant théories urbaines et sciences sociales, ils introduisirent les concepts de voisinage, identité, mobilité, croissance et changement, qui devaient régner en maîtres jusqu'à la crise des années 62.

Bakema anima, avec A. Van Eyck et H. Hertzberger, la revue Forum, *qui, jusqu'en 1963, joua un rôle essentiel dans la découverte des possibilités de la «trame» et lança en 1959 un célèbre appel* «pour une casbah organisée». *Il s'appliqua à définir une architecture nouvelle* «fondée sur de nouveaux rapports entre l'espace intérieur et l'espace extérieur», *qu'il voulait concevoir comme* «une expression tridimensionnelle du comportement humain».

On lui doit de nombreux plans d'urbanisme : Lijnbaan de Rotterdam (1952-1954), immeubles-ceinture du concours de Francfort (1961), centre de Tel-Aviv (1962), ville linéaire de Pampus pour Amsterdam (1965), et plusieurs b â t i m e n t s marquants, parmi lesquels l'hôtel de ville de Terneuzen, expressive imbrication de porte-à-faux (1969-1972) qu'on retrouve au pavillon hollandais d'Osaka (1970), avec cette fois des containers d'acier ; les divers édifices de l'école polytechnique de Delft (1961-1975) ; l'étrange immeuble des ordinateurs de l'Amrobank, à Amstelveen (1973-1975) et la brasserie Heineken de Zoeterwoude (1971-1974) ; l'institut pour handicapés de Middleharnis (1975), conçu comme une structure d'accueil fixe, sur pilotis, sur laquelle se «branchent» des c o n s t r u c t i o n s légères et démontables inspirées de la technologie des caravanes.

FRANÇOIS CHASLIN.

Le compositeur Munir Nurettin Selcuk

Munir Nurettin Selcuk, le célèbre compositeur et chanteur de musique classique turc, est mort le 27 avril à Istanbul. Il était âgé de quatre-vingt un ans

Munir Nurettin S e l c u k a été durant de longues années professeur au conservatoire d'Istanbul. Il était l'un des dix lauréats du Prix Ataturk, qui récompense des artistes pour leur contribution à l'art turc. Il vivait retiré, mais il était encore apparu à la télévision il y a quelques années.

On lui doit la composition de quelque cent cinquante chansons dont plusieurs inspirées du poète Yahya Kemal. Le doyen de la musique turque avait donné son premier concert en public en 1915. — (Corresp.).

THÉATRE

« La Mouche verte » à Limoges

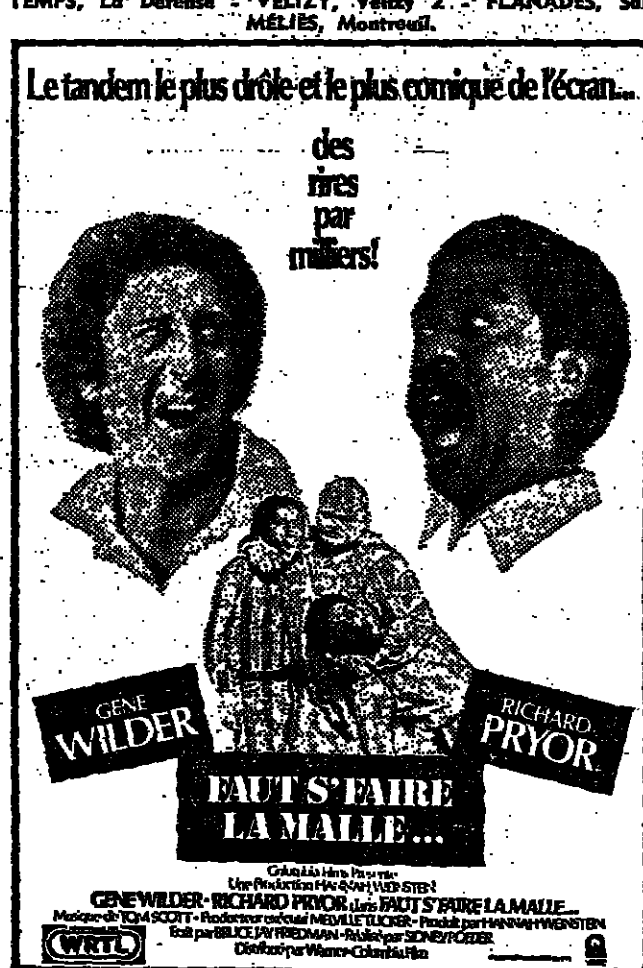
Le Centre théâtral du Limousin vient de créer « la Mouche verte », dont l'auteur, *Daniel Depland,* est un enfant de la région. La pièce est adaptée de son roman, paru chez *Gallimard* en 1973. Elle montre sans complaisance les habitants d'une petite localité limousine, autour d'une patronne de bistro, Berthe (Dora Doll). Harpie et Cassandre à la fois, elle éprouve une telle jubilation *lyrique* à remuer des torrents de turpitudes qu'elle en perd son caractère malsain. Berthe est la *mouche* verte est la langue, et le charme est prenant qui fait même oublier quelques longueurs.

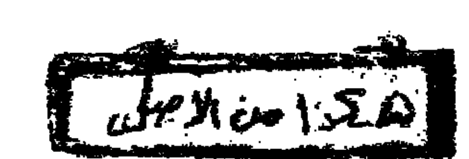
Dora Doll est bien entourée par Paul Rieger, *Emmanuel Dechartre* et les comédiens du Centre — Monique Bouchetz, Frédéric Cerdal, Christian Duc, Thierry Atlan, Claude Durand, Jean Boitand, — dans une mise en scène rigoureuse de Jean-Pierre Laruy.

MARCEL SOULÉ

★ *La Mouche verte* sera jouée en mois de mai à Guéret (Creuse).

■ Jean Périsson dirigera à Pékin en décembre prochain, le premier *opéra français donné en Chine* : ce sera « Carmen » (chanté en chinois), dans une mise en scène de Raymond Rouleau.





CINÉMA

« Mater amatisima » de José-Antonio Salgot

Clara, une jeune femme ingénieur, enceinte d'un homme qu'elle ne veut pas épouser, met au monde un enfant autistique. Au lieu de le confier à une institution prête à l'accueillir, elle en assume, seule, la charge et, pour le rejoindre dans son emmurement, lui ressembler, elle s'enferme avec lui. Coupés du monde extérieur, elle sombre dans la folie.

Le jeune réalisateur espagnol José-Antonio Salgot a joué inconsidérément avec le feu. Son film risque de choquer les parents d'enfants autistiques, par son refus de la psychiatrie et des méthodes thérapeutiques, dont il donne une vision caricaturale et traumatisante. L'œuvre — étude d'une névrose féminine et maternelle — n'est pas réaliste mais fantasmagorique. Pourtant, Julito de La Cruz (Juan) est un véritable autistique dont le cinéaste a fait un acteur. Cela aussi est gênant et pose un problème moral. Car le garçon se trouve placé *dans des situations morbides, par* ses rapports avec Victoria Abril (Clara). La mise en scène semble s'inspirer de certains films d'Ingmar Bergman (*Persona*, par exemple) tout en cultivant un peu trop le scabreux : Juan découvre les règles de sa mère, se livre à la masturbation. Victoria Abril est, certes, une actrice étonnante dans son glissement progressif vers le dérangement mental. Mais on ne voit en son personnage qu'un cas pathologique, un exemple de maternité possessive et dévorante, jusqu'à l'inceste et la mort. Clara ne rejoint pas l'enfant dans son univers, pour lui assurer une communication avec la vie « normale ». Elle lui impose son délire et le détruit par amour fou. Le spectacle de cette névrose a quelque chose de terrifiant. Si c'est ce qu'a voulu José-Antonio Salgot, c'est réussi. Mais peut-on l'accepter ?

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux. La projection au Saint-Germain Studio est très mauvaise : film constamment mal cadré, images pas toujours nettes.

■ Claire Clouzot animera un débat après la projection de son film, « l'Homme fragile » (« le Monde » du 25 avril), le 29 avril à 20 heures, aux Movies-les-Halles (72, rue Saint-Denis, 75001 Paris).

Des films de l'Est pour les enfants

Le Cosmos présente jusqu'au 5 mai un festival destiné aux enfants de six à douze ans, avec des films en relief, des histoires d'animaux, des dessins animés, en provenance des pays de l'Est.

La principale attraction, ce sont les films en relief. Grâce à des lunettes-objets magiques à monture de carton, dont la distribution et la manipulation amuseront les enfants, on voit des oiseaux et des poissons « crever l'écran » et, pris à ses propres réflexes, on fait le geste de rattraper ou d'éviter le projectile lancé par un acteur.

Pour toutes les séances, une question se pose : comment éviter l'obstacle de la langue ? La solution du sous-titrage était exclue : trop fastidieuse ou inopérante pour des enfants très jeunes. Restait donc la *traduction « off »*, dont on peut se demander si elle s'impose toujours. Un film d'animation sans traduction, est très « lisible » par le simple dessin et le grand charme de la voix étrangère, qui devient une illustration musicale et importe plus finalement pour le rêve que des précisions de traduction.

Signalons aussi aux adultes les escapades d'un petit singe qui trouvent leur terme dans une cage « dorée ». L'animal est d'une étonnante adresse (prodiges du tournage et du dressage), mais les enfants qui l'approchent sont des caricatures : petite fille adorable et douce, garçons francs et décidés, façon « Club des cinq » (plus un vilain, méchant et mou). Les bons l'emportent, la morale est classique. L'autorité, en la personne de policiers, douaniers et aviateurs, est présentée sous un jour suave de bienveillance et d'humanité. Le pauvre singe, arrivé par erreur en U.R.S.S., pourra, sans délai, repartir vers son pays d'origine, grâce au pilote d'avion ; pas de problème d'émigration pour les petites *bêtes en mal d'espace de liberté.*

LAURENCE CORNU.

★ Le Cosmos, 76, rue de Rennes. Jusqu'au 5 mai, puis en matinée, les mercredi, samedi et dimanche.

M. JACQUES DERAY PRÉSIDENT DU JURY AU FESTIVAL DE CANNES

Le cinéaste français Jacques Deray assurera la présidence du jury au trente-quatrième Festival de Cannes, qui aura lieu du 13 au 27 mai. Il aura à ses côtés l'actrice américaine Ellen Burstyn.

Les autres membres du jury sont Jean-Claude Carrière, scénariste (France) ; Robert Chazal, critique de cinéma (France) ; Franco Cristaldi, producteur (Italie) ; Carlos Diegues, réalisateur (Brésil) ; Antonio Gala, écrivain (Espagne) ; Andreï Petrov, compositeur (U.R.S.S.) ; Douglas Slocombe, directeur de la photographie (Grande-Bretagne).

VARIÉTÉS

Un livre de Jacques Bertin

Jacques Bertin est auteur-compositeur et chanteur depuis quatorze ans. Il connaît donc tous les méandres d'un métier qui est une loterie. « La plupart des numéros, dit Bertin, comme dans toutes les loteries, y sont perdants. »

Un peu à l'écart dans la grande famille du show-business, Jacques Bertin a jeté un regard sur le chemin parcouru depuis ses débuts en 1967, et l'envie lui est venue d'écrire un livre. L'ouvrage, aux traits souvent justes, au *ton polémiste*, est cependant un peu aigre. « Chante toujours, tu m'intéresses » parle d'une des professions les plus solitaires qui soient, des difficultés de survivre dans une industrie dévoreuse de musiques, de chansons, de talents, des problèmes rencontrés face au show-business, à la médiocrité des salles de spectacles à Paris et en province.

La radioscopie de Bertin paraît, certes, quelquefois partiale, et il est difficile, pour notre goût, de la suivre dans son analyse de la SACEM, qu'on attaque depuis quelque temps à tort et à travers, et souvent par ignorance et incompétence. Mais c'est un témoignage vivant et tonique. — C. F.

★ *Chante toujours, tu m'intéresses*, 158 pages, Éd. du Seuil.

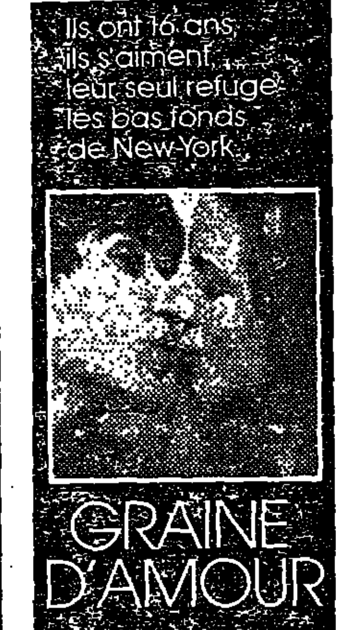




CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE CORTOT Mercredi 25 avril à 20 h. 30. Invitat. à la salle. (p.e. Kiesgen)	Elisabeth BALMAS violoniste Diplôme supérieur de Concertiste ENMP 1980 Schubert, Brahms, Ysaye, Stravinsky, Chausson
EGLISE ST-SEVERIN Tous les mardis à partir du 5 mai à 21 heures. (Werner)	Saison Parisienne 1981 ORCHESTRE KUENTZ 5 MAI : Tricentenaire TELEMANN
SALLE GAVEAU Mercredi 6 mai à 21 heures. (p.e Kiesgen)	« Pianistes et Concerts » Catherine COLLARD Brahms - Schumann Schubert - Ravel
SALLE GAVEAU Vendredi 8 mai à 21 heures. (Valmalète)	Récital de Mélodies Isabel GARCISANZ Piano : Félix LAVILLA Martin y Soler, Mozart, Mendelssohn, Roussel, Granados, Montsalvatge
THEATRE DES VARIETES Jeudi 7 mai à 15 heures. Louez : 508-42-41. (p.e. Kiesgen)	LES RÉCITALS DES VARIÉTÉS BERNARD GAVOTY révèle « DU NOUVEAU SUR CHOPIN » avec ERIK BERCHOT Lauréat du Concours de Varsovie 1980
SALLE GAVEAU Lundi 11 mai à 21 heures. (Werner, p.e. Glotz)	Comité National pour les Commémorations Musicales 100e anniversaire mort de MOUSSORGSKY Mélodies par VICHNEVSKAIA avec, au piano ROSTROPOVITCH
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Mardi 19 mai à 20 h. 30. Loc. ouv. le 28 avril. (Valmalète)	Bruno-Leonardo GELBER Chopin - Beethoven Schumann

— MERCREDI —



Interdit aux moins de 13 ans.

CONCERTS Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Mercredi 29 avril à 20 h. 30.	QUATUOR PRAT et G. Dangain, R. Albin MOZART - SCHUBERT

MUSIQUE POUR TOUS

SALLE PLEYEL Jeudi 30 avril à 20 h. 30.	Beethoven-Stravinsky Sol. : J.-F. HEISSER Nouvel Orchestre Philharmonique DIR. : M. TILSON THOMAS

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 4 mai Entrée libre.	20 h. 30 : concert D. TOSI - Y. XENAKIS J.-P DUPUY, piano 22 h. 30 : Rencontre GRM/JEUNES COMPOSITEURS 1 avec G. REIBEL, L. CUNIOT et les Etudiants de l'INA-GRM

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Mardi 5 mai à 20 h. 30.	QUINTETTE DE CUIVRES ET SEXTUOR A CORDES DE l'ORCH. NATIONAL DE FRANCE Dir. : J.-L. Martinet Sol. : M. PIQUEMAL, M. SENDREZ S. Scheidt, A. Prévin, K. Husa, J.-L. Martinet, Tchaïkovsky

Loc : RADIO FRANCE, salles et agences

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Stuart Sherman : American Center (321-42-20), 21 h.
Une conversation chez les Stein... : Cité Internationale. Resserre (589-38-69), 20 h 30
Angel : Roquette (805-78-51), 18 h 30
Théâtre d'ombres chinois : Marie Stuart (508-17-80), 20 h 30
Propriété condamnée : Vincennes, Petit Sorano (374-73-74) 20 h 30.
A Memphis, *il y a un homme d'une force prodigieuse* : Odéon (325-70-32), 20 h 30
Cendrars : Carré Silvia Monfort (531-28-34). 22 h 15.
Les Bonnes (Mérimée, Genet) : Astelle Théâtre (202-34-31), 20 h. 30.
Un chapeau de paille d'Italie : Malakoff, Théâtre 71 (655-43-45). 21 h
Le Bel indifférent : *Coupe Chou* (272-01-73). 19 h.
Broers : Chaillot, salle Gémier (727-81-15). 20 h. 30.
Lotte à Weimar : Cité Internationale, Galerie (589-38-69), 20 h. 30.
Demain, demain : Gennevilliers, *Théâtre (793-63-12), 20 h. 45.*

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h. 30 : Don Juan.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Folle de Chaillot.
TEP (797-96-06), 20 h. 30 . Têtes rondes, têtes pointues.
Petit-TEP (797-96-06). 20 h 30 : J.-J. Mosalini et le groupe *Canyengue.*
Carré Silvia Monfort (531-28-34). 20 h 30 : Kalou Pile, ballet.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Zoltan Kocsis ; 20 h. 30 : Ballet Culberg.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : Ballet Roland Petit : *Casse-Noisette.*

Les autres salles

Aire libre (322-70-78). I., 20 h 30 : Elle lui dirait dans l'île ; II. 22 h 15 : la Voiture.
Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche.
Atelier (606-49-24). 21 h. ; les Trois Jeanne.
Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : la Cerisaie.
Bouffes Parisiens (296-60-24). 21 h. : Diable d'homme.
Cartoucherie, Aquarium (374-99-61). 20 h. 30 : *Un conseil de classe très ordinaire.* — Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Alarmes.
Cinq Diamants (588-01-00). 20 h. 30 Metropolitan Opera.
Comédie Caumartin (742-43-41). 21 h. Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21). 20 h. 45 : Madame est sortie
Comédie de Paris (281-00-11). 20 h. : Boris Supervian ; 21 h 30 la Grande Guerre des p'tites étoiles.
Croq'Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : Séance de bronzage ; 22 h. 15 : *Passage Jouffroy.*
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Espace Gaîté (327-95-94). 21 h. 45 : Ivres pour vivre.
Espace Marais (271-10-19). 20 h. 30 : Glace par Greta ; 22 h. : les Bonnes
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Ça.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 . J'aimerais bien aller à Nevers ; 22 h. : *les Aviateurs.*
Gaîté - Montparnasse (322-16-18). 22 h. : Elle voit des nains partout.
Galerie 55 (326-63-51). 20 h. 30 : le Chant du bouc.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Le Lierre (586-55-83). 20 h. 30 : Œdipe roi ; 18 h. 30 : Désormais.
Lucernaire (544-57-34). Théâtre Noir, 18 h. 30 Où donc est-elle ma *lumière ?* ; 20 h. 30 . Molly Bloom ; 22 h : les Ecrits de Laure. — Théâtre Rouge. 18 h. 30 : Pardon M'sieur Prévert ; 20 h. 30 : Jafabule. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09). 20 h. 45 : Arsenic et Vieilles Dentelles.
Marigny (256-04-41) 21 h. : Domino. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00). 21 h. : Huis Clos ; Pétition.
Michel (265-35-02). 21 h. 15 : On dînera au lit.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercice de style. — Petite salle, 20 h. 30 : Pierrot d'Asnières ; 22 h. : J. Benguigui.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Œuvre (874-42-52). 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81). 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Poche - Montparnasse (548-92-97), 21 h. le Butin.
Présent (203-02-55). 21 h. : J'ai une poche d'eau dans le gros côlon.
Studio-théâtre 14 (539-88-11), 20 h 30 le Brouillard.
T.A.I Théâtre d'Essai (278-10-79), 20 h. 45 l'Ecume des jours ; 22 h. : Journal d'un fou.
Théâtre Adyar (304-20-97). 20 h. 30 : l'Ecume des jours.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h. : la Chambre infernale.
Théâtre en rond (387-88-14). 20 h. 30 : Douze hommes en colère.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : *le Pique-Assiette.*
Théâtre de la Mer (589-70-22). 19 h. 30 : le Testament du père *Leleu* ; 21 h. : *Ode maritime.*
Théâtre de Paris (280-09-30). 20 h. 30 : Vu du pont.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80). 20 h. 30 : l'Amour de l'amour.
Théâtre Saint-Georges (878-74-37), 20 h 30 : la Culotte d'une jeune femme pauvre.
Tristan-Bernard (522-08-40). 21 h. : Fils de personne.
Variétés (233-09-92). 20 h. 45 : l'Entoze.

Les cafés-théâtres

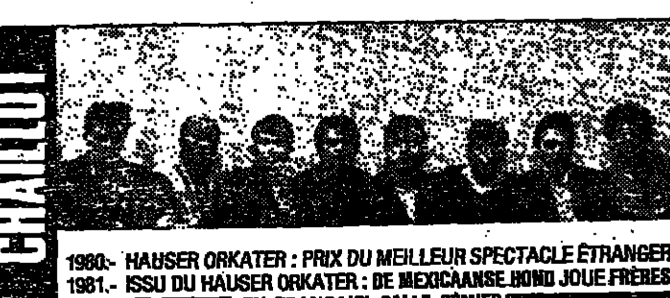
Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Woody Folies ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Blancs - Manteaux (887-15-84) : 20 h. 45 Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : A. Valardy. — II. 20 h. 15 : Refrains ; 21 h. 30 : Poulet frites ; 22 h. 30 : R. Matters.
Café d'Edgar (320-85-11). 20 h. 30 Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau ; 22 h. 30 : la Jacassière.
Café de la Gare (278-52-11). 18 h. : Bill Baxter ; 20 h. : Lili Drop ; 22 h. 30 : Théâtre en poudre (Rimelle).
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : F. Valmore ; 21 h. 30 : J. Huet . 22 h. 30 : les Nichols.
Coupe-Chou (272-01-73). 20 h. 30 *le Petit Prince* ; 21 h. 45 Va t'en je t'aime.
L'Ecume (542-71-16). 20 h. 30 : Diaboliquement vôtre ; 22 h. 30 : R. Newman.
Le Fanal (233-91-17). 20 h. : la Chasse est ouverte ; 21 h. 15 : *le Président*
Petit Casino (278-36-50). I. 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II. 21 h : Poupette Pompon ; 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête
Point-Virgule (278-67-03). 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : les *Demoiselles de Rochechouart.*
Splendid (887-33-82). 22 h. : le Troisième Jumeau.
Théâtre de Dix - Heures (606-07-48). 20 h 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Il en est... de la police.
Théâtre des Quatre - Cents - Coups (329-39-69). 20 h. 30 : les Jumelles ; 21 h. 30 : la Grande Shirley ; 22 h. 30 : l'Amour en visites.
Vieille Grille (707-60-93). 18 h. 30 : New Jazz Off ; 20 h. 30 : Asselin et Lacombe.

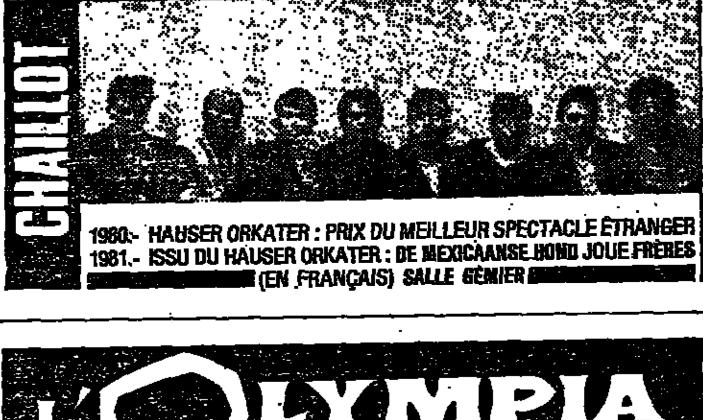
Les comédies musicales

Cirque d'hiver (806-63-30). 20 h. 45 : Barnum
Renaissance (208-21-75). 20 h. 30 : Aventure à Monte-Carlo.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 28 avril

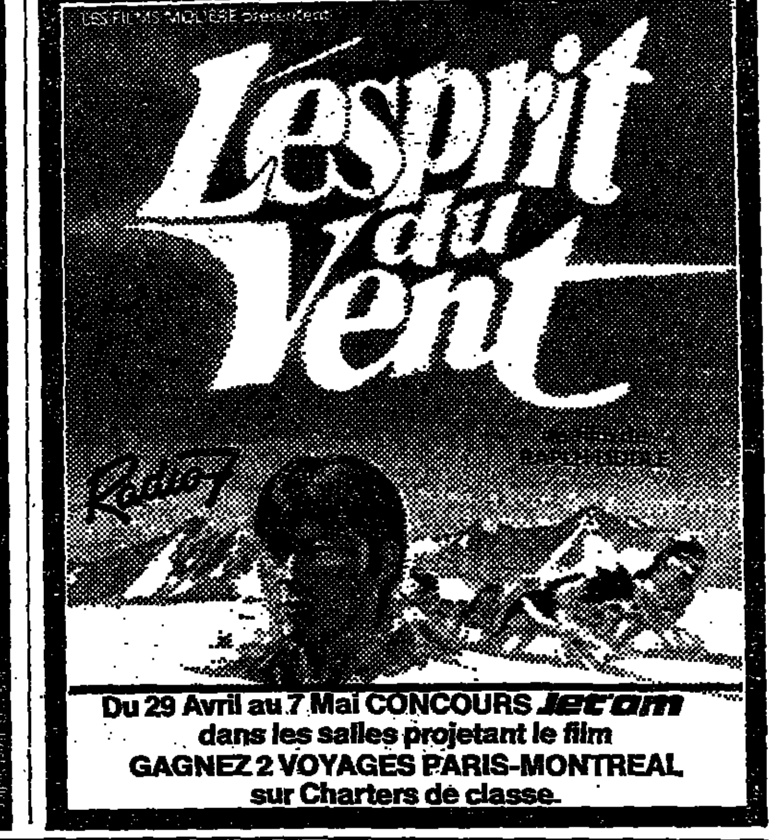








— MERCREDI —



— MERCREDI —

UGC ERMITAGE, v.o. - UGC DANTON, v.o. - 3 MURAT, v.o. - MONTPARNOS, v.f. - MAXEVILLE, v.f. - CAMEO, v.f. - SAINT-CHARLES CONVENTION, v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE, v.f. - UGC GARE DE LYON, v.f. - 3 SECRETAN, v.f. - ARTEL, Villeneuve - 4 TEMPS, La Défense - ARENTEUIL - UGC Poissy - MELIES, Montreuil - CARREFOUR, Pantin - STUDIO, Parly 2 - STUDIO, Rueil - ARTEL, Port-Nogent - PARAMOUNT, La Varenne - BUXY, Val-d'Yerres - UGC Conflans

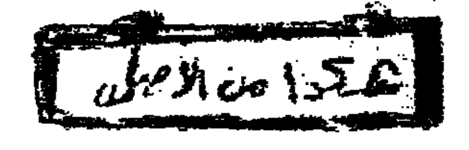












SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits au moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24). 15 h. : Hommage à Lotte Eisner : A qui la faute ?, de P. Czinner ; 19 h. : Cinéma du réel : Pastore d'Oghje, de P. Albertini ; la Journée continue, de S. Tacuss-Matton ; 21 h. : Hommage à J. Ivory : Bombay Talkie.

BEAUBOURG (278-35-57) : relâche.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MÈRE BLAFARDE (All. v.o.) : Marais, 4e (278-47-86). Studio de la Harpe, 5e (354-34-83). Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14). Olympic, 14e (542-67-42).

ALLONS Z'ENFANTS (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).

L'AMOUR HANDICAPÉ (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

L'AMOUR TROP FORT (Fr.) : Saint-Germain - Village, 5e (634-13-26) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

BIENVENUE Mr. CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Monte - Carlo, 8e (225-09-83) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

BRUBAKER (A., v.o) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

CAFE EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) Cinoches-Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE CHINOIS (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) Palais des Arts, 3e (272-62-98).

COMMENT SE DEBARRASSER DE SON PATRON (A., v.o.) U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-U.G.C., 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) : Rex, 2e (236-83-93), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

LE CONCOURS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LE CONTRAT (Pol., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (634-13-26), Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA DAME AUX CAMELIAS (Fr.-It., v.f.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Colisée, 8e (359-29-46), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — (v.f.) Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE DERNIER METRO (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Ambassade, 8e (359-19-08).

DIVA (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (354-35-40), Concorde, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

DIVINE MADNESS (A., v.o.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74), France-Elysées, 8e (723-71-11), Parnassiens, 14e (329-83-11).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

LE DOS AU MUR (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

DYNASTY (Taïw., v.f.) : Broadway, 16e (527-41-16).

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Quartier Latin, 5e (326-84-65), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Concorde, 8e (359-92-82), Pagode, 7e (705-12-15) Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Richelieu, 2e (233-56-70), Athéna, 12e (343-00-65), Fauvette, 13e (331-60-74), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

EST-CE BIEN RAISONNABLE ? (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08), Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70).

EUGENIO (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Parnassiens, 14e (329-83-11), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

FAIS GAFFE A LA GAFFE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) : Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

FAME (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).

LA FILLE PRODIGUE (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Forum-Halles, 1er (297-53-74) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Athéna, 12e (343-00-65), h. sp. ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Gaumont - Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LE LION SORT SES GRIFFES (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) : Miramar, 14e (320-89-52).

LES MALHEURS DE SOPHIE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; France-Elysées, 8e (723-71-11), mat. ; Athéna, 12e (343-00-65), h. sp. ; Fauvette, 13e (331-56-86), h. sp. ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), h. sp.

LES MERCENAIRES DE L'ESPACE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43).

NASHVILLE LADY (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ON N'EST PAS DES ANGES... ELLES NON PLUS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

OUT OF THE BLUE (Ang., **, v.o.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

OUVRIERS 80 (Pol., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

PALERMO (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), soirée.

PULSIONS (A., **, v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Wepler, 18e (387-50-70).

QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

RAGING BULL (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnasse, 14e (327-52-37).

RENDS-MOI LA CLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LE ROI DES CONS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.), Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

RUDE BOY (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-87).

SCANNERS (A., v.o.), (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis - Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25).

SIGNE FURAX (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LA TERRASSE (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

THE ROSE (Ang., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

TOUTES LES HISTOIRES DE DRAGON ONT UN FOND DE VERITE (Fr.) : Forum - Halles, 1er (297-53-74), 18 h. (vidéo).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), V., D., L.

UN ASSASSIN QUI PASSE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (354-45-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse - 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.) : Bergère, 9e (770-77-58).

UN ETRANGE VOYAGE (Fr.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).

UNE SALE AFFAIRE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) : Normandie, 8e (359-41-18).

VENDREDI 13 (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse - 83, 6e (544-14-27) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).

VIVRE VITE (Espag., v.o.) (**) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67).

LES FILMS NOUVEAUX

CANNIBAL HOLOCAUST, film italien de R. Deodato (**) V.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97). — V.f. : Paramount-City, 8e (562-45-76) : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount — Montmartre, 18e (606-34-25).

LES FAUCONS DE LA NUIT, film américain de Bruce Malmuth — V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

L'HOMME FRAGILE, film français de Claire Clouzot. — Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

LES MARGINAUX, film indien de Mrinal Sen. — V.o. : Action République, 11e (805-51-33) ; Denfert, 14e (321-41-01).

MATER AMATISIMA, film espagnol de J.-A Salgot. — V.o. : Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MISTER PATMAN, film américain de John Guillermin. — V. o. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; U.G.C - Rotonde, 6e (633-08-22) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont - Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94).

SI C'EST ÇA LE DESTIN, film allemand de Helga Reidemeister — V.o. Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) H. Sp : Escurial, 13e (707-28-04) H. Sp.

LA TERREUR DES ZOMBIES, film italien de F. Martin (**) — V. it. U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62). — V. ang. Ermitage, 8e (359-15-71) — V.f. Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. - Gobelins, 13e (336-23-44) : Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) : Secrétan, 19e (206-71-33) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(Du 28 avril au 5 mai)

SALLES SUBVENTIONNEES

Carré Silvia Monfort (531-28-34), les mer. à 15 h 30, les sam. et dim. à 14 heures et 16 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne.

MARIONNETTES

Marionnettes des Champs-Elysées, square Marigny, les mer., sam. et dim., à partir de 15 h : Théâtre du Vrai Guignolet.

Marionnettes du Luxembourg, tous les mer. et sam., à 15 heures et 16 heures, dim. à 14 h 45, 15 h 45 et 16 h. 45 : les Dernières Aventures de Pinocchio.

Vincennes, Théâtre d'animation (365-44-41), les 29 avril, 1er, 2 et 3 mai à 14 h 30 et à 16 h 30 : la Petite Fille aux allumettes.

CIRQUE

Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), sam., 15 h. et 21 h. ; dim., 14 h. et 17 h.

Cirque de Paris, porte de Champerret (758-60-04), mer., sam. et dim., à 15 h.

Stars Circus (543-81-87), ts les mer., sam. et dim., à 15 h.

THEATRE

Blancs-Manteaux (383-51-37), sam. et dim., 16 h ; mer., à 14 h 15 et 15 h. : Monsieur Gabilolo Shérif — II Gabilolo et le bonhomme de neige.

Café d'Edgar (320-85-11), mer., à 14 h. et 16 h. ; sam. à 15 h. et 16 h 30 : l'Oiseau de feu.

Coupe-Chou (272-01-73), mer. et sam. à 15 h : Magie.

Comédie de Paris (281-00-11), ts les mer., à 14 h. 30 : Henri Dès ; à 15 h 30, le Journal intime de Caroline Petard.

Dix-Heures (526-36-81), ts les mer. et sam., à 15 h : le Sicilien ou l'Amour peintre.

Dunois (584-72-00), tous les mer., jeud., ven. et sam., à 15 heures : un Soir Mactralois, Mactralaière.

Fontaine (950-12-42), le 5, à 14 h 30 : les Fourberies de Scapin.

Palais des Glaces (607-49-93), ts les jours, sauf dim. et lun., à 14 h. 30 : Page à page.

Palais des Sports (828-40-90) (D. soir, L.), 21 h. ; mer. 15 h. ; sam. et dim., 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on Ice (dern. le 3).

Salle Acca (707-94-58), tous les mer., sam. et dim., à 15 heures : L'Acrobate-pâtissier et sa brioche magique.

Théâtre Astral (588-34-13), tous les jours à 14 h. 30 sauf samedi : la Dame au chapeau rose.

Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (533-42-21), mer., sam. et dim., à 14 h. 30 : le Palais du fond des mers ; le sam., à 17 h. 30 : Jacques le Fataliste.

Théâtre de Paris (281-48-40), ts les jours à 14 h. 20, sauf mer., sam. et dim. : la Farce de Maître Pathelin ; ts les jours, à 14 h. 15, sauf sam. et dim. : le Malade imaginaire.

Théâtre Présent (203-02-55), les mer. à 14 h. 30 : Juha et son âne.

Théâtre le Point-Virgule (278-67-03), les mer., à 14 h. 15, sam., à 15 h. : Bonnes Vacances Mr Petoche ; les mer. et dim., à 15 h. 30 ; le sam. à 16 h. 30 : Pissenlit cherche un ami.

Théâtre Roquette (805-78-51), mar., à 14 h 30 : Je t'envoie un nuage. Les mar., à 14 heures, mer. et ven., à 14 h 30, sam., à 16 h 30 : Chansons en l'air, de Claude Ponfrède.

DANS LA REGION PARISIENNE

Noisy-le-Grand, salle Gérard-Philipe (305-64-87), le 30, à 10 heures et 14 h 30 : Légende pour un trou.

Le Vésinet, CAL (976-32-75), le 29, à 14 h 30 : la Petite Sirène.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 28 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h 45 Les paris de TF 1.

20 h Journal.

20 h 30 Téléfilm : Un jour sombre dans la vie de Marine.

De S. Fehr. Réal. J. Serror. Avec P. Rocard, N. Garcia, R. Benoît, M.-H. Serre.

Le jour de leur anniversaire de mariage, une jeune femme découvre que son mari la trompe. Larmes et rupture.

21 h 35 Les grandes aventures de l'Himalaya.

3. — « Montagnes maudites », réal. M. Herzog et D. Costelle.

Deux sommets « tueurs d'hommes » : le K 2 qui culmine à 8 611 mètres et, dans l'Himalaya du Pendjab, la Nanga Parbat, 8 125 mètres, qui tua une trentaine d'alpinistes.

22 h 25 Clés pour demain.

Réal. D. Berkani et J. Peyrache.

Trois sujets au sommaire de ce magazine scientifique : La prévision du temps dix jours à l'avance ; Comment une nouvelle optique utilise les rayonnements invisibles — infrarouge ou radioactivité — pour d'importantes applications comme le fonctionnement des organes de notre corps ; L'avenir de la navette spatiale.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

19 h 45 Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

(I.N.C.)

20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Va voir maman... papa travaille ».

Film français de F. Leterrier (1977). Avec M. Jobert, P. Léotard, M. Presle, M. Méril, C. Rich, S. Joly, D. Duval.

Une décoratrice, dont le mariage est un échec, s'éprend d'un homme divorcé avec lequel elle voudrait refaire sa vie. Mais il lui faudrait, pour cela, sacrifier son petit garçon et son métier. Comédie sentimentale inspirée d'un roman de Françoise Dorin. Lourde démonstration des inconvénients de la maternité. Mais Marlène Jobert, fine, sensible, vraie, émouvante, peut faire aimer le film.

22 h Débat : Les mères au travail ou à la maison ?

D. Laskar et S. Roussel, MM. Cl. Rapaille, J. Dessble et J. Padieu.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 55 Dessin animé.

Les chansons de la mer.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma : Un mari, c'est un mari.

Film français de S. Friedman (1976). Avec L. Velle, F. Hébrard, J. Rhodes, D. Prévost, Armontel, G. Casadesus, J. Jehanneuf. (Rediffusion.)

Une femme de quarante-cinq ans, bonne épouse et bonne mère, sert de bonne à tout le monde dans sa maison de vacances. Pour donner une leçon à son mari, « adorable » égoïste, et à sa famille, elle fait une fugue.

Comédie satirique tirée d'un roman à succès de Frédérique Hébrard, qui tient le rôle principal avec Louis Velle, son mari dans la vie. Un film gai, gentil, familial.

22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : « Le théâtre est-il encore populaire ? », par B. Dort et J.-P. Vincent.

21 h 15, Musiques de notre temps, avec E. Sikora, compositeur polonais.

22 h 30, Nuits magnétiques : Trois fois le réel, par P. Venaille.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Premières loges : Œuvres de Brahms, Schumann.

20 h 30, Concert : Festival de Lille 1980 : œuvres de Couperin, Leclair, Cassanea de Mondonville, Marais, Rameau, Couperin par B. Kuijken (flûte), S. Kuijken (violon et viole de gambe), W. Kuijken (viole de gambe) et R. Kohnen (clavecin).

22 h, Musiques traditionnelles.

22 h 30, Ouvert la nuit : Œuvres de Rubbra, Sherlaw-Johnson, Finzi, Jones ; 0 h 5, Cycle acousmatique.

Mercredi 29 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.

12 h 25 Une minute pour les femmes.

12 h 30 Midi première.

13 h Journal.

13 h 35 Portes ouvertes.

13 h 55 Les visiteurs du mercredi.

Spécial 6-10 ans : Heidi ; Feuilleton : Le Petit Vic ; Spécial 10-15 ans : La petite science ; Les Pol-Pol ; Les infos ; Super-parade des dessins animés ; Studio 3.

18 h Auto-mag.

18 h 25 Un, rue Sésame.

18 h 50 Avis de recherche.

19 h 15 Tirage de la Loterie nationale.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Les paris de TF 1.

19 h 50 Tirage du Loto.

20 h Journal.

20 h 30 Football : France-Belgique.

Match de qualification pour la phase finale de la Coupe du monde, en direct du Parc des Princes. Commentaires de M. Denisot et D. Roustan.

22 h 15 La rage de lire.

De Georges Suffert.

Première partie, éloge de la conviction avec MM. Jean Fourastié (Ce que je crois), Philippe Lamour (les Quatre Vérités) et le Père Bruckberger (Ce que je crois). Deuxième partie en duplex avec le Salon international du livre du Québec : Le livre à l'heure des communications, avec à Paris, MM. Ph. Lemoine (les Enjeux culturels de l'information) ; H. Pigeat (directeur de l'A.F.P.) et deux participants québécois.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Série : La vie des autres.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 Face à vous.

14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.

15 h 20 Série : Super Jaimie.

16 h 10 Récré A 2.

Les paladins de France ; Boule et Bill ; Candy ; La panthère rose.

18 h 10 Cours d'anglais.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Journal.

20 h 35 Variétés : Palmarès 81.

L'émission sera interrompue pour la retransmission, en direct, des grands moments du match de football France-Belgique.

21 h 50 Alain Decaux raconte : « Exodus ».

22 h 50 Histoires courtes.

« Panoplie », de P. Gaucherand ; « Fin », de R. Millié.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

Coup double.

18 h 55 Scènes de la vie de province.

Adelindo.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.

Les chansons de la mer.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma : le Pirate des Caraïbes.

Film américain de J. Goldstone (1976). Avec R. Shaw, J. Earl Jones, P. Boyle, G. Bujold, B. Bridges, G. Holder.

En 1718, à la Jamaïque, un richissime anglais renverse le gouverneur et fait régner la terreur. Un pirate se dresse contre lui. Une copie laborieuse des films de flibustiers hollywoodiens des années 1935-1950. Poncifs et belles images.

22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.

8 h, Les chemins de la connaissance : Bernard Groethuysen ou Diogène à l'école de la révolution ; à 8 h 32 : Images de la caverne.

8 h 50, Echec au hasard.

9 h 7, *Matinée des sciences et des techniques : Histoire des sciences, par N. Lefébure.*

10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Foire internationale du livre pour enfants à Bologne.

11 h 2, Musique contemporaine à Romans (1979-1980).

12 h 5, Agora, avec le peintre C. Lapicque.

12 h 45, Panorama.

13 h 30, Magazine des jeunesses musicales de France.

14 h, Sons : Irak, Mossoul et alentours.

14 h 5, Un livre, des voix : « le Garçon sur la colline », de C. Brami.

14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : Les tics chez l'enfant.

15 h 2, Points d'interrogation : Les grandes civilisations, le phénomène européen : L'Europe et Napoléon.

16 h 20, Actualité. Les dangers d'une trop grande automatisation, par F. Christian.

16 h 50, Départementale à Château-Gontier.

17 h 32, Libre parcours jazz : Le groupe Ibycus, l'orchestre de J.-L. Longnon.

18 h 30, Feuilleton : Les cinq sous de Lavarède.

19 h 25, La science en marche. Promenade au jardin des sciences.

20 h, La musique et les hommes. Transmission de l'Opéra de Paris : « le Grand Macabre », de G. Ligeti.

22 h 30, Nuits magnétiques : Trois fois le réel, par P. Venaille.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien musique : Œuvres de Haydn, Vivaldi, Brahms ; 7 h 2, Prokofiev, « Roméo et Juliette », par l'Orchestre de Cleveland, dir. L. Maazel ; 7 h. 30, Actualités culturelles.

9 h 2, Le matin des musiciens : Le piano romantique : Chopin par V. Horowitz, S. François, M. Pollini, D. Lipatti, C. Haskil.

12 h 2, Midi-Deux : Magazine ; 12 h. 30, Jazz classique ; 14 h, Musique légère, œuvres de Roger-Roger, Bonneau, Chabrier.

14 h 30, Microcosmos : Les études à l'étude, œuvres d'A. Webern ; 15 h, Kaléidoscope, œuvre de Stockhausen, Ohana ; 15 h 45, Jeu des énigmes : le timbre ; 16 h, Galerie des portraits : Th. Gautier, œuvres de Berlioz, Fauré ; 16 h 30, Feuilleton ; 16 h 40, Haute infidélité, œuvres de Couperin.

18 h 2, Le club de jazz : Les irréfutables altistes : Cannonball Adderley.

18 h 30 Quotidien concert : Festival de La Rochelle, œuvres de I. Xenakis, « Phlégra », par l'Ensemble intercontemporain, dir. M. Tabachnik ; 18 h 45, Entrée de jeu, œuvres de Prokofiev, Beethoven, Schubert, Chopin.

20 h 5, Musiques traditionnelles.

20 h 30, Concert : Musique de chambre, en direct du grand auditorium de Radio-France : Quatuor Prat, œuvres de Mozart (« Quintette pour clarinette et cordes en la majeur »), Schubert (« Quintette pour deux violons, alto, deux violoncelles en ut majeur »), Y. Prat (violon), A. Flammer (violon), G. Causse (alto), M. Strauss (violoncelle).

22 h 30, Ouvert la nuit : Intermezzo, œuvres de Liszt ; 23 h, Les mémoires de la musique, œuvres de Mozart, Strauss.

● *La radio libre* « Radio verte Fessenheim » qui émet depuis quatre ans, s'appellera désormais « Radio Dreyeckland » (Radio des trois pays). Par ce changement de nom, les animateurs indiquent qu'ils entendent créer une véritable radio régionale libre et passer du rythme bi-hebdomadaire à la diffusion prochaine d'un bulletin d'informations régionales quotidien. Les responsables de la radio envisagent un accroissement de leurs moyens techniques et l'élargissement de leur équipe à différentes associations culturelles, humanitaires et écologistes, ainsi qu'à des partis politiques et des syndicats.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

jouffrieau international TROYES

Constructions métalliques et entreprise générale

recherche

LE RESPONSABLE DE SA FILIALE EN ARABIE SAOUDITE

Si vous avez une formation ingénieur grandes écoles, une bonne connaissance de l'export et possédez la parfaite maîtrise de l'anglais, nous vous proposons un salaire vraiment motivant et à votre retour en France, un plan de carrière dans les diverses activités du groupe.

Avant de partir, vous aurez le temps de vous familiariser avec notre équipe et nos méthodes de travail.

Envoyer votre C.V, avec photo et lettre manuscrite sous référence 23 M à :

COGESO 6 avenue Desfeux, 92100 BOULOGNE.

DIRECTEUR — 16 millions CFA

Fabrication Véhicules Industriels — Afrique Occidentale

Un groupe international (1 200 p - C A 1 milliard de F. F.) recherche le Directeur de l'une de ses filiales (100 p - C A 2 milliards CFA) située en Afrique Occidentale et spécialisée dans la fabrication et la vente de véhicules industriels (bennes, semi-remorques, citernes, greniers...). Sous l'autorité de la Direction Générale du Groupe il sera chargé de la gestion complète de cette filiale considérée comme Centre de Profit (bilan, budget, trésorerie, relations avec les banques, suivi des comptes clients...), et de l'animation commerciale (analyse du marché et de la concurrence, fixation d'objectifs de ventes, suivi de l'après-vente). Il aura l'entière responsabilité des fabrications réalisées à partir de plans existants ou à concevoir en variante et mettant en œuvre des techniques telles que : chaudronnerie mécanosoudure pliage formage... Il définira, planifiera et contrôlera personnellement les activités des ateliers châssis et superstructures. Le candidat retenu âgé d'au moins 35 ans de formation technique supérieure plus, si possible, une spécialisation soudure possédera une expérience professionnelle de plusieurs années acquise de préférence chez un fabricant de véhicules industriels où il aura exercé des responsabilités en fabrication, en commercial et en gestion. L'expérience de l'expatriation constituerait un atout supplémentaire. La rémunération mentionnée comportera un fixe et un intéressement. Ecrire s/réf. 427/M à :

G.R.H. Conseils,
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Ingénierie d'Ensemblier — Moyen-Orient

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Le groupe dont nous faisons partie est l'un des plus importants dans son domaine, tant en France que dans le monde : l'ingénierie du bâtiment et des travaux publics.

Spécialistes en construction industrialisée, nous concevons et réalisons des usines de préfabrication par grands panneaux de béton armé. Nos réalisations concernent plus de quinze pays, en Europe, Asie, Amérique Latine, U.S.A., Afrique du Nord, Moyen-Orient.

Nous recherchons un Directeur de Travaux auquel nous confierons le management d'un contrat de construction de trois usines de préfabrication au Moyen-Orient. En liaison avec les ingénieurs du siège, il pilote une opération d'entreprise générale, coordonne et supervise les travaux des sous-traitants, la réception des fournitures et équipements, leur montage. Il assure personnellement les relations avec l'investisseur, traite les dispositions contractuelles, négocie les modifications. Il anime des équipes techniques qui le représentent sur chaque site et est assisté d'un personnel administratif et comptable.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs ayant une expérience confirmée d'opérations de montage industriel à l'étranger, de leur management et de la gestion de leurs contrats. Ce sont des meneurs d'affaires et des négociateurs qui, naturellement, s'expriment en anglais.

La rémunération est ouverte pour un ingénieur de valeur. Pour ce séjour d'environ 2 ans, l'accompagnement en famille est possible.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 5479 A à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

MERLIN GERIN

14 000 Personnes -
3,1 Milliards de Chiffre d'Affaires
dont 43 % à l'Exportation.

Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements Haute et Basse Tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique

recherche

dans le cadre du développement de son implantation en

ARABIE SAOUDITE, à Riyadh

2 RESIDENTS

- Le premier, ingénieur électrotechnicien de préférence, peut faire état d'une solide expérience technico-commerciale au Moyen-Orient. Il lui sera confié la vente d'équipements à une clientèle publique et privée. Il sera responsable de l'agence,
- Le second, dispose d'une première expérience technico-commerciale, sera chargé de la promotion et de la vente des produits Basse Tension.

Anglais courant indispensable.

Contrats de Détachés pour une durée de 2 à 3 ans, larges possibilités d'évolution au sein du Groupe ensuite, en France ou à l'Etranger.

Ecrire avec CV et prétentions à :
MERLIN GERIN
Service Développement
et Formation des Cadres
GDL 124 M
38050 GRENOBLE CEDEX

INSTALLATIONS D'UNITÉS CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

ingénieurs mise en route

L'UN DES LEADERS DE L'INGÉNIERIE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER cherche, pour la mise en route d'installations chimiques et pétrochimiques, notamment au Moyen-Orient et en Amérique Latine, des ingénieurs mise en route.

Diplômés d'une école d'ingénieurs ou de formation équivalente, ils ont quatre à cinq ans d'expérience de la conduite d'installations. Leurs missions à l'étranger sont d'une durée moyenne de trois mois. Entre chaque mission, ils reviennent pour un mois en France. Pendant leur séjour en France, ils rédigent des manuels de procédure d'installations.

L'anglais est indispensable et la connaissance d'une autre langue est très appréciée. Leur rémunération est composée d'un fixe, d'une indemnité d'expatriation et d'une indemnité journalière versée sur place.

Ces ingénieurs, techniquement très compétents, font preuve d'esprit d'entreprise et de ténacité. Une belle évolution de carrière leur est offerte dans un groupe multinational performant.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 211 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



membre de syntec

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

ALIMENTAIRE — GUADELOUPE

Importante Société Guadeloupéenne d'importation et de distribution de marchandises périssables

recrute

directeur de haut niveau

âge 40 ans environ.

Capacités requises : acceptation de délégation au niveau commercial, gestion et administration ; surveillance et maintenance du matériel effectif.

Références exigées.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. RA 108 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet J.C.M. Rhône-Alpes
"La Belle Cordière"
63, rue Baraban - 69003 LYON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ZAIROISE
recherche
pour son siège de Kinshasa

CHEF COMPTABLE

diplômé C.S.C. ou équivalent ayant plusieurs années de pratique en comptabilité commerciale et industrielle âgé de 30 à 40 ans maximum

Faire offre avec C.V. détail. et photo à :
Rossel Régies Publicitaires
n° 215.511, rue Royale, 112
1000 BRUXELLES.

ORGANISME FRANÇAIS DE COOPÉRATION

recherche

Pour le compte d'une société de production d'équipements électroménagers - Douala au Cameroun (130 personnes).

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché directement au D.G., il aura notamment en charge :

- La conception et le fonctionnement d'un système administratif et comptable adapté à la nature de la société.
- La mise en place et le fonctionnement d'une comptabilité analytique.
- La gestion de la trésorerie.
- La conception et le fonctionnement du système de contrôle de gestion.

Formation supérieure exigée et expérience poste similaire en Afrique souhaitée.

RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES LIÉS A L'EXPATRIATION

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo sous référence n° T 026.828 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

STE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche pour

MOYEN ORIENT INGENIEURS Informaticiens

1) CHEFS DE PROJETS (+ de 5 ans d'expérience)

2) INGENIEURS - ANALYSTES (0 à 5 ans d'expérience)

Les candidats devront justifier :
- d'une bonne connaissance des problèmes d'informatique de gestion,
- de la maîtrise de la langue anglaise.

Nous offrons :
- séjour de longue durée ou durée limitée
- salaire attractif, avantages.

Adresser C.V., photo, prétentions à N. 1020
PUBLICITÉS REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Französischer Hersteller
von ELEKTRONISCHEN BAUELEMETEN
sucht für seine deutsche Vertriebsgesellschaft
IN FRANKFURT
(25 Mitarbeitern - 12 Mio. DM Umsatz 1980) den

VERTRIEBSLEITER

der baldmöglichst stellvertr. Geschäftsführer werden möchte.
Einkommen 80 000 - 100 000 DM p.a.
Voraussetzung : Alter zw. 30 und 40 Jahren, umfassende Erfahrung im Vertrieb von elektronischen Bauelementen oder benachbarter Branche, gute Französisch-Kenntnisse.

Ihre qualifizierte schriftliche Bewerbung in Französische Deutsche sprache senden Sie bitte unter chiffre Nr 16628 M an BLEU Publicité 17, rue du Dr Lebel - 94300 VINCENNES

Ecole de français A.I.I., ch. prof. form. A.V. juin, juil., août. Ecrire avec C.V. détaillé au FS zentr. Staufenstrasse 4 D 60 Francfort.

Systems Analyst

London

INMARSAT, an intergovernmental organisation setting up a global satellite — based maritime communications system, will, by 1982, be operating an information system utilising a PRIME 550. A Systems Analyst is required to help define and implement the organisation's information needs. Applicants, who must be qualified to degree level and have at least 5 years' experience, will need a wide and in-depth knowledge of system implementation procedures; on-line database systems design and fluency in Cobol and Fortran. An excellent command of the English language is essential. The man or woman appointed will be based in London and will receive a tax exempt salary of between £8.471 and £17.555 p.a plus a very wide range of expatriate benefits.
For more information and an application form please write to INMARSAT, ref LM, c/o Austin Knight Limited, London W 1A 1DS. Tel: London 439 8588.
Application forms must be returned by 31 May 1981.

Microbiologie

Fabricant U.S. mondialement connu recherche

European marketing representative

qui sera chargé de développer les ventes Europe en application de plans marketing élaborés avec la direction internationale.

- La pratique courante de l'ANGLAIS est INDISPENSABLE.
- Diplôme universitaire en microbiologie et si possible immunologie.
- Quelques années d'expérience en Laboratoire ou dans un département ventes/marketing.
- La fonction implique des déplacements fréquents dans toute l'Europe (50 % du temps).

Envoyer C.V. détaillé en Français et Anglais avec photo et numéro de téléphone à P. LICHAU S.A., sous référence 4.370 - B.P. 220 - 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Les candidatures seront traitées confidentiellement et les candidat(e)s retenue(e)s seront reçu(e)s à Paris le 8 mai par le directeur des exportations.

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

recherche pour filiale

D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

L'ADJOINT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

qui devra seconder le directeur général en prenant en charge les problèmes techniques de l'ensemble des chantiers forestiers.

Le candidat retenu sera un INGÉNIEUR MÉCANICIEN (A et M ou équivalent) possédant une expérience de 10 années au moins au sein d'une exploitation de taille moyenne dans le secteur forestier ou travaux publics.

Une partie de son expérience aura obligatoirement été acquise en Afrique.

Adresser lettre candidature, C.V. et prétentions sous référence 6.164 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

PROUVOST S.A.
(C.A. 5 milliards)
recherche

jeune ingénieur AM, ICAM, IDN...

débutant ou ayant une ou deux années *d'expérience professionnelle* pour

CARRIERE INTERNATIONALE

Après 6 à 8 mois de formation dans nos filatures du Nord de la France, il prendra son premier poste aux ETATS-UNIS selon le programme de développement d'une jeune unité de filature dont il assurera ensuite la Direction Technique.

Ecrire avec C.V. détaillé à M. CHERMAT
PROUVOST S.A.
11 Boulevard de la Madeleine - 75001 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

LEADER EUROPÉEN DANS SA SPÉCIALITÉ

recherche

pour son département *Marketing*

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL EXPORTATION

L'intéressé aura pour mission :

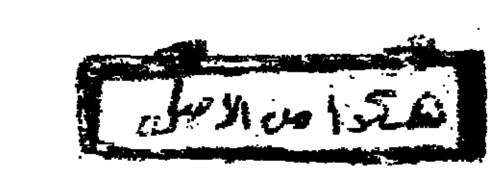
- La formation et l'animation du réseau commercial.
- La liaison et la coordination entre la maison mère et ses différents agents en ce qui concerne l'évolution des marchés exports et le développement des produits de la société.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur de 30 à 40 ans possédant la maîtrise courante des langues française, anglaise et allemande.

Le candidat devra justifier en outre d'une expérience confirmée dans le domaine commercial.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature accompagnée d'un C.V. détaillé, d'une photo récente et de vos prétentions sous réf. n° 884700 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Discrétion assurée.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PRODUITS DE BEAUTÉ **LANCASTER**

recherche pour son département
MARKETING INTERNATIONAL

CHEF de PRODUIT *HF* soins

possédant 3 à 5 ans d'expérience dans les cosmétiques ou parfums de luxe.

Sa mission :
- *gestion d'une gamme importante de produits existants,*
- *recherche permanente de nouveautés et de leur conditionnement,*
- *participation à l'élaboration de la stratégie d'évolution et à la définition des axes de développement.*

Anglais courant indispensable. Connaissances d'Allemand souhaitées.

Le poste est basé à MONACO.

Adresser CV manuscrit et prétentions à *LANCASTER* référence M2 - Direction du Personnel - 7, av. d'Ostende MONTE-CARLO. Discrétion assurée.

GRENOBLE

Nous sommes la filiale française de l'un des plus importants constructeurs de matériel informatique. Dans le cadre de l'expansion très rapide de nos activités, nous recrutons pour notre

département achats

un ou une

ingénieur électronicien

Après une période d'adaptation à nos méthodes, cet ingénieur se verra confier la responsabilité complète des achats de pièces à technicité très élevée, dont le volume financier représente plusieurs millions de dollars par an.
A partir d'un plan de production précis, il aura à déterminer les quantités à acheter, à choisir les fournisseurs les plus adaptés, tout en minimisant l'inventaire. Sa liberté, son autonomie dans le choix et la négociation avec les fournisseurs sont totales, il dispose pour son information et comme aide à la décision d'outils informatiques très sophistiqués.

Ce poste de très haut niveau technique nécessite un certain goût pour les contacts, la négociation, ainsi que la gestion.
Nous recherchons des ingénieurs diplômés d'écoles telles que les Mines, Centrale option électronique... ou des ingénieurs électroniciens (SUPELEC - ENSERG...) motivés à la fois par la technique et la gestion et possédant de bonnes connaissances en anglais.

Si vous souhaitez intégrer une entreprise dont la croissance est très forte (30 à 40 % par an), si vous attachez de l'importance à des relations informelles, au management par objectifs, à une évolution de carrière liée à votre performance, écrivez à

Claire BACHELARD (C - ACH 04) HEWLETT PACKARD — 5, Avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

HEWLETT PACKARD

Responsable Informatique

Dans le cadre d'importants investissements informatiques, le **Centre de Recherche Pharmaceutique SEARLE**, situé près d'**ANTIBES**, recherche son **Responsable Informatique.**

Rattaché au Directeur, il aura à mettre en place et à assurer le support informatique scientifique et administratif nécessaire au *bon fonctionnement du Centre.*

Le candidat recherché a acquis, si possible dans un contexte scientifique, une solide expérience (7 à 10 ans) en tant qu'analyste programmeur.

Ayant une parfaite maîtrise de la programmation d'applications en FORTRAN, il a évolué dans un environnement D.E.C. (série P.D.P. 11) *et est familiarisé avec l'O.S. du* D.E.C - R.S.X. 11 M.

Les fréquentes liaisons avec les responsables informatiques des Centres Anglais et Américains supposent une bonne connaissance de la langue anglaise.

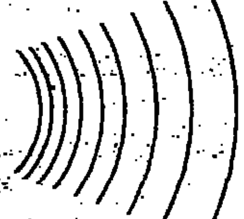
Notre conseil vous remercie de lui faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) sous référence 411/LM à



Yves KERNEVEZ
CONSEIL EN RECRUTEMENT
28, rue Cambacérès 75008 PARIS

MEDIA BA

BREST



THOMSON-CSF
DIVISION ACTIVITÉS SOUS-MARINES

engage pour renforcer ses Laboratoires d'Etudes Electroniques

2 INGENIEURS DE HAUT NIVEAU (ENST, ESE, ENSAE, ENSERG, ENSEEIHT...)

- **1 INGENIEUR ELECTRONICIEN** : 5 à 6 ans d'expérience
  Etude et Développement d'Equipements Sous-Marins et de Navigation.
  Connaissance en microprocesseurs souhaitée.
  Poste d'avenir pour candidat de valeur (prise en charge à moyen terme de tout un secteur d'activité).
- **1 INGENIEUR ELECTRONICIEN EXPERIMENTE :**
  Pour poste Ingénieur d'Affaire/Ingénieur Système comprenant : projets et propositions techniques, conception, suivi, mise au point, installation et formation client.
  Anglais souhaité.
  Déplacements courte durée France-Etranger.

Perspectives de carrière évolutive pour candidats jeunes et dynamiques, aimant le travail en équipe.

Entretiens possibles soit à PARIS, soit à BREST. Frais de déplacements remboursés.

Envoyer C.V., photo et prétentions à THOMSON/CSF - DASM/BREST
Route du Conquet - 29283 BREST CEDEX.

MEDIA BA

Un ensemble industriel de plus de 2.000 personnes, premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge, filiale **Thomson-Brandt** recherche à **Lyon**

ingénieur électronicien débutant

ou semi-confirmé de formation SUPELEC ou équivalente.
Ce poste comporte la responsabilité de l'étude de circuits de commande de moteurs à vitesse variable, le pilotage des essais, la participation au choix des fournisseurs pour des productions de grandes séries et le respect des coûts.
La fonction nécessite la connaissance des composants de puissance : TRIACS, THYRISTORS, TRANSISTORS.
Il sera en relation étroite avec les équipes d'électroniciens de l'ensemble du Groupe THOMSON.
Ecrire Cabinet Gatier
32 rue Barrème 69006 Lyon
(référence 390).

Cabinet Gatier

média-system

Diplômés grandes écoles de commerce, dépassez l'Hexagone !

Un groupe d'ingénierie et d'électronique en forte expansion, recherche :

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

dynamique, fortement motivé, parfaitement bilingue anglais, souhaitant occuper une fonction de chargé d'affaires à l'exportation.

Adressez lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae + photo à

ANPE Madame ROLAND
Section spécialisée cadres
12, place de la Croix-de-Bourgogne
54000 NANCY

ORGANISME ÉCONOMIQUE
d'Auvergne
recherche

CHARGÉ DE MISSION
Technico-Commercial

Pour orienter et épauler les P.M.I. d'un arrondissement dans leur diversification.

Le candidat, âgé de 35 à 50 ans, est de formation technique (niveau ingénieur) complétée par une formation à la gestion (si possible marketing). Il a une expérience industrielle (en P.M.I. de préférence) de 6 à 7 ans. Il sera chargé d'analyser les besoins des P.M.I. et les accompagner dans leur démarche de diversification.

Env. candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions s/nº 884.948 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
de la région de Picardie

recherche

pour assurer
la Direction et le contrôle
de l'ensemble de ses services

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

Ayant une solide formation générale et juridique et une grande expérience des relations avec les chefs d'entreprises industrielles et commerciales et les responsables de tous les secteurs d'activités administratives.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :
Monsieur J. MARTIN
45, Avenue d'Iéna - 75116 PARIS

bleu

Bâtiment T.P Toulouse

CHEFS DE GROUPE TRAVAUX

Vous avez au moins 30 ans, après une formation grande école, vous avez rapidement pris la responsabilité d'importants chantiers Bâtiment T.C.E.
Vous souhaitez poursuivre votre évolution.
Notre entreprise, 500 personnes actuellement, vous en offre l'opportunité en vous intégrant dans un premier temps comme CHEF DE GROUPE TRAVAUX au sein de l'une de nos Directions Opérationnelles.

VOTRE OBJECTIF : sera de rentabiliser un C.A. de l'ordre de 50 millions de francs.

Notre expansion et celle du Groupe dont nous sommes Filiale permettront de satisfaire vos ambitions.

Notre implantation géographique vous assure une qualité de vie supérieure à la moyenne si l'ensemble de ces opportunités vous intéresse.

Adresser votre dossier de candidature ss réf. 95175 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

GROUPE INTERNATIONAL DE RESTAURATION
recherche pour l'EGYPTE

1 DIRECTEUR DE FILIALE

Responsable de l'implantation, du développement et de la gestion d'unités d'exploitation.

Le titulaire du poste, diplômé d'études supérieures ou *d'une grande école hôtelière* devra avoir une solide expérience du marketing et de l'organisation et avoir exercé un rôle complet de gestionnaire pendant plusieurs années.

Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Evolution de carrière certaine au sein d'un groupe pour un candidat de valeur.

Résidence LE CAIRE.

Avantages liés à l'expatriation, appartement meublé + voiture de fonction.

Ecrire 1ère lettre manuscrite avec C.V., copie des diplômes et certificats professionnels, photographie, sous réf. 1289 à

PIERRE LICHAU SA - BP 220 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra.

GROUPE IMPORTANT
recherche
pour ses filiales en AFRIQUE
(Statut d'expatrié)

CADRE
de COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
DECS ou équivalent

3 à 4 ans d'expérience, anglais souhaité

Adresser C.V. et prét., sous nº 98.283, à CONTESSE Pub., *20, avenue de l'Opéra,* 75040 PARIS Ced. 01, qui tr.

INTERNATIONAL CROPS RESEARCH INSTITUT FOR THE SEMI-ARID TROPICS

require a

FRENCH TRANSLATOR-EDITOR
(Information Services)

To be responsible for the style and content of all Institute publications prepared in French, whether written initially in that language or translated from English. Also to be responsible for translations into French from English and occasionally into English from French. Essential qualifications are native language ability in French, a good working knowledge of English, and experience in translation and editing. Desirable *qualifications* are a bachelor's degree in agriculture, a biological science, or journalism, and at least 2-3 years' technical translating, editing or writing experience for an international research-oriented organization. Knowledge of Spanish an advantage. Salary commensurate with experience, plus personal benefits.

Applications and resumes to :

Director General,
ICRISAT,
Patancheru P.O.,
Andhra Pradesh 502.324, India.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CPIO
NANTES

Notre Société, 2 100 personnes - 415 M de C.A., spécialisée dans la fabrication de pièces Techniques en Caoutchouc et Plastique destinées à l'automobile et à l'industrie, recherche pour son Centre Technique de Nantes

UN INGENIEUR MESURES ET ESSAIS

De formation Grande Ecole d'Electronique et de Mécanique, il devra posséder de solides connaissances en électronique des mesures, appliquées aux vibrations et aux techniques d'asservissement (hy*draulique et électronique).*

Il sera responsable d'un petit groupe de techniciens de haut niveau.

Débutant ou quelques années d'expérience.

Des possibilités d'évolution existent au sein de notre société, filiale d'un groupe français de dimension internationale.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à : *C.P.I.O. - BP 1226 - 44023 NANTES CEDEX* sous référence 8011M

Pour faire face aux Japs le contrôle de gestion

Si les chantiers de France-Dunkerque construisent des méthaniers pour les armateurs étrangers, c'est bien parce que ceux-ci y trouvent un rapport qualité/prix plus intéressant qu'ailleurs. Pour garder et améliorer cette compétitivité, seule garantie de l'emploi, il faut, entre autres, maîtriser les coûts, d'où renforcement du contrôle de gestion.

Vous savez que plus de cent corps de métiers interviennent dans la fabrication et l'armement d'un navire sophistiqué. Chaque commande pose pratiquement des problèmes inédits que savent résoudre les ingénieurs. A vous le «controller» de les aider à maîtriser la dérive des coûts estimés quelques années auparavant. A vous de prendre vos fonctions en découvrant à l'occasion de missions opérationnelles les ateliers, les quais, les cales, les services de recherches.

Votre réussite commence à Dunkerque. Vous y développerez votre première expérience de gestion acquise, sur le terrain, chez un grand ensemblier (montage de raffinerie, de centrale). Vous y valoriserez une formation supérieure en gestion, type MBA, et vous aurez l'occasion de vous entraîner à la relation, à la conviction, pour «vendre» dans toute la société *les* techniques et les *comportements* du business efficace. Une expérience hors de France, la pratique de l'anglais vous permettront d'accélérer votre carrière et de bénéficier des opportunités qu'offre notre société, capable de faire face sur un marché mondial compétitif. Vous nous écrirez en prenant contact avec les Conseils en recrutement de Sirca sous la référence 814 555M.



Sirca
64, rue *La Boétie - 75008 PARIS*
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



recherche pour

ses **RAFFINERIES** de l'HERAULT et de SEINE-MARITIME

ingénieurs de haut niveau

(X, MINES, CENTRALE, ARTS & METIERS)

ENSPM appréciée — anglais indispensable.

Débutants ou avec 2 à 3 ans d'expérience.

Après une formation de départ, des responsabilités leur seront rapidement confiées dans les services techniques, d'entretien ou de production. Leurs aptitudes leur permettront, ensuite, de progresser soit dans le raffinage, soit dans d'autres activités de la Société.

POSSIBILITES D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES A L'ETRANGER.

Prière d'adresser sous référence 94060 : lettre manuscrite, C.V. et photo à MOBIL OIL FRANCAISE, Service Central Recrutement, Tour Septentrion, 92081 PARIS LA DEFENSE, CEDEX 9.

Un des premiers Groupes internationaux d'équipements (500 personnes, CA 180 Millions de F) situé à **STRASBOURG** recrute.

DIRECTEUR ASSURANCE-QUALITÉ

Relevant directement du Président, il animera et supervisera un groupe d'une vingtaine de personnes qui intervient dans toutes les activités de la Société pour la qualité de ses produits et services. Il aura pour responsabilités essentielles de:

- *définir la politique* de qualité à atteindre et proposer les moyens nécessaires;
- développer «l'état d'esprit qualité» dans tous les départements depuis le planning et les approvisionnements jusqu'à l'après-vente, pour aboutir à une prévention *réellement intégrée*;
- contrôler l'application effective des normes et procédures de qualité de la Société;
- analyser les résultats, évaluer le niveau de qualité atteint et proposer toute mesure corrective au Président.

Le candidat (32 ans minimum) aura une formation d'Ingénieur et une expérience qualité dans les industries métallurgiques ou mécaniques telles que: automobile, matériel T.P., machinisme agricole, etc.).

Une bonne connaissance écrite et parlée de l'Anglais est indispensable.

Formation technique assurée aux États-Unis.

Déplacements en France et à l'étranger chez les fournisseurs et les clients (environ 20%).

Veuillez écrire sous référence 55 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNATOUIL, **GROUPE BBC**, 37, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS. Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT

---

*annonce parlée**

syminex

mesures à haute technicité offshore
contrôle non destructif
- mesures in situ - océano-météorologiques

chef de département meca-sol

basé à Marseille - anglais pratique impératif

30 ans mini - ingénieur spécialisé méca-sol

Ayant l'expérience de la mesure en mer, il sera chargé de la préparation et du suivi d'opérations offshore, de la conception d'outils et de méthodes nouvelles et des relations avec nos clients.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le (91) 54.92.55, réf M 306

SVP Information Carrière
48 rue Grignan 13001 Marseille.



GROUPE PETROLIER

recherche pour **région grenobloise**

jeunes cadres comptables et financiers

HEC - ESSEC - SUP de CO - DECS option finance comptabilité

Débutants ou première expérience professionnelle.

Larges possibilités ultérieures d'évolution, en France ou à l'Etranger, vers des responsabilités du type financier - comptable - contrôle de gestion - audit.

Salaire brut annuel compris entre 100.000 Frs et 115.000 Frs.

Envoyer lettre, C.V. et photo à no 95.127 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discrétion assurée.



ANNECY (Haute-Savoie)
La SOCIETE NOUVELLE DE ROULEMENTS
Filiale Renault
4 Usines - 4000 Personnes

Recherche

1 INGENIEUR DE CONCEPTION

(Réf. IC)

responsable de projets d'organisation informatisée dans les domaines commercial, industriel, administratif et financier.
FORMATION : grande école scientifique ou commerciale.

1 INGENIEUR CAO

(Ref. CAO).

responsable de projets de conception assistée par ordinateur en liaison avec le bureau d'études de la Société.
FORMATION : grande école scientifique.
Ces deux postes sont à pourvoir au sein du Département INFORMATIQUE équipé d'un important matériel IBM et de plusieurs mini ordinateurs.
Les candidats recherchés sont DEBUTANTS ou possédant quelques années d'expérience dans une entreprise industrielle.
Evolution à terme vers d'autres secteurs de la Société.

Ecrire, en rappelant la référence, avec C.V. détaillé et photo à : SNR - Service Emploi BP 17 - 74010 ANNECY Cédex

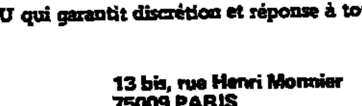
---



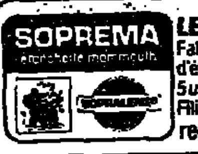
Adjoint au Directeur

X, ECP, HEC — **Marseille**

Directeur d'un organisme public national (effectifs : environ 100 personnes dont une soixantaine de Cadres) chargé de développer par actions pilotes, les techniques de pointe de l'informatique dans le secteur public, je recherche, pour me seconder rapidement dans la direction quotidienne et la gestion, un ADJOINT.
Il assumera la responsabilité du bon fonctionnement de l'organisme dans les meilleures conditions d'efficacité. Il aura sous son autorité le Secrétariat Général et le département de l'informatique interne de l'audit et du contrôle de gestion.
Ce poste évolutif intéresse une personnalité forte à tous points de vues, alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contacts.
De formation grande école, âgé d'environ 35 ans, cet homme a exercé des responsabilités analogues y compris la direction de Cadres de haut niveau.
Ecrire sous référence 81109 M à Madame Claude FAVEREAU qui garantit discrétion et réponse à toute candidature.



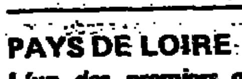
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS



LE GROUPE SOPREMA
Fabrication de matériaux d'étanchéité pour le bâtiment
5 usines en France - RFA - Suisse
Filiales en RFA - Suisse - Suède - Canada
recherche pour Strasbourg

JEUNE CADRE PROMOTION ET PUBLICITE

Formation techni. sup. (niv. ingénieur ou architecte) souhaitée.
3 à 4 ans d'expér. Publicité et Promotion, en entreprise (Produits, matériaux pour bâtiment, couverture, isolations ou autres techniques) ou comme chef de publicité.
Mission : promotion des produits et techniques SOPREMA par doc. techniques, publicité, expos., conférences, rédactionnel, gestion budgets.
Poste d'avenir stable.
Adr. CV dét. ss réf. 943 à seletec



PAYS DE LOIRE

L'un des premiers groupes français d'Assurances recherche pour sa Division Machines Chantiers

INGENIEUR

- Formation ENSAM, ETP ou équivalent.
- Expérience pratique diversifiée souhaitable (chantier et/ou atelier).
- La connaissance des marchés d'entreprise et de la commande des matériels sera appréciée.

Il agira comme

Technico - Commercial

au sein de la division. Il étudiera et négociera les conditions des contrats d'assurances et le règlement des sinistres.

Il recevra la formation « Assurance ».

Adresser CV détaillé et prét. s/réf. 479 M à Albert AUPETIT
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL - 3 bd René Levasseur 72000 LE MANS.



IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL SIDÉRURGIQUE
recherche

1°) Pour sa division métallurgique.
Service des Relations Techniques avec la clientèle.

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

niveau Grandes Écoles

Les candidats, âgés d'au moins 30 ans, sauront lire et parler l'Anglais.
Nous souhaitons qu'ils aient un goût prononcé pour les contacts, en particulier avec les spécialistes des spécifications et de la mise en œuvre : qu'ils sachent rédiger rapidement des comptes rendus de visite en décrivant les besoins ressentis.
Ces cadres auront la connaissance des moyens de mise en œuvre dans le domaine de l'emboutissage (technique et réglage des presses), de la chaudronnerie, du soudage ou de la construction métallique.
Nombreux déplacements à prévoir.
Le salaire sera fonction de la qualification (130.000 F à 160.000 F environ).

2°) Pour son usine de Dunkerque.

CHEF DE SERVICE APPROVISIONNEMENTS

Nous cherchons un gestionnaire de 35 ans environ, sachant parler anglais et possédant de solides connaissances en gestion, droit, comptabilité et banque.
La dominante du poste est commerciale. Il s'agit de contrôler les achats, gérer les stocks, et assurer les transports.
La responsabilité de tous les approvisionnements de cette usine de 15.000 personnes, demande une personnalité de grande envergure et d'une parfaite intégrité.
Salaire entre 140.000 F. et 180.000 F par an.



Adresser lettre de candidature manuscrite, avec C.V. et photo, au Cabinet OGIER, à l'attention de Mme du TERRAIL, 7, rue de Provence, 75009 PARIS.

PAYS DE LOIRE

L'un des premiers groupes français d'Assurances recherche pour le staff de son département ASSURANCES DE PERSONNES.

HEC - ESSEC - ESCP

- Au sein d'une équipe jeune, il sera chargé de la planification, de la conception et du suivi des tableaux de bord, des prévisions budgétaires et comptables.

Ce poste implique dynamisme, qualités relationnelles et réalisme.

- La formation complémentaire en Assurance sera dispensée par les Sociétés du Groupe.
- De réelles possibilités d'évolution seront offertes dans différentes fonctions.

Merci d'adresser sous référ. 478 M un C.V. à Albert AUPETIT qui prendra avec vous un contact personnalisé.
CENTRE de PSYCHOLOGIE du TRAVAIL - 3, bd René Levasseur 72000 LE MANS.



---

recherchons pour notre
AGENCE de LIMOGES

technicien

BTS - DUT ou EQUIVALENT

pour vérification sécurité (appareils de levage et installations électriques.

Expérience nécessaire de 1 ou 2 années minimum.

Libre rapidement.

Ecrire à CEBTP avec C.V.
12, rue Brancion
75737 PARIS CEDEX 15

BANQUE TARNEAUD
LIMOGES
recherche pour son agence
D'ANGOULÊME

ATTACHÉ COMMERCIAL

CONFIRMÉ

Niveau classe III ou IV.
Bonne expérience clientèle P.M.E., P.M.I. et particuliers.
Titulaire du brevet professionnel Banque ou en cours de préparation.

Adresser C.V. et photo au Service du personnel 2 et 6, rue Turgot 87000 Limoges.

Ing. Grande École, nat. française, si possible Dr-ing. en mécanique, pour préparer thèse d'État, sur 4 ans, à l'univ. de Rouen, conditions : type attaché C.N.R.S. Contacter M. TRINITE, L.A. 230, fac. sci. de Rouen, B.P. 67, 76130 Mont-Saint-Aignan. Tél. : (35) 98-28-60.

Impt cabinet d'implantation régionale recherche

UN FISCALISTE

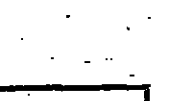
confirmé pour LA NORMANDIE

UN FISCALISTE

Confirmé pour L'EST

Expérience minimum 2 ans, soit dans l'administration fiscale, soit dans un cabinet conseil fiscal, soit dans les services d'une grande entreprise.
Situation comportant une grande liberté d'action et un contact direct avec une clientèle de commerçants et d'industriels.
Ecr. avec C.V. et photo s./réf. 3.042 à INTER P.A., B.P. 508, 75066 PARIS Cedex 02, qui tr.

Pour son Service Etudes et Organisation à Saint-Etienne

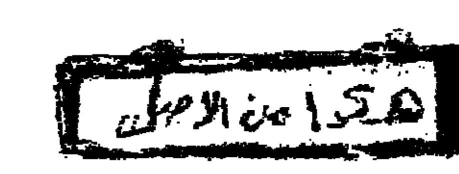


recherche

INGENIEUR D'ETUDES

Formation Electronique ou Télécommunications.
Quelques années d'expérience, voire débutant.
Pour prise en charge des problèmes de télécommunications et transmission de données.
C'est un poste d'application concrète des techniques de télécommunications qui implique un sens certain des relations humaines.

Adresser curriculum-vitae sous réf. "I. T. 81" à :
DIRECTION DU PERSONNEL CASINO
42008 SAINT-ETIENNE CEDEX



Nous prions les lecteurs répondant aux « *ANNONCES DOMICILIÉES* » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

INGENIEUR GRANDE ECOLE, HEC,ESSEC: PARLONS POLITIQUE...

D'APPROVISIONNEMENT, dont vous êtes devenu spécialiste, essentiellement dans le domaine de la CONSTRUCTION ELECTRIQUE (solide expérience de 10 à 15 ans).
Professionnel donc, apte à affronter des situations nouvelles, négociateur averti, nous vous proposons de prendre en charge le Service APPROVISIONNEMENTS de notre Société, filiale (C.A. : 1,4 Milliards F) d'un GRAND GROUPE INDUSTRIEL et FINANCIER.
Rattaché directement à la Direction Générale de la Société, le CHEF du Service APPROS définira et appliquera la politique d'approvisionnements (France et Etranger) dans une structure décentralisée.
Ce poste d'envergure et d'avenir, pour lequel la connaissance de l'anglais est souhaitée, s'adresse à un candidat pouvant faire la preuve de ses apports et de ses acquis.
Assurée d'une discrétion absolue et d'une réponse, votre candidature motivée et motivante est à adresser sous référence 8200 à rscg carrières - 64, rue La Boëtie - 75008 PARIS -, qui transmettra.

rscg carrières

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION COMPOSANTS ACTIFS, MICROPROCESSEURS ET SYSTEMES

recherche

- 1 RESPONSABLE DE LIGNE
- 1 INGENIEUR APPLICATION SYSTEMES
- 2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX SYSTEMES
- 1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL COMPOSANTS ACTIFS
- 1 TECHNICIEN SAV

NOUS OFFRONS :
• salaire attractif selon expérience • véhicule de fonction ou indemnité kilométrique • stage de formation.

Convention Collective de la Métallurgie.

Postes à pourvoir immédiatement pour la REGION PARISIENNE.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à No 95799 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. Discrétion assurée.

TRANSAC Alcatel

LEADER DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANCAISE recrute

CADRES DE HAUT NIVEAU

pour les départements « INDUSTRIE», « BANQUES » et « ADMINISTRATIONS »

Postes à pourvoir :

CHEFS DE SECTEUR COMMERCIAL

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

ayant une expérience réussie de la vente dans le domaine de l'informatique.

INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS

diplômés de l'enseignement supérieur, aptes à la négociation, dynamiques, autonomes.

Nous vous offrons :
- une gamme de produits hautement compétitive,
- la dynamique d'un taux de progression de 40% / an depuis 3 ans,
- un plan de croissance qui nous donne les moyens financiers et industriels de nos ambitions : 400 MF en 1980 - 1.200 MF en 1983,
- des possibilités exceptionnelles de développement de carrière associées à une rémunération stimulante (fixe de haut niveau + intéressement).



Bureaux situés à l'ETOILE.

Candidature (avec lettre manuscrite et photo) à envoyer à
Mme VALLEE-LAURENT
TRANSAC ALCATEL
25 avenue de la Grande Armée 75116 Paris.

Ingénieur électronicien Paris



VOL INCENDIE

Vous propose un poste d'avenir, si vous avez déjà quelques années d'expérience vous ayant permis de tester et traduire concrètement des idées novatrices. Vous seconderez le responsable Recherche et Développement Technique en étudiant, réalisant puis industrialisant des centrales « intelligentes » devant constituer la nouvelle génération de ses types de matériel.

Vous pouvez en savoir davantage avant même d'être candidat, en demandant une documentation sous référence 4264/M à F. DOZOL
DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle 75015 PARIS - tél. 250.84.30

DEUG ou DUT PHYSIQUE

Notre entreprise intervenant dans un secteur technologique très avancé offre une intéressante opportunité d'intégration pour un jeune diplômé d'études supérieures scientifiques.

Sa formation de base en physique nucléaire sera renforcée par une première affectation au sein d'une équipe de conception. Il sera ensuite chargé d'études d'importance et de complexité croissantes, qu'il devra mener de façon autonome (analyse des problèmes, réalisation des calculs, synthèse des résultats, mobilisation des départements techniques concernés).

Ce poste évolutif pour un candidat bien formé en mathématiques et en physique, implique de bonnes notions d'anglais (au moins lu) et si possible quelques connaissances en informatique.

Poste basé à Paris.

Une candidature accompagnée d'un CV est à adresser sous réf. 71475, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

HONDA®
FRANCE

recherche

pour son siège social
à MARNE-LA-VALLÉE (77312)

UNE ASSISTANTE POUR SON SERVICE DE PRESSE

- Elle participera à l'organisation des diverses manifestations de presse.
- Elle assurera le secrétariat et le suivi du parc presse.

Profil souhaité :
- Stenodactylo.
- Anglais courant.
- 25 ans minimum.
- BAC + 2 (IUT information ou tourisme apprécié).
- Sens de l'organisation et du contact humain.
- Permis moto souhaité.
- Libre rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence BF/81 à :
HONDA FRANCE
Service du Personnel
Parc Activités Paris Est La Madeleine
BP 46 - 77312 Marne-la-Vallée Cedex 2

bleu

Paris – Nous sommes une importante société française (1 milliard de CA dont 30 % à l'exportation, 4000 personnes, 5 usines en France, des filiales à l'étranger) mais nous avons conservé les caractéristiques d'une grosse PME. Nous occupons une position de leader dans le secteur des biens de consommation durables. Notre direction générale souhaite intégrer auprès d'elle un professionnel de la finance et de la comptabilité pour la mise en place d'une vraie direction financière et recherche pour ce faire un

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale HEC, ESSEC, ESCP, vous parlez l'anglais... et vous avez le niveau de l'expertise comptable. Vous avez au moins dix ans d'expériences professionnelles acquises obligatoirement dans des entreprises industrielles vous ayant permis de pratiquer intensivement la comptabilité analytique. Vous avez aussi une première expérience de la consolidation et l'habitude d'une forte utilisation de l'outil informatique. Vous serez, à l'intérieur de notre structure, directeur financier et comptable et membre du comité de direction. Vous dirigerez un service de 50 personnes au siège, animerez fonctionnellement les structures comptables des usines et superviserez celles des filiales. Vous aurez la responsabilité de toute la comptabilité générale et de la finance – trésorerie, banques, gestion des changes, financement à l'exportation, rentabilité des investissements –, mais aussi de la comptabilité analytique permettant de déboucher à terme sur un véritable contrôle de gestion. Vous trouverez dans cette fonction très complète, qui ne peut concerner qu'un excellent professionnel en pleine possession des compétences requises, une stabilité de carrière et l'accomplissement de vos intérêts professionnels.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5482 M.

Nous sommes une importante société multinationale leader mondial sur son marché (manutention). La réputation de qualité et de fiabilité de nos matériels n'est plus à faire. Compte tenu de notre expansion, nos structures évoluent et nous recherchons notre

DIRECTEUR MARKETING-VENTES

Vous êtes si possible diplômé d'une grande école de commerce et vous avez acquis une expérience d'au moins 10 ans (vente-marketing-animation d'équipes) dans un contexte mettant en œuvre un réseau de concessionnaires exclusifs. Sous l'autorité du Directeur Commercial Europe avec qui vous définirez vos objectifs et vos moyens, vous aurez pour mission de développer nos ventes en France. Pour cela vous assisterez nos concessionnaires dans leurs actions : marketing, problèmes de financement, formation de leurs équipes de ventes aux nouveaux produits... Vous aurez ainsi un rôle de conseil, d'organisation, de stimulation et de contrôle du réseau. Vous dirigerez une équipe d'une dizaine de personnes. Compte tenu des relations européennes que vous entretiendrez il est indispensable que vous maîtrisiez parfaitement la langue anglaise. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6484 M.

Nous sommes une importante société industrielle à vocation internationale. Dans notre domaine d'activité nous sommes le N° 2 mondial. Compte tenu de l'évolution de nos structures nous recherchons un

ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Vous possédez une formation juridique supérieure que vous avez pu compléter par un DECS ou une grande école. Bien que jeune vous avez acquis une expérience de plusieurs années des relations d'affaires internationales en entreprise ou dans un cabinet juridique. Vous aurez pour mission d'assister notre Directeur Administratif dans : les problèmes juridiques abordés, qui très variés, englobent toutes les branches du droit (des connaissances en droit américain seraient appréciées), les aspects fiscaux, le contrôle financier et comptable d'un certain nombre de sociétés du groupe, le suivi des questions concernant les assurances et l'immobilier. Un bon généraliste possédant une solide culture juridique et un contact humain de qualité peut être assuré d'une carrière intéressante au sein de notre groupe.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6483 M.

Nous sommes une importante société française de distribution de produits pétroliers filiale d'un puissant groupe. Notre implantation nationale et l'importance de notre clientèle nous font rechercher dans le cadre de notre développement un

JEUNE INGENIEUR

Vous êtes ingénieur diplômé (AM par exemple), vous avez acquis une première expérience industrielle ou vous êtes débutant. Nous vous proposons d'intégrer notre département exploitation qui est responsable de la conception et de la mise en œuvre de tous les moyens utilisés pour acheminer, traiter, et stocker nos produits de la raffinerie jusqu'aux clients. Après une période de formation d'environ un an au siège où vous participerez à des études dans différents services techniques, afin de connaître notre société et son environnement, vous prendrez un poste de responsabilités dans un de nos établissements industriels de province (20 à 30 personnes). Ultérieurement vous devriez prendre la responsabilité d'un service du siège social.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6487 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Serifo en précisant la référence; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE – 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10
MEMBRE DE SYNTEC

---

futur directeur administratif et financier

180 000 Frs +

Filiale d'un important groupe, nous commercialisons des éditions prestigieuses. Nous avons encore la taille d'une P.M.E., mais nous connaissons une forte progression, ce qui nous conduit à cette création de poste.

Il s'agit, dans un premier temps, de mettre en place un service d'administration commerciale adapté à notre mode de diffusion, permettant de gérer nos stocks et les commandes clients, en temps réel.

Par la suite, vos responsabilités devraient rapidement déboucher sur les problèmes comptables et financiers. Nos structures sont très légères et vous serez en prise directe avec le P.D.G.

Vous avez une solide formation du type ESC et une expérience réussie dans les domaines administratifs et financiers au sein d'une société de distribution.

Vous avez donc bien compris toute l'importance de cette mise en place d'un système de gestion de commandes en temps réel.

Dans ce contexte très dynamique, vous pourrez donner toute la mesure de votre potentiel.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5009 à Bruno DEMOINET.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

CSNCR

THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
GRANDES ÉCOLES

Débutants ou avec première expérience intéressés par les domaines des FAISCEAUX HERTZIENS et des LIAISONS SPATIALES pour ses laboratoires d'études et ses groupes d'essais.

- hyperfréquences ;
- conception de circuits ;
- conception de systèmes de télécommunications ;
- antennes micro-ondes pour stations terriennes.

Larges perspectives d'évolution de carrière.

Ecrire avec curr. vitae détaillé, photo et prétentions à THOMSON C.S.F., Service recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

INGÉNIEUR REPRÉSENTANT ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE HAUTE TENSION

Notre entreprise, spécialisée dans la fabrication d'équipements d'essais de haute tension et de très haute tension, couvre une grande part du marché international dans ce domaine.

Nous cherchons, pour assurer notre représentation en France, un INGÉNIEUR de formation supérieure qui assurera la vente d'équipements d'essais dans le domaine de la haute tension et de la très haute tension.

Cet ingénieur devra avoir une expérience dans ce genre d'activité ou dans le domaine des transformateurs de puissance ou de mesure ou bien encore dans celui des équipements techniques de transport d'énergie électrique ou de production électrique.

L'emploi que nous offrons sera confié à un ingénieur compétent, dynamique et faisant preuve d'initiative.

Son point d'attache devrait permettre de couvrir dans les meilleures conditions l'ensemble du territoire (de préférence Paris, mais non impératif).

Il devra être très disponible (70 % à 90 % du temps en déplacement).

Compte tenu de l'expérience souhaitée, le candidat ne pourra être âgé de moins de 35 ans.

Le niveau de rémunération correspond à la grande importance de la fonction envisagée.

Envoyer curriculum vitae sous le n° T 026.737 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75016 Paris — etap

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Deux ingénieurs d'affaires (ensembles industriels)
référence IN 494 AM

Lafarge Coppee (10 milliards de CA, 27 000 personnes dont 12 000 hors de France) recherche pour une de ses filiales au sein de l'activité Ingénierie, DEUX INGÉNIEURS D'AFFAIRES.

Ils participeront au développement international du groupe en **négociant des contrats importants** (études, réalisations, assistance technique).

Ces postes intéressent des Ingénieurs Grande École (Mines, ECP, AM...) ayant déjà une expérience d'environ 5 ans dans le domaine des ensembles industriels (de préférence dans l'industrie lourde).

La diversité des zones d'activités concernées (Amérique latine, Pays de l'Est, Europe, Asie...) nécessite une solide pratique des langues étrangères : anglais + espagnol, anglais + autre langue.

Postes à Paris.

Cadre marketing futur responsable produits (H-F)
référence HS 499 AM

Scholl — **LABORATOIRE SPÉCIALISÉ DANS LES PRODUITS D'HYGIÈNE ET DE CONFORT DU PIED.**

Cette société très performante, filiale d'un grand groupe international souhaite *étoffer sa Direction Marketing et offre une carrière évolutive à ESC ou équivalent* ayant 2 à 5 ans d'expérience marketing (comprenant si possible une expérience de vente).

Ses premières responsabilités seront axées sur la gestion du budget publicitaire, la planification, le suivi des campagnes promotionnelles, la conduite d'études de marchés... Cette fonction préparant à court terme à une prise en charge d'une ligne de produits, conviendrait à un(e) candidat(e) ayant une bonne expérience des méthodes de marketing et de distribution moderne dans les produits de large diffusion.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Jeune organisateur responsable importants projets
référence JU 501 AM

UN PUISSANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE parmi les plus performants dans son domaine recherche pour une de ses filiales en forte croissance un Ingénieur ECP, AM, IDN ou équivalent susceptible d'assumer la **responsabilité d'importants projets d'organisation.**

Associé à la direction de cette unité, le titulaire du poste sera plus particulièrement ***chargé de la mise en œuvre de projets importants en collaboration étroite avec les commerciaux, les gestionnaires et les informaticiens*** (matériel IBM). Son activité concernera les produits existants et dans une perspective RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT, elle s'étendra à la conception et à la réalisation des nouveaux produits. **Réelle opportunité de carrière et évolution possible au niveau du groupe** pour candidat disposant d'une première expérience réussie de 3 ans environ acquise au sein du secteur tertiaire de préférence (banque-assurance, VPC...) ou cabinet spécialisé.

Lieu de travail : Paris.

Ingénieurs SUP AERO, ENICA, ENSMA, ESTACA, EPF, ENSI, électroniques
référence IT 500 AM

UN ORGANISME A VOCATION TECHNIQUE assurant la ***maîtrise d'œuvre de programmes importants*** propose des situations stables et formatrices à des **Jeunes Ingénieurs** grande école (débutants ou *début d'expérience*).

Il s'agit d'assister des responsables de programme missiles dans l'étude de conception, l'établissement des spécifications, le suivi du développement ou de la réalisation.

Ces postes se situant dans un domaine faisant appel à des techniques de pointe, permettant à de jeunes ingénieurs :

- de travailler dans de petites équipes dynamiques
- d'être en contact avec des industriels divers
- de bénéficier de formations complémentaires

Pratique de l'anglais souhaitée – de l'allemand appréciée.

Bonnes connaissances en électronique appréciées.

Postes à Pourvoir à Paris.

Cadre financier débutant
référence GR 498 CM

UN ORGANISME RÉGIONAL DE FINANCEMENT afin de renforcer son équipe, recherche **un Cadre financier débutant** (ou ayant une courte expérience).

Ce poste peut convenir à un candidat grandes écoles de commerce, Sciences Po ou formation supérieure équivalente.

Il recevra une formation aux diverses techniques de financement des entreprises (prêts à long et moyen terme, prises de participation) afin d'assumer des responsabilités autonomes auprès de la clientèle. **Situation valorisante, *impliquant des qualités de rigueur et de contact. Poste ville 150 km de Paris.***

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

4, rue Massenet 75016 Paris — etap

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

HEC, ESSEC, ESCP... marketing international
référence CS 486 AM

CIMENTS LAFARGE FRANCE 3 milliards de F de CA - 400 millions de F à l'export recherche pour assister son Directeur Exportation, un **Jeune HEC, ESSEC, ESCP** ou équivalent (3 à 5 ans d'expérience).

Sa mission consistera à préparer les négociations internationales :

- *en appréciant les potentialités des marchés étrangers par des contacts directs dans les pays concernés*
- *en analysant la rentabilité des affaires traitées*
- *en suivant les évolutions des cours des produits et des frets.*

Cette activité d'exportation s'exerçant essentiellement par **affrètement maritime**, *une expérience des problèmes de fret et de manutention de produits* pondéreux est indispensable. **Une réussite à ce poste ouvre de réelles perspectives de développement de carrière au sein des activités internationales de LAFARGE COPPÉE.**

La pratique courante de l'anglais est nécessaire (autre langue appréciée).

Lieu de travail : Saint-Cloud.

Jeune cadre information communication
référence DO 496 AM

UN ORGANISME PROFESSIONNEL, *agissant au plan national et international* et assurant des activités d'information, promotion, assistance technique et formation, offre une intéressante opportunité de développement de carrière à un **Jeune Cadre.**

Rattaché au Directeur de l'Organisme, il recevra une solide formation lui permettant d'assumer des responsabilités variées et évolutives : information externe et interne, participation à des actions promotionnelles, publicité, analyse des besoins des utilisateurs...

Poste actif, impliquant de nombreux contacts, qui conviendrait à un candidat dynamique et imaginatif, de formation ESC, Institut de Relations Publiques ou équivalent, ayant une première expérience professionnelle dans le domaine des communications ou débutant si stages intéressants. **Connaissance de l'anglais indispensable.**

Poste à Paris.

SECTEUR AGRICOLE — Cadre dirigeant unité autonome de distribution
référence CN 495 CM

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE, *chargée de la commercialisation des produits destinés à l'agriculture (semences fourragères)* offre un poste évolutif de **Directeur Commercial** à Ingénieur Agronome ou formation supérieure équivalente connaissant les marchés agricoles.

Il sera responsable de :

- l'élaboration de la politique commerciale
- l'animation d'un réseau de vente

et il devra, dans un délai très rapide, assurer avec autonomie l'ensemble des responsabilités commerciales et de gestion.

Le candidat devra justifier d'une expérience de 10 ans environ au contact des milieux agricoles et faire preuve de qualités de gestionnaire et d'animateur.

Poste : ville centre France.

Ingénieur AM débutant
référence EP 497 AM

UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE (40 millions CA - 120 personnes) filiale d'un des premiers groupes français et réalisant des produits à forte technicité (matériaux composites...) propose un début de carrière dans ses services de production.

Par des missions successives, ce jeune ingénieur se familiarisera avec l'organisation de l'entreprise et ses produits, et s'orientera vers une prise en charge de la fonction contrôle-qualité. Une évolution à plus long terme vers l'encadrement *en fabrication est envisagée. La structure de la société peut permettre* des responsabilités polyvalentes et une évolution ultérieure dans l'entreprise ou le groupe.

Lieu de travail : ville moyenne région Normandie.

Jeune ingénieur Supélec, Télécom, Sup. Aéro...
référence SO 368 AM

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL (2 000 personnes) recherche **Jeune Ingénieur Supélec, Télécom, Sup. Aéro...** pour étoffer son groupe d'études électroniques et y devenir un spécialiste des microprocesseurs.

A ce titre, il apportera un soutien technique aux autres ingénieurs d'étude et aura lui-même à assumer la responsabilité du développement de nouveaux matériels impliquant l'utilisation de microprocesseurs depuis la conception *jusqu'à la réalisation et la mise en service. Poste motivant pour candidat* désireux de participer aux progrès technologiques dans un secteur de pointe.

Poste : ville Sud-Ouest.

Pour ce poste, écrire en précisant la référence, à Madame Santa-Maria - E.T.A.P. 30, rue Catros 33000 Bordeaux.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

Jeune cadre opérationnel

95.000 Frs/an +

Société française (900 personnes, 250 millions de chiffres d'affaires) leader européen dans notre branche du Transport, nous recherchons:

UN JEUNE OPERATIONNEL

pour renforcer la structure du département Direction des Agences de notre siège Parisien.

Adjoint à la coordination des agences, sa mission d'organisation et de gestion concerne l'ensemble de l'activité des Etablissements implantés en France:

- Conseil de gestion et organisation administrative
- Organisation du parc et des liaisons inter-centres
- Etudes de rentabilité

Intégré dans une équipe dynamique, sa mission implique des contacts fréquents *avec les responsables locaux.*

Vous avez un diplôme d'études supérieures (Ingénieur, Ecole de Commerce, Sciences Eco.) enrichi par quelques années d'expérience acquises sur le terrain et une vocation de gestionnaire.

Une réussite dans la fonction *débouchera* vers des responsabilités élargies *au sein d'un groupe d'envergure Européenne.*

Le poste est à pourvoir dans la proche banlieue Parisienne.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) S. Réf.1104 RC

39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS

RC RATIO CONSEILS

MATRA AUTOMOBILE

recherche

HOMOLOGATEUR

Chargé des dossiers de langue anglaise pour faire réceptionner les véhicules à l'étranger, (préparation des dossiers de réception - essais se rapportant aux différentes homologations) diplômé BTS mécanique, *expérience souhaitée.*

Adresser CV détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel Madame LAMARQUE 14, rue Paul Dautier - 78140 VELIZY

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Une des premières sociétés françaises dans son secteur se développe rapidement et propose le poste de Responsable du Personnel d'un de ses établissements industriels importants (1000 personnes, dont 70 % d'ingénieurs cadres et techniciens).

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, il anime le service du personnel, qui comprend une vingtaine de personnes. Outre les responsabilités habituelles liées à la fonction, il conçoit, propose et met en œuvre une politique dynamique de gestion des ressources humaines.

Nous souhaitons *rencontrer un professionnel de la fonction qui* justifie d'une expérience d'au moins cinq ans, acquise de préférence en milieu industriel. Il a si possible une formation de base juridique.

Le poste est à pourvoir à 1 h de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1152 P à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

PME - CONSTRUCTEUR D'USINES

implantée à Paris, réalisant 80 % de son C.A. (200 MF) à l'exportation recherche

adjoint au chef du service financier

Agé de 27 ans minimum, diplômé d'une grande école de commerce, son rôle sera :

- d'assister les négociateurs,
- de mettre en vigueur et de gérer les contrats,
- de superviser les comptes clients.

Connaissance Banque et Coface - Anglais et Espagnol nécessaires. Grande disponibilité pour voyages fréquents.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 7278 à *AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.*

Crédit d'équipement des PME

- qui a pour vocation de financer *le développement des entreprises* recherche

JEUNE ATTACHE FINANCIER

LE CANDIDAT AURA :

- une formation économique et financière sanctionnée par des systèmes d'études supérieures : *Grande École de Commerce ou DESS option* Finances ou Banques ou IEP Paris + Maîtrise en Droit.
- une bonne aptitude au contact et à la négociation.
- Il se verra confier des études financières devant permettre la mise en place des crédits d'investissements.
- La fonction implique des déplacements.

Envoyer C.V., photo, prétentions au Service Recrutement TOUR OLIVIER DE SERRES 78 rue Olivier de Serres - PARIS 15ème

---

Nous sommes un important groupe de distribution nous recherchons pour notre Direction du Personnel & des Relations Sociales un

CHEF DU PERSONNEL

Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il sera chargé de la GESTION DU PERSONNEL DU SIEGE SOCIAL (800 personnes) : recrutement et administration, paie, relations avec les partenaires sociaux, tableau de bord social ; il supervisera également les services généraux.

Le candidat que nous recherchons est un homme de contact ayant acquis, grâce à une EXPERIENCE SIGNIFICATIVE DE 5 A 10 ANS, une bonne pratique des différentes missions d'un service de personnel.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 3629 à :



Dans le cadre du développement de notre Groupe, tant en France qu'à l'Etranger, notre DIRECTION DES ETUDES BATIMENT souhaite renforcer les effectifs de son Service Technique

CLIMATISATION - CHAUFFAGE - PLOMBERIE

et vous propose les postes de

ingénieurs
débutants et confirmés

Ils sont diplômés d'une Grande Ecole ou ont acquis le même niveau par leur expérience. Rattachés au Chef du Service Etudes Techniques, ils ont pour missions d'effectuer les études techniques et de prix dans cette spécialité, pour nos grands chantiers France et Etranger. Ils assurent également depuis le siège, le suivi des chantiers. Ils maîtrisent la langue anglaise.

techniciens
confirmés

Ils sont titulaires d'un B.T.S. ou ont le niveau équivalent. Ils ont une expérience d'au minimum 3 à 4 ans, *acquise de préférence* en entreprise. Collaborateurs directs de l'ingénieur Chef de Projet, ils le secondent dans l'ensemble de ses missions (*techniques, études de prix, exécutions*). La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

François Jacquel attend votre candidature sous référence 3729/FJ. BOUYGUES - B.P. 204
92142 CLAMART CEDEX

Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.
Construisez avec nous votre carrière.



SINTRA Alcatel

INGENIEUR INFORMATICIEN

Notre Département
DETECTION SOUS-MARINE
réalise des systèmes informatiques appliqués au traitement de signal SONAR

recherche pour son **SERVICE INFORMATIQUE**

de jeunes ingénieurs diplômés ou universitaires 3e cycle pour *participer à la réalisation de systèmes informatiques* en temps réel embarqués à haute performance.

Lieu de travail : ARCUEIL (Accès : Métro - Bus - RER)

Adresser votre candidature sous réf. L - 183 à SINTRA ALCATEL
J.F. SILVESTRE - 1, avenue Aristide Briand
94117 ARCUEIL.

Responsable Comptabilité Clients

Une importante société, située dans le 16ème arrondissement (métro IENA) recherche un **COMPTABLE** pour prendre la responsabilité de son groupe COMPTABILITE CLIENTS.

Agé de 35 ans minimum, il possèdera le DECS et quelques années d'expérience.

Il bénéficiera des **nombreux avantages sociaux** propres à la société et/ou liés à la convention de la métallurgie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo en précisant sur l'enveloppe la référence 746 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra.

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA



vallourec

1er fabricant français de tubes d'acier

contrôle interne

Le responsable du Service Contrôle Interne recherche :

son adjoint

Il sera chargé du contrôle interne et des procédures dans les 20 *établissements de la Société Vallourec et dans les filiales du Groupe.* Ce poste nécessitera de fréquents déplacements en France, mais de courte durée.

Pour assumer cette responsabilité, le candidat recherché aura nécessairement une formation comptable, niveau DECS, et une dizaine d'années d'expérience pratique dans ce domaine.

De réelles possibilités de carrière sont offertes au sein du Groupe Vallourec.

Adresser lettre *manuscrite* + CV + *photo sous référ.* 22-81 A à
Mme Varène, chargée du recrutement des Cadres
Société VALLOUREC - 7, Place du Chancelier Adenauer
75764 PARIS CEDEX 16.

Un des premiers Groupes Industriels français, de haute notoriété internationale

recherche

un grand responsable de service transports internationaux

Le candidat devra allier à une classe personnelle évidente un potentiel d'expérience portant sur les TRANSPORTS INTERNATIONAUX DE DISTRIBUTION ET DE VRACS.

Le département logistique-transports du Groupe réalise un C.A. de 600 millions et il concerne le grand périmètre minier et industriel mondial.

La fonction supposera une triple responsabilité de gestion, de négociation et d'administration de service, et le traitement de contrats particulièrement importants de location de matériel naval, fluvial et ferroviaire.

Le poste se situe à *Paris*, mais suppose des déplacements en tous pays, et de ce fait la pratique courante de l'anglais est exigée.

La situation se place à un haut niveau directionnel.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous No 95.709,
CONTESSE & Cie
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BANQUE HERVET

recherche
pour ses agences de Paris et du Centre France

EXPLOITANTS

Classes V et VI
Spécialistes clientèle entreprises

Votre expérience professionnelle s'appuie sur une formation de base de type Grandes Ecoles ou diplômes bancaires (I.T.B. + C.E.S.B.).

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à : Banque Hervet, Direction du Personnel, 127, av. Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Plein Champs

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE
proche banlieue Nord, accès par M°
recherche

en raison du développement de ses activités tant en France qu'à l'étranger

UN INGENIEUR

SUPELEC, TELECOM ou Ecole *même niveau*

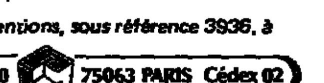
Age minimum 35 ans, ayant l'expérience des **négociations** techniques et commerciales en France et à l'Etranger, pour Ingéniérie et coordination *de réalisations de systèmes ferroviaires et Mass-Transit* (signalisation, conduite automatique ou assistée, commande centralisée, régulation informatisée, télécommunication).

*Ce poste requiert de fréquents déplacements à l'Etranger pour établisse*ment de stratégies d'actions, études d'Ingéniérie, devis, réalisation.

Anglais courant + une autre langue indispensable (espagnol, portugais, arabe...).

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 3936, à

PIERRE LICHAU SA-BP 220



75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra.



ADTECH INTERNATIONAL

est la filiale française d'un groupe *américain. Elle construit et diffuse* en Europe des alimentations stabilisées d'équipement, linéaires et à découpage

Elle offre à sa Clientèle des produits sur catalogue *et des produits spéciaux qui font l'objet d'études* préalables. Le Directeur des Etudes recherche pour l'assister dans sa tâche (études des modèles spéciaux, développements technologiques de l'ensemble) un

ingénieur électronicien

issu d'une des écoles suivantes : ESE, ENSERG, N7, ENSEA. Il est vivement souhaité une première expérience dont il sera tenu compte dans l'évaluation de la rémunération. Toutefois la candidature d'un débutant sera sérieusement étudiée, si ce dernier manifeste : *un intérêt pour les circuits de commutation de puissance* et pour les asservissements linéaires ou échantillonnés, ainsi que le goût de la mécanique. La pratique de l'anglais est un atout important. Société en très rapide expansion. Lieu de travail : MANTES (78).

Ecrire avec C.V. explicite sous référence S/S/BD à

CETAGEP

30, avenue Amiral Lemonnier - 78160 MARLY LE ROI

Un des plus importants Cabinets de Brevets de la place de Paris, propose à un

INGENIEUR ELECTRICIEN-ELECTRONICIEN

diplômé Sup. Elec. ou équivalent, débutant ou confirmé, *un poste d'Ingénieur de brevets.*
Cette profession fait appel à une grande curiosité d'esprit, un solide bagage culturel et une réelle autonomie d'action et de décision.
Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adr. lettre de candidature, CV sous réf. 2804, BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

Message à un INGENIEUR COMMERCIAL

Vous souhaitez entrer chez le leader français des conditionnements alimen*taires en matières thermoplastiques, formées* ou *injectées, pour y prendre* la charge des relations avec les

grands clients

Nous recherchons un responsable pour suivre un nombre très limité de clients très importants. Il participe activement *à la mise au point* technique et technico-économique des nouveaux produits ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux marchés.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez une *formation* d'ingénieur et / ou une expérience de 10 ans environ de ventes de produits techniques (matières plastiques appréciées), si vous avez un tempérament *d'entrepreneur et si vous êtes un homme de développement.*

Notre conseil étudiera confidentiellement la première *lettre que vous* lui adresserez sous référence M/129/A

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Message à un INGENIEUR COMMERCIAL

Vous souhaitez entrer dans la filiale d'un des premiers groupes français. Nous sommes prestataires de services auprès des

collectivités locales

Nous recherchons un ingénieur commercial rattaché au Directeur du département. Il a, au niveau de la société et de ses filiales (1800 personnes), *une double mission : gérer les contrats en cours et effectuer les études de* marché nécessaires au choix des actions commerciales pour maintenir et développer la clientèle. Il négocie lui-même auprès d'interlocuteurs multiples les nouveaux contrats et leur *renouvellement.*

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez au moins 30 ans, une formation d'ingénieur, l'âme d'un "entrepreneur" réaliste, et si enfin grâce à votre première expérience commerciale, vous êtes convaincu que la vente de services est difficile, souvent remise en question mais passion*nante.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/227/A à notre conseil



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE GRANDE BRANCHE ET GROUPE DU SECTEUR PRIVÉ

Nous recherchons

des Chargés de mission confirmés

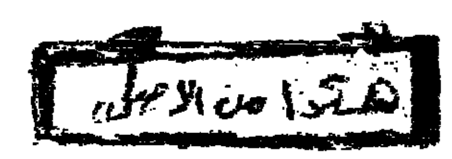
Nous offrons à des candidats dynamiques souhaitant exercer des responsabilités d'animation commerciale, la possibilité de devenir :

INSPECTEUR DU CADRE

Il est prévu un stage rémunéré
ainsi qu'un plan de carrière.

Adresser : C.V. et photo à :

Monsieur Gilles RISSOAN
Contrôleur général
LE CONTINENT VIE
62, rue de Richelieu
75002 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ELECTRONIQUE MARCEL DASSAULT

recherche, dans le cadre de son développement, pour ses activités «MÉCANISMES ET STRUCTURES» des

ingénieurs

réellement attirés par la mécanique

pour,

SON SERVICE ÉTUDES
(conception, définition, expérimentation,...) réf. 2171 M

SON SERVICE MÉTHODES
(études de techniques de réalisation en relation avec l'estimation des coûts) réf. 2172 M

SES SERVICES DE FABRICATIONS
(choix et conduite de moyens, extérieurs à l'entreprise) réf. 2173 M

Que vous soyez ingénieur confirmé ou débutant diplômé
(X, CENTRALE, A & M,...),

adressez votre dossier de candidature (sous référence à préciser sur l'enveloppe) à

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

chef de produit industriel

120/150000F

Il sera le responsable commercial et le premier vendeur de son produit (100 MF CA).

Il travaillera en étroite collaboration avec une unité de production spécialisée et s'appuiera sur un appareil de vente techniquement compétent.

Le produit, d'une technicité élevée, s'adresse aux marchés de tous les pays à haut potentiel industriel. La société y tient une des premières places par sa spécificité, la qualité de son équipe et de ses produits.

Il s'agit d'un poste OPÉRATIONNEL, destiné à un VENDEUR INTERNATIONAL ayant une EXPÉRIENCE de 3 ans minimum de Produits Industriels.
Il aura le niveau ÉCOLE SUPÉRIEURE de COMMERCE ou SCIENTIFIQUE et 28 ans au moins.
Il parlera parfaitement l'ANGLAIS et si possible l'ALLEMAND.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2168 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ELECTRONIQUE MARCEL DASSAULT

recherche, dans le cadre de son développement, des

ingénieurs

réellement attirés par la technique.

(POSITION I à III)

Si le laboratoire vous intéresse:

que ce soit dans les activités systèmes, hyperfréquences, circuits analogiques, utilisation de microprocesseurs...

que vous soyez débutant (X, ESE, TÉLÉCOM, CENTRALE, ISEN, ISEP...), Docteur Es Sciences ou ingénieur confirmé avec de l'expérience de laboratoire,

adressez votre dossier de candidature (sous référence 2174 M à préciser sur l'enveloppe) à

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

chefs de produit junior

ESSEC, ESCP, SCIENCES ÉCO.

Une IMPRIMERIE d'importance nationale, spécialisée dans les ÉDITIONS ADMINISTRATIVES et commercialisant ses produits par CORRESPONDANCE, souhaite renforcer son équipe Marketing par DEUX JEUNES CHEFS DE PRODUIT.

Ils auront la responsabilité d'une ligne de produits à haute teneur intellectuelle. Ils définiront les nouveaux produits et assureront l'interface entre les besoins de la clientèle (professions juridiques, collectivités locales...) et les contraintes des spécialistes de l'imprimerie.
Ils apprécieront de se voir confier rapidement des responsabilités et de les exercer dans une ambiance vivante et non formelle.

Les dossiers de candidatures avec C.V. et photo - sous réf. 2176 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

jeune contrôleur de gestion

90000 F +

Un GROUPE INTERNATIONAL spécialisé dans la DISTRIBUTION DE PRODUITS MÉTALLURGIQUES (1500 personnes - CA 2 milliards de F) recherche pour compléter son UNITÉ DE CONTRÔLE DE GESTION Siège un jeune collaborateur.

Il participera principalement à un travail d'analyse et d'exploitation des résultats permettant d'assurer le contrôle des activités des filiales situées en Europe et en Amérique du Nord.

Ce poste conviendrait à un débutant diplômé type SUP de CO + DECS. Une pratique courante de l'Allemand et/ou de l'Anglais est absolument indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2175 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

technicien de fabrication HF

100000F

SOCIÉTÉ d'ÉDITIONS et de VENTE par CORRESPONDANCE utilisant des techniques de pointe en informatique et photocomposition programmée, développe son activité éditoriale dans les domaines administratif et juridique et recherche un technicien de FABRICATION.

Il sera capable de prendre en charge avec initiative et méthode le suivi des dossiers de fabrication d'ouvrages, catalogues, publicités et imprimés.

Ce poste implique une bonne connaissance technique de toutes les étapes de la fabrication: maquette, composition, montage, imposition, photogravure, papier, brochage, etc.
Il requiert également des qualités d'organisation, de rigueur, ainsi que du dynamisme et de l'autorité.

Une formation ÉCOLE ESTIENNE et une expérience d'au moins cinq ans dans l'ÉDITION sont exigées.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2167 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ORGANISME FINANCIER

recherche

assistant de direction

- 28 ans minimum. De formation supérieure Sciences Po, HEC ou similaire, il doit coordonner l'action commerciale d'une division et assurer son développement : pénétration plus large de la clientèle, vente de services économiques et financiers, recherche de nouveaux produits...
- il doit être sensibilisé à l'utilisation pratique de l'outil informatique, ouvert aux problèmes économiques de la vie de l'entreprise et à la notion de service.
- il peut avoir évolué préalablement dans une banque, organisme financier, constructeur ou SSCI.
- poste basé à Paris avec déplacements possibles.

Ecrire avec C.V. et prétentions à GUILLON Sélection, sous réf. 805-M (Réponse et discrétion assurées). CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
95, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

TYMSHARE N.S.C.

Filiale du leader mondial dans le domaine des réseaux de transmissions de données

recherche deux

Ingénieurs logiciel

ayant acquis une expérience des applications de téléinformatique, au niveau système chez un constructeur d'ordinateur, de terminaux ou de processeurs frontaux, dans une SSCI ou chez un utilisateur.
La connaissance de procédures de transmission est appréciée.

T.N.S.C. offre :
- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- *Une formation complémentaire Anglais si nécessaire.*
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilités.
- Des possibilités d'évolution rapide au sein du groupe.
- Une rémunération attractive.
- *Des déplacements de courte durée en Europe et aux U.S.A.* (Californie).

Envoyer C.V. détaillé sous référence 202 à
T.N.S.C., 210, bureaux de la Colline,
92213 SAINT-CLOUD - Tél. 602.80.12.

Directeur commercial

180 000 F

La Société VENITEX, siège social à L'HAY-LES-ROSES, est spécialisée dans la fabrication de gants de protection (gants de ménage et industriels). Ses effectifs sont d'une centaine de personnes, son C.A. est de 24 millions;elle a une excellente place sur son marché en France et à l'exportation et progresse de plus de 15% chaque année.
Elle recherche actuellement son Directeur Commercial.Rattaché au P.D.G., il encadrera une force de vente de 26 représentants multicartes, et traitera l'ensemble des problèmes commerciaux, aussi bien en France qu'à l'export.
Ce poste convient à un cadre commercial expérimenté dans la branche biens de consommation, connaissant la clientèle grossistes, grandes surfaces et détaillants. Des qualités d'animateur et de vendeur sont primordiales ainsi qu'une grande disponibilité. La pratique de l'anglais est nécessaire.
Poste autonome et vivant, pouvant permettre un bon épanouissement à un homme de terrain dynamique.

sélé CEGOS Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous réf. 11613/M à D. de LARIVIERE, Tour Chenonceaux 204, rond point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX. (Discrétion assurée)

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Câblerie Région Parisienne

ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

Notre Société, spécialisée dans la câblerie destinée au transport de l'énergie et de la téléphonie publique ou privée (580 personnes - 270 Millions C.A.) appartient à un groupe multinational. Nous recrutons le...

SUCCESSEUR DE NOTRE CHEF DU SERVICE

Entretien et Travaux Neufs qui assurera l'intégration du candidat.

Une réussite à ce poste nécessite un homme de 38 ans min., ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (A.M - ECAM - ICAM - IDN - INSA - HEI) une expérience prouvée et réussie à la tête d'un même service d'environ 10 ans, la direction d'une *équipe de plus de 50* personnes dans la grosse industrie électrique, automobile ou sidérurgique et une grande pratique des techniques modernes de la mécanique, de l'électronique, automatismes, automation, *commandes numériques.*

Merci d'adresser CV manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 3665.

17, rue Coutmeaux - BP 111 - 51054 REIMS CEDEX
58, avenue de Wagram 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

directeur département

SPORTSWEAR FEMININ

Notre entreprise fait partie des leaders de la profession avec un C.A. de 200 Millions, et un effectif de 700 personnes. Nous fabriquons des produits haut de gamme et les commercialisons avec une politique de marque. Nous recherchons un collaborateur pour *lui* confier la direction d'un de nos départements. Celui-ci est responsable de l'atteinte des objectifs de C.A. et de profit ; il définit la *politique commerciale, élabore les plans de collections et la réalisation* de celles-ci en relation avec l'équipe de création. Il anime et contrôle la force de vente, en France et à l'export. Pour mener à bien ces actions, il s'appuie sur les différentes structures existantes de l'entreprise. Ce poste rattaché au Directeur Général comporte une large autonomie et ne peut convenir qu'à un homme ayant déjà fait ses preuves à une fonction de Directeur Commercial (Marketing + Ventes) dans une entreprise de l'habillement ou de produits de mode. La pratique de l'Anglais est bien sûr nécessaire ; celle de l'Allemand souhaitée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 58161 M à notre conseil
61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS Tél. : 742.58.20.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

jeunes ingénieurs en organisation.

Le CREDIT AGRICOLE MUTUEL de L'ILE DE FRANCE souhaite intégrer rapidement plusieurs jeunes organisateurs.
Leur champ d'action : un vaste projet d'organisation informatisée, pour lequel ils collaboreront avec une équipe importante d'hommes d'étude et d'informaticiens.
Leur profil : une formation Grande Ecole et, si possible, une expérience de deux à quatre ans dans un poste similaire. Elle aura été acquise soit dans un Cabinet d'organisation en qualité de Consultant, soit dans une entreprise importante ou un organisme bancaire.
Leurs atouts : du dynamisme, un solide esprit de synthèse et d'organisation bien sûr, *le sens du concret ... et l'ambition d'organiser leur réussite dans* un groupe bancaire réputé.
De bonnes connaissances en informatique sont souhaitées.
Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. M 28 au Service Recrutement -
CREDIT AGRICOLE ILE DE FRANCE -
26, Quai de la Rapée - 75012 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes l'un des premiers groupe français d'Ingénierie à vocation internationale. Notre activité s'étend à tous les domaines économiques : industrie lourde, industrie de transformation, equipements collectifs, techniques avancées.

Notre DIRECTION EQUIPEMENTS COLLECTIFS recherche un

adjoint au Responsable Développement

Votre responsabilité est double :
• participer à la conception et à la realisation de la strategie commerciale de ce secteur.
• soutenir l'action de nos responsables de zones Export pour la réalisation d'ensembles complexes.
Pour cela, il est indispensable que vous soyez ingenieur, diplômé d'une Grande Ecole, option Bâtiment et que vous avez acquis une experience d'une dizaine d'années au sein d'une société de services ou d'une entreprise par exemple. *(Ref. 539)*

ingénieur technico-commercial

Vous aurez la responsabilite de votre action commerciale, de la prospection à la negociation de contrats. Pour cela, il est indispensable que vous soyez ingenieur diplôme d'une Grande Ecole, option Bâtiment. Votre experience technique de quelques années vous a rendu capable de dialoguer avec des interlocuteurs appartenant à tous les Corps d'Etat du Bâtiment, et après avoir fait de la realisation, votre goût pour le commercial vous amène à envisager un elargissement de votre activite.

(Ref. 540)

Ces 2 postes, basés à Paris, nécessitent des déplacements en France et à l'Etranger et une parfaite connaissance de l'Anglais.

Adresser C.V. détaillé et niveau de rémunération souhaité sous référence à :
SERETE - Service Recrutement - 86, rue Regnault - 75640 PARIS CEDEX 13.



MARINONI S.A., fabricant français de machines rotatives offset destinées à l'imprimerie de labeur et de journaux (C.A. 300 millions dont 70% à l'exportation, effectif 700 personnes), filiale du groupe U.S. Harris Corporation (Electronique et Arts Graphiques, C.A. $ 1,3 milliard, 27.000 personnes), recherche pour

MONTATAIRE près CHANTILLY (Oise)

ANALYSTE BUDGETAIRE PRIX DE REVIENT ET INVENTAIRES

Diplômé d'une Ecole Nationale d'Ingénieur + 1 année de gestion

Chargé de toutes les prévisions concernant l'usine (les frais, coût des ventes, inventaires).

Ce poste nouvellement créé conviendra à un(e) jeune diplômé(e) Ingénieur (mécanique) possédant une formation complémentaire de gestion. Ayant déjà acquis une première expérience dans un poste similaire, le candidat retenu doit être intéressé par les problèmes de gestion, de productivité et l'utilisation intensive de l'informatique.

Une pratique de la langue anglaise sera un atout supplémentaire. Le candidat doit aimer travailler en équipe et participer à l'obtension des résultats escomptés.

De réelles possibilités de promotion existent grâce au développement de la Société et des autres divisions du Groupe. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer curriculum vitae et lettre de candidature au Service du Personnel - MARINONI S.A. - B.P. 22 - 60160 MONTATAIRE.
Discrétion assurée.

Du terrain au conseil en gestion

Votre formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences Po...), vous venez de la rôder par quatre ou cinq années en entreprise et vous avez ainsi *acquis sur le tas*, avec *une bonne maîtrise des problèmes financiers*, une connaissance pratique des outils de gestion. En prise constante avec les exigences du quotidien, vous en arrivez maintenant à souhaiter prendre un peu de recul, sans perdre toutefois le contact avec la réalité.

Les organismes HLM —plus d'un millier et de profils très divers— attendent de leur organisation professionnelle qu'elle les aide à mettre en place des structures plus adaptées, des outils de gestion plus *efficaces* et à *penser leur développement à moyen terme.* C'est une véritable action en profondeur qu'il s'agit donc de mener avec eux, dans un environnement évolutif et sans jamais perdre de vue leur vocation sociale.

Vous avez une place dans l'équipe très motivée et de haut niveau qui conduit cette activité de conseil, où réflexion et action se marient heureusement. Et où vous trouverez un enrichissement professionnel certain. Bien sûr, vous devez au départ être bien en accord avec la *finalité* du Mouvement HLM. Faites part aux consultants de Sirca, sous référence 812 562M, de votre désir de rejoindre cette équipe.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

ADP®

The computing company

Nous sommes la première Société de Services de Conseils en Informatique dans le monde.
Dans le cadre de notre implantation sur le marché français, nous recherchons :

DES INGENIEURS COMMERCIAUX

180.000 F +

Chargés de la vente de nos produits, ils devront avoir une expérience prouvée dans la vente de services, acquise de préférence dans une S.S.C.I., depuis plusieurs années et de bonnes connaissances en gestion. Très forte rémunération pour les candidats de valeur. Formation permanente donnée au sein du groupe

Réf. J.D.S.

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS

de haut niveau IBM 370/GAP II

Ils devront avoir de bonnes connaissances dans au moins un de ces trois domaines:
- Comptabilité générale
- Comptabilité Clients/fournisseurs
- Paie

Réf. MM

Ces postes sont à pourvoir au Siège

Envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence du poste retenu à A.D.P.
Tour Mercuriales - 40 rue Jean Jaurès - 93176 BAGNOLET Cédex

CHAUFFAGE

LA CARRURE D'UN PATRON

150.000 F

100 MF de CA, 40 collaborateurs, 3000 clients à Paris : ces chiffres témoignent bien de notre dynamisme, celui d'une *filiale* d'un des tous *premiers groupes d'importation* de produits pétroliers. Le patron, nous l'avons, mais il a fort à faire et nous aimerions rencontrer quelqu'un qui lui ressemble, en tous cas qui le complète.

Vous avez comme lui des talents d'organisateur, de meneur d'hommes et surtout de commercial et vous êtes capable d'apporter du sang neuf et des idées qui sauraient répondre à notre politique de diversification.

Si vous pensez que vous êtes notre homme, un courrier motivé, dans lequel vous nous parlerez de vos réalisations, devrait déjà nous convaincre. Adressez le sous référence 1880

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETES DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(490 personnes, C. A. 100 MF)
partenaires d'un groupe industriel de taille internationale,
dans le cadre de notre stratégie d'expansion,
nous offrons des postes d'

INGENIEURS INFORMATICIENS

dans les domaines suivants :

- **LOGICIEL DE BASE :**
  - de 0 à 4 ans d'expérience (réf. 111)
- **GESTION :**
  - *5 ans et + d'expérience, ayant une grande connaissance des matériels IBM (CICS) et la pratique des SGBD (Socrate, Total, IDS 2...)* (réf. 112)
  - environ 2 ans d'expérience de préférence en gestion s/mini-ordinateurs (Solar, *Mini 6...*)
- ***RESEAUX ET COMMUTATION :***
  - de 0 à 4 ans d'expérience (réf. 113)

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ERIA ECA AUTOMATION
Service du Personnel
315, *Bureaux de la Colline*
92213 SAINT CLOUD Cedex

Pub. Réunies

BOSSARD CONSULTANTS

Nous sommes un des tout premiers cabinets de conseil en *management* (180 ingénieurs-conseils), implanté en France, Espagne, Italie, Belgique et aux U.S.A.

Nous souhaitons intégrer dans nos équipes des

CONSULTANTS EN STRATÉGIE ET MARKETING

Envoyer lettre *manuscrite*, *photo et* C.V.
à T. JACQUELIN, BOSSARD CONSULTANTS, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX CEDEX.

MDS

MDS FRANCE S.A.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

- 2 à 3 ans d'expérience en vente de produits informatiques pour postes *à pourvoir* à PARIS.
- Forte rémunération.

Adresser C.V. manuscrit et photo :
MDS FRANCE S.A. - *Direction du Marketing*
197, rue de Bercy - 75582 *Paris Cédex* 12

La filiale d'un Groupe Multinational, *spécialisée dans le matériel de pesage, dosage, manutention* (BANLIEUE SUD DE PARIS) *recherche son*

CHEF DU SERVICE administration des contrats

Rattaché directement au Directeur Général, il aura pour mission notamment : • de superviser étroitement le planning *des affaires* • de contrôler strictement les budgets (sous-traitants entre autres) et *de s'assurer du respect de la rentabilité* • de suivre les aspects juridiques (clauses, garanties, indexations, etc.) des contrats.
Le candidat retenu aura une expérience similaire dans le cadre industriel. Nous ne recherchons *pas un ingénieur*, mais une personne qui aura une bonne compréhension des éléments techniques. Capable de diriger une petite équipe, le candidat recherché maîtrisera parfaitement l'Anglais.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence CR 40 à :
COGEPLAN Sélection - Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 PARIS
à qui nous avons confie cette recherche.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

Nous sommes une Société Française à vocation et *implantation* internationales.

Nous occupons avec des "produits leader" l'un des tous premiers rangs de notre secteur d'activités dans le monde.

Nous représentons avec nos filiales France et étranger un groupe de 8000 personnes.

Nous recherchons dans le cadre du renforcement de nos structures informatiques un

RESPONSABLE SUPPORT DEVELOPPEMENTS

Le candidat retenu :
- conseillera la direction informatique dans la définition des choix en matière de TELE-TRAITEMENT et BASES DE DONNEES,
- définira le cadre de conception et de réalisation de ses systèmes,
- *formera* les *équipes de développement* dans ce domaine,
- assurera un support actif aux projets télé-*processing* et bases de données.

Une **PRATIQUE** de 3 ans minimum de développement en *C.I.C.S.* et *DL 1* est nécessaire.
Une expérience de conduite de projets est souhaitable.

Lieu de Travail : **Proche banlieue Parisienne.**

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 95143, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

FILIALE TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL,
SIEGE PARIS QUARTIER ETOILE
Leader à l'exportation *représenté* dans 100 pays
recherche

adjoint direct du P.D.G.

POUR MISSIONS DE CONFIANCE

Contacts technico-commerciaux haut niveau international (organismes financiers - ministères techniques - grandes sociétés).

Parfaitement *bilingue français/anglais*, *formation* supérieure, type grandes écoles françaises, universités américaines, etc...), rompu aux négociations d'affaires.

Poste en principe à plein temps mais possibilité d'examiner candidature temps partiel (ex. : cadre en *retraite anticipée*).

Ecrire avec C.V. *détaillé, photo et prétentions sous* No 95676
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE PETROLE
recrute

pour sa Direction Economique et Financière

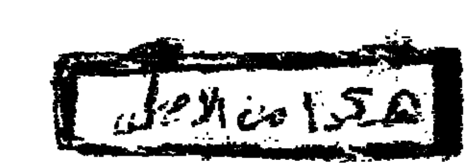
un fiscaliste

Diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts et ayant une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

un jeune diplômé

d'une grande Ecole Commerciale option Finances-Comptabilité ou DECS en cours, intéressé par un début de carrière dans les secteurs comptables.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous No 95.673
CONTESSE & Cie
20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS



QUARTIER ETOILE - Filiale d'un important groupe industriel recherche pour son département informatique équipé d'un 62/35 HB (évolution vers DPS 4)

SON RESPONSABLE INFORMATIQUE

Fonctions :

Rattaché à la Direction, il assurera le maintien et le développement du plan informatique défini.

Il interviendra au niveau des études et de leur réalisation, tout en coordonnant les fonctions système et exploitation, et en y apportant ses compétences techniques.

Chargé de l'organisation, de l'animation et de l'encadrement d'une équipe de 10 personnes, il veillera au contrôle, à la fiabilité et à la sécurité du système en place.

Il participera à la définition de nouvelles méthodes et procédures dans le sens d'une informatique fiable et performante.

Profil :

De formation Ingénieur, les candidats que nous désirons rencontrer font preuve d'une personnalité affirmée, pouvant allier des qualités aussi bien techniques qu'humaines.

Ce poste requiert la connaissance des matériels CII HB, Cobol, Télétraitement, Réseau (Transpac), une antériorité de quelques années de responsable d'étude ou de projet.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions, sous réf. C/ZRi, à B. CEYROLLE.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

Nous recherchons

INGENIEUR SYSTEME ou RESPONSABLE D'EXPLOITATION

pour lui confier la gestion et l'animation d'équipes d'assistance HAUT NIVEAU en PRODUCTION INFORMATIQUE.

Il aura pour mission :

- de développer une activité d'AUDIT, de CONSEIL et d'ORGANISATION orientée vers les centres de production informatique : diagnostic, mesure de performance, sécurité, méthodes...
- d'apporter une assistance technique en exploitation avec le concours de collaborateurs permanents et qualifiés : préparateurs, analystes d'exploitation, analystes méthode...

Homme de contact ayant acquis une bonne maîtrise des techniques d'exploitation (OS MVS - DOS VSE - CICS...) il cherche l'opportunité de donner à sa carrière une dimension nouvelle que peut lui apporter la diversité des interventions d'une SSCI solide et réputée.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous Réf. T/OPI à B. THELLIER.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS



telesystemes, société de Télécommunication et d'Informatique confirme sa progression en 1981.

Sa Direction de l'ingénierie rassemble des ingénieurs spécialisés dans les domaines de pointe de la Télématique aussi bien au niveau de la conception de logiciels sur gros, mini et micro ordinateurs qu'au niveau de la mise en œuvre de réseaux ou de systèmes de messagerie.

Le *département Commutation et Messagerie est spécialisé dans* l'ingénierie télématique sur mini-ordinateurs : **conception de réseaux, commutation de messages, videotex, messagerie électronique.**

Dans le cadre du développement d'un centre d'exploitation (quartier Etoile) offrant à de grandes entreprises des services en matière de **COMMUTATION DE MESSAGES,** sont créés les postes d'

INGENIEUR SYSTEME

spécialiste de la génération et de la maintenance de système sur CIIHB MINI 6 Réf. R/WSY

INGENIEUR RESEAUX

connaissant les techniques de commutation par paquets en particulier TRANSPAC. Réf. R/WRE

INGENIEUR LOGICIEL

pour la réalisation d'applications de commutation de messages sur mini-ordinateurs en Cobol et Assembleur. Réf. R/WLO

Pour ces trois postes une formation supérieure (DEA, grandes écoles : ESE, ENST...) ainsi qu'une première expérience (1 à 4 ans) sont nécessaires.

Le département Etudes et Systèmes de Télématique chargé de concevoir et réaliser des applications de pointe dans le domaine de la téléinformatique **(vidéotex, réseaux hétérogènes, réseaux de bureautique)** crée un poste d'

INGENIEUR EXPERT EN RESEAUX

Réf. R/KRE

Il développera une activité d'**ETUDES ET DE CONSEIL EN TELEMATIQUE :** il participera aux recherches portant sur les nouveaux services, les problèmes de normalisation et les technologies futures en matière de télématique et de bureautique ; il jouera également un rôle de conseil auprès des clients de Télésystèmes pour la conception ou l'extension de leurs réseaux.

Universitaire ou Ingénieur grandes écoles (ENST, ESE, ENSIMAG, ENSEEIHT...), il devra posséder une réelle expérience informatique *(+ de 5 ans) : il sera familiarisé avec les problèmes de réalisations en téléinformatique et aura une connaissance* concrète des architectures de réseaux (normes ISO, TRANSPAC, DSA, SNA) acquise en SSCI, chez un constructeur ou dans une grande entreprise utilisant la télématique.

En fonction de ses capacités et du développement de l'activité il pourra évoluer vers la responsabilité d'une équipe de Consultants - Réseaux.

Dans ce poste la pratique de l'anglais lui sera utile. Le lieu de travail est situé à Boulogne-Billancourt (Pont de Sèvres).

Le département Commutation et Messagerie est spécialisé dans l'ingénierie télématique sur mini-ordinateurs : **conception de *réseaux, commutation de messages, videotex, messagerie électronique.***

Afin de promouvoir l'activité **MESSAGERIE ELECTRONIQUE** un groupe d'Etudes et de Réalisations est créé. Sa direction sera confiée à un

CHEF DE GROUPE

Réf. R/WCG

qui aura pour mission de développer cette activité, en encadrant des chefs de projet et en intervenant personnellement : il devra être capable de jouer un rôle de conseil en clientèle, d'argumenter des propositions techniques et d'assurer le support technico-commercial.

Ingénieur de haut niveau (formation grande école complétée par une expérience de 6 ans minimum) il exerce aujourd'hui une fonction de responsable de projets de préférence en téléinformatique temps réel.

Vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes : adressez votre C.V. avec photo et prétentions en mentionnant la référence à : **Ordis** CONSEIL EN RECRUTEMENT 10 rue Auber - 75009 PARIS



recherche pour son

Centre de LA VERRIERE (78)

ingénieur électronicien

Il participera à l'étude d'un équipement de télécommunication.

De formation électronicien, il aura acquis des connaissances et si possible une expérience en architecture et logiciel de microprocesseurs.

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL
Service Recrutement Cadres *sous référence 95708*, BP 22
10bis rue Louis Lormand - 78320 LE MESNIL ST DENIS.



KODAK-PATHÉ

recherche

pour son établissement
à SEVRAN

INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE
(E.C.P. - A.M. - E.N.S.I. *Mécanique*)

- Connaissant bien l'anglais.
- Intéressé par les problèmes d'automatismes et de micromécanique.
- Motivé par l'organisation et l'animation d'une équipe.
- Recherchant un travail très varié en production.

Pour diriger un service de 15 personnes chargées de l'entretien et de l'amélioration du matériel d'un important laboratoire photographique.

Ecrire avec C.V. sous réf. 376 à :
KODAK-PATHÉ
Direction du Personnel
8, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12

bleu

LEADER DE L'INFORMATIQUE TEMPS REEL
SCIENTIFIQUE - INDUSTRIELLE - TELECOMMUNICATIONS

MODCOMP FRANCE recherche

ingénieurs commerciaux

3 ans d'expérience de vente de systèmes temps réel dans ses domaines d'application.

ingénieurs technico-commerciaux

5 ans d'expérience technique de l'informatique temps réel dans ses domaines d'application.

Adresser C.V. — photo à MODCOMP FRANCE - Service du Personnel
17, rue des Solets — SILIC 115 — 94513 RUNGIS CEDEX.

MODCOMP



SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

INGENIERIE spécialisée dans la
CHIMIE NUCLEAIRE (900 personnes)
recherche pour sa
DIVISION CONSTRUCTION

CHEF de GROUPE MARCHES de TRAVAUX

Sous l'autorité du Chef du Département Marchés, il aura la responsabilité d'un groupe de 5 ou 6 acheteurs dont il contrôlera les prestations depuis la préparation des Appels d'Offres jusqu'à la passation des Marchés de Travaux, dans le cadre de très importants projets d'ingénierie.

Ce poste convient à un ingénieur confirmé, diplômé GRANDE ECOLE, ayant acquis une expérience de plusieurs années dans la passation de Marchés de Travaux ou dans la réalisation de Travaux, en Ingénierie ou en Entreprise.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence C à :
SGN - Direction du Personnel - B.P. 30
78184 ST-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex

BANQUE PRIVÉE OPÉRA

recrute

ATTACHÉ (E) DE DIRECTION

Pour son Service Administratif

Formation juridique
Expérience souhaitée
Rémunération suivant aptitudes

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions, sous n° 026771 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

futur directeur général adjoint

150.000 F +

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE ENTREPRISE FRANÇAISE DYNAMIQUE, UN DES LEADERS DANS LES FOURNITURES SCOLAIRES, je cherche, pour Paris, pour me seconder, un futur directeur général adjoint. Il a, dans un premier temps, la responsabilité au siège de la société, du suivi de l'administration des ventes, de la comptabilité, de la gestion du personnel.

Il participe progressivement à l'animation complète de l'entreprise. Ce poste convient à un ESCP ou équivalent, ayant 4 à 5 années d'expérience de préférence dans une PMI. C'est une situation d'avenir pour un homme d'action (ou une femme), de 30 ans minimum, qui veut s'engager résolument dans une entreprise moyenne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous la référence 212 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach · 75017 paris



membre de syntec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

PROCHE BANLIEUE SAINT-LAZARE

recherche

AGENT DE MAITRISE SERVICE ACHATS

GRANDE EXPÉRIENCE
ACHATS PIÈCES
SUR PLANS ET CATALOGUES.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
D.B. MARKETING
9, rue Danton, 94270 Le Kremlin-Bicêtre
qui transmettra.

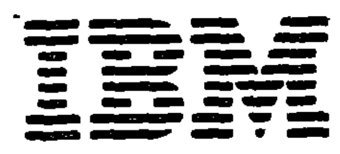
INGENIEUR ENST

IBM France

recherche pour PARIS un Ingénieur ENST, ayant quelques années d'expérience dans les techniques de commutation et de transmissions numériques, acquise dans l'industrie des Télécommunications ou dans l'Administration.

Expérience informatique souhaitée. Mobilité et bonne connaissance de l'Anglais demandées.

Ecrire sous référence T/04 à J.P. ASTOR
Compagnie IBM France
Département Recrutement - 2, rue de Marengo
75001 PARIS





Filiale d'un grand groupe français *implantée dans la région de* FONTAINEBLEAU (77),

recherche

ADJOINT A SON CHEF DE LABORATOIRE

susceptible devenir par la suite responsable du service (10 personnes).
Formation ingénieur chimiste ou physico-chimiste possédant déjà une expérience en instrumentation analytique

CHIMIE MINERALE

Origine ESPCI - *Ecole supérieure de chimie Paris,* Lyon, Mulhouse, Nancy.
Indépendamment de tâches d'analyse et de contrôle, sa compétence s'étendra au support dans sa spécialité à une équipe de développement dans des domaines divers, verres ultra-purs, cristallogénèse, céramique, bore et dérivés du bore, *etc...*

Age minimum 28 ans - anglais parlé indispensable.

Ecrire avec C.V. et photo N. 1009
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

groupe pétrolier PARIS

recherche

CADRE JURIDIQUE

DEA droit des affaires-doctorat

Débutant ou expérience 3 à 4 ans dans Cabinet Juridique ou étude de notaire.

Salaire brut annuel compris entre 100.000 F. et 115.000 F.

Adresser lettre, C.V. et photo sous No 95126, CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.
Discrétion assurée.



La Fédération des Caisses de **Crédit Mutuel** d'Ile de France
recrute de

Futurs Gérants de Caisses Locales

Agés d'environ 30 ans, de formation commerciale, et ayant une expérience bancaire, ils évolueront, *après une formation complémentaire,* vers un poste de responsabilité en caisse locale, (gestion administrative, développement commercial et encadrement du personnel).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence M 28 au Département des Relations Humaines et Sociales, 5 place des Fêtes 75019 PARIS.

MEDIA PA

MOTOBÉCANE (93) Pantin

ingénieur système, devenez notre «HOMME» DATA-BASE/IDS

Notre service informatique dispose de deux gros HB 6000 et de plusieurs Minis 6 supportant des bases de données «accédées» par télétraitement.

Vous rejoignez notre cellule système, assurez le support technique de ces DB et réalisez leurs nombreuses extensions. Vous jouez, ensuite, un *rôle actif dans le choix de la future configuration en sachant, si nécessaire,* sortir des sentiers battus.

Pour vous porter candidat, il vous suffit d'avoir acquis une compétence *d'ingénieur système sur haut de gamme CII-HB et de pratiquer IDS comme* TDS. Sachez que la connaissance du Mini 6 est un atout.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3977 LM) à **«Carrières de l'Informatique».**



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Chargé d'Etudes Immobilières

Paris 15e

Société de promotion immobilière spécialisée *dans les opérations groupées de logements* sociaux (P.L.A, P.A.P) recherche un **CADRE CHARGE D'ETUDES IMMOBILIERES (homme ou femme).**

Sa formation supérieure de base éventuellement complétée aura été confirmée par une solide expérience foncière (prospection et négociation) et opérationnelle, en région parisienne de préférence.

Envoyer C.V., prétentions, photo et disponibilité en précisant sur l'enveloppe la réf. 749 LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de démarrages informatiques en clientèle, recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

Ils travailleront à la réalisation de logiciels spécifiques et *seront capables de prendre la responsabilité de projets.* Ayant une expérience de la mise en œuvre et suivi de réalisation de systèmes informatiques, ils établiront des *devis et élaboreront des propositions en réponse à* différents appels d'offres.
Ils auront une formation Grandes Ecoles ou Maîtrise option Informatique. Postes à pourvoir à PARIS.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 216 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

◆ LESIEUR

recherche pour sa filiale **WILLIAM SAURIN**

un chef de projet

Ce jeune cadre de fort potentiel, de formation supérieure (type grande école d'ingénieurs) disposera d'une première expérience dans le domaine des techniques avancées, acquise si possible dans l'industrie agro-alimentaire.

Dans le cadre du Département Technique Ingénierie, il participera à la politique de progrès et à la mise en œuvre de réalisations nouvelles. Il sera responsable des projets, des études et des budgets jusqu'au démarrage des équipements et sera en relation avec tous les départements concernés (production, marketing, achats, [illegible]...).

Larges perspectives d'évolution de carrière impliquant une réelle mobilité ultérieure.

Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo à LESIEUR, Recrutement Cadres, 122, Av. du Général Leclerc 92103 BOULOGNE.

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE PÉTROLE

Région Parisienne
recherche

UN TECHNICIEN ou INGÉNIEUR

Pour son service mécanique et thermique. Formation minimum exigée : B.T.S. ou D.U.T., 3 à 5 ans *d'expérience en ingénierie,* machines tournantes, connaissances complémentaires en thermique industrielle et traitement d'eau souhaitées.
Bonne connaissance de l'anglais.

Env. C.V. + prétent. s/réf. n° T 026.781 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SPERRY UNIVAC

recherche

UN INSTRUCTEUR pour son service clientèle

Le titulaire sera appelé à enseigner les techniques Software et les logiciels du haut de gamme UNIVAC.

• *Excellent pédagogue* • Connaissance nécessaire de la série 1100 UNIVAC ou de séries équivalentes • Esprit de synthèse • Apte à assurer de bons contacts avec la clientèle • Anglais lu nécessaire, parlé souhaité.

• Formation complémentaire assurée • Classification cadre • Rémunération en fonction du niveau de compétence et de qualification.

Adresser CV détaillé avec photo en précisant la réf. 95682
au Service du Personnel - 3, rue Bellini
92806 PUTEAUX - Discrétion assurée.

NOUS SOMMES
UN DES TOUT PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS
FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE
nous recherchons pour notre service **BREVETS**

un ingénieur en propriété industrielle

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une expérience professionnelle de quelques années, dans le domaine de la mécanique et de l'électronique.

De larges perspectives de carrière seront offertes dans les *différentes branches du groupe en France et dans le monde.*

Adresser C.V. détaillé sous référence OSI,
(mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

SOCIETE DE MATERIELS DE TRAITEMENT DES MINERAIS ET D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
filiale d'un groupe international

recherche son

DIRECTEUR DES ACHATS

Si nous concevons et commercialisons nos produits, notre production est, elle, assurée par une gamme de sous-traitants. Il s'agit donc d'un poste essentiel pour nous.

La fonction implique la structuration du Service Achats (7 personnes), la politique fournisseurs, l'organisation de la production et la gestion des stocks chez les sous-traitants.

Nous souhaitons rencontrer un homme d'une quarantaine d'années environ, de formation ingénieur, ayant une expérience confirmée de la fonction dans une entreprise mécanique. La connaissance de l'anglais est impérative, celle de l'informatique un atout supplémentaire.

Lieu de travail : **PARIS**

Merci de nous écrire avec C.V., photo et niveau de rémunération, sous réf. 9 710 A. à :



60, rue de Passy
75016 PARIS
(Membre de Syntec)

Nous sommes une société d'études et de réalisations à vocation internationale. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons

2 INGENIEURS ELECTRICIENS CONFIRMES

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole et vous avez une expérience d'au-moins 5 ans, chez un constructeur, en entreprise ou *en ingénierie.*
Vous possédez des compétences en réseaux, machines tournantes et en informatique appliquées. Les responsabilités *confiées seront larges et très variées.*
Votre poste, basé à Paris, comporte des missions ou des séjours en France et à l'Etranger qui nécessitent la connaissance de l'Anglais.

Adressez votre C.V. détaillé
et niveau de rémunération recherché, sous référence 269 à :

organisation et publicité



Ingénieurs informaticiens: votre avenir est chez nous.

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit une expansion rapide à Paris, dans les principales capitales régionales (Lyon, Grenoble, Annecy, Marseille, Orléans, Nantes...) et à l'étranger.

Notre métier : concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique.

Vous êtes ingénieur informaticien. Vous pensez que l'ingénierie informatique est une profession d'avenir.

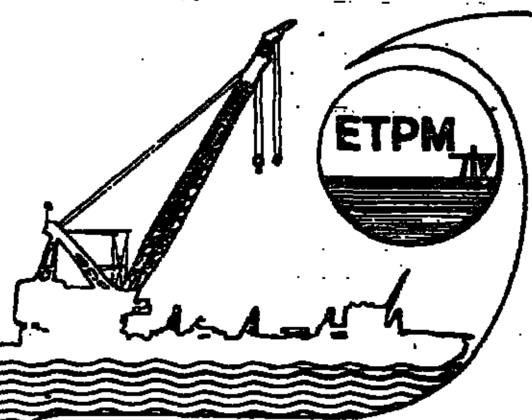
Vous souhaitez travailler dans un groupe de notoriété nationale jeune et dynamique privilégiant l'initiative et l'évolution.

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets alliant minis, réseaux, bases de données, langages de haut niveau...

Votre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 421/M à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre - 75019 Paris.

média-system

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information



LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
CA : 1,7 milliard de FF.
Oscar à l'exportation

Nous cherchons à pourvoir à *Paris*

UN POSTE DE DIRECTION ADMINISTRATIVE de Filiales

Vous assurerez la responsabilité administrative de Filiales récemment créées, dont les activités se développent actuellement en NORVEGE, au MOYEN-ORIENT et en AFRIQUE, notamment dans le secteur de la maintenance des équipements pétroliers (mécanique - électricité).

A ce titre, vous aurez à résoudre, sous l'autorité des Directeurs Généraux de ces Filiales, l'ensemble des problèmes comptables, financiers et juridiques, fiscaux et de personnel, en relation avec les services fonctionnels de la Maison-Mère.

De brèves missions à l'étranger sont à prévoir.

VOTRE PROFIL :

Vous êtes jeune diplômé HEC, ESSEC, IEP (ECO-FI), avec DECS si possible et maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Vous pouvez faire état de quelques années (2/3 ans) d'expérience dans une entreprise à vocation internationale.

De reelles possibilités d'évolution de carrière sont possibles au sein du GROUPE, *soit en* FRANCE, *soit* à l'ETRANGER, pour des candidats de valeur faisant preuve d'une bonne disponibilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 1294 à P. LICHAU S.A. BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



Champs-Élysées

jeune chef de projet
«titres et bourse»

C'est un secteur clé de la banque. De grandes réformes sont en cours, nous en profitons pour refondre l'ensemble de nos traitements, auxquels nous dédions un 4341, sous CICS et DL1.

Vous disposez d'une formation supérieure (ingénieur, maîtrise, Sup de Co...), *êtes rôdé en trois ans* à la pratique des techniques informatiques, pas nécessairement dans une banque, et souhaitez les dépasser pour accéder à l'organisation. Venez nous rejoindre car nous renforçons et structurons l'équipe qui va développer ce vaste projet.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3981 LM) à **«Carrières de l'informatique»**.



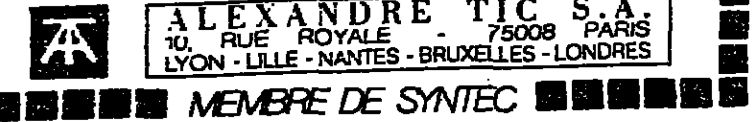
92 Meudon (10' Paris-Centre)

analyste-programmeur :
TDS, vous connaissez ?

Construisant des maisons individuelles, nous avons opté pour une informatique distribuée conçue autour d'un CII-HB 64 DPS4, supportant *un réseau de terminaux* installés dans nos filiales.

Vous avez le niveau DUT et acquis en deux à trois ans la pratique du COBOL et de TDS, mais pas nécessairement du SGBD, IDS.
Nous vous offrons de rejoindre une petite équipe qui bâtit sur du neuf.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3979 LM) a **«Carrières de l'informatique»**.



MEMBRE DE SYNTEC

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

<u>dans le cadre du développement de ses activités « Radar militaire »</u>

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES
ESE - ENST - ENSERG - ENSEEIHT
ENSEM ou équivalent

Quelques années d'expérience pour étude et réalisation de systèmes évolués de traitement de signal.
Bon niveau mathématiques (Doctorat apprécié). Goût de l'analyse . Travail en équipe.

techniciens d'études électroniciens

BTS ou DUT

Quelques années d'expérience pour traitement de signal et de données sous forme numérique dans des systèmes radar complexes. Goût de l'analyse. Aptitude au perfectionnement permanent.
Pour tous ces postes la nationalité française est exigée.

Ecrire avec CV et prétentions à LCT
B.P. 40 - 78141 VELIZY
VILLACOUBLAY
Cedex.

MONOPRIX

examine la candidature de

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

pouvant avoir une certaine expérience dans l'ENTRETIEN
Connaissances T.C.E. appréciées
Destinés après formation en région parisienne, à un poste
d' inspecteur technique régional

- Contrôle de la maintenance des installations électriques, des infrastructures techniques et du matériel.
- Gestion administrative des travaux et commandes.
- Ce poste peut convenir à un ingénieur débutant.

Évolution assurée à forte personnalité dynamique et performante

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo à
MONOPRIX
Service Recrutement
B.P. n° 191 – 75361 PARIS Cedex 08

Etablissement financier
Filiale d'un important groupe américain
recherche un

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

qui aura pour mission d'assister le Directeur financier pour l'ensemble des opérations financières et comptables, notamment la préparation et le suivi des budgets et du plan. Il sera également chargé de la mise en place d'une réorganisation des services comptables actuellement à l'étude.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (formation complétée si possible par un D.E.C.S.) devra :
- bien maîtriser les techniques comptables françaises et américaines,
- *posséder une expérience préalable de 4 à 5 années* dans un établissement financier ou bancaire,
- avoir déjà travaillé en liaison étroite avec un service informatique.

Il est souhaitable que la personne ait une bonne connaissance de l'anglais.

Le poste est basé à Paris. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et du niveau de compétence atteint.

Ce poste peut évoluer vers les fonctions de Directeur financier pour un candidat de valeur.

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous référence 5376 à P. LICHAU S.A. - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DU SECTEUR ELECTRONIQUE

RECHERCHE PARIS ET PROVINCE

CONTROLEURS DE GESTION
H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.

PROFIL :
Débutants ou première expérience. Formation complémentaire appréciée. Anglais courant.
FONCTION :
Les candidats exerceront leurs responsabilités au sein d'une équipe de contrôle de gestion décentralisée.
Ils devront :
- *participer à l'élaboration des budgets et plans;*
- *contrôler et analyser les dérives par rapport aux objectifs;*
- *assister les responsables opérationnels dans leur prise de décision;*
- *effectuer des analyses financières spécifiques (investissements).*

Formation aux méthodes de gestion du Groupe assurée.
Larges possibilités d'évolution, notamment dans les différentes disciplines rattachées à la Direction Administrative et Financière.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitaé à No 94.441 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Cii Honeywell Bull

Pour participer au Développement de ses futures Gammes d'Ordinateurs, recherche

INGENIEURS D'ETUDES

C'est dans le domaine spécifique du *LOGICIEL DE BASE* qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de données, Compilateurs...
Les candidats seront diplômés des grandes écoles (ou universitaires) et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : Paris 20ème, puis Louveciennes (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 136 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



elf aquitaine

recherche pour son département
PROPRIETE INDUSTRIELLE

UN INGENIEUR BREVETS

Ayant quelques années d'expérience pratique dans les domaines de la physique, de la mécanique et de l'électronique.

Bonnes connaissances de l'anglais et éventuellement de l'allemand.

Première affectation : PARIS - LA DEFENSE.

Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Envoyer C.V. et prétentions sous No95229 - SNEAP DC Recrutement - Tour 12.04 - 26, avenue des Lilas 64018 PAU CEDEX.



Compagnie Continentale d'Equipements Electriques

Pour accompagner son expansion nationale et internationale dans le domaine de

LA PROTECTION ÉLECTRIQUE
DES RÉSEAUX ET DES MACHINES

recherche des

INGÉNIEURS ÉLECTROTECHNICIENS
DE TOUS NIVEAUX

Pour assister son **DIRECTEUR TECHNIQUE à MEAUX**
Pour renforcer sa **DIRECTION COMMERCIALE à *PARIS* et à *LYON***
Discrétion assurée.

Ecrire à CEE, M. DOUCHET, 154, rue de l'Université, 75007 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche

- **ANALYSTES DE GESTION**

de formation supérieure : DUT informatique, maîtrise informatique, MIAGE ... Possédant une solide expérience, le goût de l'organisation et le sens des contacts.

- **ANALYSTES SCIENTIFIQUES**

de formation mathématique ou physique, niveau licence ou maîtrise. Expérience mécanique, hydrodynamique R.O. ou statistique, souhaitée.

- **ANALYSTE SYSTEME**

ayant une expérience GCOS.

Ces postes sont à pourvoir en province.

Ecrire en joignant C.V. détaillé à : INTERMEDIA n° 424 - 59, rue La Fayette - 75009 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Les centres de traitement du groupe SOPRA INFOLAB (Montreuil) CECTI (Annecy)

2 Ingénieurs responsables de 2 futurs produits

Comptabilité — *Gestion du Personnel*

Vous travaillerez en liaison avec les services marketing, commercial, méthodes et production. Outre la définition des futurs produits, vous assurerez :

- *le contrôle du développement*
- *la rédaction de la documentation*
- *le démarrage des clients pilotes*
- *la conception des développements ultérieurs en fonction des demandes des utilisateurs.*

Vous êtes ingénieur diplômé et avez une bonne connaissance des fonctions personnel ou comptabilité, ainsi qu'une expérience du traitement à façon. Vous occuperez un poste clé dans la future organisation de ces deux centres.

De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.

Vous pouvez écrire en joignant CV et photo à Sopra Recrutement sous référence 427 M, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média-system

Cabinet International de Conseil recherche un

DIRECTEUR MANAGEMENT CONSULTING

pour prendre en charge notre activité de conseil qui couvre les systèmes de contrôle de gestion, la comptabilité, la gestion de trésorerie, les analyses d'investissement et de faisabilité et les études d'acquisition. Il sera responsable de l'animation et du développement de ce secteur d'activité (recherche de nouveaux clients, supervision des missions de conseil, direction d'une petite équipe de consultants de haut niveau).

Le candidat sera de nationalité française, âgé d'au moins 33 ans, diplômé d'une grande école et, si possible d'une business school ou d'expertise comptable. Il aura une pratique courante de la langue anglaise et aura occupé des fonctions opérationnelles importantes dans un groupe multinational. Une expérience préalable en cabinet de conseil serait un avantage, mais n'est pas indispensable.

La motivation, l'engagement personnel et une grande disponibilité sont des facteurs essentiels pour s'intégrer dans une équipe extrêmement performante.

Le poste est basé à Paris et des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 9405 à VALENS CONSEIL BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Electronique professionnelle
Assistance technique et Service après-vente

Directeur

La filiale française d'un puissant groupe international développe et commercialise des biens d'équipement électroniques auprès de clientèles spécifiques de haut niveau. Sa croissance la conduit à organiser aujourd'hui l'Assistance Technique et le Service Après-Vente en France en centre de profit. Elle en recherche le Directeur.

Rattaché à la Direction Générale, il fait partie du Comité de Direction et participe à la définition de la politique de l'Entreprise, en particulier en ce qui concerne les relations avec la clientèle. Il a pour mission de développer l'esprit d'assistance technique de la Société. A cette fin, il optimise l'organisation de son service (80 personnes : Ingénieurs, Techniciens de Service Après-Vente...) et gère de façon autonome un budget de 15 millions de francs. Il est en relation constante avec les divisions commerciales et les centres de production.

Cette opportunité de carrière s'adresse aux diplômés d'une grande école d'Ingénieurs justifiant d'une expérience professionnelle, soit technique, soit commerciale, et ayant assuré le management d'un centre de profit. Les possibilités de carrière à l'intérieur du groupe sont variées.

Pour recevoir informations complémentaires, merci d'écrire sous référence 7 X à Madame SAUZEDDE, 4 rue Brochant 75017 Paris.

DIRECTION COMMERCIALE :

INGENIEURS CONFIRMES
GRANDES ECOLES

Notre société (C.A. : 1,4 Milliards F - 6 000 personnes), filiale d'un puissant groupe industriel et financier, réalise des INSTALLATIONS ELECTRIQUES INDUSTRIELLES ET DES SYSTEMES. La Direction Commerciale basée à Paris, souhaite intégrer rapidement plusieurs Ingénieurs Technico - Commerciaux confirmés.

Leur mission : prospection des marchés potentiels, mise en place d'actions commerciales spécifiques, impliquant de nombreux contacts à haut niveau relationnel et technique, suivi de la clientèle, assistance ponctuelle auprès des Ingénieurs d'Affaires,...

Ces postes - *charnière*, véritables «plaques - tournantes» des différents interlocuteurs concernés, s'adressent à des Ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles, ayant au minimum 4 à 5 ans d'expérience similaire dans le secteur de l'entreprise générale (si possible d'Electricité et à structure décentralisée). La rémunération proposée sera fonction des apports des candidats.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération) *sous réf. 8145 à rscg carrières - 64 rue La Boëtie - 75008 PARIS.*

rscg carrières

Hypermarché Auchan recherche des jeunes diplômés

Vous êtes débutant et vous avez déjà acquis une première expérience.
Vous pouvez dès maintenant nous apporter votre collaboration en prenant la direction d'une unité de notre magasin.
Nous vous donnerons auparavant une formation très complète.
Ensuite vous serez entièrement autonome, vous aurez la responsabilité de votre politique commerciale dont vous définirez les objectifs du C.A. et de rentabilité.
Vous animerez et formerez une équipe.
Notre société est jeune, très décentralisée, et fait de chaque hypermarché une entreprise à taille humaine. Votre réussite contribuera à votre évolution vers d'autres fonctions.
Nous vous proposons un salaire motivant et de nombreux avantages sociaux.
Vous pouvez écrire à Daniel Wallez aux portes de la Normandie — Auchan — Départementale 110, 78200 Mantes-la-Jolie, qui vous répondra.

média-system

AUCHAN

Proche banlieue Ouest de Paris

FILIALE FRANÇAISE (20 PERSONNES) D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

spécialisé dans les

BIENS D'ÉQUIPEMENT

pour

L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

recherche

DIRECTEUR

Ce poste conviendrait à candidat 37 ans minimum de formation E.N.S.I.A.A. ou équivalent, *ayant déjà assumé fonctions* de DIRECTEUR ADJOINT et connaissant la législation sociale.

La préférence serait donnée à postulant ayant expérience du marché de l'Industrie Alimentaire.

La pratique courante de l'anglais est exigée. (Allemand apprécié)

Le titulaire se chargera de la mise au courant de *son successeur.*
Entrée en fonctions à négocier.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers appointements perçus adressée sous référence 7.970 à

B.E.O. 3, rue de Téhéran 75008 PARIS.

DISCRÉTION ABSOLUE ASSURÉE.

RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT HYDRAULIQUE - THERMIQUE

Première entreprise française d'ingénierie dans un domaine technique très avancé nos activités progressent rapidement, en France comme à *l'étranger.*

Nous souhaitons intégrer à l'une de nos unités de recherche-développement un

Ingénieur Grande École (ECP, ENSI, ECL...)

ayant acquis une première expérience des problèmes d'hydraulique et de *thermique dans une société d'ingénierie ou en bureau d'études.*

L'ingénieur recruté sera chargé d'élaborer des outils de calcul dans le domaine des écoulements, de leur qualification par des essais et de leur *application. Il sera donc en relation étroite avec les équipes de conception* des matériels et les laboratoires d'essais.

Ce poste pourra évoluer à court terme vers une large participation à la définition des programmes de développement en thermohydraulique, y compris sur le plan financier.

Le poste est basé au siège à Paris mais implique quelques déplacements de courte durée. La connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand est souhaité.

Un dossier de candidature accompagné d'un CV est à adresser sous référence 71474/LM, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

L'AIR LIQUIDE

recherche
pour son département INGENIERIE

DES INGENIEURS DEBUTANTS

Les postes sont à *pourvoir au service* **DEMARRAGE.** Ils impliquent des déplacements quasi permanents de courte ou longue durée sur des chantiers du monde entier.

Les candidats sont de formation générale ou génie chimique, parlent couramment Anglais et acceptent de voyager pour une durée de 3 à 5 ans.

Larges perspectives d'évolution au sein du groupe.

Adresser CV + Photo sous Réf.234 à **L'AIR LIQUIDE**
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
75, *Quai d'Orsay* 75321 PARIS CEDEX 07

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa direction organisation et *informatique (ordinateurs IBM et compatibles,* mini-ordinateurs, réseaux, ...)

des Ingénieurs Débutants Réf. D35
(X, Centrale, Mines, Sup Elec, A et M, ENSI, INSA ... option Informatique appréciée).

des Jeunes Diplômés Réf. D36
(maitrise Informatique, MIAGE ...)

Une formation de plusieurs mois est assurée.
Lieu de travail : **St Quentin en Yvelines (78) ou Paris.**
La sélection se fera au début de Juillet et en début de Septembre.
Env. CV, phot. et prét. (en précisant la période souhaitée de convocation) sous réf. correspondante à **CNCA Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Brune**

VOUS ETES
Sup de Co, HEC, Essec,...

avec 5 ans minimum d'expérience dans le secteur Informatique et/ou Organisation de la grande Distribution (Une référence Grands Magasins ou V.P.C. serait un «plus» apprécié.)

NOUS SOMMES

un des Groupes leaders de la Distribution Française.

Nous recherchons un

CHEF DE PROJET

pour concevoir et développer un ensemble de systèmes informatisés, couvrant la gestion d'articles de mode, dont nous avons jeté les bases il y a 1 an.

Cette responsabilité sera assurée en collaboration avec le Centre Informatique du Groupe et inclut également la mise en place et le suivi auprès des *Directions* commerciales concernées.

VOTRE CARRIERE

Une évolution vers le poste de Chef de Département ne tiendra qu'à *votre personnalité* et *votre succès sur la mission.*

Lieu de travail : PARIS

Rémunération à discuter, selon valeur prouvée.

Ecrire *avec* lettre *manuscrite, CV et photo sous réf.* 6210 à *rscg* carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS qui transmettra.

rscg carrières

CALCOMP

1er constructeur mondial de systèmes graphiques C.A.O.

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Pour la vente de ses systèmes C.A.O.

- *Première expérience vente systèmes* appréciée
- Connaissance mécanique, architecture *ou pétrochimique souhaitée*
- Bonne connaissance langue anglaise

Adresser C.V. photo et prétentions à
CALCOMP - (J.J DAUSSIN)
43, rue de la Brèche aux Loups - 75012 PARIS
Téléphone 344 15 07

bleu

GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS
recherche pour une de ses filiales
(700 millions de chiffre d'affaires - 1200 personnes)

un RESPONSABLE « CONTROLE de GESTION » et « BUDGET »

- dans un premier temps, il sera chargé de l'élaboration du budget 82, ce qui lui permettra de bien appréhender les divers aspects comptables et financiers de la Société.

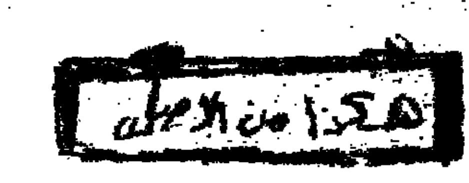
  Il aura, par la suite, la responsabilité complète du Contrôle de Gestion et devra restructurer les Comptabilités Générale et Analytique.

- *les candidats sont de formation* supérieure (I.E.P., H.E.C., etc.) complétée par un D.E.C.S.

  Ils ont 35 ans environ et *peuvent apporter* les preuves de leur réussite comptable et financière au sein d'un grand Groupe International

— De larges perspectives d'évolution existent au sein du Groupe

Adresser CV + photo à ***TELEX PA*** *sous réf. A 235*
34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

pml Ingénieur d'Etudes

P.M. LABINAL,
7 200 personnes, 1,2 Milliard de C.A., 15 établissements en France, conçoit, fabrique et commercialise des équipements destinés aux industries aérospatiale, électronique, automobile... Pour son Laboratoire électronique de **Saint-Ouen** (93) **P.M. LABINAL** recherche un **INGENIEUR D'ETUDES.**

Il se verra confier l'étude de matériels embarqués (aviation civile et militaire), le suivi de leur réalisation au travers des différents services (méthode PERT) et éventuellement l'assistance technique lors de la diffusion de ces produits.

Outre une **formation supérieure en électronique** acquise en **Grande Ecole,** le candidat possèdera une expérience de 2 à 5 ans dans l'électronique digitale, si possible *dans le domaine militaire ou avionique.* Il lira l'anglais (le parlera si possible). Dynamique et efficace, il justifiera de bonnes qualités de contact, du sens de l'initiative. A un élément de valeur sont offertes de réelles perspectives d'évolution liées à l'expansion du groupe.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et prétentions à

P.M. LABINAL
Direction des Relations Sociales
5, Avenue Newton - B.P. 64
78390 BOIS-D'ARCY.

MEDIA BH

AMPEX

Leader mondial de l'enregistrement magnétique
membre du groupe SIGNAL
(4 milliards de CA, 53 000 employés)
Pour faire face à l'accroissement de sa gamme de périphériques

recherche
pour son département informatique

INGENIEUR COMMERCIAL

Profil
Jeune ingénieur débutant
diplômé d'une des Grandes Ecoles ISEP, ESIEE, etc.

Mission
Il sera chargé d'assurer la commercialisation
en France et en Belgique
de toute la gamme de produits informatiques AMPEX
(mémoires à tores, mémoires à disques,
mémoires à bandes, terminaux de visualisation)
Le candidat travaillera en étroite collaboration
avec le Directeur Commercial du Département
Anglais indispensable
Ce poste est à pourvoir immédiatement

Envoyer CV, Photo et Prétentions à Jean-Yves Schultz,
Directeur Commercial du département Informatique
AMPEX FRANCE, 17-21, rue du Dôme 92100 BOULOGNE
ou téléphoner au 609.91.55

PHARMACIEN

CHEF DE PRODUCTION
FACONNAGE
ASSISTANT DU GERANT
35 ans environ

Laboratoires pharmaceutiques dont une des activités est le façonnage (formes sèches, cosmétiques, suppositoires, conditionnement, etc..) recherche UN PROFESSIONNEL DE LA GESTION DE PRODUCTION ayant une expérience dans une activité similaire. Homme *de terrain et de dialogue,* il animera environ 120 personnes. Le poste situé en grande banlieue sud de Paris est à pourvoir rapidement. Rémunération élevée.

Adresser CV détaillé, photo, salaire actuel et prétentions sous référence 30137 à
projets publicité
12 rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra votre dossier.
Discrétion et réponse assurées.

L'INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE
PARIS
recrute

Ingénieurs ou Universitaires Diplômés

pour examen des demandes de brevets d'invention comportant étude et traduction de documents anglais et allemands.

SPECIALITES DEMANDEES :
- Mécanique générale
- Transmissions mécaniques
- Travail des métaux
- Moteurs à combustion
- Injection
- Imprimerie
- Tuyauterie
- Optique
- Electronique
- Machines à emballer

Bonne expérience professionnelle appréciée.

Adresser demande et C.V. à :
I.N.P.I. (Recrutement)
26 bis, rue de Léningrad - 75800 Paris.

CEGEDUR PECHINEY premier transformateur européen d'aluminium

disposant, grâce à un effort constant de recherche appliquée et d'investissements, d'une compétitivité technique de niveau international, recherche

INGENIEURS DE PRODUCTION débutants

ou ayant une première expérience, même courte. Diplômés grande école : Mines, Centrale, Arts et Métiers ou équivalent.

Après une formation de plusieurs mois en atelier et services métallurgiques, il leur sera confié un secteur de fabrication ou d'entretien dans l'une des usines de l'entreprise.

Importantes possibilités de promotion et de carrière.

Adr. lettre de candidature sous réf. 2704
BAILLY CONSEIL
40, av. Hoche - 75008 PARIS

Emploi et Entreprises

GROUPE BANCAIRE PRIVÉ

PARIS-8e

recherche

pour renforcer les structures comptables et de gestion de sa Direction Administrative et Comptable

UN JEUNE DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN GESTION

(ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE,
MAITRISE DE GESTION) + *le D.E.C.S.*
avec deux à trois ans d'expérience professionnelle comptable et sachant dialoguer avec l'informatique.

Ce cadre assumera la responsabilité comptable de plusieurs Sociétés du groupe, et participera à des missions d'organisation administrative et comptable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. OV 403, à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui tr.

Important Groupe Métallurgique diversifié
2 MDS de CA dont 20% à l'exportation
recherche pour étoffer son **service d'opérations financières avec l'étranger**

un Cadre Administratif Export

— De formation Ecole Supérieure de Commerce
— Au sein du service Export, il sera chargé, pour l'ensemble du groupe
  - d'opérations financières avec l'étranger (francs et devises)
  - des relations avec la COFACE, les banques, les administrations
  - nombreux contacts avec différents services de la société Mère et de ses filiales
— expérience dans un poste similaire indispensable
— lieu de travail : **Paris 8ème.**

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. **8236** *à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris* Cedex 02 - qui transmettra

INGENIEURS LOGICIEL en Micro-Informatique

Société en pleine expansion recherche des INGENIEURS capables d'assurer l'installation, le support, le suivi et la formation sur des systèmes.

IL EST DEMANDE :
- une expérience similaire d'au moins 2 ans
- une disponibilité rapide
- un goût certain du contact clients.

POSTE D'AVENIR ET SALAIRE MOTIVANT.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à :
Jacqueline BENAYON - METROLOGIE
Tour d'Asnières - 92606 ASNIERES

METROLOGIE

technico-commerciaux

TEMPS PARTAGE

Notre Société fait autorité en matière de *ventes de services en* **informatique de réseaux et télématique.** Nous recherchons des Ingénieurs Technico-commerciaux qui interviendront à trois niveaux :

- en avant-vente, en organisant les **démonstrations** et en établissant les **propositions** aux prospects,
- *en après-vente, en étant responsables :*
  — de la réalisation d'applications,
  — du suivi et du conseil d'un ensemble de clients,
- en participant au **marketing** des domaines d'applications financier ou commercial.

Débutants ou ayant quelques années d'expérience, les candidats devront posséder une **formation technique** (ingénieur ou universitaire supérieure) et si possible une **formation complémentaire** (financière ou statistique).

Cadre de travail **dynamique** et fortes possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo et salaire actuel ou demandé, sous référence 33.58/TC/358 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

GROUPE DE COOPERATIVES AGRICOLES

recherche son futur

DIRECTEUR GENERAL

En quelques années, cette Union de coopératives a pris une place importante dans l'approvisionnement des agriculteurs. Son Conseil d'Administration recherche actuellement son futur Directeur Général.

Cette fonction exige un homme de premier plan, de formation supérieure (ingénieur agro, HEC, ESSEC,...) âgé d'une quarantaine d'années. Il devra justifier d'une expérience de 10 ans au moins à un poste de responsabilité élevée où il aura pu *démontrer ses qualités humaines et stratégiques.* La connaissance des coopératives et du milieu agricole serait appréciée.

Ce poste conviendrait à un homme possédant des qualités d'animateur et d'organisation, désireux de lier son avenir professionnel à la croissance d'un groupe coopératif en pleine *expansion. Il devra posséder un sens développé des relations* humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à : Gil KRESSMANN - *SYNERGAU, 23, rue Cadet - 75009 - Paris)* qui traitera confidentiellement votre candidature.

GFI SERTI

Notre Société appartient à la Division Conseil, Assistance et Ingénierie du **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE** - 1200 personnes, une croissance de 35 % en 1980 - Elle cherche plusieurs

JEUNES INGENIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutant ou bénéficiant d'une première expérience professionnelle, vous acquérez une formation complémentaire en Informatique. Vous participez à la réalisation de projets et, plus tard, vous en assurez la direction. Grâce à cette expérience de tout premier plan, des missions de conseil dans de grandes entreprises et dans des Administrations peuvent également vous être *confiées.*

Nous vous remercions d'écrire sous réf. M 51, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI-SELECTION
49, avenue de l'Opéra
75002 PARIS

GEM PUBLICITE

Importante société pétrolière française
PARIS

200 000 + Juriste d'entreprise confirmé

Rattaché au Directeur Juridique pour

Agir en qualité de conseil auprès des différentes Directions de la Société.

Participer activement aux négociations de contrats et règlement de litiges.

S'intégrer dans une équipe d'une dizaine de juristes.

Expérience de plusieurs années acquise dans le service juridique structuré d'une firme ou d'un cabinet international à justifier.

Connaissance du droit pétrolier très appréciée.

Docteur en droit - spécialisation droit des affaires, droit de la concurrence - formation américaine souhaitée.

Parfaite maîtrise de la langue anglaise.
Excellent sens des affaires et de la négociation.
Ce poste très évolutif présente une très grande polyvalence dans la fonction.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, salaire actuel, téléphone privé, sous réf. 20804 à

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly.

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

Vous êtes DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE ou INGENIEUR D'UNE ECOLE SPECIALISEE EN ELECTRONIQUE.
Vous avez le sens du contact, l'esprit de décision; et le besoin d'action.

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC

un des leaders dans le domaine des composants électroniques peut alors vous confier un poste d'
INGENIEUR COMMERCIAL
ou
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
et vous permettre de faire une carrière adaptée à votre personnalité.
Bien sûr, la pratique des relations avec l'étranger rend indispensable la maîtrise de l'anglais.

Pour nous permettre d'examiner votre candidature, nous vous remercions de faire parvenir votre curriculum vitaé avec lettre manuscrite à R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC, Service du Personnel, 130 avenue Ledru-Rollin 75540 PARIS CEDEX 11.

CABINET D'INGENIEURS CONSEILS
de réputation internationale

recherche pour son département CONSEIL-SYSTEMES dont les interventions, dans des domaines d'activités très variés, sont tournées vers les utilisateurs et l'organisation de l'entreprise :

CHEF DE PROJET

Diplômé de grande école, il a un minimum de 3 ans d'expérience dans la conception et la réalisation de projets importants dans les environnements moyens et gros systèmes. (Réf. 10.235-M)

ANALYSTE FONCTIONNEL

De formation études supérieures, intégré dans une équipe pluridisciplinaire, il participe aux pré-études, à la conception de gros projets informatiques. (Réf. 10.240-M)

Pour chacun de ces postes, des déplacements fréquents sont à prévoir.

Adressez dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée en indiquant la réf. *du poste concerné et le nom* des cabinets auxquels il ne faut pas transmettre la candidature à CLA Recrutement, 11, av. Delcassé, 75008 Paris.

CLA

ib

L'INDUSTRIELLE DU BETON MORIN Division Béton Manufacturé recherche pour son siège implanté près de CHANTILLY à 40 km au Nord de PARIS :

JEUNE INGENIEUR

diplômé de l'enseignement technique supérieur spécialité construction génie civil.
Il sera chargé de l'élaboration de projets pour utilisation d'éléments préfabriqués et plus particulièrement d'éléments en béton *précontraint. Il devra assurer les contacts* techniques avec les architectes, les bureaux d'études et les entreprises.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo à : IB MORIN - 29 av. G. Mesureur 78170 LA CELLE SAINT CLOUD

ALSTHOM ATLANTIQUE

DIVISION
MATERIELS FERROVIAIRES
recrute pour son Service Informatique
PARIS - PONT DE NEUILLY

UN INGENIEUR OU DIPLOME UNIVERSITAIRE

ayant si possible 2 ou 3 ans d'expérience en informatique de gestion pour intégration dans une équipe d'étude de haut niveau, travaillant sur matériel IBM sous DOS/VSE avec utilisation PL1 - CICS - DL1.

Adresser C.V. et prétentions à
ALSTHOM ATLANTIQUE
Service du Personnel, Tour Neptune
20, Place de Seine
92086 PARIS-LA-DEFENSE Cedex 20.

CLUB MEDITERRANEE

PRET A PORTER

recherche

chef de produit

pour son Département ENFANT

Ecrire avec C.V. détaillé à
M. CHERMAT
Club Méditerranée
11, bd de la Madeleine - 75001 Paris

LABORATOIRE DE RECHERCHE,
Filiale Groupe International
Métaux non-ferreux
recrute

JEUNE INGENIEUR

E.N.S. CHIMIE
pour secteur développement des produits.

Fonctions : mise au point de produits et de procédés pour l'industrie chimique et parachimique, assistance aux unités de productions et services commerciaux.

Le poste convient à un candidat ayant une première expérience industrielle ou une thèse de recherche.

Anglais indispensable.
Qualité de rédaction et bons contacts humains.
Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à no 95586 CONTESSE
Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

OFFRES D'EMPLOIS

Important Groupe d'Assurances
recherche
INSPECTEUR - COMPTABLE
CONFIRME IARD
pour superviser l'activité des inspecteurs comptables.
Résidence PARIS.
Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 1023 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important Groupe d'Assurances recherche pour ses équipes systèmes
ingénieurs-système
expérimentés et débutants
pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement (1200 terminaux dans toute la France).
Envoyer CV + photo, sous réf. 4030, à GIE, Service du Personnel, Tour Franklin Cédex 11, 92081 Paris La Défense.
GIE
média-system

---

ingénieur technico-commercial
Introduit auprès clientèle aéronautique ayant expérience vente fixations aéronautiques, recherché par spécialiste français importateur produits U.S.
Anglais courant indispensable.
Ecrire avec CV à No 95.138 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche
COMPTABLE
- Titulaire D.E.C.S. ou équivalent ;
- Quelques années d'expérience ;
- Mobilité géographique indispensable pour affectation province ou étranger après période formation à Paris.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel
DELATTRE-LEVIVIER
Tour Fiat - Cedex 16
92084 Paris La Défense
Pub. Réunies

AETA
SOCIETE DE TELEMATIQUE
accélère encore son expansion
et recherche pour ses différents départements d'études électroniques
INGENIEURS CONFIRMES
(2 ans d'expérience minimum)
Pour le développement de matériels et de systèmes :
- Télécommunications, transmissions numériques FSK et bande de base, transmetteurs automatiques sur réseau commuté
- Automatismes : développement de matériels de Télécommandes et Télémesures à microprocesseurs (Télé-régulation de chaufferie, protection et sécurité).
- Logiciel de microprocesseurs (8048, 8085, 6802, 8086).
Adresser C.V. à A E T A - 1, rue de Verdun 92140 CLAMART.

Société de Services Internationale
recherche pour renforcer son équipe de ventes à PARIS et LYON
DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX
même débutants
Ils seront chargés :
- De développer et optimiser les ventes dans un marché en pleine expansion.

Les candidats retenus :
- Auront une formation commerciale supérieure (E.S.C.) ou équivalente et la capacité de négocier à tous les niveaux.
- Seront disponibles immédiatement.

Nous leur offrons :
- Une organisation.
- Un bon salaire fixe + intéressement.
- Une voiture de service.
- Des avantages sociaux.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions à : Peter DOYLE - 113, rue Jean-Marin-Naudin, (immeuble GAN), 92220 Bagneux qui transmettra.

DG
Une importante société du secteur de l'édition et des communications recherche son
CADRE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE
Vous êtes un homme jeune, vous avez le goût des contacts humains et une connaissance des environnements études et exploitation.
Vous possédez un diplôme d'études supérieures.
Sous la conduite du Directeur Technique, vous serez l'interlocuteur permanent et privilégié des utilisateurs pour tout problème ayant une incidence exploitation.
Lieu de travail : Paris Centre.
Ce recrutement a été confié à la Société D.G. 56, rue Jean-Jacques-Rousseau - 75001 Paris, qui traitera confidentiellement vos candidatures.
HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE
au Sud Ouest de la Région Parisienne
recherche
INGENIEUR d'ATELIER
ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT
Quelques années d'expérience
Envoyer C.V., lettre manuscrite sous réf. 95118 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CENTI
recrute pour interventions au niveau organisation/conception
INGÉNIEURS
ayant pratique de la méthodologie merise.
Tél. 222-25-31 ou adresser C.V. et prétentions à CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 PARIS.

Banque Privée Paris 8ème recherche
- pour son service Etranger
un(e) Gradé(e)
Crédit Documentaire
un(e) Gradé(e)
Polyvalent
- pour son service Comptabilité
un Gradé
Comptabilité Générale
- **Secrétaire Sténodactylo**
ayant, si possible, notions comptables.
Adresser lettre manuscrite et CV sous référence 9167 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ EXTÉRIEUR
recherche pour Paris
CHEF DE PUBLICITÉ
Chargé de :
- prospecter les annonceurs et les agences nationales ;
- développer et suivre un portefeuille de clients.
Expérience commerciale dans les médias ou agence
Adresser lettre manuscrite + C.V. photo + prétentions s/nº 884.889 M. à Régie-Presse, 85, bis rue Réaumur, 75002 Paris.

Importante société d'expertise comptable
AUDIT
recherche
4 collaborateurs
2 à 3 ans d'expérience avec D.E.C.S. complet
un chef de mission
4 à 5 ans d'expérience, de préférence mémorialiste
Adresser C.V., photo et prétentions sous nº S 3.821 à BRIO-GLOBE, 5, pl. des Victoires, 75001 Paris, qui tr.

LABORATOIRES INDUSTRIELS
recrutent :
2 INGÉNIEURS INFORMATICIENS
Grande Ecole-Doctorat
Pour participer aux travaux de recherche de 2 équipes se consacrant :
- au GÉNIE LOGICIEL :
- aux PROBLÈMES D'INTERACTION HOMME/MACHINE.

Les candidats retenus auront une COMPÉTENCE CONFIRMÉE dans ces domaines.
Leur intervention permettra de déboucher sur des réalisations concrètes.
Pour ce poste de haut niveau scientifique.
Adresser lettre manuscrite + C.V., photo et prét. sous référence 762, à nº 95.602, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PARIS SUD
recherche pour sa
DIRECTION COMMERCIALE
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
POSITION II
Débutant ou ayant une première expérience
Formation de base technique électronique, optronique ou optoélectronique pour le suivi des affaires en relation avec les laboratoires de la Société et la négociation des contrats avec les administrations.
Adresser C.V. à nº 95.765 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

JEUNES OFFICIERS TOURNANT DE CARRIÈRE
UN GROUPE INTERNATIONAL de conseil spécialisé dans la gestion des ressources humaines : sélection, évaluation en poste et conseil en développement vous propose de devenir CONSULTANTS.
NOUS RECHERCHONS : de jeunes officiers, 35 ans environ.
NOUS PROPOSONS :
- un programme de formation et de développement individuel sérieux et systématique, en France et à l'étranger ;
- un climat de travail jeune, efficace et professionnel :
- une rémunération de départ située dans la fourchette 120000-150000F/an, et une progression ultérieure rapide liée aux performances.

POUR PLUS D'INFORMATIONS : adressez CV concis + photo à MERCURI URVAL, 147, avenue Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON, nous vous ferons parvenir une note d'information complémentaire.
HAVAS CONTACT

CABINET de RECRUTEMENT désirant s'adjoindre un Service Formation recherche
RESPONSABLE FORMATION ASSOCIÉ
Agé de 32 ans minimum. Il aura un niveau supérieur et une expérience similaire d'au moins 5 ans.
Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence 3735 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ 2, rue de Marengo, 75001 Paris (qui transmettra).

ORGANISME DE RECHERCHE proche banlieue sud, recrute
UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ou titulaire du doctorat 3e cycle en vue d'études sur la circulation routière. Connaissances informatiques, statistiques et recherches opérationnelles. Expérience professionnelle souhaitée.
Adresser C.V. et prét. à M. AZEMA, réf. ER, BP 34 94114 ARCUEIL CEDEX.

Niveau PUBLIC RELATION stand. Ecrire M. VOISIN, 149, rue Saint-Honoré, Paris-1er, qui transmettra

---

SURALIMENTATION DIESELS INDUSTRIELS
INGÉNIEURS S.A.V.
anglais courant. Expérience au moins 5 ans : turbomachines et/ou diesels suralimentés. Pour démarrage installations, interventions en clientèle.
INGÉNIEUR ÉTUDES-FABRICATION
Expérience au moins 5 ans : mécanique générale, hydraulique, servo-mécanismes.
Tél. : (3) 062-41-25.
HYPERBAR DIESEL
11, rue Denis-Papin, 78190 TRAPPES Z.I.

SOCIÉTÉ PAEZ FRÈRES propose en POSTE STABLE
ADJOINT
au DIRECTEUR COMMERCIAL
Cet I.C. devra avoir une expérience des S.S.C.I.
A/PROGRAMMEURS
I.B.M. 34 - COBOL
ayant au moins 1 an d'expérience sur 34 COBOL.
Pour l'un des 2 POSTES, prévoir déplacements EUROPE.
A/PROGRAMMEURS
MINI 6 D.T.F.
A/PROGRAMMEURS
I.B.M. 8100
Ces postes sont à pourv. rapidement. Tél. pr R.-V. : 379-61-40.

SONAUTO S.A.
DEPARTEMENT IMPORT
MOTOS YAMAHA
recherche
ASSISTANT MARKETING
- Motivation pour la moto indispensable.
- Sens des contacts.
- Anglais exigé.

Formation école de commerce ou équivalent.
Lieu de travail : Saint-Ouen-l'Aumône
Adr. C.V. détaillé, prét. et photo à M. DUPRE, B.P. 479, 95005 CERGY CEDEX

INGÉN. RADARISTES
Electroniciens - 790-40-30.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Logique analogique. Grandes écoles. Débutants acceptés. Ecrire avec C.V., à SOPRAS, 100, bd Voltaire, 75011 Paris
Téléphone : 355-36-69

Entreprise de rang mondial RECRUTE
RESPONSABLE
de service après-vente, électronique et électromécanique, parlant allemand. Env. C.V. M. TOUZE, Sté CANAL, 47, rue de Liège, Paris (8e), ou tél. 293-62-41.

BANQUE PRIVÉE recrute pour Paris
INGÉNIEURS INFORMATICIENS
Grandes Ecoles ou formation supérieure.
Deux à trois ans d'expérience.
Tél. au 293-30-13, poste 34, ou envoyer C.V. à Sté CINA, Serv. du personnel, 104, bd Haussmann, 75008 Paris.

Importante société informatique Métro Pont-de-Neuilly
recherche
ASSISTANT HF
ADMINISTRATION PERSONNEL
Form. DUT ou équival. Exp. 2 ans souhaitable. Suivi du personnel en mission France/Etranger. Etudes ponct. liées à l'administr. et à la gestion du personnel. Procédures diverses.
Adresser C.V. détaillé sous réf. 028 LM à SESA, Direction du personnel, 30, quai de Dion-Bouton, 92806 Puteaux.

Me GRANGERAT
Huissier de justice
140, rue de Paris, Palaiseau, 014 00 66.
recherche
CLERC
au courant de la procédure et du suivi des dossiers.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche
pour son centre informatique implanté à Paris-19e
UN PROGRAMMEUR
ayant de préférence quelques années d'expérience dans l'informatique et susceptible d'évoluer à terme vers l'analyse.
Adresser lettre et C.V. détaillé à Mme le chef du Personnel, 17/19, rue de Flandre, 75935 Paris Cédex 19.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE banlieue parisienne recherche
DIRECTEUR DE FABRICATION
Formation ARTS ET MÉTIERS ou équivalent
35 ans minimum, ayant sens du commandement et expérience solide en transformation métallurgique et en mécanique.
Ecr. av. C.V. et prét. à nº 95.712 CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE DE PRESSE recrute
RÉDACTEURS
pour son département informations sur les sociétés industrielles et financières. Formation analyste financier et expérience professionnelle de quelques années souhaitée.
Adr. candidat. avec réf. à S.G.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

ORGANISME de PROMOTION IMMOBILIÈRE D'importance nationale recherche pour région parisienne et province
RESPONSABLES DE PROGRAMMES IMMOBILIERS
1) Expérimentés : pouvant justifier d'une solide expérience dans des fonctions similaires.
2) Débutants : de formation supérieure : Sciences Eco, Sciences Po, Droit, Gestion, I.U.T. ou équivalent
Rémunération motivante pour éléments de valeur
Samedi, fêtes juives chômées
Env. C.V. photo et prét. à SIPEP. Réf. nº 276 - 3, rue de Choiseul 75000 - PARIS

INGÉN. Arts et Mét.
Mécan. générale. T. 733-20-48.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PETITS MATÉRIELS ÉLECTROMÉCANIQUES ET ÉLECTRONIQUES PARIS 20e, recherche
AGENT TECHNICO COMMERCIAL SÉDENTAIRE
Formation type BTS technique avec goût administratif ou BTS administratif.
Expérience d'environ 5 ans dans domaine équivalent.
Envoyer curriculum vitae manuscrit et prétentions s/nº 94794 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

SOCIÉTÉ ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES
Proche banlieue OUEST PARIS
recherche
CHEF COMPTABLE
Sous l'autorité du Directeur administratif et financier, il dirigera une équipe de 5 personnes.
Chargé de la comptabilité générale de l'entreprise dans le cadre d'une gestion informatisée, le candidat devra posséder :
- le DECS ou équivalent ;
- une connaissance approfondie en milieu industriel ;
- le sens de l'organisation du travail ;
- l'expérience du commandement d'une équipe.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions s/nº 95.407 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ville d'Ozoir-la-Ferrière 77330 14 000 habitants, recherche pour son service urbanisme
UN CADRE
chargé de la préparation des projets ; formation d'urbaniste ou d'architecte exigée.
Salaire net 4.200 F + supplément familial.
Adr. C.V. détaillé et références à M. LE MAIRE 77330 OZOIR-LA-FERRIERE.

Établissement Financier PARIS, recherche, pour un poste d'études de dossiers de crédit,
UN RÉDACTEUR DÉBUTANT H.-F.
titulaire d'un DUT finances comptabilité ou d'un BTS comptabilité.
Nous assurerons sa formation.
Envoyer C.V., photo, prétent., sous référence, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Institut spécialisé, siège social à RUNGIS cherche
CADRE
Il sera chargé d'animer activités de formation dans le domaine de l'emballage. Ce poste conviendrait à TECHNICIEN ayant expérience commercialisation et/ou méthode dans cadre industrie ou distribution ; conn. de l'emballage souhaitée mais pas indispensable (formation assurée).
Adr. C.V. photo, réf. et présent. à M. VERZIER IFTM, 11, place d'Aquitaine.

ERIN
recherche
pour développement logiciel de base contrôle de processus industriels (sur mini et micro-ordinateurs)
- **DES INGÉNIEURS**
(Grandes écoles option informat. ou universitaires).
- **DES ANALYSTES PROGRAMMEURS**
min. DUT informatique. Complém. formation assuré.

Ecrire avec C.V. s/réf. 7.110 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

CIRCE
Centre de calcul du CNRS (IBM 370/168 et AMDAHL V7, MVS, TSO), recherche
DES INGÉNIEURS SYSTÈMES IBM - MVS
pour mainten., adaptation, mesures de perform. sur système d'exploit. MVS - JES3, et réseau conversationnel sous TSO et WYLBUR avec VTAM ET TCAM.
INGÉNIEURS INFORMATICIENS pr assist. aux utilis., dévelop. de progr., format., documentation. Diplômes mini. : maîtrise ou équiv. connaiss. angl., dégagés ORS nation. franç. Adr. C.V. et présent. Secrétariat du CIRCE, bât. 506, 91405 Orsay Cédex.

P.M.E. Versailles expansion, cherche H.E.C. Homme ou Dame même débutant. Envoyer C.V. PRESSIFRANCE, rue Frères Farman, 78530 - BUC.

Il est offert de vraies opportunités à DEUX
INGÉNIEURS
en Électronique/Électricité (et informatique).
L'UN : Adjoint direct du P.-D.G. (P.M.I. 40 pers.) sera DIRECTEUR TECHNIQUE 160.000 F +. Responsable Études/Conception (23 pers.), il aura l'expérience des bancs de mise en œuvre et de contrôle utilisant largement mini-ordinateurs et microprocess. en aérospatiale et techniques en industries.
L'AUTRE (3/5 ans expér.), 120.000 F +, sera capable de l'assister dans tous ces domaines.
Merci d'envoyer C.V. manuscrit à C. POPESCO - SCIP 160, boulevard de la République, 92210 SAINT-CLOUD, chargé de ce recrutement.

COLLABORATEUR haut niveau stand. Ecrire M. SIMON, 149, rue Saint-Honoré, Paris-1er, qui tr.

GROUPE PHARMACEUTIQUE Banlieue NORD PARIS
BIOCHIMISTE
B.T.S. ou I.U.T. exclusivement.
Env. C.V. et prét. s/nº 95.582 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 [illegible]

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS recherche
PRATICIEN
TRÈS EXPÉRIMENTÉ en matière de marchés de travaux publics et privés.
Sa fonction consistera, selon les directives du chef de service :
- à traiter divers problèmes juridiques et pratiques en matière de passation, exécution et règlement des marchés ;
- à animer l'équipe de juristes chargée de ces questions ;
- niveau capacité ou licence en droit.

La pratique des problèmes de marchés pendant plus. années dans l'entreprise ou l'administration, est indispensable.
Expérience auprès d'un maître d'ouvrage appréciée.
Envoyer C.V. détaillé au Chef du Service des Marchés, F.N.T.P., 3, rue de Berri, 75008 PARIS.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande
TECHNICIEN
en ULTRA VIDE
BAC ou B.T. exigé
Quelques années d'expérience souhaitable.
Ecrire avec C.V. à M. SOUCHET, [illegible], bât. 200, 91405 ORSAY.

Pour son service export entreprise CONSTRUCTION MÉCANIQUE recherche
TECHNICO-COMMERCIAL
Ayant déjà première expérience dans poste similaire pour seconder chef de service. Formation commerciale I.U.T., [illegible] technique, bilingue anglais, allemand [illegible] apprécié. Nombreux déplacements.
Ecrire avec C.V. nº 16.776 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

URGENT recherche
COLLABORATEUR-COLLABORATRICE
25 ans minimum
Formation supérieure avec expér. relations publiques et promotion produits dans secteurs prestations de services ou tourisme. TENTÉ (E) PAR EXPÉR. UN AN DANS ORGANISME SOCIAL privé pour ses secteurs 78 et 91, avec permis de conduire.
Libre de suite.
Ecr. avec C.V., photo et prét. s/nº 16.596 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

Société spécialisée dans l'exploration pétrolière rech.
TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS
pour participer à l'étude et à la réalisation de produits nouveaux (appareillage de mesures). Jeunes, innovateurs méthodiques et appréciant le travail en équipe, ce futur technicien devra être à même de réaliser un nouvel appareil (+ proto-essais) à partir d'un schéma gal.
Il est requis 1 B.T.S. ou D.U.T. électron. 2-3 ans d'expérience dans ce domaine.
Envoi. C.V., photo et prétent. s/réf. 9.404 à Valens Conseil, B.P. 369, 75064 Paris Cedex 02.

Différentes sociétés nous chargent de RECRUTER
Pour Paris :
INGÉNIEURS SYSTÈME
ibm mvs cics dl1
ibm os
ibm dos cics
ibm 8100 ou autre système T.P.
ANALYSTES ORGANIQUES
pour mini 6
ANALYSTES PROGRAMMEURS
pl1 ims ou os
cobol cics
cobol cics dl1
hb 66 ids2 tds
ibm 34 pour ibm 38
fonction chef de service
PUPITREURS
mini 6
Pour banlieue Ouest :
ANALYSTES PROGRAMMEURS
ibm 3/15 gapll ccp
pac 700
mini 6, form. assurée
Pour banlieue Sud :
ANALYSTES PROGRAMMEURS
cobol ims
ibm 34 gapll
CONSEILS ASSOCIÉS
24, rue de Dunkerque 75010 PARIS
Écrire ou téléph. 281-29-62.

Société française recherche
DIRECTEUR CCIAL
Format. Ingénieur Grande École. Expér. min. 5 ans construction métallique technico-commercial France/Export. Anglais courant. Age min. 40 ans. Rémun. 200 à 250.000 F selon exp. Réf. 2736.
INGÉNIEUR SOUDEUR
Chef-atelier chaudronnerie, région Rhône-Alpes. Expér. confirmée en mécano-soudure semi-autom. et techniques de pointe. Min. 5 ans dans poste similaire. Age 35 ans min. Rémunér. 130 à 160.000 F selon expérience. Réf. 2737.
Adress. C.V. + photo en indiquant la réf. à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09.

Importante Société recherche pour son service juridique situé à Saint-Cloud une
ASSISTANTE JURIDIQUE
Elle sera chargée du contentieux commercial, des assurances et du droit des sociétés.
Elle doit être capable de rédiger et de taper sa propre correspondance.
La candidate retenue aura une formation en droit (capacité ou licence en droit) et si possible quelques années d'expérience.
- Contrat à durée déterminée de 2 ans 1/2
- Horaires souples.

Adresser C.V., photo et prétentions nº 48.625 P.A. SVP, [illegible] Foy, 75008 Paris

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE recherche
EMPLOYÉS (ES)
DE GESTION
BAC G 2 ou C.A.P.
1 à 2 ans d'expérience
Tél. : 292-13-57.

ÉCOLES PRIVÉES (11e)
recherchent
1) PROF. SCIENCES-ÉCO. et HISTOIRE-GÉO.
2) Pour rentrée septembre PROF. FRANÇAIS SCIENCES-ÉCO. -HISTOIRE-GÉO.
Grande expérience, autorité et dynamisme, indispensables.
Adress. C.V. détaillé + photo à INSTITUT BONAPARTE
95, av. de la République
75011 PARIS

IMPORTANT GROUPE T.T.
recherche
pour création Agence Paris
CHEF AGENCE
ATTACHÉS CCIAUX
Département administratif
Postes convenant à femmes
Expérience confirmée INTERIM

TECHNICO CCIAUX
Départ. INDUSTRIE-CHANTIER
Agence quartier RÉPUBLIQUE

Haute rémunération % C.A.
Fixe : commission + frais
+ primes objectifs
Écrire avec C.V. à S.N.T.T.
54, r. R.-Boulanger, 75010 Paris
Tél. 203-89-61 (Mme Robinet).

PROFESSEUR
D.U.T. GÉNIE MÉCANIQUE
ou INGÉNIEUR de L'E.N.I.
– 20/25 heures par semaine ;
– Lieu de travail : VERSAILLES.
Téléph. pour R.-V. : 950-40-07.

LE Nº 1 MONDIAL DE LA HI-FI ET DE L'AUTO-RADIO
recherche
2 COMPTABLES
2e ÉCHELON

RESPONSABLE
DE L'EXPLOITATION
ET DE LA COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS BANCAIRES
Le candidat participera à l'établissement des situations de trésorerie, aux analyses des comptes et aux règlements des fournisseurs. Il contrôlera la comptabilisation des pièces bancaires ainsi que celle des opérations clients.

RESPONSABLE
DES FOURNISSEURS ET DE L'ENREGISTREMENT DES STOCKS
Le candidat procédera à l'imputation des mouvements en comptabilité générale et analytique, et assurera le suivi des litiges.

Pour ces deux postes, une bonne formation comptable ainsi qu'une expérience dans un poste similaire sont indispensables.
Une évolution de carrière est prévue pour des candidats de valeur.
Les postes sont situés à BOIS-COLOMBES. « Non Fumeurs ».

Envoi C.V., photo et prét. s/réf. 481-21 M à R.L.C.,
339, Bureaux de la Colline,
92213 SAINT-CLOUD Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE recherche
PROGRAMMEURS
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
COBOL, C.I.C.S., D.L 1
D.O.S., V.S.E.
Pratique, méthode WARNIER
I.B.M. - 43.41
1 à 2 ans d'expérience
Tél. : 292-13-57.

secrétaires secrétaires

A.B. DICK
Spécialisée en matériel d'équipement de bureau.
TOUR MERCURIALES
(Porte de Bagnolet)

Assistante du Président directeur général

pour

Le seconder activement en lui apportant une assistance efficace et réfléchie.

Traduire ou rédiger en anglais tous documents et comptes rendus de Comité de Direction.

Maintenir de bons contacts avec l'ensemble des personnes de la Société.

Formation supérieure.
Bonne connaissance de la sténographie.

Parfaitement bilingue anglais.
Nationalité américaine ou anglaise appréciée.

27 ans minimum - Excellente présentation - Grande disponibilité d'horaires - Rémunération motivante.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, salaire actuel, téléphone privé sous réf. 20802 à

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis – 92522 Neuilly.

PARIS - GENÈVE - LONDRES - MADRID - MILAN

DEMANDES D'EMPLOIS

CENTRE DE FORMAT. PROFESSIONNELLE POUR ADULTES CHERCHE EMPLOIS pour EMPLOYÉS (ES)
de service commercial connaissant la comptabilité usuelle et la dactylographie. Disponibles fin avril. Téléphoner au 547-18-30, poste 86.

J.F. 23 a. études psycho, stage gestion du personnel, expérience études de marché, cherche emploi dans cabinet d'études de marché ou dans service du personnel. Étudie toutes proposit. Libre de suite.
Écrire nº T 2.412 Régie-Presse, *85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.*

J.H. 26 a., maît. de biologie, anglais not. allemand, étud. toutes propositions dans éditions scientifiques, labo, etc. Écrire J. DUHESME, 14, rue Bréguet, 75011 Paris. Tél. : 806-79-41.

CADRE EXPORT
Gde expér. négoce intern., parf. connaissance marché (Algérie, Tunisie). Téléph. : 678-59-58.

CADRE, 50 ANS
Femme entreprenante, imaginative - *Formation marketing* et gestion - Parlant et écrivant anglais - Sachant organiser et coordonner
recherche
POSTE A RESPONSABILITÉS
Résidence indifférente.

Ecr. s/nº T025774M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR D'EXPLOITATION
Marocain, 34 ans,
17 ans de banque ITB hors classe, connaissance parfaite des opérations de banque
cherche
Emploi *dans pays francophone.*
Ecrire à M. ABKARI
S/c B. GARNIER,
69, *rue de la Charmière,*
53000 LAVAL.

SECRÉTAIRE TRILINGUE
(Anglais, allemand)
41 ans, langue maternelle allemand, cherche emploi adéquat à partir de juillet.

JEUNE FILLE, 27 ans
LICENCE LETTRES
recherche
EMPLOI STABLE
Étudierait toutes propositions.
Ecrire Mlle BOURGY MAY,
5, rue Saint-Yves, 75014 PARIS.

Prof. d'anglais, 41 ans, nation. britannique, 20 ans d'expér. en F. et G.B., cherche poste *dans le* privé pour sept. 81, Paris ou région parisienne.
Écrire T 2420 M, R.-Presse,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 38 a., études supér. lettres cher. emploi correctrice supports presse, édition. Exp. secrétar.
Écr. s/nº 6.115 le *Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR AGRONOME
42 ans, exp. économie-gestion, formation commerciale, langues, anglais, espagnol, italien, cherche emploi en rapport.
Écr. HAVAS BRIVE 148.413, q. tr.

Radiophysicien russe, 34 ans, parlant français, anglais, débutant informaticien après stage micro 80-85 INTEL, connaissant Assembleur, ICE 80, étudierait toutes propositions.
Ecr. s/nº 3.345, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

capitaux propositions commerciales

Société disposant très beaux bureaux centre Lille, Place de la République, propose location pure et simple, ou permanence téléphonique, télex, secrétariat, petite gestion (éventuellement association en participation). Téléphone : 20/54-21-68 +.

NOUS SOMMES
CATRY
société spécialisée
dans l'achat et la revente des biens immobiliers.
Nous vous offrons de créer votre propre affaire,
de bénéficier de notre impact pour un démarrage immédiat et par la suite de notre support juridique, technique, commercial, publicitaire et gestion

VOUS ÊTES

soit déjà averti de cette activité, soit désireux de la découvrir et vous disposez de 50.000 F.

Premier contact : écrire CATRY 43, COURS ESTIENNE-D'ORVES, 13001 MARSEILLE.

Cherche à acheter
STÉ ÉLECTRO-MÉNAGER
OU MEUBLES
même en difficulté.
Mme BOUFFLERS : 355-46-90.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS *DE L'EMPLOI vous propose* GUIDE COMPLET (230 pages) :
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Les bnes réponses aux tests.
- La graphologie et ses pièges.
- Les trois types de curriculum vitae, etc.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Pour bien choisir votre métier
FRANCE-CARRIÈRES
chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Emploi Outre-Mer, étranger
MIGRATIONS
chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

propositions diverses

MICRO-CENTRALE A VENDRE.
Puissance 500 kWa.
Ecr. HAVAS VALENCE nº 20.433.

travaux à façon

ENTREPRISE, sérieuses références, effectue rapid. travx peinture, menuiserie, décor. coordination ts corps d'état. Devis gratuit. *Tél. : 368-47-84 et 893-30-02.*

travail à domicile

Tape tout texte thèse, rapport, manuscrit, etc., sur machine électr. I.B.M. Travail rapide et soigné. Prix intéressants.
Tél. : 257-01-09.

villégiature

CANNES CENTRE
Loue meublé mensuel, 2 pièces cuisine, douche, 100 mètres mer.
Téléphone : (93) 38-35-64.

occasions

ACHATS BRILLANTS
rubis, saphirs, émeraudes, bijoux or, argenterie. Parrono Joailliers orfèvres, 4, Chaussée-d'Antin, Opéra, 37, avenue Victor-Hugo, Etoile. Vente en occasion. Echange.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

PARTICULIER VEND
CAMPING-CAR
SODIS MK2
Juillet 1979 - 34.000 km
première main
Parfait état général, 5 places couchage, frigo, chauffage, chauffe-eau, douche, w.-c., réserve eau potable 80 litres, réserve eau usée 40 litres.
CRÉDIT POSSIBLE
Tél. après 17 h. au 528-36-05.

achats

RÉGLEMENT IMMÉDIAT
TOUS VÉHICULES SAINS
BAYARD AUTO - 341-44-44
21, rue de Toul, Paris-12e.

divers

NEUBAUER
PEUGEOT-TALBOT

EXCEPTIONNEL !
EN MAI, QUELQUES TALBOT AU PRIX SEPTEMBRE 1979.
M. Gérard - 821-60-21.

bateaux

Vends, exceptionnel, positipo, 34 pieds 1972, 2x175 CV, diesel remis à neuf, super équipé pav. français. Prix 230.000 F., visible Côte d'Azur.
Téléphone : (7) 893-53-51, heures de bureaux.
Documentation sur demande.

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt

ENTRE PL. VENDOME ET AV. DE L'OPÉRA
Luxueuse restauration
VRAIS 2 PIÈCES
cuisine équipée, salle de bains w.-c. indépendant
COGEDIM
266-36-36.

2e arrdt

2 PIÈCES CARACTÈRE
52 m² refait neuf, cheminée, poutres. Clair, calme.
A.E.I. - 267-58-24.

PRÈS OPÉRA 2e
Grand 4 pièces, bains, 120 m², état impeccable, 3e étage.
Prix : 1.250.000 F.
MICHEL & REYL 265-90-05.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS - QUAI SUD
SOMPTUEUX DUPLEX
Salon 100 m² (5,80 m ss-plaf.)
3 chbres 370 m². Deux terrasse. pl.-pied. Boiseries. Exception.
DORESSAY - 548-43-94.

BEAUBOURG Quincampoix dans belle rénovation, propriét. vend studio 41 m² : séjour, cuis. équip., salle de bns, w.-c., chf. - 757-84-50.

Prox. VOSGES - 354-95-10
MAISON jardin terrasse
150 m², triplex, soleil, calme.

MARAIS ST-PAUL. Immeuble XVIIe. 145 m² en L *à aménager. Calme.* Tél. : 272-40-19.

6e arrdt

Angle Cherche-Midi, propriétaire vend dans hôtel particulier 17e duplex 218 m² + 13 m² terrasse plein sud, salon, bibliothèque, salle à manger, 3 chbres, 3 bains, boiseries, cheminées, 1 parking. Agence s'abstenir.
Tél. : matin 222-82-45.

POUR ARTISTE
Luxembourg-Montparnasse appt original 90 m² + terrasse dernier étage. Vue sur Paris. Asc., soleil - 331-89-46

ODÉON MARNIER Joli studio en grenier aménageable. 222-69-50.

SULPICE Confort calme
4 pièces 85 m² + chbre service. Visite sur place mercredi de 15 à 18 h, 85, r. de Rennes. RENOVIM - 956-72-77.

7e arrdt

Rue de Grenelle,
DUPLEX
dans Hôtel XVIIIe restauré, superbe
5e, 6e étage, 200 m² + terrasse, ascenseur privé.
Notaire Me PASCAULT - 233-44-41.

SAINTE-CLOTILDE.VERDURE dans Hôtel part. 1830 magnif. ESCALIER D'HONNEUR PRIVAT. récept. dign. d'ambass. au 1er + 5 chbres au 2e. 360 m². Prix justif. DORESSAY. 548-43-94.

SÈVRES Babylone 2 P., bains, 48 m², 6e ét., tt cft. 590.000 F. MICHEL & REYL 265-90-05.

(7e), 41, RUE DE BELLE-CHASSE. *Imm. grand stand. Bel* APPART. 262 m², LIBRE, usage mixte, 4e étage, 7 pces princ. + 3 chbres de serv. Ascens. Escal. de service. Vis. le 29-4, de 10 h à 12 h et de 15 h à 19 h. Tél. Me Bonsergent, not., 260-76-74.

38, RUE VANEAU
reste à vendre 2 pces et 3 pces. S/place. 14-18 h. 550-48-83.

9e arrdt

LIÈGE. Très bel appartement de prestige. Double réception, 3 chbres, 2 bains, cabin. de toil., w.-c., cuis. 172 m². 522-95-20.

PLACE CLICHY. Imm. standing. Studio tout confort. Bas prix vu urgence. Tél. : 526-00-35.

9e BEL IMMEUBLE 1930, 7e étage, asc., 2 p., 55 m², tt cft. 485.000 F. 770-21-18.

6 P. 190 m², rue Condorcet, stand., asc., prof. lib., 2 portes palières. 550-34-00.

10e arrdt

REPUBLIQUE s/jard. plein soleil GD SEJOUR + CHAMBRE. park., 380 000 F 555-82-33 après 20 h. 200-26-01.

13e arrdt

GOBELINS
Tr. beau 5 pces 132 m², balcon 38 m², séjour, 4 chbres, garage Vue magnifique.
A.E.I. - 267-58-24.

ÉGLISE JEANNE-D'ARC
Imm. récent, beau 3 pces, tt cft. BALCON, SOLEIL, CALME. 650.000 F. Tél. : 322-68-10.

14e arrdt

VILLA 200 m² + 100 m²
JARDIN PRIVE 120 m²
Verdure, charme - 345-42-70.

Me ALÉSIA calme provincial
architecture fine, façade ouvrag. constr. 9 duplex, living-atelier + 1 et 2 chbres, terrasse, jardin. A partir de 686.000 F. Livraison 1er trim. (82) 633-40-09/45-73.

15e arrdt

PRÈS PORTE DE VERSAILLES 3 p., 62 m², 5e ét., sur verdure, asc., tt cft, séj. + 2 chbres. 520.000 F, balc., 500-78-65.

15e Félix-Faure. Liv. 32 m² 3 chbres. Imm. pierre de T. 1.350.000 - 577-31-70.

E. ZOLA bel imm. dble séj. + 3 chambres, soleil. 1.300.000 F. Tél. : 783-89-98.

RUE DUTOT, charmant 3 pces, pierre de taille, 5e ét., balc. 475.000 F. Tél. : 320-99-90.

MÉTRO COMMERCE
Propriétaire vend 3 pces 40 m². Sanitaires à installer. Prix 230.000 F. Tél. : 707-35-58.

16e arrdt

7, PLACE VICTOR-HUGO
236/265 m² décoré ou non, 500 m², 160 m² poss. S/pl. jeudi 14e à 18 h ou 563-30-40.

PASSY Part. vd imm. bourgeois.
Magnifique 4 pces, entrée, cuis. équip., s. de bains, r.-de-ch., plein soleil + chbre service. 870.000 F. Tél. : 326-75-42.

17e arrdt

TERNES (voie privée)
CALME, VERDURE,
splendide R.-d.-C., 280 m², terrasse plain-pied, 80m².
GARBI - Tél. : 567-22-88.

AV. NIEL (près), 2 pièces, entrée, cuis., w.-c., bains à installer, 5e étage.
Tél. : 325-77-33.

18e arrdt

BON 18e *à SAISIR 3 P.* tt cft 55 m²
360.000. L'Immobilia. 254-71-96.

BUTTE MONTMARTRE
avenue Junot, « Le Hameau des Artistes », triplex tout confort s/verdure. 1.200.000 F.
Téléphone : 255-66-18

R. Paul-Féval, gd 3 pièces cuis., entrée, w.-c., bains, penderie, débarras, serv., 2e étage s/rue. Prix : 850.000 F - 255-66-18.

AV. JUNOT, exceptionnel 1 M, 130 m², en lux. 2-3 p., r.-de-ch., sur jardin, avec entrée privée, plairait artiste. 320-99-80.

CHATEAU-ROUGE, voie privée, rez-de-jard., studio, kitch., salle de bains, 20 m² environ. Prix 110.000 F. Tél. : 553-43-72.

19e arrdt

BUTTES-Chaumont s/parc 80 m²
4 P. + chbre serv. à rénover, 3e étage : 1, rue Manin, mercredi, jeudi, 14/18 h.

92 Hauts-de-Seine

LE FRANCE - PUTEAUX
G. Bécaud vend
40e, 41e étage, divisibles, 385 m² + 230 m² + 52 m² × 2.
BOURDAIS - 562-51-32.

NEUILLY ST-JAMES
Ds luxueux immeuble très beau 7 P. + ser. + box. 2.700.000 F.
Téléphone : 327-00-99.

SÈVRES petite résidence récente haut standing, lisière forêt de Fausses-Reposes, appartements 6 P., entrée, séjour double, 3 chambres, cuisine, w.-c., 2 salles de bains avec w.-c., dressing 141 m² + jardin privatif, tout confort, calme, soleil + cave + parking. Prix : 1.150.000 F.
NOTAIRE 247-12-17.

BOULOGNE-BOIS
Dans résidence, grand standing
3 P. Grand hall, séjour, cuisine équipée, 2 chambres bains + S. douches. Parkings. Parfait état. Loggias plein sud.
Tél. : 562-41-28 et 47-21.

VAUCRESSON, 7.000 F/m².

70 m² à 105 m²
Site exceptionnel. 286-27-55.

BOULOGNE Résidentiel. Bel immeuble ancien, chf. cent., asc., 2e étage, soleil, dble living, chbre, cuis., salle de bains, dressing, balcon, cave. 70 m² environ. 870.000 F.
Tél. : 603-27-51.

NEUILLY CHATEAU
récent standing + 2 chambres, sur jardin 107 m², parfait état, PARKING. 329.33.30. **TAC**

93 Seine-Saint-Denis

AUBERVILLIERS Me, 2 pièces à rénover, calme, 75.000 F, 1er ét., crédit ppraire. Tél. : 260-82-15.

ST-DENIS, beau 3 pces sur rue, w.-c., bns, cuis., dressing refait, luxe, soleil, imm. rav., pr. métro. *Créd. pptaire. 260-28-93.*

94 Val-de-Marne

ST-MANDÉ bourgeois près BOIS
MAGNIFIQUE appartem. **4 P.** tt cft. Tél. : 344-07-13.

Province

PORT-GRIMAUD
TERRASSE S/PLAGE. Superbe apt, séj. double, 3 chambres. Px 1.250.000 F. - 555-82-33 après 20 heures - 200-36-01

appartements achats

ACHÈTE comptant chez notaire
3-4 pièces. Paris. Bon quartier. Mme Leulier : 251-39-78 ou le soir : 900-84-25.

Recherche 2 à 4 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou *sans travaux* Paiement compt. chez notaire Tél. : 873-23-55, même le soir

Recherche 1 à 3 pces, Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux Paiement compt. chez notaire Tél. : 873-23-55, même le soir

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 recherche Paris-15e et 7e, pour bons clients, appts ttes surf. et immeubles. Paiement comptant

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris (8e) recherche pour sa clientèle étrang. et diplomates. APPTS HOTELS PARTIC. et VILLAS Paris ou Ouest résident. **562-02-37**

locations non meublées offres

Paris

H.-MARTIN, luxueux 5 pièces, 155 m², état neuf, r.-de-ch. Jard. 10.000/mens. 285-00-59

Près Saint-Germain-des-Prés, bd Saint-Germain, 3 pièces, 100 m², 4.000 F. 500-63-51.

JARDINS DE BERRI
Première mise en location
Prestations luxueuses
2-4-5- Pièces
30, rue de Berri
S.A. LE CLAIR. 359-69-36.

PARIS-15e
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent bon standing
STUDIO 33 m² + loggias loyer 1.460 F
Charges 394 F - Parking 183 F
2/3 PCES 89 m² + loggias loyer 2.800 F.
Charges 1.061 F - Park. 183 F
4 PIÈCES 94 m² + loggias loyer 3.017 F
Charges 1.120 F - Park. 183 F
S'adresser au gardien
22, rue Balard - Métro Javel.
558-27-74 - 545-00-95 h. b.

Région parisienne

MEUDON-BELLEVUE (gare) *STUDIO* cuis., bains, 1.532 F charges comprises. PAS. 34-90.

Province

A louer manoir anc. Normandie, non meublé, avec cour, plant., gar., eau, électr., Loyer mens. 1 500 F. Conviendrait à artistes ou intellectuels cherchant solitude et calme. Ecr. Jean Bazin, 18, rue de l'Orangerie, 61100 FLERS.

locations non meublées demandes

Paris

PPTAIRES louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers. Services gratuits. 272-02-82.

Région parisienne

ETUDE cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loyer gar. 5 000 F maxi. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. *du STUDIO au 5 PIÈCES* LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 285-11-06.

H. INTERNATIONAL
recherche pour BANQUES ETRANGERES et DIPLOMATES *appart. et maisons* Paris et Ouest résidentiel. VIDE ou MEUBLÉ - LOCATION ou ACHAT - Tél. : 555-84-23.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris (8e) recherche pour sa clientèle étrang. et diplomates, APPTS, HOTELS PARTICUL. et VILLAS Paris ou Ouest Résid. **562-78-99**

châteaux

EURE 140 km Paris à 3 km gare
TRÈS BEAU CHATEAU LOUIS XIII (1650). 6 récept., 6 chbres princip., sanitaires, tout confort. Dépendances. Parc boisé de 30 hectares. CALME. Jolies perspectives.
D. FEAU S.A. - 261-80-40 132, bd Haussman

Part. vend château XVIIIe. 4 ha, 14 p., Bourgogne. A6. Pouilly. Px 770.000 F - (80) 90-06-75.

BEAU CHATEAU CLASSIQUE 17 P., confort. Grands arbres, panorama. 90 km ouest Paris. Px 1 500.000 F C.I. RAYNAUD. 32, av. Opéra (2e) - 742-66-34.

fonds de commerce

NEW-YORK 2me AVENUE
face à l'O.N.U. à vendre
MAGNIFIQUE RESTAURANT
emplacement exceptionnel, 30 m de façade,
C.A. mensuel 500.000 F,
grosse possibilité d'augmentation rapide.
Bonne rentabilité.
Conditions exceptionnelles.
Téléphone : 687-23-89 - poste 33.

Droit au bail commercial quartier Odéon. 3 bureaux installés plus logement fonction jouxtant. Fonctionnement immédiat.
Tél. pour renseign. : 325-40-07.

Droit au bail + fonds clientèle à céder. Double activité : enseign. secondaire et formation permanente en fonctionnement, quartier Monceau-Friedland, 110 m². *Etat neuf.*
Écr. s/nº 8.316 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

bureaux

CONSTITUTION *de* SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services
BUR. MEUBLÉS 8e, 9e, 15e
ASPAC PARIS-8e 293-60-50 +
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides - prix compétitifs

8e ISO BUREAU
loue directement 1 bureau ou + dans imm. stand., 563-17-27.

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
avec secrétariat, téléph., telex. TOUTES DÉMARCHES POUR CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A. 261-80-88 +

PARIS FLASH BUREAU
Siège social
Constitut. Stés. **605-43-21**

VOTRE SIÈGE A PARIS
VOTRE SIÈGE A LONDRES
de 80 à 300 F. par mois
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
G.E.I.C.A., 296-41-12 +
56 bis, r. du Louvre, Paris-2e.

locaux commerciaux

MONTPARNASSE
Dans centre commercial
GAIETÉ 10 BUREAUX 247 m²
vitrine libre immédiatement.
EXCEPTIONNELS
Tél. : 321-00-57 M. VALTIER.

propriétés

LOIRET
Luxueuse ferme amén. s/25 ha, possibilité augmenter superficie jusqu'à 40 ha. Etang, possible locat. de chasse. 160 ha atten. Écr. Havas Montargis nº 200.888.

MORANGIS TS TRANSPORTS
Except. villa 8 p. tt cft, pierre de taille, ss-sol total, toit 4 pentes, gde façade sur 758 m² clos. Prix 1.200.000. Crédit. 283-92-44.

Demeure ancienne + parc 9 ha *INVESTISSEM. EXCEPTIONN.* 20 km Est de Paris région Marne-la-Vallée. Options supplémentaires : parc et forêt attenants. A vendre libre - Tél. 723-92-09.

PARC MAISONS-LAFFITTE
somptueuse propr. 500 m² sur jardin 2.700 m², piscine.
BOURDAIS.. 562-51-32

Pr. Milly-la-Forêt, belle propr. : living, salon, 5 chbres. Habitable 250 m², impeccab. Parc 6.000, tout confort. 280-67-82.

SOLOGNE
- Chaumont-sur-Tharonne dans village DEMEURE DE CARACTÈRE très vaste ferme ancienne rénovée avec art et amour, jardin 2.000 m² Résidence principale ou secondaire
- Cerdon (pr. Sully-s/Loire) GRANDE MAISON, récente, tout près du village, *1,5 ha terrain et étangs* OFIBA

Tél. : 296-53-07 et 53-19.

terrains

RAISON FAMILIALE
près ECOUCHÉ (61) - 7.715 m²
Construction en cours, possibilité plan d'eau. A SAISIR vue urgence. Prix 76.400 F T T.C. Tél. : (15.3) 045.29.09.

DAMMARIE-LES-LYS
1.100 m², très beau terrain paysagé et viabilisé. 350.000 F. Tél. : 638-08-77.

viagers

Étude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris (2e). Tél. : 355-61-58. Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseils.

domaines

Achète grand domaine à vocation *forestière et chasse,* préférence départements : 45 - 41 - 18 - 89 - 58
Écrire HAVAS NEUILLY Nº 200885
138, avenue Charles-de-Gaulle 92522 NEUILLY-SUR-SEINE

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

immeubles

MARCHÉ DES NOTAIRES
SABLES-D'OLONNE
Ensemble immobilier hôtelier comprenant hôtel 65 chambres, restaurant 100 couverts, grand café et bar. Parking pour 20 voitures ainsi qu'une boutique et appartement indépendants et attenants.
Mise à prix : 1.150.000 F.
Chargelegue, not. (1) 602-70-10
C. Branger, not. (51) 32-22-62.

hôtels particuliers

MUETTE Dans voie privée
GRANDE MAISON. 225 m² : salon, salle à manger, 4 chbres, 2 bains, petit jardin, 3 park. 3.000.000 de F. A débattre. Esnault. Tél. : 266-36-47.

13e Voie privée BELLE MAISON
120 m². Living + 1/2 chbres, jardinet. Luxueux aménagement. *Tél. : 546-28-25.*

XIIIe MOULIN DE LA POINTE GRANDE MAISON totalement rénovée, structure originale, 6-7 pièces., 200 m² environ, immense terrasse fleurie. Prix intéressant. Tél. : 633-40-09 et 326-63-98 (après 18 h).

maisons individuelles

DORDOGNE - PÉRIGORD
MAISON 2, 3, 4 ou 5 pièces sur terrain au choix pour vacances, 81, retraite...
Apport minimum 50.000 F.
Maisons Cosmos, 22, cours Montaigne, 24000 Périgueux
Téléphone : (53) 08-72-18.

pavillons

SERANS (61150), maison en pierre, couverture tuiles vieillies, comprenant : cuisine, pièce repas, 3 chambres, préau bâtiment annexe, cour. *Prix demandé* vue urgence 192.000 F. Tél. (16.3) 045.29.09.

VANVES, très beau pavillon sur 450 m², clt. 3 pièces, cuisine, entrée, chf. cent., grand ss-sol, surface habitable 140 m², garage, cour, buanderie, cave. Prix 1.350.000 F.
Tél. : 638-08-77.

villas

LE VÉSINET Près RER Ravissante
MAISON NAPOLÉON III
7 P. parf. état + maison amis 3 P., jard. 1.600 m² clos.
DORESSAY - 548-43-94.

CANNES MANDELIEU 2 VILLAS
vue féerique dans forêt mimosas ; 1.700.000 F et 1.500.000 F
SOVIA - Tél. : (93) 78-52-52.

A vendre : SOISY-SUR-SEINE (Essonne 91)
maison 1976, 170 m² habitabl., jard. (crédit P.I.C.). 900.000 F. *Tél. : 075-42-00 (sauf matin).*

10 KM VERSAILLES
SITE EXCEPTIONNEL
Vue splendide villa récente 200 m². Séjour 54 m². 5 chbres. 3 bns, jard. 1.465 m². Urgent. *1.050 000 F. Tél. : 954-68-00.*

PLAISIR
10 KM VERSAILLES
DOMAINE RÉSIDENTIEL
tennis, piscines, belle maison récente 8 P., jardin 1.465 m²
BORDURE
LAC ET FORÊT
1.050.000 F - 298-64-30.

VÉSINET VERDURE AGRÉABLE
VILLA, séj. 60 m², 4-5 chbres, ss-sol, garage, gd jardin arborisé.
AGENCE DE LA MAIRIE.
Tél. : 976-52-52.

maisons de campagne

SÉLECTION CATRY

16 (91) 54.92.93

1) HTES-ALPES - 320.000 F
Ferme en partie restaurée avec 4.000 m² de terrain.

2) GARD - 200.000 F
Ancienne magnanerie mitoyenne avec verger.

3) VAR - 370.000 F
Vieux mas provençal typique mitoyen à rénover avec 2.000 m² de jardin.

4) B.D.R. - 180.000 F
Duplex rénové à Eyguières dans hôtel particulier.

5) VAUCLUSE - 180.000 F
Studio équipé près Gordes avec 1.000 m² de terrain.

VAUCLUSE - 220.000 F
Appartement dans maison bourgeoise restaurée.

Entre LE MANS et TOURS (près La Loir et Gare)
MAISON tout confort 5 PIÈCES, jardin
250.000 F. Crédit total.
C.I.O. LE MANS (72) T. (16-43) 24-79-18

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Rayon « loisirs »

Tee-shirts et blousons

Le sport est devenu plus qu'un engouement, une mode : c'est aujourd'hui une façon de se comporter, de se déplacer et donc de s'habiller. Voici donc, avant la belle saison, une revue de ces tenues de grand loisir, en commençant aujourd'hui par le haut du corps : combinaisons, survêtements, blousons, tee-shirts...

C'est donc le triomphe de l'unisexe, du grand confort, des vêtements de loisir dans lesquels il fait bon vivre et... à des prix abordables. Coupes amples, matières d'entretien facile, très colorées. *On les trouve partout*, dans les catalogues de vente par correspondance, les hypermarchés et les grands magasins. Mais dans la masse de modèles de blousons, d'imperméables transparents, de *tee-shirts* et de polos, comment déterminer le meilleur rapport *qualité-prix ? « 50 millions de* consommateurs » vient de tester sept tee-shirts de coton blanc, fabriqués en France, vendus entre 17 F et 54 F par *Carrefour, Euromarché, Prisunic* et par les marques *Jil, Athéna, Eminence et Hom.* Le plus résistant n'est pas le plus cher, tant s'en faut. *Voilà pour le blanc.* Les catalogues de vente par correspondance proposent des modèles pour hommes entre 20 F et 25 F, en blanc, bleu, amande ou tabac. *Quelle* fait une proposition à 39 F les deux tee-shirts.

Côté polos, voici les unisexes, *en couleurs de drapeau, à col* blanc ou assorti, en marine à rayures multicolores de chez *Cacharel*, en vente à la *FNAC Sport* au Forum des Halles. Les chemises *Lacoste* blanches sont à 119 F, en coton, pour hommes *ou femmes, mais le crocodile* ne règne plus en maître incontesté, en partie *à cause* des finitions et de ses prix jugés trop élevés. Toujours dans le style tennis, une nouvelle marque, *Ocre Rouge*, est destinée aux juniors.

Les études de marché font ressortir *que les hommes* apprécient, pour leurs achats vestimentaires, l'anonymat des hypermarchés. Michel Malard s'est fait une spécialité de styliste pour fournisseurs de grandes surfaces, avec des gammes de blousons unisexes, ou plus fortement masculins en coton à *petits dessins, droits et unis ou* resserrés à la taille, ainsi que des sahariennes autour de 200 F, à *Auchan, Carrefour* ou *Euromarché*, où les mères de famille équipent en parkas, anoraks, sous-vêtements et chaussettes *leurs enfants*, au *moment* de la rentrée des classes.

Les catalogues *s'adressent* surtout aux femmes commandant pour toute la famille. Les taux de marge sont élevés, mais les choix sont très importants. Ainsi, chez *Quelle*, dans la rubrique vestes et blousons omnisports, qui comprend des réversibles étirés en jaune et blanc, à partir de 89 F, en polychlo*rure de vinyle importé, et un* modèle marine à rayures blanches, à 65 F. *Les imperméables* transparents, aux coutures soudées (importés), se vendent à *la Redoute* jusqu au 56, à partir de 39,50 F, et sont aussi proposés en nacrés aux teintes douces, à 99 F, ou en vestes doublées de *vichy*, à 195 F, plus amusants que les trench-coats en *même matière à 395 F. Mais tout* le monde se mettra d'accord sur le modèle mixte en polyamide, au capuchon et au corps doublé d'éponge, bleu ou rouge et blanc à 149 F. Encore des rayures tennis aux *3 Suisses en blouson éponge en coton et* polyamide, à rayures bleu ciel *sur les manches, 195 F Ces* impers plume comprennent une cape de cycliste à 35 F, des combinaisons soudées à glissières à 195 F, voire des vestes longues à 99 F et pantalon assorti à 55 F (du 34 au 48). Les *sahariennes* de *Lee Cooper ont* un côté délavé sympathique en *naturel, ciel ou amande* (à partir de 229 F).

Les costauds trouveront des manches à leur taille chez *Berdy* où les tee-shirts unis oscillent entre 40 et 60 F, les polos autour de 199 F, et où les *blousons en coton* et *polyester* lavables éclatent comme bour*geons au soleil en jaune et bleu* ciel à partir de 350 F. *Capel* propose des polos unis ou rayés à partir de 180 F en coton ou en mélange de polyester. Ses blousons de popeline, non doublés sont des poids plume *importés des Etats-Unis autour* de 325 F. *Latreille* a tout un choix de polos entre 125 et 195 F dont d'originales rayures britanniques, et des blousons jusqu'au 54. Enfin *John Rapal* préfère les chemisettes en fil *d'écosse à partir de 220 F, sous* des blousons en jean délavé *à partir de 320 F*

NATHALIE MONT-SERVAN.

Berdy : 79, avenue des Ternes, 86, avenue Ledru-Rollin ; Lyon, 26, cours Gambetta.
Capel : 74, boulevard de Sébastopol ; 26, boulevard Malesherbes ; centre commercial Maine-Montparnasse.
Latreille : 62, rue Saint-André-des-Arts.
John Rapal : 40, avenue de la République.



(Croquis de Maroq.)

DUREM : parka, de Michel Malard, en coton pékiné et rayé bleu et blanc, lavable et infroissable. Vendu dans les hypermarchés Auchan, 199 francs.
NEW MAN SPORT : polo en coton blanc aux manches tricolores, avec un biais latéral en éponge. 165 francs aux Galeries Lafayette, au Bazar de l'Hôtel de Ville et au Vieux Campeur.

BREF

CONCOURS

POLYTECHNIQUE FÉMININE. — L'Ecole polytechnique féminine (E.P.F.) rappelle que la clôture des inscriptions au concours d'entrée *à l'E.P.F. est fixée au 30 avril 1981* L'E.P.F. forme des ingénieurs en informatique, énergies et énergies nouvelles, électronique, aéronautique et en bâtiment (second œuvre et thermique).

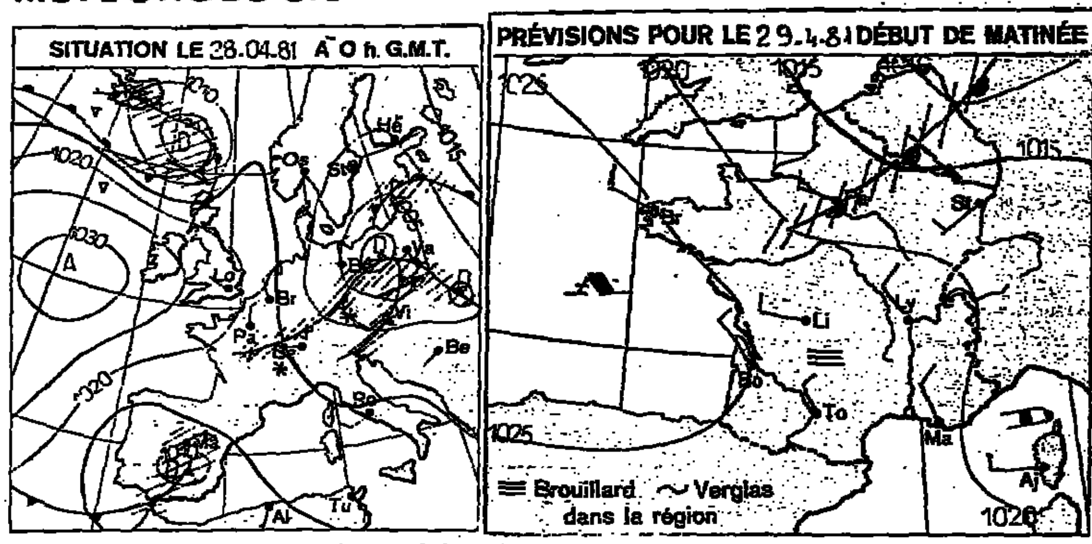
★ E.P.F., 3 bis, rue Lakanal, 92330 Sceaux.

VIVRE A PARIS

CHAMBRES POUR ÉTUDIANTS. — L'Union parisienne des étudiants locataires (UPEL) recherche de *toute urgence chambres, studios* et appartements susceptibles d'être loués à des étudiants.

★ UPEL, 120, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Ouvert tous les jours de 14 à 18 heures. Le mercredi, de 10 à 12 heures.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 avril à 0 heure et le mercredi 29 avril à 24 heures :

Les hautes pressions du proche océan entretiendront sur l'Europe occidentale un courant perturbé de nord à nord-est. Un front chaud traversera une grande partie de la *France, mais il sera peu actif* sur nos régions de l'Ouest et du Midi.

Mercredi 29 avril, sur les régions méditerranéennes, après quelques ondées matinales sur la Corse et l'extrême Sud-Est, le temps sera ensoleillé. Ailleurs, des nuages abondants *donneront des pluies* passagères faibles en général, assez fréquentes toutefois de la Manche orientale à l'Alsace et au nord des Alpes (neige en montagne à des altitudes progressivement plus élevées). Des éclaircies apparaîtront *sur l'Aquitaine, la Vendée* et le sud de la Bretagne, puis, en fin de journée, sur la Flandre et le nord du Bassin parisien. Les températures seront généralement en légère hausse, mais la matinée sera encore fraîche dans la moitié sud du pays.

Le mardi 28 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 021,1 millibars, soit 765,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au *cours de la journée du 27 avril* ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 15 et 6 degrés ; Biarritz, 12 et 4 ; Bordeaux, 12 et 1 ; Bourges, 10 et 4 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 9 et 3 ; Cherbourg, 7 et 3 ; Clermont-Ferrand, 12 et 3 ; Dijon, *10 et 5* ; Grenoble, 14 et 3 ; Lille, 11 et 1 ; Lyon, 12 et 3 ; Marseille, 15 et 4 ; Nancy, 6 et 2 ; Nantes, 11 et 3 ; Nice, 16 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et 2 ; Pau, 13 et 1 ; Perpignan, 14 et 4 ; *Rennes, 10 et 3* ; Strasbourg, 8 et 3 ; Tours, 10 et 5 ; Toulouse, 1ı et 1 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 25

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11 degrés ; Amsterdam, 12 et 0 ; Athènes, 23 et 16 ; Berlin, 13 et 4 ; Bonn, 11 et 2 ; Bruxelles, *13 et 0* ; *Le Caire*, 32 et 20 ; îles Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 12 et 2 ; Genève, 10 et 4 ; Jérusalem, 23 et 12 ; Lisbonne, 14 et 5 ; Londres, 13 et — 1 ; Madrid, 11 et 3 ; Moscou, 7 et 4 ; Nairobi, 23 et 16 ; New-York, 19 et 10 ; Palma-de-Majorque, 17 et 9 ; Rome, 17 et 13 ; Stockholm, 10 et — 1.

TEMPS PROBABLE DU JEUDI 30 AVRIL AU DIMANCHE 3 MAI

JEUDI 30. — Des côtes normandes et des Flandres au nord des Alpes, le temps sera nuageux avec quelques pluies le matin. Ces pluies seront suivies d'éclaircies sur la Normandie et le Bassin parisien l'après-midi, alors *qu'elles persisteront sur* les Vosges et le nord des Alpes. Ailleurs, après une matinée nuageuse et brumeuse, les éclaircies prédomineront, en particulier dans le sud du pays. Les températures maximales remonteront sensiblement.

VENDREDI 1er et SAMEDI 2 MAI. — Le temps sera dans l'ensemble assez nuageux sur la moitié nord, avec de petites pluies qui seront surtout localisées le vendredi de la Normandie au nord des Alpes et aux frontières du Nord et de l'Est et le samedi soir près de la Manche. Quelques éclaircies apparaîtront tout *de même dans la journée.* Dans la moitié Sud le temps sera doux et bien ensoleillé. Les températures seront de l'ordre de 10 degrés le matin dans la moitié Nord, 8 degrés dans la moitié Sud et *l'après-midi* 16 degrés dans la moitié Nord, 18 à 20 degrés dans le Sud.

DIMANCHE 3. — Sur la moitié Nord, après un passage nuageux le temps sera assez ensoleillé ; sur la moitié Sud, persistance du temps ensoleillé avec quelques passages nuageux. De nouvelles pluies arriveront *le soir* sur les côtes atlantiques. Les températures seront encore en légère hausse.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

Les services ouverts ou fermés le 1er mai

PRESSE. — Aucun quotidien ne paraîtra le vendredi 1er mai.

BANQUES. — Elles seront fermées le vendredi 1er mai.

GRANDS MAGASINS. — Tous les grands magasins parisiens seront *fermés le vendredi 1er mai. Ils seront* ouverts aux heures habituelles le samedi *2 mai.*

P.T.T. — Les bureaux de poste seront fermés le vendredi 1er mai et il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile. Toutefois, resteront ouverts les bureaux qui le sont habituellement le dimanche et le bureau situé au chef-lieu de département (de 8 heures à 12 heures) qui assureront les services téléphonique et télégraphique, la vente des timbres-poste au détail ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés, soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales.

SECURITE SOCIALE. — La Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne indique que les guichets resteront ouverts le jeudi 30 avril dans les centres de paiement ou dans les services chargés de régler les prestations au public jusqu'à 14 heures. Pour les prises en charge et les renseignements, une permanence sera assurée jusqu'à 15 h. 30. Les centres et services seront normalement ouverts au public le lundi 4 mai.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne précise que ses guichets et services d'accueil situés à : Paris (9e, 13e et 15e arrondissement), Nanterre et *Clamart* (92), Saint-Denis et Rosny-sous-Bois et Pantin (93), *Maisons-Alfort* (94), Garges-lès-Gonesse (95) et Saint-*Quentin-en-Yvelines* (78) seront fermés au public du jeudi 30 avril à *12 heures au lundi 4 mai au matin.*

R.A.T.P. — *Service réduit* des dimanches et jours fériés le vendredi 1er mai.

MUSEES. — Tous les musées nationaux et les expositions seront fermés le vendredi 1er mai.

Le Palais de la découverte sera *fermé vendredi 1er mai* et ouvert samedi 2 et dimanche 3 mai.

Le musée Marmottan sera ouvert vendredi 1er, samedi 2 et dimanche 3.

Le Centre Georges-Pompidou sera fermé vendredi 1er mai et *ouvert* samedi 2 et dimanche 3, de 10 heures à 22 *heures.*

La Bibliothèque nationale sera fermée du 27 avril au 30 mai pour travaux. Les expositions seront fermées le 1er mai.

Archives nationales : les salles de lecture seront fermées les vendredi *1er, samedi 2 et dimanche 3 mai.* Le Musée de l'histoire de France sera fermé le vendredi 1er mai et ouvert les samedi 2 et dimanche 3 mai, de 14 heures à 17 heures.

Le Musée de l'armée, le Musée des plans-reliefs et le Dôme royal seront fermés le *vendredi 1er mai. Ils seront* ouverts samedi 2 et dimanche 3 mai.

SPECTACLES. — Voir « le Monde *des arts et spectacles » daté 30 avril.*

LOISIRS. — On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant la semaine en appelant le 720-94-94 (informations en français), le 720-88-98 (informations en anglais) et le 720-57-58 (informations en allemand).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 27-28 avril 1981 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 10 août 1965 relatif au statut particulier des ingénieurs des travaux agricoles, des ingénieurs des travaux ruraux et des ingénieurs des travaux des eaux et forêts.

● Modifiant le tableau documentaire des limites d'âge (II. — Fonctionnaires civils) annexé au décret du 25 septembre 1936 pris en exécution de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté, aux postes et télécommunications et à la télédiffusion.

● Portant statut des personnels administratifs et techniques de l'Office national de la chasse.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 AVRIL

« Saint-Séverin, Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., devant Saint-Séverin, Mme Bouquet des Chaux.

« Port Marly : Vouet au château des lions », 15 h., entrée du château, Mme Chapuis.

« *Exposition Cappiello* », 15 h., entrée de l'exposition Grand Palais, Mme Meyniel.

« Eglise des Trois-Docteurs », 15 h., 5, rue Pétel, Mme Pennec.

« Musée de Cluny : vivre au Moyen Age », 15 h., 6, place Paul-Painlevé, Mme Vermeersch (*Caisse nationale* des monuments historiques).

« Collections au musée Cognacq-Jay », 15 h., 25, boulevard des Capucines (l'Art pour tous).

« Saint-Julien-le-Pauvre et Saint-Séverin », 15 h., porche Saint-Séverin (*Approche de l'art*).

« L'Opéra », 13 h. 30, devant l'entrée, Mme Ragueneau.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel du Grand-Veneur et Saint-*Denys du Saint-Sacrement* », 15 h., 60, rue de Turenne, M Boulo (Histoire et Archéologie).

« Cristallerie de Baccarat et ses collections », 15 h., 30 bis, rue de Paradis, M. Jaslet.

« Saint-Julien-le-Pauvre, cellier de l'ancien *Prieuré* », 15 h., *façade* de l'église, M. de La Roche.

« Chez Balzac dans sa villa de Passy », 15 h., 47, rue Raynouard.

« Village de Charonne », 15 h., métro Porte-d'Auteuil (Paris et son histoire).

« *Jardins, cités d'artistes de Montmartre* », 14 h. 30, métro Lamarck-Caulaincourt (*Paris pittoresque et insolite*).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h., métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Les Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« *Les Halles, la cour des Miracles, la tour de Jean-Sans-Peur* », 14 h. 30, 18, *rue Etienne-Marcel, M. Teurnier* (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

JEUDI 30 AVRIL

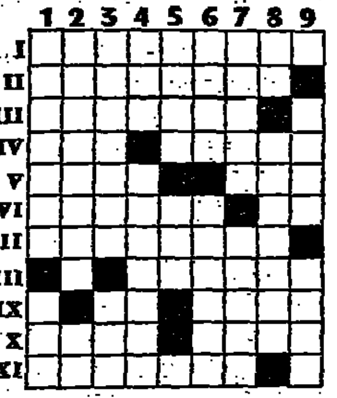
18 h. 30, *Centre Georges-Pompidou*, salle d'Actualité, L. Giard, C. Gouvion, H. Mathieu, L. Sebbar : « Anatomie de la vie domestique des femmes dans la maison ».

19 h. 30, 92, rue d'Assas, amphithéâtre 3, docteur B. Boissier : « Le sol, le végétal, l'animal et l'homme : vers une réforme de la médecine » (Université populaire de Paris).

20 h. 30, 41, rue de la Tour-d'Auvergne, A. P. Rosenberg : « Les niveaux spirituels supérieurs » (Centre de dianétique *et de scientologie*), entrée libre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2918



HORIZONTALEMENT

I. Particuliers s'élevant au-dessus du général. — II. Révulsifs quand ils sont bons ou soporifiques quand ils sont mauvais. — III. Distribuer une veste invitant un candidat à aller se rhabiller. — IV. Pronom personnel qu'il convient de ne pas trop personnaliser ; Des hommes y mouraient jadis victimes des bêtes, des bêtes y meurent de nos jours victimes des hommes. — V. Rend encore plus cruels les traits d'un sauvage ; N'est pas forcément dessalée quand elle est dégourdie. — VI. Quinteux que la campagne anti-tabac n'empêche pas de fumer ; le cœur pour les lèvres. — VII. Opération précédant la mise en bière. — VIII. Plaît à ceux qui prennent la mer comme à ceux qui la peignent. — IX. Participe inconnu des amnésiques. C'est sous leur ciel qu'on atteint le septième. — X. Possessif ; C'est précisément quand le son manque qu'ils se font entendre. — XI. Indicatif du présent.

VERTICALEMENT

1. Méchant coup de chien ; Unité statique de la flotte prenant l'eau de toutes parts. — 2. Salle très éclairée si l'on considère les lumières qui la composent ; Copulative. — 3. Comme une méchante querelle ; Qui présente une qualité ou un défaut de goût. — 4. Lettre grecque ; Un faisan peut la faire chanter avec un rossignol. — 5. Démonstratif ; A cours en Suède. — 6. Réserver une réception où le manque de chaleur est manifestement criant ; Paletot britannique évoquant une veste russe. — 7. Montagnes au pays des guides ; Soutien des constitutions défaillantes. — 8. Dadas pour gens à cheval sur les principes ; Ne part jamais sans esprit de retour. — 9. Ce qu'un guerrier doit combattre avant la bataille ; Point de fixation de la culotte comme de la poitrine.

Solution du problème n° 2917

Horizontalement

I. Diamant. — II. Ingénuité. — III. Agent ; Tut. — IV. Mendicité. — V. An. Ici. En. — VI. Ni ; Eh ! Out. — VII. Tétraèdre. — *VIII. Aue ; Mué. — IX. Ire* ; Brune. — X. Frères. — XI. Envie ; Set.

Verticalement

1. Diamantaire. — 2. Ingénieur. — 3. Agen ; Tee. — 4. Mendier ; Fi. — 5. Antichambre. — 6. Nu ; Ci ; Eure. — 7. Titi ; Odeurs. — 8. Tuteur ; Née. — 9. Détente ; Est.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	256 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

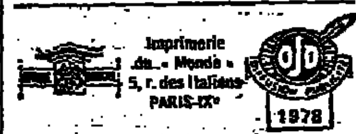
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire n° 57 437.



S.O.S. NATURE

Un grand coup de balai contre les poubelles de plein vent

Trop de déchets entassés n'importe où

Avant les vacances et pour la quatrième année consécutive, les pouvoirs publics tentent d'effacer quelques-unes de ces hideuses verrues que sont les décharges non contrôlées. Les spécialistes de l'Agence nationale pour l'élimination et la récupération des déchets (ANRED), dont le siège est à Angers (1), estiment qu'on en compte encore trente mille à travers le territoire.

Certains de ces dépôts sont dits « sauvages » car ils se créent spontanément, sans aucune autorisation de qui que ce soit. Ils sont la détestable expression de l'incivisme et du gaspillage. D'autres dépôts, dits « bruts », se constituent avec la permission du propriétaire, que celui-ci soit un particulier ou une commune. Mais les détritus s'y entassent sans aucune surveillance ni précaution. « Sauvages » ou « bruts », ces décharges sont un défi à la loi, une agression contre le paysage et un danger pour l'hygiène. Elles constituent aussi une redoutable contre-publicité pour les régions touristiques.

Une loi votée en juillet 1975 a obligé les industriels comme les municipalités à éliminer convenablement leurs rebuts. Ramassages intercommunaux, décharges contrôlées, c'est-à-dire régulièrement recouvertes de terre, usines d'incinération, fabriques de compost, centres de stockage ou de destruction de déchets industriels se sont multipliés. Mais on savait bien qu'il resterait des milliers de dépôts sauvages dont personne ne voudrait prendre la responsabilité. La loi a donc fait obligation aux départements de les éliminer dans un délai de cinq ans. Le grand nettoyage aurait dû s'achever pour l'été 1980. On est très loin du compte.

Il est vrai que les départements n'ont montré aucun enthousiasme à jouer les éboueurs. Il a fallu trois circulaires successives pour leur rappeler leurs obligations. La résorption des dépôts sauvages n'a débuté, fort lentement, qu'en 1978, avec trois ans de retard. Le ministère de l'environnement a dû prolonger d'autant, c'est-à-dire jusqu'en 1983, la date limite de fin des opérations. Même avec ce délai de grâce, il paraît exclu que la loi soit respectée. En effet, sur 30 000 décharges brutes et sauvages, 4 500 seulement auront disparu à la fin de cette année. Au rythme actuel (1 500 par an), il faudra encore dix-sept ans pour que la France soit enfin propre. Trente et un départements n'ont pas bougé le petit doigt. Et ce ne sont pas les moins touristiques puisque dans la liste des récalcitrants on trouve les Pyrénées-Orientales, la Haute-Corse, et les départements de la Bourgogne et ceux de l'Auvergne.

D'autres, heureusement, ont compris l'intérêt du grand nettoyage. L'Isère et l'Hérault sont les *champions de la propreté*. Dans l'Hérault, par exemple, une centaine de dépôts nauséabonds ont été effacés du paysage. Les Alpes-Maritimes — qui en avaient bien besoin — ne sont pas en reste. Les vallées de la Vésubie et du Roquesteron, les collines de l'arrière-pays niçois ont fait toilette. Pour extirper les carcasses de voitures et les sacs plastiques, il a fallu à l'aide de grues à longue flèche descendre au fond des vallons des éboueurs-acrobates suspendus à des filins.

Ont été nettoyés aussi les itinéraires touristiques des Alpes-de-Haute-Provence, les gorges de l'Ardèche et les territoires de dix parcs régionaux.

Les opérations ne consistent pas seulement à enlever les détritus. Il vaut mieux parfois les couvrir de terre végétale. Une commune du Haut-Rhin avait cru plus économique d'étendre sur sa décharge des matériaux provenant des terrils des mines de potasse. La végétation a obstinément refusé d'y pousser, car la terre était salée. Il faut ensuite clôturer l'endroit, sinon les habitués ont tôt fait d'y remettre leurs ordures. La solution idéale consiste à trouver une nouvelle affectation à l'ex-dépotoir : ici on le rend à la culture ou aux pâturages, ailleurs on ouvre des jardins familiaux ou une aire de pique-nique. Les nouveaux utilisateurs sont les meilleurs défenseurs du site.

Coût : 130 millions

Au total, le premier coup de balai a déjà coûté 130 millions de francs, dont à peu près la moitié ont été fournis par l'ANRED. Pour accélérer les choses, il faudrait davantage de crédits. Ce serait nécessaire mais pas suffisant. Car on n'élimine pas une décharge si, au préalable, on n'a pas organisé, dans les communes alentour, le ramassage des ordures et leur traitement.

Ce n'est pas encore le cas partout, loin s'en faut. Sur les 14 millions de tonnes de déchets ménagers « produits » annuellement par les Français, le quart, soit 3,5 millions de tonnes, vont encore « enrichir » décharges *brutes et sauvages. La tâche se* complique car on voit apparaître en quantités croissantes de nouveaux résidus : les gazons des résidences secondaires, les reliquats du bricolage, les restes des activités artisanales et surtout les « monstres ». L'ANRED a calculé que, compte tenu des achats passés et de la durée de vie des appareils, les Français jetteraient au rebut 4 millions de machines à laver, de réfrigérateurs et de téléviseurs en 1985, et plus de 5 millions en 1990.

Aucune benne de ramassage n'est prévue pour collecter ces montagnes de ferrailles. Les campagnes de collecte des carcasses automobiles ne sont pas organisées pour cela. Aussi la ville de Bordeaux a-t-elle ouvert récemment cinq centres où les citoyens sont invités à venir déposer eux-mêmes leurs « monstres ». Si cette pratique ne se généralise pas très vite, on peut tout craindre pour les ravins, les bois et les fossés de nos campagnes. Nettoyer la France une bonne fois ne suffit pas. Pour la garder propre, il faudra que les pouvoirs publics fassent comme les maîtresses de maison : recommencer le ménage chaque matin.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) ANRED : 2, square Lafayette, 49004 Angers Cedex - Tél. : (41) 87-29-24.

LES TECHNICIENS DE L'AGENCE SEINE-NORMANDIE S'ATTAQUENT A L'AZOTE ET AUX NITRATES

En finira-t-on jamais avec la pollution des eaux ? A peine est-on parvenu à éliminer des rivières les poisons les plus apparents que déjà d'autres produits polluants, jusque-là mal connus ou masqués, apparaissent. Depuis dix ans, grâce à l'action exemplaire des six agences du bassin — sortes de coopératives anti-pollution, — les cours d'eau ont été partiellement débarrassés des boues, des matières organiques et des substances toxiques qui y étaient déversées.

Des milliers de stations d'épuration ont été construites à la sortie des villes comme au débouché des égouts industriels. Dans le bassin Seine-Normandie, par exemple, on estime que la moitié de cette pollution « classique » est aujourd'hui traitée. Pour éliminer l'autre moitié, c'est-à-dire pour retrouver des rivières à peu près limpides, il faudra, au rythme actuel des travaux — fort ralenti par la récession économique, — une vingtaine d'années. Le terme de la reconquête, fixé initialement à 1990, a dû être retardé à l'an 2000, d'autant plus qu'un nouveau polluant vient d'être démasqué : l'azote. Cette substance, fort abondante dans la nature, pose aux techniciens de l'antipollution un problème compliqué, car elle adopte plusieurs « déguisements ». On la trouve dans l'eau sous forme d'ammonium et de nitrates.

L'ammonium, ou azote ammoniacal (NH_4), *est un sous-produit* de la dégradation des matières organiques. On le détecte dans les effluents urbains non traités ou mal traités et dans les rejets de nombreuses industries : usines agro-alimentaires, fabriques d'engrais, papeteries, entreprises chimiques, etc. On le trouve même à la sortie des stations d'épuration, *car celles-ci laissent* passer les trois quarts de l'azote ammoniacal.

L'excès d'ammonium

Or l'ammonium asphyxie les rivières, car il fixe l'oxygène de l'eau : il empoisonne les poissons, en particulier les truites ; il impose aux usines *d'eau* potable un surcroît de travail et de dépenses.

Les responsables de l'usine de Méry-sur-Oise, qui alimente en eau le nord de la région parisienne, s'alarment parce que l'Oise dans laquelle ils s'approvisionnent charrie de l'ammonium en excès. Sous la charge d'azote ammoniacal rejeté par l'agglomération parisienne, la basse Seine est en voie d'asphyxie. Dans nombre de rivières du bassin, le taux d'ammonium au-dessus duquel les truites ne peuvent vivre est dépassé.

Devant cette situation préoccupante les dirigeants de l'Agence de bassin ont déjà réagi. Récemment, ils ont présenté les dispositifs qui, généralisés demain, devraient permettre de combattre la nouvelle pollution azotée. Dans la banlieue de Soissons (Aisne), une importante sucrerie qui triture 300 000 tonnes de betteraves par campagne s'est *dotée* d'une station d'épuration traitant aussi l'ammonium. Pour cela il faut mobiliser des bactéries d'un type spécial qui accomplissent leur « travail » dans un bassin *ad hoc*. Surcoût de cette installation supplémentaire : 1,2 million de francs, soit 23 % du devis. Se débarrasser de l'ammonium coûte cher.

Autre réalisation : la nouvelle station d'épuration de la ville de Soissons qui, grâce à des dispositifs spéciaux, éliminera à la fois les polluants classiques et l'ammonium. Là encore, l'investissement est alourdi d'environ 20 %. A Paris même, la future station géante de Valenton, sur la Seine, a été conçue pour traiter l'ammonium.

Les nouvelles installations seront donc conformes, mais il faudra modifier les nombreuses stations d'épuration construites depuis vingt ans. Au total, a annoncé M. Claude Lefrou, directeur de l'Agence de bassin, la lutte anti-ammonium va coûter, dans les vingt ans à venir, plus *de 3 milliards de francs, dont* 60 % pour les collectivités locales et 40 % pour l'industrie. Celle-ci sera frappée d'une nouvelle redevance. La « rallonge » se répercutera, inévitablement, sur les prix industriels et sur les feuilles d'impôts. L'eau pure sera un produit de plus en plus cher.

L'agriculture accusée

D'ailleurs, on n'en a pas fini avec la pollution azotée. Car l'ammonium attaqué par les bactéries se transforme en nitrate (NO_3). Même après modernisation, les stations d'épuration rejetteront donc des nitrates qui rejoindront dans les cours d'eau les engrais drainés par les pluies. L'azote est tout de même moins gênant sous ce nouveau déguisement que sous forme d'ammonium. Il a pourtant deux inconvénients. En association avec les phosphates, les nitrates engendrent dans les cours d'eau et les lacs une prolifération d'algues. C'est ce que les spécialistes appellent l'« eutrophisation », qui entraîne un appauvrissement de l'eau en oxygène et donc une gêne pour les poissons. On n'en est pas encore là dans le bassin Seine-Normandie.

Autre nuisance des nitrates : au-delà de 50 milligrammes par litre, ils rendent l'eau non potable. Là encore, pas de danger pour les cours d'eau du bassin. En revanche, comme on le sait, ce sont les nappes phréatiques qui sont menacées. La teneur en azote des eaux souterraines est en forte augmentation partout. Elle dépasse 40 milligrammes par litre sur 7 % de la superficie du bassin. Responsable : l'agriculture intensive qui abuse des engrais.

Sur ce front-là, il est impossible de s'en remettre à des stations de traitement. Ce sont les pratiques agricoles qui sont en cause. Le ministère de l'agriculture va tenter de convaincre les paysans *(le Monde du 19 février) d'utiliser* les fertilisants à meilleur escient. Travail de très longue haleine qui, en tout état de cause, ne rendra pas leur pureté aux eaux souterraines déjà polluées. La lutte contre l'azote ne fait que commencer.

M. A.-R.

INCENDIES DE FORÊTS

Le mouton est le meilleur pompier

Pourquoi ne pas réintroduire dans les sous-bois méditerranéens les chèvres et les moutons qui feraient office de nettoyeurs de végétation ? Cette proposition figure parmi quelques autres dans un rapport de l'Association des communes forestières du Var sur la prévention des feux de forêts.

Elle est d'autant plus d'actualité que cette année, en raison d'une sécheresse exceptionnelle, les incendies ont déjà parcouru des centaines d'hectares de la vulnérable forêt provençale. Les chaleurs et les foules de l'été vont encore multiplier les risques. Or l'Association des communes forestières du Var, dont le maire de La Garde-Freinet, le docteur Werpin, est président, constate que le fameux « périmètre pilote » des Maures, qui devait mieux résister que les autres massifs, n'a guère tenu ses promesses face à la sécheresse et au mistral lors des grands incendies de 1979.

D'où les propositions de revenir, pour nettoyer le sous-bois, au « petit feu d'hiver » et à la dent du bétail. Principaux arguments : l'entretien est permanent, il coûte peu, il revitalise la forêt. A l'appui de cette thèse, le docteur Werpin et les maires brandissent une circulaire ministérielle rédigée après les « événements » de 1979. Elle fait état d'un « entretien par la dent du bétail ». En outre, une mission de spécialistes vient de « découvrir » que la Californie applique cette même méthode... vieille comme les indigènes des Maures ! « *Elle va nous revenir sous un vocable anglo-saxon, et, dès lors,* ironise le docteur Werpin, *elle sera prise en considération respectueuse.*

— Où est l'obstacle ? Une obstruction de l'Office national des forêts ?

— *Non. Pas véritable refus, mais réticences, tergiversations, fondées sur le règlement.*

— *C'est plus qu'un* « *règlement* », rétorque le responsable varois de l'O.N.F., *c'est la loi. En forêt domaniale, la chèvre* (qui « arrache ») *est interdite, et le mouton* (qui broute et « choisit ») *est autorisé... sous certaines conditions. Dans nos rencontres, ma première réponse aux élus est toujours la même : « Messieurs les parlementaires, vous êtes les seuls habilités à faire changer la loi. Personnellement, ma fonction est de l'appliquer.* »

Au vrai, les ingénieurs forestiers sont moins fermés qu'il semblerait aux arguments des paysans forestiers. Ils savent bien que l'expérience des hommes de terrain n'est pas à rejeter même si la forêt d'aujourd'hui n'est plus celle du siècle dernier. Celui du Var a demandé que l'on accorde certaines dérogations en fonction des conditions locales. D'ailleurs, si l'application de la loi demeure stricte quant à l'introduction de la chèvre, une expérience est en cours avec le mouton. A la tête de quelque deux cent cinquante bêtes, un berger, ancien élève de l'école de Rambouillet, nettoie les pare-feu sur les communes du Muy-de-Roquebrune et Puget-sur-Argens (Var).

Alors, va-t-on généraliser cette pratique ? Des blocages demeurent. l'O.N.F. dit oui à l'entretien par le mouton de pare-feu dont la création a été préalablement décidée pour lutter contre l'incendie. Mais non à l'ouverture de « pare-feu » afin de faire paître les moutons. On voit la nuance...

En fait, cet aspect « technique » en cache un autre, beaucoup plus politique. Il ne s'agit rien moins que du débat sur le pouvoir des communes. Qui va décider de l'emplacement, de l'orientation, de l'importance des pare-feu ? Le technicien de la forêt ? Ou le paysan de la forêt, s'exprimant à travers les élus municipaux ? Chacun fourbit ses arguments. La réponse à ce début n'est-elle pas dans une politique de concertation entre les uns et les autres ? La forêt, elle, attend des mesures d'urgence.

JEAN RAMBAUD.







Le Monde

économie

AFFAIRES

DANS LA PERSPECTIVE DE LA SUCCESSION DE M. WAHLAIN

L'état-major de Thomson-C.S.F. est réorganisé

Importante et nouvelle réorganisation au sein de l'état-major du groupe Thomson-C.S.F. Désormais, le président, M. Jean-Pierre Bouyssonnie, sera entouré de quatre directeurs-délégués.

Deux d'entre eux, M. Gérald Cauvin et M. Jean de Mercey, auront des attributions « fonctionnelles ». Le premier s'occupera, plus spécialement, des relations extérieures et de l'information interne. Le second quitte la division « détection système électronique » (D.S.E.), qui regroupe les activités militaires de Thomson, pour chapeauter diverses directions (industrielle, budget, contrôle général, relations administratives). Il sera remplacé à la tête de la division D.S.E. par M. Alain Bougault.

Les deux autres directeurs délégués auront des responsabilités « opérationnelles ». M. Jacques Darmon prendra la tête d'un nouvel ensemble regroupant les activités téléphoniques, de transmissions et informatiques de Thomson-C.S.F. M. Philippe Giscard d'Estaing aura autorité sur toutes les affaires internationales du groupe.

M. Marc de Saint-Denis, tout en conservant la direction de la branche « commutation téléphonique », sera chargé de la négociation des grands accords.

Cette réorganisation de la direction générale de Thomson-C.S.F. s'inscrit dans la perspective de la succession à la présidence de... Thomson-Brandt, la maison mère du groupe. On sait que Thomson a, depuis la mort du président Richard, en 1976, une direction bicéphale : M. Michel Wahlain pour Thomson-Brandt, et M. Bouyssonnie pour Thomson-C.S.F.

M. Wahlain prenant, en principe, sa retraite à la fin de l'année, l'idée était donc de nommer M. Bouyssonnie à la tête des deux entités et de revenir ainsi au principe de l'unicité de commandement. Pourtant, cette solution ne faisait pas l'unanimité. Ainsi, on se demandait si M. Bouyssonnie, absorbé par les tâches quotidiennes de Thomson-C.S.F., pourrait cumuler les deux présidences. Saurait-il déléguer une partie de ses attributions ?

La réorganisation de Thomson-C.S.F. se veut une réponse à ces interrogations.

Elle risque cependant de susciter quelques réactions. Ne serait-ce d'abord que parce qu'elle touche aux hommes. Ensuite parce que l'ascension de M. Darmon, dans le sillage de M. Bouyssonnie, ne se fait pas sans vagues. Dans le secteur du téléphone notamment. Enfin, le fait qu'il prenne la responsabilité de l'informatique civile du groupe fait sourire certains. Chacun sait que cette branche va mal. Or ses difficultés sont dues pour une part à la restructuration de l'informatique française élaborée en 1975-1976... par M. Jacques Darmon, alors directeur du cabinet de M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie.

En principe, c'est en juin que le dernier acte devrait se jouer avec la nomination par le conseil d'administration de Thomson-Brandt du successeur de M. Wahlain. Tout est donc en place pour que ce soit M. Bouyssonnie... mais d'ici là il peut se passer encore beaucoup de choses.

J.-M. Q.

La Compagnie générale des eaux acquiert 20 % du capital de la Société Jean-Claude Decaux

La Compagnie générale des eaux vient de prendre une participation de 20 % dans le capital de la Société Jean-Claude Decaux, première entreprise européenne de mobilier urbain, avec un chiffre d'affaires de 320 millions de francs et un millier de salariés.

C'est le développement potentiel du marché des « sanisettes », ces édicules sanitaires automatiques, qui requiert un investissement beaucoup plus lourd que les autres mobiliers urbains, qui justifie cette alliance avec la Générale des eaux, elle-même alliée depuis peu (le Monde des 19 et 20 mars) avec la Compagnie générale d'électricité.

Une usine va fabriquer en série les « sanisettes », à la cadence de mille cinq cents par an pendant cinq ans, espère-t-on ; le coût unitaire de fabrication s'élevant à 135 000 F, chaque édicule étant loué 41 500 F par an aux municipalités.

Fabrication et entretien emploieront cinq cents personnes, la surveillance du bon fonctionnement étant assurée par un ordinateur central. Actuellement, J.-C. Decaux a reçu 1 100 commandes fermes, dont 400 de la Ville de Paris, où il il y en a actuellement 3 en service.

Selon M. J.-C. Decaux, qui s'est refusé à une prise de participation de 33 % dans son affaire, c'est la nécessité de l'implantation à l'étranger qui justifie cet accord avec la Générale des eaux, plus encore que la complémentarité évidente des activités (les « sanisettes » exigent bien sûr un raccordement au réseau des eaux). La société Decaux est en négociation avec des villes européennes, notamment allemandes, américaines (New-York, Washington, Chicago, mais aussi les villes de plage comme Miami et Los Angeles), et arabes (l'Arabie Saoudite envisagerait d'équiper ses cinq cents mosquées...).

QUAND S.G.P.M. REDEVIENT SAINT-GOBAIN

La concentration industrielle a des effets pervers, notamment celui d'allonger... le nom des entreprises et de donner naissance à des sigles aussi barbares que longs, C.I.I.-H.B., P.C.U.K., B.S.N.-Gervais-Danone, etc.

Dans un but de simplification, le conseil d'administration de la Compagnie de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson (S.G.P.M.) a donc décidé d'amputer sa raison sociale et de revenir à la Compagnie de Saint-Gobain. Exit donc Pont-à-Mousson. Mais les anciens de ce groupe se consoleront en se rappelant que c'est bel et bien lui qui avait absorbé la vénérable Compagnie de Saint-Gobain.

Dans l'informatique, la balance commerciale américaine dégage un excédent de 6,1 milliards de dollars

Washington (A.F.P.). — Les exportations américaines d'ordinateurs et de machines de bureau (la bureautique) ont augmenté de 37 % en 1980, indique le département du commerce. Elles ont totalisé 8,6 milliards de dollars contre 6,3 milliards. Sur cette augmentation de 2,3 milliards, environ 460 millions sont dus à la hausse des prix de vente. Le reste correspond donc à une augmentation en volume.

Les importations américaines d'ordinateurs et de matériels de bureaux ont progressé (à la fois en valeur et en volume) de 13 % pour atteindre 2,5 milliards de dollars (contre 2,2 milliards en 1979).

Les Etats-Unis ont maintenu en 1980 leur position de premier exportateur mondial dans le domaine des ordinateurs. Ils ont vendu pour 7,6 milliards de dollars de matériels en 1980 (contre 5,5 en 1979), soit 40 % du total des exportations mondiales du secteur.

C'est avec la C.E.E. que les Etats-Unis réalisent l'essentiel de leur excédent commercial. Ils ont vendu, en 1980, pour 4,2 milliards de dollars de matériels (dont 3,9 milliards pour l'informatique) et n'ont importé des Neuf que 590 millions de dollars. En revanche, la balance avec le Japon est déficitaire : 1,21 milliard d'importations pour 0,75 milliard d'exportations.

LA ROYAL BANK OF CANADA RACHÈTE L'ORION BANK A LONDRES

La Royal Bank of Canada, premier établissement bancaire canadien, a annoncé qu'elle allait racheter la totalité du capital de la banque d'affaires londonienne Orion dont elle détient 20 % actuellement. L'Orion Bank avait été créée en 1970 par la Chase Manhattan (Etats-Unis), la National Westminster (Grande-Bretagne), la Westdeutsche Landesbank (Allemagne fédérale), la Royal Bank of Canada et le Credito Italiano, auxquels s'était ajoutée, en 1972, la Mitsubishi Bank (Japon).

Cette filiale commune, à caractère de « banque consortiale », s'était spécialisée dans les opérations à moyen terme de toute nature, notamment sur le marché des eurodollars et des capitaux internationaux.

Au fil des ans, son développement rapide avait fini par porter quelque ombrage à ses actionnaires, notamment la Chase Manhattan et la National Westminster, qui se retrouvaient en concurrence avec cette filiale commune.

Il y a deux ans, un conflit avait déjà éclaté, entraînant le départ du président, M. David Montaigu. Aujourd'hui, le problème se trouve réglé avec le rachat d'Orion par l'un des principaux actionnaires, qui va la fusionner avec sa propre filiale londonienne pour former un ensemble dont l'actif atteindra 3 milliards de dollars environ.

LES COMMANDES DE MACHINES-OUTILS ONT TRÈS FORTEMENT PROGRESSÉ EN MARS

Les commandes de machines-outils aux Etats-Unis, qui n'avaient cessé de décliner ces derniers mois, ont progressé brusquement de 27 % en mars pour atteindre le total de 350,7 millions de dollars, déclare l'association des constructeurs américains de machines-outils.

Cette brutale reprise, précise l'association, a suivi l'annonce, le 11 mars, de mesures proposées par le gouvernement en faveur d'amortissements plus rapides, mesures prenant effet rétroactivement le 1er janvier 1981. Les commandes reçues par les constructeurs en mars restent, cependant, inférieures de 34 % à celles enregistrées en mars 1980, à la veille de la récession. Fin mars, les carnets de commandes des constructeurs totalisaient 4,75 milliards de dollars, soit l'équivalent de onze mois d'activité.

Les dernières statistiques du département du travail montrent d'autre part que la productivité dans le secteur privé a progressé de 3,9 % au cours du premier trimestre. Il s'agit de la plus forte augmentation enregistrée depuis le dernier trimestre 1977. La productivité du secteur privé avait fléchi de 1,2 % lors du dernier trimestre 1980, de 0,3 % pour l'ensemble de 1980 et de 0,9 % en 1979.

PRESSE

CONFLIT A L'HEBDOMADAIRE « L'UNION AGRICOLE »

Trois des cinq employés de l'hebdomadaire l'Union agricole, édité à Limoges (deux journalistes et une secrétaire) ont été licenciés le 9 avril pour « faute grave ». Ces salariés, dont un journaliste ayant dix-sept ans d'ancienneté, ont dû attendre le 13 avril pour apprendre par un communiqué de presse quelle en était la nature : « comportement intolérable et outrageant, développement d'une activité concurrentielle mettant en danger la vie même de l'entreprise ».

Les trois salariés ont acquis pour 200 francs d'actions dans le capital d'un nouvel hebdomadaire d'informations locales diffusant sur trois cantons de la Haute-Vienne. Le 17 avril, ils saisissaient le bureau des référés du conseil de prudhommes de Limoges pour demander leur réintégration. Le 21, le conseil constatait que l'association éditrice de l'hebdomadaire était « restée extrêmement vague, voire muette », sur les points motivant la faute grave, mais aussi sur l'existence d'une procédure de licenciement pour cause économique, qui avait été engagée en mars 1980 contre l'un des journalistes licenciés.

Le conseil des prudhommes a toutefois rejeté la demande de réintégration mais a ordonné la nomination d'un expert. Les trois salariés ont reçu le soutien de la totalité des syndicats, des salariés de la chambre d'agriculture ainsi que de l'Union régionale des syndicats de journalistes du Limousin. — (Corresp.)

- Le jury des journalistes humoristes décernera, le mardi 12 mai, son prix de 2 000 F à l'auteur d'un texte d'une centaine de lignes, au plus. Les articles devront être envoyés avant le 1er mai à M. Marcel Couland, président des humoristes de la presse, 1, rue Lapeyrère, 75018 Paris.

- Le journal « Gueule », qui paraît depuis six mois au rythme bimensuel, devient hebdomadaire à partir du prochain numéro, daté 26 avril. Conçue à sa création par une partie de l'équipe de l'ancienne Gueule ouverte, la publication a progressivement changé de formule pour aboutir, depuis la publication du faux numéro de l'Humanité, à la réalisation d'un journal de contre-information politique. L'équipe journalistique et la maquette ont subi des transformations notables sur la base de ce projet original.

Sir James Goldsmith explique les raisons de la disparition du magazine britannique « Now! »

De notre correspondant

Londres. — Après dix-neuf mois de publication, le magazine « Now ! » cesse de paraître. La nouvelle, annoncée lundi 27 avril aux cent vingt-cinq membres du personnel, dont quatre-vingts journalistes (« le Monde » du 28 avril), a provoqué quelques remous dans les milieux de la presse, qui, tout en connaissant les difficultés de l'entreprise, ne s'attendaient pas à une décision aussi brutale. En fait, M. Shrimsley, le directeur du magazine, a déclaré qu'il avait été lui-même surpris lorsque Sir James Goldsmith, propriétaire de la publication, l'informa, dès jeudi dernier, de son intention de fermer l'entreprise.

Bien que Sir James s'acquitte scrupuleusement de ses obligations par le paiement de substantielles indemnités de licenciement, le représentant du syndicat des journalistes a exprimé son amertume : Sir James lui avait déclaré que l'entreprise arriverait à l'équilibre financier dans cinq ans... Une autre section du syndicat accuse Sir James d'avoir « cyniquement trahi » le personnel, tandis que M. Shrimsley souligne que le propriétaire s'est conduit de manière « impeccable » envers l'équipe du magazine.

Des déclarations faites à Paris par Sir James, il ressort que malgré les revenus de la vente (2 millions de livres) et ceux de la publicité (2 millions de livres) les pertes annuelles s'élevaient à 2 500 000 livres. Malgré une légère augmentation du tirage, passant de 119 000 pendant le second semestre 1980 à 125 000 ces derniers mois, celui-ci restait insuffisant pour attirer les annonceurs. Lancés à grand renfort de publicité, les deux premiers numéros de Now ! avaient tiré à 380 000 exemplaires, mais, loin de se stabiliser à 350 000 comme on l'espérait, il tomba au bout de six mois à 182 000, puis à 135 000. Pendant le premier semestre de 1980, les annonceurs se détournèrent alors de la publication. « Il devint évident que nous n'obtenions pas le soutien publicitaire qui aurait assuré notre viabilité », a déclaré Sir James.

Anticipant que le déficit, malgré l'amélioration du tirage escomptée, atteindrait un niveau supérieur aux prévisions, Sir James décida alors de fermer l'entreprise, dont les pertes totales sont évaluées entre 5 et 6 millions de livres, auxquels il convient d'ajouter les frais de fermeture d'environ 2 millions de livres. Sir James a indiqué qu'il n'était pas possible d'imposer aux nombreuses sociétés faisant partie du groupe international (92 millions de livres de bénéfices aux Etats-Unis, 16 millions de livres en Grande-Bretagne) de subventionner une affaire non rentable. Sir James, dont le nom avait été cité plusieurs fois comme acheteur éventuel du Times ou de l'Observer, a laissé entendre qu'il n'envisageait pas de se porter acquéreur d'entreprises de presse britanniques. « En Grande-Bretagne, nous sommes seulement des épiciers », a-t-il dit. Il a ajouté que l'échec ne l'empêcherait jamais de prendre des risques.

Pour Sir James, le magazine a été un « succès journalistique ». Néanmoins, des milieux de presse estiment que l'échec de Now ! n'est par dû exclusivement à des raisons commerciales. Malgré les journalistes de talent embauchés (ou débauchés) à prix d'or, Now !, pensent-ils, n'avait pas les qualités suffisantes pour rallier le public à la formule du magazine.

En fait, d'autres entreprises de presse, avant Sir James, ont échoué dans leurs efforts pour s'imposer sur le marché très limité et très périlleux du magazine illustré, et cela, de l'avis des experts, en raison de la concurrence des quotidiens nationaux très étoffés (le total des lecteurs est double de celui des quotidiens français), et plus encore des journaux du dimanche à fort tirage, et qui ces dernières années ont publié des « sections » en couleur.

Les contrats des journalistes licenciés seront scrupuleusement observés, impliquant le paiement d'indemnités allant de trois mois à un an de salaire (la moyenne annuelle était de 15 000 livres). Un journaliste du Sunday Times, qui venait de recevoir une indemnité pour son départ volontaire, est arrivé l'un à Now ! pour être informé de son licenciement, qui lui apportera le paiement de neuf mois de salaire pour une heures de travail... Un éditorialiste du Sun, passé également à Now !, recevra environ 60 000 livres d'indemnité après avoir écrit deux articles.

HENRI PIERRE.

AGRICULTURE

Les basses températures d'avril sont surtout préjudiciables à la vigne

« Des saints geleurs, grêleurs et gâteurs de bourgeons », disait Rabelais en parlant des saints de glace, qui se manifestent jusqu'au 12 mai. Les agriculteurs le savent : il faut redouter les gelées de la fin avril. Et 1981 ne fait pas exception à cette règle. Laquelle est cependant appliquée avec plus de rigueur que de coutume, ce qui peut avoir des conséquences dommageables pour les productions agricoles.

La vague de froid qui s'est abattue sur l'Europe est jugée catastrophique en plusieurs endroits : M. Ertl, le ministre allemand de l'agriculture, l'a qualifiée ainsi pour certaines régions du pays. Dans le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat, les chutes de neige ont gelé les pommes de terre. En Rhénanie-Westphalie, 90 % des pommes, poires et cerises seraient détruites.

Le gel a été désastreux pour les arbres fruitiers aux Pays-Bas. Vergers et cultures maraîchères sont endommagés par la neige dans le nord de la Grande-Bretagne et dans les Cornouailles.

Et en France ?

Dans le nord et le nord-est, il faut, parfois, remonter vingt-cinq ans en arrière pour enregistrer des gelées sous abri comme ces derniers jours. Pourtant, 1981 est encore dans la moyenne et, par endroits, n'a pas encore égalé le pire.

Quant aux chutes de neige, les quantités tombées en plaine ne sont pas exceptionnelles. Souvenons-nous... les chutes les plus tardives, sur Paris, remontent au 18 mai 1935 (3 cm) et au 1er mai 1945 (8 cm). Côté température, avril aura été un mois paradoxal : une première quinzaine, très chaude, avec des records dignes d'un mois de juin, et une seconde quinzaine exceptionnellement froide puisqu'il faut remonter au 27 avril 1941 pour retrouver une température maximale de la journée aussi basse que le 27 avril 1981, soit 7 à 8 degrés dans l'après-midi. Et au 28 avril 1919, pour rencontrer un maximum moins élevé encore : 5 degrés.

Sur le plan agricole, les conséquences sont graves pour la vigne qui, selon son exposition, voit ses bourgeons sortis trop en avance subir les gelées. L'avance de la floraison, due à la première quinzaine d'avril, permet de limiter les dégâts pour les arbres fruitiers, mais de les limiter seulement.

Comme à l'accoutumée, les effets sur les grandes cultures sont moins facilement appréciables, si ce n'est qu'on enregistre un arrêt de la végétation préjudiciable surtout aux semis d'automne, frappés par le gel en pleine période de levée.

Le froid peut encore avoir des conséquences indirectes sur la production de viande bovine et de lait. Fin avril, début mai, c'est aussi la période de la soudure entre la nourriture engrangée pour l'hiver, qui vient à épuisement, et la mise à l'herbe des bovins. Or le froid et le gel retardent la poussée de l'herbe et risquent ainsi de poser des problèmes de nourriture aux éleveurs.

Un dernier point en forme de conseil : la vague de froid a obligatoirement une incidence sur la production légumière. De grâce, qu'on ne monte pas au créneau, comme à chaque occasion de ce genre, devant une « nouvelle flambée des prix ». Ce serait du... réchauffé.

JACQUES GRALL.

LA BALANCE COMMERCIALE AGRO-ALIMENTAIRE DE LA FRANCE EN EXCÉDENT DE 7 MILLIARDS DE FRANCS POUR LE PREMIER TRIMESTRE

La balance commerciale agro-alimentaire de la France enregistre, pour le premier trimestre 1981, un solde excédentaire de 6,986 milliards de francs, soit un doublement par rapport au résultat obtenu pour la même période de 1980 (3,3 milliards). Le montant des exportations s'est élevé à 23,6 milliards de francs, en excédent de 5,1 milliards par rapport à 1980. Les importations ont atteint 16,6 milliards, soit 1,5 milliard de plus que pendant le premier trimestre 1980. Les postes qui ont favorisé ce résultat sont, comme par le passé, les céréales, le sucre, les produits laitiers et les viandes, à l'exception du porc. En revanche, les secteurs des fruits, des aliments pour animaux et des huiles ont connu un accroissement de leur déficit.

Selon M. Debatisse, secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires, « le chiffre de 20 milliards d'excédents dont on a pu douter il y a peu de temps encore, sera sans aucun doute dépassé en 1981. »

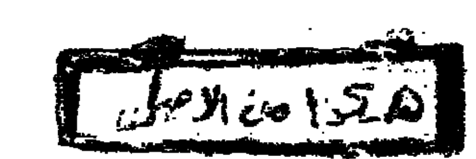
En 1980, l'excédent de la balance agro-alimentaire s'était élevé à près de 16 milliards de francs.

AUTOMOBILE

PIÈCES DÉTACHÉES : LES CONSTRUCTEURS N'ONT PLUS LE MONOPOLE DES FOURNITURES

Les concessionnaires de grandes marques d'automobiles pourront désormais choisir librement leurs fournisseurs de pièces de rechange, sans risquer de sanction de la part des constructeurs.

M. René Monory, ministre de l'économie, vient de signer avec les constructeurs français d'automobiles des engagements qui remettent en cause le monopole des constructeurs en matière de vente de certaines pièces détachées. Des accords analogues sont en préparation avec les importateurs et constructeurs d'automobiles étrangères.



TRANSPORTS

A PROPOS DE...

La hausse du dollar vue par les compagnies aériennes

Devises et voyages

La hausse du cours du dollar va coûter très cher aux compagnies aériennes françaises, lesquelles accusent des soldes traditionnellement négatifs par rapport à cette devise : leurs recettes de transport sont loin de compenser leurs dépenses en carburants et en matériels.

Air France a déjà calculé que, si la monnaie américaine se maintient tout au long de l'année aux alentours de 5 F, elle perdra, toutes choses égales par ailleurs, 100 millions de francs — dix fois le montant de son bénéfice de 1980. U.T.A. pourrait connaître des désagréments du même ordre : il y a quelques semaines, le directeur général de la compagnie privée, M. Guy Séné, expliquait que le dollar à 4,23 F en moyenne au cours de l'année 1980 avait été « *une affaire* » pour elle, puisqu'elle avait encaissé 9 % de ses recettes et payé 23 % de ses dépenses en dollars ou monnaies liées, mais que pour 1981, il ne pourrait que « *faire des vœux* ».

Habitués à subir les fluctuations du dollar, les transporteurs aériens voient cette fois le phénomène se compliquer d'une évolution différentielle des principales monnaies. Air France, par exemple, était jusqu'ici « neutre » aux variations du dollar. Son déficit en monnaie américaine était compensé *par son excédent en autres devises*, tandis que son compte francs était équilibré. D'ordinaire, les devises variaient à peu près dans les mêmes proportions que le dollar, *d'où le* maintien d'un relatif équilibre. « *Or, actuellement, les devises se sont, comme le franc, dévaluées par rapport au dollar*, constate M. Jean-Claude Martin, directeur général adjoint. *Si bien que nous n'arrivons plus à maintenir l'équilibre* ». Les 100 millions de francs de pertes ne pourraient ainsi être évités que si le mark, le yen et le florin se redressent.

On s'inquiète, en outre, à la *compagnie nationale*, de deux facteurs qui pourraient, à plus ou moins longue échéance, se révéler destabilisateurs : d'une part, bien sûr, l'évolution du prix des carburants (payés en dollars), mais, surtout, l'importance de plus en plus grande prise par le chiffre d'affaires en francs dans l'ensemble des recettes — notamment du fait du développement du trafic sur les Antilles — qui pourrait, à l'occasion, rendre aléatoire la couverture des dépenses en dollars.

Japonais et Américains

La cherté du dollar fort peut toutefois avoir des conséquences *indirectes pas forcément négatives*, notamment sur les mouvements touristiques. Les fluctuations monétaires des dernières années avaient sensiblement ralenti le flot des déplacements de ressortissants d'outre-Atlantique en Europe, à tel point qu'en 1980, pour la première fois dans l'histoire du transport aérien, moins de la moitié des passagers transatlantiques étaient Américains ; le mouvement va-t-il s'inverser avec le redressement du dollar ?

De *même* les Japonais, qui avaient, l'an passé, massivement déserté l'Europe au profit des Etats-Unis, où le change leur était plus favorable, en retrouveront-ils le chemin ? A l'inverse, les touristes français ne vont-ils pas bouder une Amérique devenue soudainement trop chère ? « *Il est difficile d'intégrer à l'avance les réactions du marché* », se contente d'observer M. Martin, car à Air France on n'ose pas trop croire au miracle : pour compenser les pertes enregistrées au cas *où le dollar demeurerait à 5 F*, il faudrait attirer en Europe 30 % d'Américains de plus que l'an passé.

JAMES SARAZIN.

MONNAIES

FERMETÉ DU DOLLAR

Le franc se maintient

Le dollar était ferme mardi 28 avril sur le marché des changes, s'établissant, à Paris, à 5,18 F environ *contre 5,1550 F*, et à Francfort à 2,1850 DM contre 2,1750 DM. Cette fermeté est due à la fois aux achats des opérateurs et à une légère hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique.

Le franc français, qui avait légèrement glissé lundi 27 avril, au lendemain du premier tour du scrutin présidentiel, s'est stabilisé mardi vis-à-vis des monnaies du système monétaire européen. A Paris, le mark s'établit toujours un peu au-dessus de 2,37 F, sa hausse étant freinée par les interventions modérées de la Banque de France. Pour l'instant, aucune attaque n'est menée contre notre monnaie, l'étranger attendant des indications supplémentaires sur les chances de succès de M. Giscard d'Estaing.

Sur le marché de l'or, la hausse du taux d'intérêt a fait retrograder le cours de l'once d'or aux environs de 484 dollars contre *494 dollars* à la veille du week-end.

La catastrophe aérienne en Nouvelle-Zélande

LA COMPAGNIE AIR NEW ZEALAND EST MISE EN ACCUSATION

Une modification des données de l'ordinateur — modification qui n'avait pas été communiquée à l'équipage — est à l'origine de l'accident du DC-10 néo-zélandais, *survenu dans l'Antarctique* en novembre 1979, et qui avait provoqué la mort de deux cent cinquante-sept personnes, indique une enquête officielle rendue publique à Wellington.

La route de l'avion passait 27 miles à l'est de l'itinéraire initialement programmé, juste dans l'axe du mont Erebus, contre lequel l'avion devait s'écraser.

La compagnie Air New Zeland est accusée d'avoir tenté délibérément de dissimuler, après la catastrophe, l'origine du changebent de cap de l'appareil, en éliminant des *documents* révélateurs. — *(A.F.P.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	5,1800	5,1840	— 208	— 169	— 335	— 285	— 880	— 760
$ can.	4,3400	4,3445	— 285	— 150	— 385	— 325	— 890	— 745
Yen (100)	2,4335	2,4395	+ 90	+ 125	+ 200	+ 245	+ 605	+ 690
DM	2,3630	2,3720	0	+ 25	+ 5	+ 40	+ 58	+ 130
Florin	2,1320	2,1345	— 5	+ 25	+ 40	+ 75	+ 180	+ 250
F.B. (100)	14,5545	14,5820	— 898	— 620	—1380	—1130	—3010	—1500
F.S.	2,5985	2,6020	+ 35	+ 70	+ 110	+ 150	+ 375	+ 475
L (1 000)	4,7510	4,7545	— 285	— 220	— 570	— 485	—1650	—1455
£	11,1590	11,1795	— 25	+ 105	0	+ 165	+ 345	+ 675

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/4	8 1/2	11 7/8	12 1/4	12	12 5/8	12 1/8	12 1/4
$ E.-U.	15 5/8	16 1/8	16 15/16	17 1/4	16 1/4	16 3/8	16 5/16	16 11/16
Florin	9 1/2	10 1/4	10	10 3/4	10 1/4	11	10 1/2	11 1/4
F.B. (100)	1.	20	15	28	18	28	18	20
F.S.	4 7/8	5 5/8	9 3/4	10 1/8	9 9/16	10 1/16	9 7/16	9 15/16
L. (1 000)	17 3/4	18 1/4	18 1/8	19 3/8	18 7/8	19 5/8	19	20 1/2
£	11 3/4	12 5/8	12 1/8	12 7/8	12 1/8	12 7/8	12 1/16	12 15/16
F français	11 3/4	12 1/4	13	13 3/4	13 1/8	13 3/4	13 1/4	14

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

POUR LE CHAUFFAGE INDIVIDUEL

Le gaz reste plus avantageux que l'électricité et le fuel

Le chauffage au gaz naturel demeure le plus économique pour une maison individuelle, selon une étude publiée le 25 avril par Electricité de France.

Pour un pavillon de 110 mètres carrés de surface habitable (soit un volume de 280 mètres cubes) dans la région parisienne, au 1er avril 1981, le coût annuel d'exploitation d'un équipement au gaz naturel pour le chauffage, la cuisine et l'eau chaude sanitaire est estimé entre 5 950 francs et 6 000 francs. Le coût du chauffage du même pavillon utilisant exclusivement l'électricité varie de 6 550 francs à 7 190 francs. Le couplage du fuel domestique pour le chauffage et l'eau chaude et de l'électricité pour les autres usages (notamment la cuisine) reste le système le plus coûteux : 7 750 francs à 9 740 francs par an. L'écart entre le gaz et le tout-électrique devrait cependant s'amenuiser, estime E.D.F., dans la mesure ou va être répercutée la hausse de 60 % du prix du gaz importé, alors que la progression des tarifs de l'élertricité « *ne devrait pas dépasser de beaucoup le rythme de l'inflation* ».

Pour établir ces différents chiffres, E.D.F. s'est appuyée sur deux études : l'une théorique, de 1977 réactualisée en 1980 par le comité consultatif pour l'utilisation *de l'énergie*, et l'autre du centre scientifique et technique du bâtiment, réalisée en 1979 sur un échantillon de plus de trois mille logements chauffés effectivement au gaz, à l'électricité et au fuel.

LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE LA C.E.E. A BAISSÉ DE 4,6 % EN 1980

La consommation d'énergie dans les neuf pays de la Communauté européenne (la Grèce n'en faisait pas encore partie) a baissé de 4,6 % par rapport à 1979. Cette diminution, la plus forte depuis cinq ans, est due davantage, selon le bureau de statistiques de la C.E.E., à un climat favorable qu'aux campagnes d'économies d'énergie.

La C.E.E. a consommé 925,9 millions de tonnes-équivalent pétrole en 1980 (contre 969,7 en 1979 et 924,5 en 1978). Elle a importé quarante millions de tonnes de pétrole de moins que les objectifs que les pays membres s'étaient assignés. La part du pétrole dans la consommation est revenue de 54,2 % en 1979 à 51,8 % en 1980, l'énergie nucléaire passant de 3,8 % à 4,6 %. — *(A.P.)*

● *Rachat d'une société solaire américaine par un grand verrier européen.* — La société britannique Pilkington Brothers, l'une des plus importantes verreries d'Europe, vient d'acquérir 80 % du capital de la société californienne Solec International, spécialisée dans les cellules photovoltaïques.

ÉTRANGER

En Suède

Les employés de banque se mettent en grève

De notre correspondant

Stockholm. — Environ quarante mille employés de banque suédois ont entamé ce mardi 28 avril une grève de trois jours pour appuyer leurs revendications salariales. *Le compromis présenté* le lundi 27 par la commission de conciliation accordait une augmentation moyenne de 8,8 % étalée sur vingt mois, ainsi qu'une légère compensation pour tenir *compte des conventions déjà* conclues avec les ouvriers et qui sont plus avantageuses.

Selon le syndicat, ces propositions sont inacceptables, car elles se traduiraient, compte tenu de *l'inflation* (1), *par une amputation* de 10 % du revenu réel des employés, qui gagnent en moyenne 7 300 couronnes par mois, soit autant de francs français. Les employés de banque ne sont pas *affiliés au cartel des employés et* cadres du secteur privé (P.T.K.) et la Fédération des banques n'est pas membre de son côté de la Confédération du patronat (S.A.F.). Toutefois, les médiateurs *se sont efforcés de mettre au* point un projet d'accord qui épouse dans ses grandes lignes les conventions paritaires signées en *février* par les partenaires sociaux du secteur industriel *privé, et devait faire figure de « modèle »* pour les négociations entre les cadres, les employés et le patronat. Mais certains syndicats, comme celui des employés de banque, n'acceptent pas sans *broncher de se conformer à des* accords qu'ils jugent trop maigres. — A. D.

(1) Les prix de détail augmentent en Suède au rythme de 12 à 13 % l'an.

SOCIAL

LES SYNDICATS PRÉPARENT LE 1er MAI EN ORDRE DISPERSÉ

La préparation des manifestations du 1er mai se poursuit dans les différentes organisations syndicales.

Çà et là, des militants C.G.T., C.F.D.T., FEN (et parfois F.O.) ont lancé des appels à des manifestations unitaires, comme cela vient encore d'être le cas à Bordeaux (sans F.O.). Jusqu'à présent, des défilés unitaires, en l'occurrence C.F.D.T.-FEN ne sont annoncés qu'à Marseille et Toulouse.

Chaque confédération s'en tient donc à ses propres initiatives. Pour la FEN et F.O., il ne s'agit pas de réunions de masse. M. Bergeron participera à celle de Bordeaux, tandis que, à Paris, une délégation de l'Union régionale se rendra traditionnellement sur la tombe de Léon Jouhaux, au Père-Lachaise. Les dirigeants nationaux seront présents à une vingtaine de réunions.

A la C.G.T., la commission exécutive, réunie le mercredi 29 avril, fera connaître dans la soirée la signification qu'elle attache au 1er mai et sa position face au second tour de l'élection présidentielle.

La fédération des finances C.G.T., pour sa part, appelle à voter pour M. Mitterrand.

Elections professionnelles

PROGRÈS DE LA C.G.T.

La C.G.T. communique les résultats d'élections professionnelles où elle a enregistré une nette progression en mars :

SOURCE *CONTREXEVILLE* (Vosges) — Inscrits : 1 331 ; suf. exprim. : 816. C.G.T. : 80,88 % des voix (+ 11,99 %) ; F.O. : 14,71 % (— 13,24 %).

GROUPE ASSURANCES « VICTOIRE » (Paris). — Insc. : 1 577 ; expr. : 1 035 ; C.G.T. : 67.44 % (+ 9.11 %) ; C.F.D.T. : 25,61 % (— 5.33 %) ; F.O. : 7.93 % (— 2.81 %).

CHAFFOTEAUX, chauffe-eau (Saint-Brieuc) — *Collège ouvriers* : inscr. : 1 807, suf. expr. : 1 551 C.G.T. : 88.43 % (+ 5 %) ; C.F.D.T. : 15,35 % (5 %) *Collège techniciens* : inscr : 173 ; expr. : 154 C.G.T. : 59.74 % (+ 7 %) ; C.G.C. : 40.26 % (— 6 %).

MAGASINS DU PRINTEMPS (Paris) — Inscr. : 3 822 ; expr. : 2 718 C.G.T. : 48.35 % (+ 2,89 %) ; C.F.T.C. : 18,88 % (+ 18.88 %) ; F.O. : 17.88 % (— 0.04 %) ; C.G.C. : 9,31 % (+ 0.05 %) ; C.F.D.T. : 4,93 % (— 13.99 %).

De mars 1980 à mars 1981

DEUX MILLIONS DE CHOMEURS DE PLUS DANS LA C.E.E.

Le chômage n'a diminué, fin mars, que de 1,2 %, en données observées, dans l'Europe des Neuf — par rapport à février — alors que l'on aurait dû enregistrer, à cette époque de l'année, un recul saisonnier plus important. De février à mars 1980, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites avait baissé de 3,4 %. De février à mars 1981, le chômage a augmenté, en données corrigées des variations saisonnières, de 3 %.

Il a touché, en données brutes — les seules publiées par l'Office statistique des Communautés européennes — 8 419 700 personnes, à la fin du mois dernier, soit 7,7 % de la population active. Dans l'Europe des Dix, il a concerné 8 480 600 personnes, la Grèce, avec seulement 60 900 sans emploi (1,8 % de sa population active), ramenant à 7,5 % le taux de chômage par rapport à l'ensemble de la population active communautaire.

En un an, la montée du chômage est très forte : + 32 %, l'Europe des Dix comptant exactement 2 054 500 demandeurs d'emploi de plus qu'en mars 1980. Or, de mars 1979 à mars 1980, la hausse n'avait été que de 2 %. Tous les pays membres de la C.E.E., *excepté* le Royaume-Uni où le chômage s'est accru de 0,9 %, connaissent une diminution des demandes non satisfaites de février à mars 1981 : cette baisse va de — 0,2 % pour l'Irlande à — 10,8 % pour la Grece (— 6,9 % pour la R.F.A. et — 0,6 % pour la France).

Mais, par rapport à mars 1980, l'ensemble des Dix enregistrent une progression très sensible : + 68,1 % *pour le Royaume-Uni*, + 63,4 % pour les Pays-Bas, + 62 % pour le Danemark, + 46,1 % pour le Luxembourg, + 38,2 % pour la R.F.A., + 37,6 % pour l'Irlande, + 23,5 % pour la Belgique. La France a vu *son taux de chômage s'accroître* de 17,3 %, la Grèce de 15,8 % et l'Italie de 6,6 %.

● *Allégement des cotisations d'assurance-maladie pour les jeunes médecins.* — Des dispositions prévoyant un allégement des cotisations d'assurance-maladie pendant deux ans pour les jeunes médecins vont paraître prochainement au *Journal officiel*. Un communiqué publié, jeudi 23 avril, par le ministère de la santé et de la sécurité sociale précise que dorénavant les cotisations d'assurance-maladie des jeunes praticiens seront calculées pendant la première année sur un revenu égal à la moitié du plafond de la Sécurité sociale et, pendant la seconde, aux deux tiers de ce plafond, et non égal à sa totalité comme cela était le cas précédemment ; que cette mesure est destinée à faciliter l'installation des jeunes médecins. Elle entrera en vigueur dès l'appel des cotisations au 1er mai, qui seront fractionnées en quatre échéances trimestrielles au lieu de deux semestrielles.

● *Le Havre sans remorqueurs.* — Depuis le lundi 27 avril, les officiers des remorqueurs de la *Société des Abeilles, au Havre*, se sont « mis en congé » pour dix jours, afin de protester contre ce qu'ils estiment être une violation de leur convention collective. Bien que totalement privé de remorqueurs, le port connaît cependant un trafic normal de cargos en raison des excellentes conditions météorologiques. En revanche, tout le trafic pétrolier du Havre et d'Antifer est paralysé. La direction du Port autonome du Havre a décidé de faire appel, comme en pareil cas, à la marine nationale. — *(Corresp.)*

● *Grève sur des autoroutes.* — L'ensemble des organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. et CAT (Confédération autonome du travail) du personnel des autoroutes du Sud de la France ont décidé un nouvel arrêt de travail de vingt-quatre heures, le 30 avril.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Peugeot-Sochaux et Ford-Bordeaux : chômage partiel en mai et juin.* Chez Peugeot, les réductions d'activité auront lieu *les 4, 22 et 29 mai, de façon variée* selon les qualifications, occasionnant des pertes de salaires de 51 F à 502 F, selon les catégories.

Chez Ford, l'usine sera arrêtée, du 11 au 27 mai, dans les ateliers fabriquant les transmissions automatiques, du 21 au 31 mai et du 22 au 27 juin dans les ateliers fabriquant les ponts avant moteurs de la Fiesta.

Automobile

● *General Motors : bénéfices en hausse.* — General Motors a *annoncé un résultat bénéficiaire* pour le premier trimestre 1981 de 190 millions de dollars. Le premier producteur mondial d'automobiles avait réalisé un bénéfice de 155 millions de dollars pour la *même période de 1980, mais* enregistré une perte pour l'année de 763 millions de dollars, après un quatrième trimestre légèrement positif. La production de véhicules, qui s'est élevée à 1 690 000 *unités, est inférieur* de 17 % à celle du premier trimestre de 1980. Selon la compagnie, l'amélioration des résultats est surtout due à une réduction des coûts d'exploitations.

Energie

● *Cheikh Yamani souhaite une baisse des prix du pétrole de certains Etats membres de l'OPEP.* — Le ministre du pétrole d'Arabie Saoudite a déclaré, le 27 avril à Madrid, que le 25 mai, lors de leur réunion à Genève, les pays de l'OPEP pourraient « *soit faire preuve de pragmatisme et baisser les prix jusqu'à 32 dollars par baril comme niveau de référence* [le prix actuel du brut saoudien], *soit décider de maintenir les prix actuels* ». « *Ce que je puis assurer*, a ajouté cheikh Yamani, *c'est que les prix saoudiens n'augmenteront pas au-delà de 36 dollars par baril.* » — *(A.F.P.)*

Environnement

● Tanio : *500 tonnes de fuel récupérées.* — 600 tonnes de fuel ont été récupérées dans la cuve centrale de l'épave du *Tanio* durant le week-end, après vingt-quatre heures de pompage, malgré des conditions météorologiques difficiles.

Un premier pompage avait débuté le 3 octobre 1980, mais avait dû être interrompu le lendemain après des incidents techniques. A ce jour, 1 350 tonnes, au total, ont pu être récupérées sur les quelque 8 000 tonnes que renferme toujours l'épave du *Tanio*, ce pétrolier qui a coulé le 7 mars 1980 au large de l'île de Batz.

Etranger

ISRAEL

● *La dette extérieure publique d'Israël* s'élevait à environ 17,1 milliards de dollars au 31 mars contre 14 milliards un an plus tôt, vient d'indiquer le bureau central des statistiques. Les réserves de change de la banque d'Israël s'élevaient de leur côté à 8,4 milliards de dollars contre 7,3 milliards il y a douze mois, est-il précisé. D'autre part, au cours de l'année budgétaire 1980-1981 (31 mars 1980 - 1er avril 1981), la balance commerciale d'Israël a été déficitaire de 3,77 milliards de dollars, les exportations de biens et services du pays ayant atteint 10,18 milliards alors que les importations se chiffraient à 13,95 milliards dont 2,5 milliards pour les besoins énergétiques. — *(A.F.P.)*

ETATS-UNIS

● *Les capacités américaines de production industrielle* ont été utilisees à 79,5 % en mars, soit 0,1 % de mieux que le mois précédent. Cette légère amélioration provient essentiellement d'un accroissement de 4,4 % de l'utilisation des capacités dans l'industrie automobile. Le taux d'utilisatio navait diminué de 0,6 % en février, après avoir atteint 80 % en janvier à la suite de six progressions mensuelles consécutives. — *(A.F.P.)*

R.F.A.

● *Les aciéries Krupp-Stahl à Bochum (R.F.A.)* ont l'intention de réduire d'un huitième leur personnel, soit cinq mille travailleurs sur un total de quarante mille. La direciton a indiqué que des licenciements « *n'étaient pas exclus* ».

Selon la direction de Krupp-Stahl, un plan de restructuration adaptant la production à la vente et consolidant la productivité de l'entreprise est à la base de cette décision. La production des produits demi-finis et des profilés est particulièrement visée par ces mesures. On prévoit la fermeture des forges de Hagen et de Siegen, une forge à Essen ayant déjà été fermée l'année dernière.

La Krupp-Stahl avait enregistré des pertes sévères au cours du précédent exercice. — *(A.F.P.)*

● *Détente dans la métallurgie ouest-allemande.* — Trois jours après la rupture des négociations salariales, la situation sociale s'est à nouveau détendue et la menace de grève générale s'est estompée. Lundi 27, le syndicat IG Metall et la confédération patronale Gesamtmetall se sont déclarés prêts à reprendre leurs pourparlers pour le renouvellement de la convention collective annuelle de la branche. Du même coup, le comité directeur de l'IG Metall va probablement surseoir à son intention d'organiser un vote à la base en vue de lancer une grève générale. — *(A.F.P.)*

Formation professionnelle

● *La formation professionnelle dans le bâtiment.* — M. Legendre, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a signé, jeudi 23 avril, un protocole d'ac*cord avec le Groupement professionnel* paritaire pour la formation continue dans les industries blics.

Transports

● *Perturbations du trafic aérien en Grande-Bretagne.* — Les contrôleurs britanniques de la navigation aérienne ont annoncé, le 27 avril, une série d'actions qui devraient se prolonger durant cinq semaines et affecter tout à tour la totalité des aérodromes du pays. Ce mouvement s'inscrit dans le cadre de la campagne d'action des fonctionnaires britanniques pour appuyer leurs revendicaitons salariales. — *(A.F.P.)*

● *Les pétroliers français et la sécurité maritime.* — Avec les Japonais et les Norvégiens, les pétroliers français apparaissent comme les « leaders mondiaux » de la sécurité maritime. Telle est, rapportée par le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.), la constatation faite par l'Institut maritime néerlandais au vu des statistiques d'accidents maritimes, pavillon par pavillon. A l'inverse, les statistiques montrent que les pétroliers battant pavillon indien, grec, espagnol et libérien sont les moins sûrs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

THOMSON-BRANDT

RÉSULTATS 1980

Réuni le 23 avril 1981, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1980.

Le chiffre d'affaires propre de la société a été de *6 107 millions* de francs hors taxes, contre 5 276 millions de francs en 1979.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 36,5 milliards de francs, contre 30 milliards en 1979, en augmentation de 21,7 %. Il incorpore les ventes de la nouvelle filiale allemande Saba GMBH depuis le 1er avril 1980. A structure comparable, la progression ressort à 17 % environ.

Les ventes effectuées sur les marchés étrangers *ont fortement* augmenté, représentant 45 % du total consolidé avec un montant *de 16,6 milliards de francs. Les exportations des sociétés* françaises du groupe, qui entrent dans ce montant pour plus de 11 milliards *et demi de francs*, ont augmenté à elles seules de plus de 27 % d'une année à l'autre.

Après 187,8 millions de francs d'amortissements, 23,9 millions de francs de dotation nette aux provisions spéciales constituées en franchise d'impôt et 87,5 millions de francs d'impôt sur les sociétés, le bénéfice net de la société pour *l'exercice 1980* ressort *à 157,9 millions* de francs, contre 132 millions de francs en 1979.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui devrait se tenir le 23 juin 1981, la distribution d'un dividende net de 13 francs par action, correspondant à un dividende global de 19,50 francs avec l'avoir fiscal, contre 17,25 francs au titre de l'exercice 1979. La distribution globale aux actionnaires s'élèvera ainsi à 82 420 000 francs contre 70 840 000 francs.

Le conseil a également décidé de convoquer, en même temps que *l'assemblée générale ordinaire, une assemblée générale extraordinaire* qui devra statuer sur la proposition de distribution gratuite d'actions, dans la limite de 3 % du capital, au personnel de la société et de ses filiales françaises, ainsi que sur le renouvellement des pouvoirs précédemment donnés au conseil pour l'augmentation éventuelle du capital ou l'émission d'obligations convertibles.

Les comptes consolidés du groupe Thomson pour l'exercice 1980 *ne sont pas encore arrêtés. Les estimations provisoires permettent de* penser que le bénéfice consolidé, tant pour le résultat global qu'au niveau du bénéfice net *par action* Thomson-Brandt, devrait, selon toute vraisemblance, être supérieur à celui de l'exercice 1979.



THOMSON-CSF

RÉSULTATS 1980

Au cours de sa séance du 23 avril 1981, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1980.

Le chiffre d'affaires réalisé par la société a été de 12 794 millions de francs hors taxes, contre 9 440 millions de francs en 1979, soit une augmentation de près de 36 %. Il convient toutefois de signaler que le chiffre de 1980 tient compte des opérations de restructuration réalisées au cours de l'exercice. A structure comparable, l'augmentation *aurait été de 30 %*. Les exportations ont représenté près de 60 % de ces ventes.

Le volume des commandes enregistrées au cours de l'année 1980 s'est maintenu à un niveau élevé, et le carnet de commandes est passé de 18,8 milliards de francs à fin 1979 à 24,1 milliards de francs à fin 1980 dont près de 65 % à l'exportation.

Le chiffre d'affaires consolidé de Thomson-CSF et de ses filiales s'établit à près de 22 300 millions de francs hors taxes, contre 16.137 millions de francs en 1979. Il y a lieu cependant de faire remarquer *que le montant de 1980* tient compte *de la consolidation de la* Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) absorbée dans l'année. *A structure comparable, l'accroissement est de l'ordre de 20 %. Pour* l'ensemble du groupe, la part de l'activité à l'étranger a été de 48 %.

Le bénéfice net de la société pour l'exercice est de 279 309 000 francs, contre 210 681 000 francs en 1979, après 340 579 000 francs d'amortissements et les dotations qui sont apparues nécessaires aux comptes de provisions.

Par ailleurs, le conseil a pris connaissance des prévisions de résultat consolidé 1980 de Thomson-CSF et de ses filiales, qui devrait *se traduire par un bénéfice du même ordre que celui réalisé en 1979.*

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 23 juin 1981, la distribution à chacune des 9 074 000 actions composant le capital au 31 décembre 1980 d'un dividende de 10,50 francs, contre 9,50 *francs* l'an dernier, ce qui, compte tenu de l'avoir fiscal, représente un revenu global de 15,75 francs par action.

Le conseil a également décidé de convoquer, en même temps que l'assemblée générale ordinaire, une assemblée générale extraordinaire *qui devra statuer sur la proposition de distribution gratuite d'actions*, dans la limite de 3 % du capital, au personnel de la société et de *ses filiales françaises*, ainsi que sur le renouvellement des pouvoirs précédemment donnés au conseil pour l'augmentation éventuelle du capital ou l'émission d'obligations convertibles.



Quillery

Le conseil d'administration des Entreprises Quillery Saint-Maur a *examiné les comptes et les bilans* de la société, ainsi que ceux consolidés du groupe.

Comme les années précédentes, le chiffre d'affaires du groupe a enregistré une nette progression : il a atteint 2,487 milliards de francs, soit une augmentation de 23 % par rapport à 1979 et de 39 % par rapport à *1978*.

Le maintien de cette croissance a été possible grâce à la bonne implantation du groupe dans les principales régions de France, à sa réputation commerciale et à la diversification de sa production. Il occupe aujourd'hui une place importante dans tous les secteurs d'activité *de la profession*, allant de la construction des logements jusqu'à la réalisation d'ouvrages de haute technicité dans le domaine du génie civil et des travaux publics. Dans cette dernière branche, notamment, le groupe Quillery a traité dernièrement, *seul ou en participation*, plusieurs marchés importants, parmi lesquels : la deuxième ligne du métro de Marseille, un puits d'extraction de 1 100 mètres de profondeur à Gardanne pour les Houillères du Bassin du Centre et du Midi, le dernier tronçon de *l'autoroute* de contournement de Nice, le génie civil et les réfrigérants hyperboliques (165 mètres de hauteur) pour la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

A l'étranger, le groupe Quillery s'est vu confier la construction de quatre ports de pêche en Tunisie, de l'ambassade de France à Rabat, d'un ensemble immobilier au Venezuela.

La marge brute d'autofinancement du groupe Quillery a augmenté de 35 % par rapport à 1979 et s'est *élevée à 69 674 milliers de francs*.

Cette marge a permis au groupe de financer *son programme* d'investissement de l'exercice passé tout en réduisant son endettement extérieur.

Le résultat net d'impôt a été, en *1980*, de *11 798 milliers de* francs.

Les perspectives pour l'année 1981 *confirment la progression du* groupe : le plan de charge est satisfaisant, dépassant 4,6 milliards, soit plus de dix-huit mois d'activité. Il reflète le renforcement de la position du groupe Quillery dans tous les secteurs de pointe du B.T.P.

Malgré sa forte croissance, Quillery a maintenu la structure légère de son organisation. *Celle-ci lui* permet de s'adapter plus facilement aux fluctuations du marché et en même temps d'assurer ses bonnes performances par une diminution du poids des frais *fixes*. Ceci laisse prévoir que le résultat net sera *plus élevé en 1981* qu'au cours de l'exercice écoulé.



EXERCICE SATISFAISANT POUR POCLAIN

Les résultats de l'exercice 1980 de Poclain ont été arrêtés par le conseil d'administration du 21 avril et seront présentés à l'assemblée générale du 25 juin prochain.

RESULTATS EN MILLIONS DE FRANCS	POCLAIN S.A.		POCLAIN GROUPE	
	1979	1980	1979	1980
Chiffres d'affaires nets	1 985	2 255	2 408	2 747
Bénéfice d'exploitation	80,2	100,7	100,8	95,5
Amortissements	21,1	15,6	45,5	41,0
Provisions *réglementées*	5,5	— 2,6	7,0	1,4
Marge brute d'autofinancement	89,1	116,9	123,2	146,5
Résultats nets	62,5	103,9	80,7	104,1

Obtenus dans un contexte économique difficile, les capacités mondiales de production dans notre industrie excédant les possibilités d'absorption du marché, ces résultats sont satisfaisants. Ils font apparaître, au niveau consolidé, une augmentation de 14 % du C.A. et de 29 % des résultats nets.

Depuis le début de l'année 1981, le carnet de commandes se maintient à un niveau satisfaisant assurant la réalisation des prévisions de ventes jusqu'en septembre. Les résultats de la filiale F.P.M., fabriquant des grues mobiles, sont particulièrement bons.



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Le conseil d'administration de *B.N.P., réuni* le 24 avril 1981, sous la présidence de M. Jacques Calvet, a arrêté les comptes de l'exercice 1980.

Le total du bilan s'élève à 453 milliards de francs au 31 décembre 1980, marquant ainsi une augmentation de 20,80 %. Les dépôts de la clientèle ont progressé *de 12,50 %* et les concours à la clientèle de 14,40 %.

Le *compte* de résultats, pour l'exercice 1980, fait ressortir les éléments suivants :

— Le produit net d'exploitation a atteint 12 952 millions de francs, en augmentation de 32,80 % ;

— Les dépenses d'exploitation s'élèvent à 9 036 millions de francs, en augmentation de 16,10 %, en raison de la forte croissance des dépenses à l'étranger ;

— Les résultats d'exploitation avant amortissements et provisions s'établissent à 3 866 millions de francs ;

— Les écritures d'inventaire s'élèvent à 3 263 millions de francs, dont 2 425 millions de francs de provisions pour créances douteuses et 497 millions de francs d'impôt sur les bénéfices ;

— Le bénéfice net ressort à 603 millions de francs, en augmentation *de 50 % environ* par rapport à l'année précédente.

Le conseil a également examiné les comptes consolidés du groupe.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1980 totalise 489 milliards de francs, en progression de 91 milliards de francs, *soit plus 23 %* par rapport au bilan consolidé de *1979. Le bénéfice consolidé* s'élève à 898 *millions* de francs, contre 584 millions de francs l'exercice précédent. Il est rappelé que les plus importantes filiales incorporées dans la consolidation sont contrôlées avec un pourcentage de *80 à 100 % et toutes* au-delà de 50 %, bien entendu.

Les fonds propres du groupe avant répartition — inclus les intérêts hors groupe et la provision pour investissements — atteignent 6 879 millions de francs contre *5 834 millions de francs* à la clôture de l'exercice 1979.

TESTUT - ÆQUITAS

Le conseil d'administration de Testut-Aequitas, réuni sous la présidence de M. Robert Perrier le 14 avril, a arrêté les comptes pour l'exercice 1980.

Le chiffre d'affaires s'élève à 196 286 816 F (h.t.), en augmentation de 8 % sur celui de *1979*.

Le bénéfice d'exploitation est de *2 389 439 F après dotation* au compte d'amortissements de 5 330 245 F dont 1 940 968 F de frais de recherche-développement et 1 602 881 F de provisions dont constitution d'une nouvelle provision pour charges de contrats d'entretien de 947 000 F. La marge brute *atteint 9 322 365 F en* 1980 contre 11 866 786 F en 1979.

Après impôts, provision pour hausse des prix de 439 367 F et plus-values nettes sur cessions d'éléments d'actifs, le bénéfice de l'exercice 1980 ressort à 1 143 817 F.

Malgré le renchérissement du crédit grevant les charges financières et *une conjoncture difficile qui* a ralenti brusquement les facturations dans les derniers mois de l'année, notamment pour les matériels à usage du commerce, la société, par les efforts accrus déployés dans sa gestion, a fait face à cette situation.

Trayvou, filiale de Testut-Aequitas depuis mai 1979, a clôturé au 31 *décembre 1980* un *exercice de quinze* mois, avec un chiffre d'affaires hors taxes, y compris les produits accessoires, de 83 373 855 F. L'amélioration effective, calculée en moyenne sur douze mois, est de 24,66 %. La société dégage un résultat net de *2 092 227 F* et un résultat *d'exploitation* bénéficiaire de 344 637 F, alors *que l'exercice précédent*, clos le 30 septembre 1979, faisait apparaître *une perte nette de 1 489 883 F*, après *perte* d'exploitation de 1 620 442 F. Les objectifs recherchés lors de la prise de contrôle de Trayvou ont été atteints.

Un bilan consolidé du groupe sera publié pour la première fois en juin *prochain, marquant le développement* de Testut-Aequitas et Trayvou.

Compte tenu de l'ensemble de ces résultats, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire de Testut-Aequitas, convoquée pour le 23 juin 1981, *la distribution d'un dividende global* par action de 11,25 F, avoir fiscal *compris, identique* à celui de l'exercice 1979.

Par ailleurs, une assemblée générale extraordinaire sera réunie à l'issue de l'assemblée générale ordinaire pour approuver, conformément à la loi du 24 octobre 1980, la *résolution adoptée par le conseil d'administration* dans sa séance du 11 *février 1981 relative* à un projet de distribution d'environ 5 490 actions au nominal de 100 F de Testut-Aequitas.

La proposition, conformément aux conditions prévues par la loi, concerne neuf cent trente-six personnes *de la société et de ses filiales*. Chaque salarié recevra, en fonction de sa rémunération et de son ancienneté, de quatre à onze actions. Un échelonnement de la levée de l'indisponibilité des actions nouvelles interviendra à compter du 1er juillet 1984 pour se terminer le 1er juillet 1986.

Cette assemblée générale extraordinaire aura également à approuver un contrat de prêt participatif de 2 800 000 F.



BEGHIN - SAY

Le conseil d'administration de Beghin-Say s'est réuni le 22 avril 1981 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes.

Il a arrêté les comptes et le bilan de l'exercice 1980 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire qui *sera convoquée à Paris le 17 juin 1981*. L'exercice 1980 marque une augmentation de 52 % *de* la marge d'autofinancement (résultat net, amortissements hors réévaluation et provision nette pour hausse de prix), celle-ci s'élève à 615,7 millions de francs contre 404,2 millions de francs en 1979.

Le solde bénéficiaire de l'exercice ressort à un *montant* de 107,2 millions de francs après affectation d'une annuité d'amortissement de *223,5 millions de francs dont 35,5 millions* de dotation complémentaire de réévaluation, et constitution d'une provision pour hausse de prix de 342,2 millions, et d'une provision pour impôt de 90,5 millions, la provision pour hausse de prix constituée en 1974 s'élevant à 26,8 millions ayant été réintégrée.

Compte tenu du report à nouveau, le montant disponible s'élève à *282,8 millions de francs* après dotation à la réserve légale d'une somme de 7,5 millions *pour la porter* à 10 % du capital, la réserve spéciale de plus-values à long terme étant dotée de 12 millions.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende net de 10 F par action (au lieu de 7,50 F pour *l'exercice* 1979) assorti d'un crédit d'impôt de 5 F (au lieu de 3,75 F pour l'exercice 1979), le solde étant viré au report à nouveau.

Cette distribution porte sur un *capital augmenté de 12,5 %* après la distribution d'actions gratuites intervenue en octobre 1980.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire se tiendra une assemblée générale extraordinaire à laquelle sera proposée la distribution d'actions gratuites au personnel de *la* société et de ses filiales pour un *montant maximum de 172 254 titres*, soit 2,98 % du capital.

En *outre*, le conseil, à la suite de la démission de MM. P. Oury, G. Ullens, B. du Breuil et G. de André, a coopté comme administrateurs MM. A. Ferruzzi, R. Gardini, B. Egloff et G. Ceroni.

La ratification de ces nominations *sera proposée à l'assemblée générale* ordinaire du 17 juin.

A la suite de ces cooptations et de la nomination de M. R. Gardini au poste de vice-président, le conseil sera ainsi composé :

M. Jean-Marc Vernes, Président-Directeur Général ; MM. Raoul Gardini, Philippe Malet, vice-présidents ; M. Mauro de André, Michel Attfield, Gianfranco Ceroni, Bernard Egloff, Arturo Ferruzzi, Marcel Kiltiger, Pierre Le Blan, La S.B.R. représentée par M. G. Garinois, administrateurs.

Union financière pour l'Industrie et l'Energie - SMD (UFINER)

Le conseil d'administration d'UFINER-S.M.D. a arrêté définitivement les comptes de l'exercice 1980.

Le bénéfice d'exploitation, après dotation aux amortissements, ressort à 48 832 000 F contre 44 987 000 F en 1979, il se décompose en *26 869 000 F pour les activités financières* et 21 963 000 F pour l'activité de *distribution* d'eau.

Après provisions pour impôts, provisions pour créances douteuses et pour dépréciation du portefeuille, le solde bénéficiaire du compte de pertes et profits ressort à 28 340 000 F contre 27 093 000 F en 1979.

Ce chiffre est la résultante :

— D'un bénéfice en charges et *revenus de 30 402 000 F* en progression de 12,5 % sur le montant correspondant *de 1979 (27 021 000 F)*.

— D'un déficit sur les opérations au capital de 2 091 000 F à la suite principalement de provisions pour dépréciation du portefeuille-titres concernant les filiales Degremont et Unidel.

La progression des résultats de la société permet au conseil de proposer à l'assemblée de porter le dividende à 8 F par action (12 F compte *tenu de l'avoir fiscal*) contre 7,40 F au titre de l'exercice précédent, le *report à nouveau s'établissant* à 24 521 000 F.

Après cette *répartition, la situation* nette de la société ressortira à 515 448 000 F, soit 138 F par action.

scac

SECTEURS D'ACTIVITÉS

— Combustibles : charbon, fuel ;

— Bois et matériaux de construction ;

— Bricoramas ;

— Transport international ;

— Agences de voyages.

EFFECTIF : 13 488 (groupe).

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

— Société alsacienne de participations industrielles (ALSPI) ;

— *Compagnie financière* de Suez ;

— Compagnie française de crédit et de banque.

Nombreuses filiales et *participations*.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 24 avril 1981, a approuvé les comptes de l'exercice 1980 qui se soldent par un bénéfice net de 25,1 millions contre 17,7 millions en 1979, en progression de 42 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée le 19 juin 1981, la mise en distribution d'un dividende total par action de 21,75 francs, comprenant un avoir fiscal *de 7,25 francs, soit* un dividende net de 14,50 francs, en progression de 28 % sur *celui* de l'exercice 1979.



sanofi

Au cours *de sa réunion* du 23 avril 1981, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1980.

Les principales données caractéristiques de ces comptes, qui ne sont pas encore certifiées par les commissaires-réviseurs de la société, apparaissent ci-dessous, les chiffres n'étant pas comparables, d'un exercice à l'autre, par suite de l'intégration en 1980 de la branche pharmacie de CM Industries (Clin-Midy).

En millions de francs	1979	1980 non comparable
Chiffre d'affaires hors taxes	2 941	5 177
M.B.A. (provisoire pour 1980)	254	439
Bénéfice d'exploitation	240	338
Bénéfice net (part de Sanofi)	132	250

Le bénéfice net consolidé par action atteint 32,20 F par action contre 25,58 F, ce qui représente une *progression de 25,9 %*.

Le conseil a arrêté les comptes de la société mère SANOFI qui se soldent, pour *l'exercice 1980, par un* bénéfice net de 111 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée de distribuer à chacune des 7 766 402 actions composant le capital au 31 décembre 1980, un dividende net de 12 F par action (18 F avec avoir fiscal), contre 9 F (13,50 avec avoir fiscal) pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 33 %.



GROUPE PALUEL-MARMONT

PIERRE - INVESTISSEMENT

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Pierre-Investissement (Sicav), réunie le vendredi 24 avril 1981 sous la présidence de M. Charles-Emmanuel *Durand-Gasselin*, a approuvé les comptes de l'exercice 1980 *et fixé* le montant global du dividende à 14,78 F par titre dont : coupon 12 F et impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) 2,78 F.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du mardi 19 mai 1981, contre remise du coupon n° 27.

Au cours *de cette assemblée*, le mandat d'administrateur du CETIG *(Centre d'études pour l'investissement et la gestion)* a été renouvelé pour une période de six ans.

Rappelons que, au cours de l'exercice 1980, la valeur liquidative de l'action « P.I. » a progressé de 14,61 % et que le dividende global distribué en 1981 est en augmentation de 31 % sur celui de l'exercice précédent.

SOVABAIL

Les actionnaires de Sovabail, Sicomi du groupe Sovac, réunis en assemblée générale ordinaire annuelle le 23 avril 1981, ont approuvé les comptes de l'exercice 1980.

Le montant du bénéfice net comptable *s'établit* à 35 749 388,36 F, contre 30 774 680,27 F, au titre de *l'exercice 1979*.

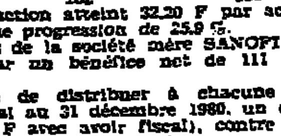
L'assemblée a décidé la *distribution, à compter du 12 mai 1981, d'une* somme de 29 700 000 F : le dividende unitaire correspondant s'élève à 33 F à l'encaissement, soit 33,459 F crédit d'impôt compris, contre 29,25 F (n'ouvrant pas droit à crédit d'impôt) au titre de 1979.

MUTUABAIL

Les actionnaires de Mutuabail, réunis en assemblée générale ordinaire annuelle le 23 avril 1981, ont approuvé les comptes de l'exercice 1980.

Le montant du bénéfice net comptable s'établit à 14 747 131,07 F contre 11 856 246,03 F au titre de l'exercice 1979.

L'assemblée a décidé la distribution, à compter du 30 avril 1981, *d'une somme de 11 730 000 F ; le dividende* unitaire correspondant s'élève à 23,50 F à l'encaissement, soit 24,574 F crédit d'impôt compris, contre 20,40 F (n'ouvrant pas droit à crédit d'impôt) en 1979.



Groupe Forges de Strasbourg

ACTIVITÉ DIVERSIFIÉE :

— Mobilier et aménagement des *espaces de bureau* : Strafor, société Steelcase-Strafor.

— Biens d'équipements industriels Comessa (manutention, séchage, constructions métalliques et fluviales).

— Cloisons amovibles Hausermann S.A.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes (non *consolidés*) pour l'exercice 1980.

Le *chiffre d'affaires* hors taxes s'est élevé à 582 069 339 F, en progression de 23,8 %.

Après dotation aux amortissements de 16 469 653 F et aux provisions d'exploitation de 4 378 596 F, le bénéfice d'exploitation s'est élevé *à 23 044 682 F contre 17 783 222 F en* 1979.

Le solde bénéficiaire du compte Pertes et profits après impôts atteint 15 051 198 F contre 9 386 314 F l'année précédente.

Signalons que les chiffres 1980 ne sont pas directement comparables à ceux de l'exercice antérieur. En effet, d'une part, le compte Pertes et profits a été affecté de charges *exceptionnelles de* 11 660 000 F découlant de l'arrêt de l'activité machines-outils.

D'autre part, dans le compte d'exploitation, les dividendes des filiales se sont élevés à 13 183 746 F contre 3 290 406 F l'année précédente.

Le conseil proposera à l'assemblée *du 23 juin de fixer le dividende* à 7,50 F par action, soit 11,25 F avec l'avoir fiscal, contre respectivement 6,20 F et 9,30 F au titre de l'exercice précédent.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 AVRIL

Reprise

Après son accès de faiblesse du début de la semaine, la Bourse de Paris s'est inscrite en assez sensible reprise, l'indice instantané regagnant 1,2 % environ sur les 2 % perdus la veille.

Assez fortement déçus lundi par les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, les opérateurs se sont, à tort ou à raison, sentis rassurés sur les chances de succès de M. Giscard d'Estaing.

Ils attendaient les résultats de la réunion du comité central du P.C.F., jouant, d'ores et déjà, sur la mollesse du soutien qui serait apporté à M. François Mitterrand.

Par ailleurs, certains achats d'investisseurs français et étrangers ont été notés sur des titres déjà recherchés, tels Matra et C.G.E., laquelle a regagné intégralement ses pertes de la veille. Enfin, certaines Sicav, qui avaient retardé leurs acquisitions, ont dû employer leurs liquidités avant la fin du mois.

D'autres titres ont également été demandés, tels Peugeot (+ 6 %), C.S.F. (+ 5,2 %), Legrand (+ 4 %).

Au chapitre des replis, retenons celui, très notable, d'Essilor au lendemain des déclarations pessimistes de son président, le titre cédant près de 8,5 %. Signalons, également, la baisse de Skis Rossignol (– 3,8 %), d'Usinor (– 3 %), de Galeries Lafayette (– 2,5 %).

Aux valeurs étrangères, les américaines maintiennent leurs bonnes dispositions de la veille. Sur le marché de l'or, le lingot est inchangé à 86 000 F et le napoléon gagne 1,90 F à 847 F, après avoir perdu 2,90 F la veille, tandis que le cours de l'once, à Londres, abandonnait 4,50 dollars à 484,25 dollars.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SOMMER-ALLIBERT. – La cotation du titre a été suspendue en Bourse de Paris dans la perspective d'un projet d'opération financière. Le conseil d'administration de la société doit se réunir demain mercredi pour approuver la restructuration du capital, qui pourrait impliquer l'entrée d'un partenaire extérieur au groupe, et de nationalité allemande, dit-on. La reprise des cotations est prévue pour le jeudi 30 avril.

CARREFOUR. – Bénéfice net consolidé (part du groupe) pour 1980 : 342 millions de francs contre 279 millions, sur un chiffre d'affaires (hors taxes) de 20,4 milliards contre 17,8 milliards de francs. Le bénéfice net ajusté par action se trouve porté à 155,18 francs contre 127,77 pour le précédent exercice.

MICHELIN. – Bénéfice net non consolidé : 137,7 millions de francs contre 152,2 millions de francs après provisions exceptionnelles « particulièrement importantes ». Dividende global : 51,75 F contre 48 F pour les actions A et 50,25 F contre 46,50 F pour les actions B.

OLIDA ET CABY ASSOCIÉS. – Bénéfice net pour 1980 : 17,7 millions de francs contre 22,2 millions, y compris les provisions pour investissements. Ces résultats comprennent l'activité de la société Fleury-Michon, détenue à 33,34 % par Olida-Caby. Dividende global : 15 F contre 13,50 F pour 1979.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE. – Bénéfice net consolidé au titre de l'exercice 1980 : 31,53 millions de francs contre 15,82 millions, la marge brute d'autofinancement progressant à 73,24 millions de francs contre 50,78 millions en 1979. Dividende global : 12,75 F contre 10,50 F.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	24 avril	27 avril
Valeurs françaises	103	101
Valeurs étrangères	113,8	114,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	111,7	109,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 28 avril ..... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27/4	28/4
1 dollar (en yens)	212,50	212,50

NEW-YORK

Irrégulier

Cette première séance de la semaine s'est achevée sur une légère hausse, en termes d'indice, après un fléchissement en milieu de séance.

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles affichait un gain de 3,70 points en clôture, à 1 024,05.

Une certaine irrégularité a prévalu, notamment en raison de la controverse que suscitent les dernières statistiques sur la productivité des entreprises privées américaines. Publiées par le département du travail, elles traduisent, pour les trois premiers mois de l'année, un gain de productivité de 3,6 % après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent.

La plupart des analystes interprètent cette amélioration comme un élément favorable à la lutte contre l'inflation, mais certains spécialistes craignent qu'elle ne vienne accroître les difficultés auxquelles continue de se heurter le président Reagan pour faire approuver son programme par le Congrès. Le volume des échanges s'est contracté à 51,08 millions d'actions contre 60 millions vendredi dernier, tandis qu'on dénombrait 806 plus-values face à 752 replis, 354 titres restant inchangés.

VALEURS	Cours 24 avril	Cours 27 avril
Alcoa	35 5/8	35 1/2
A.T.T.	55 1/2	55 7/8
Boeing	35	35 3/8
Chase Manhattan Bank	45 3/8	47 1/4
Du Pont de Nemours	49 1/8	51 1/4
Eastman Kodak	83 1/4	82 1/2
Exxon	67 1/2	68 1/2
Ford	22 3/4	23 1/2
General Electric	65 7/8	69 3/4
General Foods	33 1/2	34 3/8
General Motors	52	55 5/8
Goodyear	18 3/8	19
I.B.M.	59 7/8	61 1/8
I.T.T.	34 3/4	35 1/4
Kennecott	56 5/8	57 5/8
Mobil Oil	62 3/4	61 7/8
Pfizer	50 7/8	53 1/8
Schlumberger	96 7/8	98 3/4
Texaco	35 3/4	35 1/2
U.A.L. Inc.	28 5/8	27
Union Carbide	60	58 1/8
U.S. Steel	33 3/4	34 3/4
Westinghouse	31 7/8	34 1/8
Xerox Corp.	59 7/8	62 5/8

BOURSE DE PARIS 28 AVRIL COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	1 726
5 %	41	1 192
3 % amort. 45-54	71	2 227
4 1/4 % 1963	96 10	2 733
Emp. N. Eq. 6 % 66	111 50	3 452
Emp. N. Eq. 6 % 67	99 60	5 458
Emp. 7 % 1973	7223	....
Emp. 8,80 % 77	99 80	8 221
Emp. 9,80 % 78	81 20	7 813
E.D.F. 7,8 % 61	....	2 008
E.D.F. 14,5 % 80-92	97 50	11 977
Ch. France 3 %	194	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	770	770
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	2000
Concorde	335	340
Epargne de France	393	380
Financ. Victoire	292	300
France I.A.R.D.	139	136
GAN (Sté Centr.)	743	745

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/4	Cours des billets aux guichets – Achat	Cours des billets aux guichets – Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 157	5 182	5	5 250
Allemagne (100 DM)	237 080	236 990	230	242
Belgique (100 F)	14 583	14 535	13 700	14 400
Pays Bas (100 fl.)	213 190	213 110	207	218
Danemark (100 krd)	75 280	75 290	72 500	77 500
Norvège (100 k)	93 780	93 900	91	95
Grande-Bretagne (£ 1)	11 185	11 160	10 900	11 500
Grèce (100 drachmes)	9 735	9 735	....	....
Italie (1 000 lires)	4 752	4 752	4 600	5
Suisse (100 fr.)	260 200	260 250	254	267
Suède (100 krs)	109 280	109 310	105 500	111
Autriche (100 sch)	33 505	33 510	32 600	34 200
Espagne (100 pes.)	5 852	5 857	5 600	6
Portugal (100 esc.)	8 805	8 845	8 400	9 300
Canada ($ can 1)	4 327	4 342	4 180	4 410
Japon (100 yens)	2 440	2 431	2 310	2 440

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/4
Or fin (kilo en barre)	86000	86100
Or fin (en lingot)	86000	86000
Pièce française (20 fr)	845 10	847
Pièce française (10 fr)	465	461
Pièce suisse (20 fr)	603 20	603 50
Pièce latine (20 fr)	593	590
Souverain	738	732 50
Pièce de 20 dollars	3220	3276
Pièce de 10 dollars	1550	1550
Pièce de 5 dollars	810	.....
Pièce de 50 pesos	3468	3444
Pièce de 10 florins	602	619 90



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 28 avril 1981 a été tiré à 909 940 exemplaires.

L'APPEL DU P.C.F. EN FAVEUR DE M. MITTERRAND

Le comité central rend hommage à M. Marchais

Le comité central du parti communiste réuni à Paris le mardi 28 avril a adopté une résolution dans laquelle il rend d'abord hommage à Georges Marchais pour avoir conduit la bataille de l'élection présidentielle et « *mis en œuvre dans des conditions difficiles l'orientation politique de nos vingt-deuxième et vingt-troisième congrès* ».

Le comité central attribue le recul électoral du P.C.F. le 26 avril à la *polarisation provoquée par* l'élection du président de la République au suffrage universel qui conduit de nombreux électeurs de gauche à voter « *pour l'homme qui leur apparaît comme le seul placé pour combattre le représentant de la droite* ».

La résolution dénonce, d'autre part « *la campagne convergente des autres forces politiques* » qui a, selon le comité central, aggravé ce phénomène. Elle dénonce en particulier « *l'ultime et déloyale manœuvre qui a conduit des hommes et des femmes à voter pour déjouer une imaginaire menace de Jacques Chirac sur la présence de la gauche au deuxième tour* ».

Notant que les électeurs communistes qui ont voté pour François Mitterrand « *approuvent et soutiennent* » la politique du P.C.F. et demeurent « *des électrices et des électeurs communistes* », le comité central déclare : « *Il est vrai que le résultat du premier tour ne nous donne pas toute la force qui nous serait nécessaire pour aller vers le changement dans les meilleures conditions. Mais vous êtes des millions : nous pouvons, nous voulons prendre appui sur vous pour avancer le plus vite possible, pour battre Giscard d'Estaing et la politique du capital.* »

« *Dans l'objectif de réunir les meilleures conditions pour développer les luttes en vue de satisfaire les grandes revendications, en vue d'obtenir les réformes anticapitalistes et démocratiques indispensables, en vue d'imposer la constitution d'un gouvernement d'union de la gauche où les communistes auront la place qui doit être la leur, nous vous appelons à voter au second tour pour le candidat socialiste François Mitterrand.* »

En réponse au président sortant
M. MITTERRAND : « Il divise. Moi, je veux réunir. »

De notre correspondant

Nevers. — Après avoir ouvert la session de printemps du conseil général de la Nièvre et apporté des précisions sur l'étude des énergies nouvelles nivernaises, étude confiée à M. Haroun Tazieff, c'est de l'hôtel de ville de Nevers que M. François Mitterrand a fait, mardi 28 avril, à 13 h. 30, une déclaration en présence des élus responsables du parti socialiste :

« *Le premier devoir d'un président de la République est de rassembler les Français. Or, je constate avec regret que la façon dont M. Giscard d'Estaing engage sa campagne du deuxième tour lui interdit désormais d'y prétendre. Il est grave de l'entendre mettre en accusation la majorité des Français qui l'ont désavoué dimanche. Les libertés seraient en danger, dit-il. Je lui réponds hautement : n'insultez pas ceux qui contre vous veulent conquérir la liberté de vivre hors des angoisses du chômage dans un pays réconcilié et qui pensent que se défaire d'abord de votre politique est une chance de vivre mieux. Je rappelle à M. Giscard d'Estaing que la liberté c'est le peuple qui l'a conquise il y a bientôt deux siècles contre la féodalité de l'ordre ancien, que c'est le peuple qui l'a défendue souvent au prix de son sang contre la féodalité de l'argent, que c'est le peuple enfin qui lutte pour elle aujourd'hui contre la caste étroite et égoïste que, lui, Giscard incarne.*

» *Je récuse donc la campagne de violences verbales qui annonce d'autres violences du candidat sortant et je ne le suivrai pas sur ce terrain. Il divise. Moi je veux réunir. Je lui conteste simplement le droit de s'approprier un combat qui appartient en vérité aux forces populaires dont je suis le représentant.*

» *Que les bons se rassurent et* » *que les méchants tremblent* », *s'écria en 1849 le prince-président, futur Napoléon III, qui voulait lui aussi déjà se faire réélire président de la République. On croyait ce langage périmé. Je vois que la vieille droite reste dans sa logique identique à elle-même, sectaire, intolérante, et j'interroge les Français : est-ce cela qu'ils veulent ? Non.* »

Les prix de détail ont augmenté de 1 % en mars

Les prix de détail ont de nouveau fortement augmenté en mars, l'indice calculé par l'INSEE s'inscrivant à 272,3 contre 269,6 en février sur la base 100 en 1970, soit une hausse *de 1 % en un mois et de 12,5 % en* un an. En rythme annuel, calculé *sur les trois derniers mois connus* (janvier, février, mars), l'inflation *repasse à un rythme de 13 % contre* 12,5 % il y a un mois.

● *LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES* ont sensiblement progressé : + 1,5 % en un mois, + 11,5 % en un an, après une hausse déjà *forte en février* (+ 1,2 % par rapport à janvier). Les produits qui ont le plus augmenté sont surtout *les produits à base de céréales* (+ 1,8 % en un mois, + 13,6 % en un an) et de la pâtisserie fraîche (+ 1,5 % et + 12,7 %) : *la viande de* un an) et de la pâtisserie fraîche (+ 1,5 % et + 12,7 % ; *la viande de boucherie* (+ 1 % mais + 9,4 % seulement sur un an) ; *le porc et la charcuterie* (+ 1 % mais seulement + 6,2 % en un an), *le poisson et les produits de la mer* (+ 1,4 % et + 13,2 %), *les corps gras et huiles* (+ 1,5 % et + 10,6 %) à cause, notamment, de l'huile d'arachide (+ 5,4 % et + 23,1 %), *les fruits et légumes* (+ 2,6 % et + 15,1 %) à cause, surtout, des légumes frais (+ 4,3 % et + 18,7 %), *les boissons* alcoolisées (+ 2,9 % et + 14,3 %).

● *LES PRIX DES PRODUITS MANUFACTURÉS* augmentent de 0,8 % *en un mois* (+ 0,9 en février) et de 12,1 % en un an (13,1 % en février). Les principales augmentations sont enregistrées sur un poste intitulé « *autres articles d'équipement du ménage* » (+ 1,4 % en un mois, + 13,8 % en un an) qui regroupe notamment l'électricité et la quincaillerie ; les articles de toilette et de soins (+ 2,2 % et + 13,4 %) ; la *pharmacie* (+ 2,9 % *en un mois* et + 11,8 % en un an) ; les savons et détergents (+ 0,7 % et + 16,5 %), les papeteries et les livres et journaux (+ 1,2 % et + 14 %) ; l'énergie (+ 0,7 % et + 14,9 %) à cause du relèvement du prix du fuel (+ 1,2 %) et de l'essence (+ 0,5 %) et du gaz (+ 0,8 %).

● LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,8 % en mars et de 14 % en un an. Deux postes se sont particulièrement distingués pour leur forte hausse : soins personnels, *soins de l'habillement* (+ 1,4 % en un mois et + 22,3 % en un an) à cause notamment des tarifs des coiffeurs ; les hôtels, cafés, restaurants, cantines (+ 1,5 % en un mois, + 15,6 % en un an).

L'indice des prix de mars confirme plusieurs tendances enregistrées ces derniers mois : *la forte accélération des hausses des prix alimentaires* imputable au climat (légumes), à l'alourdissement de la fiscalité (boissons alcoolisées), aux marges et aux salaires (boulangerie et pâtisserie), aux prix de matières premières (arachides) ; *la décélération des prix des produits manufacturés* dont les hausses reviennent à un rythme annuel de 9,5 % au cours du premier trimestre (11,5 % au deuxième semestre 1980) ; *la décélération également des prix des services* malgré les dérapages spectaculaires de certaines professions (coiffeurs). On notera que les hausses des prix de l'énergie (fuel, essence, gaz) et de la fiscalité sur les alcools expliquent à elles seules deux dixièmes de hausse de l'indice de mars (soit 0,2 % sur 1 %).

Après les profanations de sépultures juives à Bagneux
ONZE PERSONNES ONT ÉTÉ INTERPELLÉES

Onze personnes ont été interpellées mardi 28 avril et gardées à vue dans les locaux de la brigade criminelle de la préfecture de Paris chargée de l'enquête sur les déprédations de tombes juives, dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 avril, au *cimetière parisien de* Bagneux (Hauts-de-Seine). Ces onze militants néo-nazis, connus des services de police, ont été entendus sur leur emploi du temps. Ils ont été relâchés en fin de matinée. M. Marc Fredriksen, ancien président de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE), dissoute le 3 septembre 1980, devait être à son tour entendu dans l'après-midi de mardi 28 avril.

D'autre part, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) organise, le mercredi 29 avril, à 18 h. 30, une « cérémonie de recueillement et de réparation » au cimetière parisien de Bagneux. Il appelle la population parisienne, les associations juives, les mouvements d'anciens combattants déportés et résistants à se joindre à la manifestation.

Le grand rabbin Sirat sera présent et prononcera, devant l'assistance silencieuse, la prière des morts. La Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), protestant contre l'« odieuse agression nazie », s'associent à la manifestation.

De son côté, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.) « s'élève avec indignation contre cet acte odieux et s'inquiète de constater que, de Copernic à Vitry, le souffle de discriminations raciales et xénophobes ne fait que croître dans le pays ».

La police intervient au centre Assas

A l'appel du recteur de l'académie de Paris, les forces de police ont pénétré mardi 28 avril, peu avant 13 heures, à l'intérieur du centre universitaire Assas (Paris-II). Cette intervention a été provoquée par l'attitude de deux mouvements d'extrême droite, le Groupe union et défense (GUD) et le Front des étudiants nationalistes (FEN), dont quelques dizaines de militants bloquaient les portes de l'université et interdisaient aux étudiants d'y entrer ou d'en sortir.

Cette action « musclée » faisait suite à un mot d'ordre de grève lancé pour ce mardi contre la suppression d'un examen par l'administration. *Corporatistes*, de droite ou d'extrême droite, l'ensemble des organisations qui ont droit de cité à Assas, y appelaient : le GUD et le FEN, mais aussi la « Corpo », l'Union nationale interuniversitaire (UNI) et les giscardiens du Comité des étudiants libéraux de France (CELF). Toutefois, ces trois dernières organisations se seraient désolidarisées du mouvement *en milieu de journée.*

De nouveaux affrontements ont eu lieu, en début d'après-midi, entre militants d'extrême droite et forces de police, aux alentours du centre universitaire.

Ce sont ceux-là mêmes qui se faisait gloire de l'absence de grève qui la provoquent aujourd'hui. « *Le calme à Assas, c'est nous*, aime à dire Éric Zanettacci, le responsable du GUD. *Si la faculté n'a jamais été en grève depuis février 1969, c'est grâce à notre action* ».

Pourquoi donc ce revirement ? La raison invoquée est la suppression par l'administration d'un examen dit de « délestage ». Propre à Assas, ce contrôle des connaissances avait lieu en février, sur la base du volontariat, et permettait aux étudiants ayant obtenu plus de douze de moyenne de ne pas passer l'épreuve au mois de juin. Mais l'administration explique aujourd'hui que ces frais supplémentaires pour l'université et ce surcroît de travail pour les enseignants n'étaient compensés que par une faible réussite, tout au plus 5 à 10 % d'étudiants étant « délestés ».

Une « *mesure inique* », disent les organisations qui appellent à la grève. Mais ce « front unitaire » ne va sans quelque dissonances. Dans le local de l'UNI, décoré d'affiches et d'autocollants violemment antisocialistes et anticommunistes, chacun donne sa version. « *C'est un problème strictement local*, assure M. Patrick Moulin, de l'UNI. *La grève reste ponctuelle, exceptionnelle et, au premier incident violent, nous l'arrêtons.* » En revanche, le GUD envisage une grève qui dure « *jusqu'à satisfaction* », et fustige la nouvelle « loi Sauvage » sur les conseils d'université, « *qui restreint la participation des étudiants* », que l'UNI soutient au contraire fermement.

Le FEN, mouvement « nationaliste révolutionnaire » nostalgique des années 30, fait de cette grève « *une étape dans la lutte révolutionnaire contre le régime* », et ne paraît pas mécontent de cette agitation entre les deux tours. Enfin les giscardiens du CELF, qui soutiennent le mouvement, se font plutôt discrets : leur représentante partage son temps entre la « fac » et la rue de Marignan...

Les étudiants suivent-ils ? Lundi 27 avril, l'assemblée générale préparatoire n'a pas fait recette : une centaine de présents.

Charles de Noailles est mort

Nous apprenons le décès du vicomte Charles de Noailles, survenu à Grasse le 26 avril, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les jardins sont en deuil, ils ont perdu leur Dieu. Une fleur à la boutonnière, la veste taillée dans un tissu anglais, son « bâton » à la main, à quatre-vingt-neuf ans Charles de Noailles se promenait encore entre les arbres comme entre les êtres, discret, curieux comme il avait toujours vécu, insensible aux honneurs, même à celui qu'il faisait à tous ceux qui, du monde entier, venaient solliciter un conseil, voire une confidence.

Très jeune, Charles de Noailles sentit les limites du monde fermé, exclusif, auquel il appartenait et qui avait tant fasciné Marcel Proust. Seuls les créateurs pouvaient changer sa vie. Tout commença vraiment quand, en 1923, il épouse Marie Laure Bischoffsheim, arrière-petite-fille du marquis de Sade, petite-fille de Mme de Chevigné qui allait passer à la postérité sous le nom d'Oriane de Guermantes. Avec Marie Laure passionnée de peinture et de littérature, il forma un des couples les plus surprenants, les plus prestigieux de ce siècle.

Mécènes passionnés par l'avant-garde, les Noailles commandèrent à M ər-Stevens une villa cubiste, véritable œuvre d'art où ils accueillirent Giacometti, Laurens, Lipschitz, Jean-Michel Frank, Pierre Chareau, tous inconnus à l'époque. Dans la cave de la maison étaient entreposées, sur des rangées de panneaux grillagés servant à sécher le linge, les toiles fraîchement peintes de Miro, Léger, Chirico, Dali, Tanguy, alors également inconnus. Man Ray fut chargé de réaliser un film sur cette villa d'Hyères qui appartient aujourd'hui à la ville : les Mystères du château du Dé. André Gide, Aldous Huxley, séjournèrent dans la villa.

Bunuel et Cocteau y vinrent proposer Age d'or et le Sang ɗ'un poète, que les Noailles acceptèrent aussitôt de financer. Ils jugeaient que, puisqu'ils pouvaient aider les artistes, ils se devaient de le faire, malgré le scandale que cela provoqua à l'époque. « On doit agir quand la Providence vous a donné les avantages que les autres n'ont pas », disaient-ils. A cette générosité incomparable s'ajoutait une rare délicatesse.

Ils avaient hérité, l'un et l'autre, d'un goût étonnant : chez eux Goya, Rubens, Delacroix, côtoyaient Burne-Jones, Klee, Picasso, Mondrian, Brancusi.

Quand, avant mai 1968, on allait planer des États-Unis, Marie Laure de Noailles se passionnait pour le mouvement hippie et les happenings. Charles de Noailles garda toujours aussi un regard neuf sur le monde.

La sûreté de son goût, la sagesse qui le faisait se retirer chaque soir à 5 heures chez lui avec ses livres, ne lui donnaient aucune supériorité. On lui demanda un jour comment, lui qui était si marqué par le dix-septième et le dix-huitième siècle, était-il toujours si sensible à la nouveauté. Il répondit que les goûts les plus profonds de sa nature étaient l'eau qui sortait de terre, les sources et les attelages de chevaux.

Il laisse une œuvre irremplaçable, son jardin de Grasse, déjà ouvert au public de son vivant. Charles de Noailles était à l'image de ce jardin : il avait su laisser, entre le chant des fontaines et le silence des statues prises dans leur haies régulières, la nature, la vie s'exprimer.

FRANÇOIS-MARIE BANIER.

UN MILITAIRE TUÉ EN IRLANDE DU NORD

Belfast (A.F.P.). — Un soldat nord-irlandais a été tué par balles et un autre blessé, mardi matin 28 avril, au cours d'une embuscade tendue sur une route dans le sud-est de l'Ulster, a annoncé un porte-parole de l'armée britannique à Belfast.

L'attentat n'a pas été revendiqué.

A B C D E F G



